

ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2014

Les activités de Services Québec sont fusionnées depuis le 1^{er} avril 2013 à celle du Fonds de fourniture des biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. La nouvelle entité née de cette fusion se nomme le Fonds des biens et des services. À titre de fonds spécial, les informations concernant cette entité au 31 mars 2014 se retrouvent à la partie B : Fonds spéciaux, du volume 2 des Comptes publics 2013-2014.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société d'habitation du Québec (Société) ont été dressés par la direction qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité des données, notamment des estimations et des jugements comptables importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le rapport annuel de gestion concordent avec les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. La direction procède à des vérifications périodiques afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par la Société.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent. Le conseil d'administration est chargé de surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Le comité de vérification assiste le conseil d'administration dans cette tâche. Ce comité rencontre la direction de la Société et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, pour l'exercice clos le 31 mars 2014, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Le rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de son audit, la responsabilité de la direction pour ses états financiers, sa responsabilité d'auditeur ainsi que l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

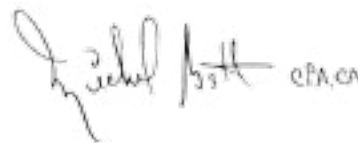
Président-directeur général,



Charles Larochelle

Québec, le 26 août 2014

Directeur général de l'administration,



Michel Bettez, CPA, CA



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société d'habitation du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la

préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société d'habitation du Québec au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Michel Samson, CPA auditeur, CA
Québec, le 26 août 2014

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

De l'exercice clos le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

	Notes	Budget (note 28)	2014	2013 Redressé (note 3)
REVENUS				
Contributions	4			
Gouvernement du Québec		488 105	335 231	399 862
Société canadienne d'hypothèques et de logement		407 934	406 199	389 069
Contributions non récurrentes du gouvernement du Québec	10	—	75 076	774 175
Contrepartie exigible des organismes pour l'utilisation des immeubles	26	174 588	174 389	163 957
Intérêts	26	32 887	29 773	30 984
Autres	5	80	669	477
		1 103 594	1 021 337	1 758 524

CHARGES				
Coût des programmes	4	877 984	833 391	804 742
Frais financiers	6,26	80 122	72 667	81 327
Frais d'administration	7,26	36 099	35 752	37 114
Amortissement des immobilisations corporelles	21	109 389	109 703	103 320
Autres	8	—	560	939
		1 103 594	1 052 073	1 027 442

(DÉFICIT) EXCÉDENT DE L'EXERCICE		—	(30 736)	731 082
EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE DÉJÀ ÉTABLI			167 337	(638 392)
REDRESSEMENT	3		(130 991)	(56 344)
EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE REDRESSÉ			36 346	(694 736)
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE			5 610	36 346

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

	Notes	2014	2013 Redressé (note 3)
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	—	29 396
Intérêts courus sur les prêts et autres	26	5 541	7 324
Débiteurs	10	863 834	990 232
Avances aux offices d'habitation pour des améliorations majeures capitalisables	11	93 150	125 066
Contribution recouvrable – Gouvernement du Québec	20	42 186	37 690
Prêts	12, 26	536 173	468 466
Placements de portefeuille	13	10 610	13 136
Encaisse réservée	14	27 670	9 634
		1 579 164	1 680 944
PASSIFS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	20 186	—
Créditeurs et charges à payer	15	202 223	251 290
Dû au gouvernement du Québec sans modalité de remboursement		13 530	13 530
Intérêts courus sur la dette à long terme et les emprunts temporaires	26	31 612	37 547
Provision pour vacances	22	3 541	3 494
Emprunts temporaires	16, 26	262 778	283 801
Subventions à payer	17	707 596	783 065
Dette à long terme	18, 26	1 732 896	1 633 867
Contributions reportées – Société canadienne d'hypothèques et de logement	19	120	7 195
Provision pour congés de maladie	22	6 204	6 586
Provision pour pertes sur garanties de prêts	20	42 186	37 690
		3 022 872	3 058 065
DETTE NETTE		(1 443 708)	(1 377 121)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles	21	1 449 318	1 413 467
EXCÉDENT CUMULÉ		5 610	36 346
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	23		
ÉVENTUALITÉS	24		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente du conseil d'administration,



Ginette Fortin, FCPA, FCGA, ASC

Président-directeur général,



Charles Larochelle

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

De l'exercice clos le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

	Notes	Budget (note 28)	2014	2013 Redressé (note 3)
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE DÉJÀ ÉTABLI			(1 246 130)	(2 021 968)
Redressement : Application de la norme sur les paiements de transfert	3		(130 991)	(56 344)
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE REDRESSÉE			(1 377 121)	(2 078 312)
Variation de la dette nette de l'exercice				
Immobilisations corporelles				
Acquisitions, incluant les intérêts capitalisés	21	(127 504)	(145 672)	(133 252)
Amortissement	21	109 389	109 703	103 320
Dispositions	21	—	118	41
		(18 115)	(35 851)	(29 891)
(Déficit) excédent de l'exercice		—	(30 736)	731 082
(Augmentation) diminution de la dette nette		(18 115)	(66 587)	701 191
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE			(1 443 708)	(1 377 121)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

De l'exercice clos le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

	Notes	2014	2013
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT			
Rentrées de fonds – contributions		924 369	821 258
Sorties de fonds – autres		(376)	(364)
Sorties de fonds – coût des programmes		(748 610)	(590 119)
Sorties de fonds – frais d'administration		(35 245)	(37 204)
Intérêts reçus		8 271	9 208
Intérêts payés		(78 602)	(84 252)
		69 807	118 527
Encaisse réservée	14	(18 036)	(8 023)
Sommes détenues pour le compte de tiers	15		
Rentrées de fonds – sommes reçues		22 607	10 748
Sorties de fonds – sommes versées		(4 704)	(2 765)
Intérêts reçus		153	40
		18 056	8 023
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement		69 827	118 527

ACTIVITÉS DE PLACEMENT			
Avances aux offices d'habitation pour des améliorations majeures capitalisables	11	(87 550)	(71 540)
Encaissements sur les placements de portefeuille		2 526	6 731
Acquisitions de placements de portefeuille		—	(8 488)
Encaissements sur les prêts		32 270	7 033
Flux de trésorerie liés aux activités de placement		(52 754)	(66 264)

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (suite)**De l'exercice clos le 31 mars 2014**

(en milliers de dollars)

	Notes	2014	2013
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	21	(145 311)	(132 511)
Produits sur la disposition d'immobilisations corporelles	21	650	296
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations		(144 661)	(132 215)

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Nouveaux emprunts temporaires		390 171	239 948
Remboursements d'emprunts temporaires		(148 223)	(39 802)
Nouvelle dette à long terme		98 649	—
Remboursements sur la dette à long terme		(262 591)	(115 774)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		78 006	84 372
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(49 582)	4 420
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	9	29 396	24 976
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	9	(20 186)	29 396

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2014

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION ET OBJETS

La Société, personne morale constituée par loi spéciale (*Loi sur la Société d'habitation du Québec*, RLRQ, chapitre S-8), a pour objets :

- d'aviser le ministre des besoins, des priorités et des objectifs de tous les secteurs de l'habitation au Québec;
- de stimuler le développement et la concertation des initiatives publiques et privées en matière d'habitation;
- de mettre à la disposition des citoyens du Québec des logements à loyer modique;
- de favoriser le développement et la mise en œuvre de programmes de construction, d'acquisition, d'aménagement, de restauration et d'administration d'habitations;
- de faciliter aux citoyens du Québec l'accession à la propriété immobilière;
- de promouvoir l'amélioration de l'habitat.

La Société prépare et met en œuvre, avec l'autorisation du gouvernement, les programmes lui permettant de rencontrer ses objets.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

Conformément au modèle de présentation recommandé par le *Manuel de CPA Canada pour le secteur public*, la Société présente les données budgétaires pour l'état des résultats ainsi que pour l'état de la variation de la dette nette telles que prévues et approuvées à l'origine. Les données budgétaires de l'exercice financier 2013-2014 de la Société ont été approuvées par son conseil d'administration le 4 avril 2013, avant même que le mode de présentation des résultats réels soit finalisé en raison des répercussions de l'application de la norme comptable canadienne pour le secteur public sur les paiements de transfert en 2012-2013. La note 28 explique et présente ces répercussions.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige le recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont des incidences sur la comptabilisation des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présentés dans les états financiers. Des estimations et hypothèses ont été utilisées pour évaluer les principaux éléments, tels que la provision pour pertes sur garanties de prêts, la provision pour congés de maladie, la durée de vie utile des immobilisations, la moins-value durable des placements et le coût des programmes et les contributions de la SCHL concernant la comptabilisation sur la base des travaux réalisés pour les programmes AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif et Rénovation Québec. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société recense, mesure et suit ses risques financiers afin de réduire leurs incidences sur ses résultats et sa situation financière. L'approche de la Société quant à la gestion des risques liés aux instruments financiers est présentée à la note 25.

Tous les instruments financiers de la Société sont classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement.

À la date de la transaction, les coûts de transaction pour les instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont ajoutés à la valeur comptable de ceux-ci.

Les actifs financiers se qualifiant comme instruments financiers sont composés des postes suivants : trésorerie et équivalents de trésorerie, intérêts courus sur les prêts et autres, débiteurs, avances aux offices d'habitation pour des améliorations majeures capitalisables, prêts, placements de portefeuille et encaisse réservée.

Les passifs financiers sont composés des postes suivants : créditeurs et charges à payer, intérêts courus sur la dette à long terme et les emprunts temporaires, provision pour

vacances, emprunts temporaires, subventions à payer et dette à long terme.

Un passif financier est décomptabilisé lorsque les obligations de l'entité sont éteintes, annulées ou qu'elles arrivent à expiration.

Les revenus et les charges d'intérêts sont évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dépréciation d'actifs financiers

À chaque fin d'exercice, si une indication objective de dépréciation des actifs financiers ou groupes d'actifs financiers existe, ceux-ci sont évalués pour déterminer si une dépréciation doit être comptabilisée.

Ainsi, lorsqu'un placement de portefeuille subit une moins-value durable, la valeur comptable de ce dernier doit être diminuée afin de refléter cette diminution.

Quant aux prêts, des provisions pour moins-values doivent être comptabilisées afin de présenter ces derniers au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

REVENUS

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus, y compris les gains réalisés, sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent.

Contributions

Lorsque la Société est bénéficiaire, elle doit comptabiliser à titre de revenu un paiement de transfert dans l'exercice où le transfert a été autorisé et où la Société satisfait à tous les critères d'admissibilité, sauf lorsque, et dans la mesure où, le transfert crée une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu à mesure que les conditions relatives à ce passif sont respectées.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) agit pour le compte du gouvernement du Canada en ce qui concerne les programmes prévus aux ententes-cadres Canada-Québec.

Contrepartie exigible des organismes pour l'utilisation des immeubles

La contrepartie exigible des organismes pour l'utilisation des immeubles est constatée à mesure qu'elle est gagnée en vertu de la réglementation en vigueur.

Intérêts

Les revenus d'intérêt sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés.

CHARGES

Les charges comprennent le coût des ressources qui sont consommées dans le cadre des activités de fonctionnement de l'exercice.

Coût des programmes

Les montants imputés au coût des programmes sont comptabilisés à titre de charges dans l'exercice où le transfert est autorisé et où le bénéficiaire satisfait à tous les critères d'admissibilité.

ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers constituent des éléments d'actif qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures; ils ne sont pas destinés à être utilisés pour la prestation de services.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie les soldes bancaires, dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible, et les placements facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

Prêts

Les intérêts créditeurs sont constatés au moment où ils sont gagnés. Lorsque le recouvrement du capital ou des intérêts n'est pas raisonnablement sûr, la comptabilisation des intérêts créditeurs cesse.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille comprennent des placements ayant une échéance supérieure à trois mois à partir de la date d'acquisition. Les placements de portefeuille se composent d'instruments du marché monétaire tels que des certificats de dépôt à terme ainsi que des billets à terme adossés à des actifs (BTAA) de tiers.

PASSIFS

Les passifs constituent des obligations de la Société envers des tiers en date des états financiers en raison d'opérations ou d'événements passés et dont leur acquittement donnera lieu à une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques dans le futur.

Contributions reportées – Société canadienne d'hypothèques et de logement

Les contributions reçues sont reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les contributions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenu est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont respectées.

Avantages sociaux futurs

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des congés de maladie par les employés.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que la direction ne dispose pas d'informations suffisantes pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour pertes sur garanties de prêts

Cette provision est établie en appliquant aux prêts garantis un taux basé sur l'expérience passée.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties, à l'exception des terrains. Leur coût inclut les frais financiers capitalisés pendant la période de construction, d'amélioration ou de développement.

Le développement informatique inclut le coût pour la conception, la réalisation, la mise en place et l'amélioration

des systèmes. Les développements informatiques en cours ne font pas l'objet d'amortissement.

Les bâtiments acquis sous forme d'apport ou pour une valeur symbolique sont comptabilisés à la juste valeur au moment de leur acquisition.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur les immobilisations corporelles sont passées en charge dans les résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative, soit :

Catégories	Durée
Bâtiments	35 à 40 ans
Améliorations majeures	20 ans
Améliorations locatives	5 ans
Matériel et équipement (incluant les logiciels)	3 ans
Développement informatique	5 ans

3. REDRESSEMENT

Au 1^{er} avril 2012, la Société a adopté la norme comptable SP 3410 – paiements de transfert et avait fait le choix d'appliquer celle-ci rétroactivement. La mise en application de cette norme était complexe et a ainsi rendu difficile le choix de la méthode comptable appropriée pour les programmes AccèsLogis Québec (ACL) et Rénovation Québec (PRQ). En effet, la difficulté résidait principalement dans l'analyse des données disponibles et des interprétations possibles relativement aux méthodes comptables à utiliser.

Plus précisément, en ce qui concerne l'établissement du paiement de transfert du programme ACL, la Société a jugé qu'elle ne disposait pas, au moment de publier les états financiers de l'exercice clos le 31 mars 2013, d'une information précise et d'une mesure fiable concernant les travaux réalisés. C'est pourquoi les paiements de transfert relatifs au programme ACL ont été comptabilisés jusqu'au 31 mars 2013 en considérant uniquement la partie des coûts des projets faisant l'objet de subventions par la Société et terminés au cours de l'exercice. La note 3 (b) des états financiers de l'exercice clos le 31 mars 2013 exposait cette situation.

Quant à l'établissement du paiement de transfert du programme PRQ, au moment de publier les états financiers de l'exercice clos le 31 mars 2013, la Société n'était pas en mesure d'appuyer la comptabilisation des charges et des revenus de ce programme sur la base des travaux réalisés. Ainsi, les paiements de transfert relatifs au PRQ ont été comptabilisés jusqu'au 31 mars 2013 sur la base des réclamations des mandataires.

En 2013-2014, la Société a procédé à des analyses afin de mieux comprendre la complexité de l'information disponible pour ainsi être en mesure de comptabiliser les paiements de transfert des programmes ACL et PRQ sur la base des travaux réalisés. Ce redressement est comptabilisé rétroactivement.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, il a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les éléments suivants :

	PROGRAMMES		TOTAL
	ACL	PRQ	
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ			
Contributions – Société canadienne d'hypothèques et de logement	(15 120)	(1 199)	(16 319)
Coût des programmes	57 201	1 127	58 328
Excédent de l'exercice	(72 321)	(2 326)	(74 647)
Déficit cumulé au début de l'exercice	43 826	12 518	56 344
Excédent cumulé à la fin de l'exercice	(116 147)	(14 844)	(130 991)
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE			
Débiteurs (Contributions Société canadienne d'hypothèques et de logement – note 10)	446	—	446
Créditeurs et charges à payer (Bénéficiaires de subventions – note 15)	126 937	14 844	141 781
Contributions reportées – Société canadienne d'hypothèques et de logement	(10 344)	—	(10 344)
Dette nette	116 147	14 844	130 991
Excédent cumulé	(116 147)	(14 844)	(130 991)
ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE			
Dette nette au début de l'exercice	43 826	12 518	56 344
Excédent de l'exercice	(72 321)	(2 326)	(74 647)
Dette nette à la fin de l'exercice	116 147	14 844	130 991
NOTES COMPLÉMENTAIRES			
23. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	(126 937)	(14 844)	(141 781)
24. ÉVENTUALITÉS	(105 773)	—	(105 773)

4. COÛT ET CONTRIBUTIONS AUX PROGRAMMES

	2014			2013 Redressé (note 3)		
PROGRAMMES	COÛT	CONTRIBUTIONS		COÛT	CONTRIBUTIONS	
		GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	SCHL		GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	SCHL
Aide au logement social, communautaire et abordable						
Logement à but non lucratif						
Public						
Volet régulier	259 079	34 284	224 795	242 714	44 814	197 900
Volet Inuit ^(a)	79 315	28 237	51 078	82 608	25 909	56 699
	338 394	62 521	275 873	325 322	70 723	254 599
Privé						
Coopératives d'habitation et organismes à but non lucratif	32 264	8 345	23 919	33 994	8 795	25 199
Logements autochtones urbains	7 976	2 018	5 958	7 736	1 952	5 784
Logements autochtones ruraux	9 234	2 320	6 914	9 216	2 314	6 902
	49 474	12 683	36 791	50 946	13 061	37 885
	387 868	75 204	312 664	376 268	83 784	292 484

(a) Inclut une dépense de 1 222 milliers de dollars au 31 mars 2014 (31 mars 2013 : 187 milliers de dollars) en vertu du programme de Construction de logements nordiques au Nunavik (décret 190-2008). La totalité de cette dernière est assumée par le gouvernement du Québec.

4. COÛT ET CONTRIBUTIONS AUX PROGRAMMES (suite)

	2014			2013 Redressé (note 3)		
PROGRAMMES	COÛT	CONTRIBUTIONS		COÛT	CONTRIBUTIONS	
		GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	SCHL		GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	SCHL
Aide au logement social, communautaire et abordable (suite)						
Montant reporté (page 97)						
Logement à but non lucratif	387 868	75 204	312 664	376 268	83 784	292 484
AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif	195 793	177 991	17 802	175 873	155 249	20 624
Supplément au loyer	80 872	60 295	20 577	75 517	54 439	21 078
Allocation-logement destinée aux personnes âgées et aux familles	71 888	36 841	35 047	72 652	37 172	35 480
Logement abordable Québec						
Volet social et communautaire	5 364	4 262	1 102	11 376	11 376	—
Volet privé	180	191	(11)	199	203	(4)
Aide d'urgence dans le contexte de la pénurie de logements locatifs						
Programme 2004	3 874	3 874	—	4 204	4 204	—
Programme 2005	1 002	1 002	—	1 093	1 093	—
Aide aux organismes communautaires	1 520	1 520	—	1 520	1 520	—
Spécial de supplément au loyer	467	467	—	—	—	—
Achat-rénovation de logements coopératifs et à but non lucratif	358	358	—	(222)	(222)	—
Initiative en habitation au Nunavik	37	37	—	53	53	—
Sous-total	749 223	362 042	387 181	718 533	348 871	369 662

4. COÛT ET CONTRIBUTIONS AUX PROGRAMMES (suite)

	2014			2013 Redressé (note 3)		
PROGRAMMES	COÛT	CONTRIBUTIONS		COÛT	CONTRIBUTIONS	
		GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	SCHL		GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	SCHL
Amélioration de l'habitat						
Rénovation Québec	27 488	27 488	—	28 641	29 122	(481)
Adaptation de domicile	27 070	27 070	—	26 207	26 219	(12)
Aide à la rénovation en milieu rural	14 119	8 199	5 920	19 055	11 370	7 685
Programme pour les résidences endommagées par la pyrrhotite	8 706	8 706	—	3 403	3 403	—
Réparations d'urgence	2 001	890	1 111	3 599	2 100	1 499
Logements adaptés pour aînés autonomes	872	246	626	3 050	1 680	1 370
Programme spécial de rénovation de maisons de la communauté algonquine de Kitcisakik	300	300	—	450	450	—
Amélioration des maisons d'hébergement	289	114	175	845	552	293
Revitalisation des vieux quartiers	105	105	—	101	101	—
Sous-total	80 950	73 118	7 832	85 351	74 997	10 354
Accession à la propriété						
Programme favorisant l'accession à la propriété et la rénovation résidentielle dans la région de Kativik	2 652	2 640	12	424	436	(12)
Logements en régions éloignées	—	1	(1)	8	8	—
Sous-total	2 652	2 641	11	432	444	(12)

4. COÛT ET CONTRIBUTIONS AUX PROGRAMMES (suite)

	2014			2013 Redressé (note 3)		
PROGRAMMES	COÛT	CONTRIBUTIONS		COÛT	CONTRIBUTIONS	
		GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	SCHL		GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	SCHL
Appui à l'industrie						
Appui au développement de l'industrie québécoise de l'habitation	406	406	—	372	372	—
Divers programmes en phase de fermeture ^(b)	160	192	(32)	54	(71)	125
TOTAL	833 391	438 399	394 992	804 742	424 613	380 129
CONTRIBUTIONS						
Coût des programmes		438 399	394 992		424 613	380 129
Frais d'administration (note 7)		24 545	11 207		28 174	8 940
Insuffisance des contribu- tions du gouvernemen t du Québec sur le coût des programmes et les frais d'administration		(127 713)	—		(52 925)	—
TOTAL		335 231	406 199		399 862	389 069

(b) Les divers programmes en phase de fermeture regroupés à ce poste sont les suivants : Aide au logement populaire, RénoVe, Aide à la mise de fonds, Logement abordable Québec – Volet Nord-du-Québec, Projet d'aide québécoise aux victimes du typhon Haiyan aux Philippines et Aide aux propriétaires de bâtiments résidentiels endommagés par l'oxydation de la Pyrite.

5. AUTRES REVENUS

	Note	2014	2013
Honoraires		–	24
Gain sur la disposition de terrains		532	255
Gain sur la vente de placements de portefeuille	13	29	142
Revenus divers		108	56
		669	477

6. FRAIS FINANCIERS

	Note	2014	2013
Intérêts sur la dette à long terme		69 117	79 025
Intérêts sur les emprunts temporaires	16	3 550	2 302
		72 667	81 327

7. FRAIS D'ADMINISTRATION

	Note	2014	2013
Traitements et autres rémunérations	22	27 712	28 188
Services de transport et de communication		983	1 184
Services professionnels et autres	26	3 989	4 455
Loyers	26	2 711	2 729
Fournitures et approvisionnements		218	183
Subventions diverses		139	375
		35 752	37 114

Ces frais d'administration sont compensés par des contributions qui sont réparties comme suit :

	2014	2013
Gouvernement du Québec	24 545	28 174
Société canadienne d'hypothèques et de logement	11 207	8 940
	35 752	37 114

8. AUTRES CHARGES

	Note	2014	2013
Remise aux organismes du gain ou du produit sur la disposition de terrains		560	296
Perte sur placements de portefeuille	13	–	643
		560	939

Comme il est stipulé dans les accords de mise en œuvre concernant le Programme d'aide au logement social qui sont intervenus entre la Société et la SCHL, la Société remet les gains ou les produits sur la disposition d'immeubles (terrains et bâtiments) se rapportant à ce programme aux partenaires, en proportion de leurs parts dans les dépenses budgétaires qui y sont attribuables, par l'entremise des organismes subventionnés.

9. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	2014	2013
Découvert bancaire	(20 186)	(3 016)
Placements, au coût, 1,100 % à 1,330 %, échus au cours de l'exercice	–	32 412
	(20 186)	29 396

10. DÉBITEURS

	2014	2013 Redressé (note 3)
Contributions		
Gouvernement du Québec ^(a)	710 528	790 514
Société canadienne d'hypothèques et de logement	88 236	127 682
Bénéficiaires de subventions	43 391	48 675
Contrepartie exigible des organismes pour l'utilisation des immeubles	20 744	22 857
Avance au fonds consolidé du revenu	434	–
Autres	501	504
	863 834	990 232

(a) Ce montant inclut notamment une somme de 229 865 milliers de dollars au 31 mars 2014 (31 mars 2013 : 255 405 milliers de dollars) afin de pourvoir au paiement des dépenses inscrites au déficit cumulé au 31 mars 2010 de Immobilière SHQ, en vertu du décret 244-2013 du 27 mars 2013, une somme de 366 787 milliers de dollars au 31 mars 2014 (31 mars 2013 : 518 770 milliers de dollars) pour le paiement des dépenses inscrites à la dette nette au 1^{er} avril 2012, à la suite de l'application de la norme comptable sur les paiements de transfert, autorisé en vertu du décret 245-2013 du 27 mars 2013 et une somme de 75 076 milliers de dollars au 31 mars 2014 pour le paiement de dépenses inscrites à la dette nette au 1^{er} avril 2013 à la suite de la comptabilisation sur la base des travaux réalisés pour le programme AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif afin de se conformer, dans son application, à la norme comptable sur les paiements de transfert, autorisé en vertu du décret 210-2014 du 5 mars 2014. L'échéancier relatif à ces encaissements est à déterminer avec le gouvernement du Québec. Par ailleurs, ce montant de 75 076 milliers de dollars (31 mars 2013 : 774 175 milliers de dollars) a été comptabilisé parmi les revenus à titre de contributions non récurrentes du gouvernement du Québec au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014.

11. AVANCES AUX OFFICES D'HABITATION POUR DES AMÉLIORATIONS MAJEURES CAPITALISABLES

Des avances ont été versées aux offices d'habitation depuis l'exercice clos le 31 mars 2009 pour des travaux d'améliorations majeures relatifs à des immeubles leur appartenant. Ces avances seront converties ultérieurement en prêts à long terme. À partir du versement des avances jusqu'à leur conversion en prêts à long terme, des intérêts sont facturés mais aucun remboursement de capital n'est exigé. Durant les travaux, ces intérêts sont

capitalisés au coût des améliorations majeures par les offices d'habitation. Subséquemment à la fin des travaux, les intérêts payés sur les avances sont inclus dans les charges encourues et pris en compte dans l'établissement de leurs résultats d'exploitation. En 2013-2014, la Société a converti des avances totalisant 119 466 milliers de dollars (31 mars 2013 : 172 582 milliers de dollars) en prêts.

Ces avances sans modalité de remboursement sont consenties à des taux d'intérêt fixes. Le taux au 31 mars 2014 est de 1,270 % (2013 : 1,271 % et 1,305 %).

12. PRÊTS

	2014					2013
	Taux d'intérêt fixe échéant					
	2015-2016 à 2019-2020	2020-2021 à 2024-2025	2025-2026 à 2029-2030	2030-2031 à 2033-2034	Total	Total
Prêts ^(a) garantis par hypothèques immobilières remboursables par mensualités ou annuités au taux d'intérêt de :						
6,875 %	5 651	23 935	—	—	29 586	41 944
7,000 % à 7,500 %	—	34 263	9 967	—	44 230	49 068
7,625 % à 7,875 %	52	67 169	36 428	—	103 649	112 268
8,000 % à 8,625 %	—	28 604	43 422	—	72 026	88 690
10,500 % à 15,125 %	448	—	153	—	601	839
	6 151	153 971	89 970	—	250 092	292 809
Prêts ^(a) non garantis remboursables par mensualités au taux d'intérêt de :						
2,960 %	—	86	—	—	86	98
3,563 % à 4,016 %	—	—	—	279 543	279 543	167 771
6,875 %	—	4 123	—	—	4 123	5 388
8,000 %	—	—	2 329	—	2 329	2 400
	—	4 209	2 329	279 543	286 081	175 657
	6 151	158 180	92 299	279 543	536 173	468 466

(a) Suite aux remboursements de capital et d'intérêts effectués par les organismes liés par des conventions d'exploitation avec la Société, les dépenses d'intérêts et d'amortissement de l'immobilisation acquise avec le prêt sont incluses aux charges encourues par ceux-ci et prises en compte dans l'établissement de leurs résultats d'exploitation. En vertu des conventions d'exploitation intervenues entre la Société et ses partenaires, les déficits ou les surplus d'exploitation sont partagés entre eux conformément aux modalités convenues (note 23).

L'échéancier des encaissements à recevoir au cours des prochains exercices sur les prêts se détaille comme suit :

2014-2015	30 169
2015-2016	31 978
2016-2017	33 816
2017-2018	35 978
2018-2019	38 291
	170 232
2019-2020 à 2023-2024	186 138
2024-2025 à 2028-2029	114 507
2029-2030 à 2033-2034	65 296
Total	536 173

13. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

	2014	2013
Certificat de dépôt (1,270 %, échu le 13 mai 2013)	-	2 500
Billets à terme adossés à des actifs de tiers	10 610	10 636
	10 610	13 136

Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) de tiers

Au 31 mars 2014, la Société détient des BTAA émis conformément au plan de restructuration du Comité pan-canadien des investisseurs finalisé le 21 janvier 2009.

Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers. Les billets sont détenus à travers des structures sous forme de fiducies appelées « véhicules d'actifs-cadres (VAC) ». Les actifs sous-jacents sont essentiellement des trocs de défaillance de crédit pour VAC1 et VAC2, tandis que VAC3 contient notamment des actifs traditionnels tels que les créances hypothécaires résidentielles et commerciales.

Les actifs soutenus par la facilité de financement de marge pour les VAC1 et VAC2 sont constitués d'une combinaison de billets de catégories A-1, A-2, B et C assortis d'une échéance prévue jusqu'en juillet 2056. Les actifs inadmissibles dans VAC2 ont été séparés dans des billets reflets pour les actifs inadmissibles (AI). Les actifs dans VAC3 ont été séparés dans des billets reflets pour les actifs traditionnels (AT) et les actifs inadmissibles (AI).

Les billets de catégories A-1, A-2 et B portent intérêt au taux des acceptations bancaires moins 0,50 %. L'intérêt sur les billets de catégorie B est cumulatif et est payable seulement lorsque le capital et l'intérêt des billets A-1 et A-2 auront été réglés intégralement. Les billets de catégorie C portent intérêt au taux des acceptations

bancaires plus 20 %. Ces intérêts sont cumulatifs et payables seulement lorsque le capital et l'intérêt des billets A-1, A-2 et B auront été réglés intégralement.

Quant aux billets reflets pour actifs traditionnels et inadmissibles, ils portent intérêt à un taux qui sera rajusté en fonction du rendement des actifs sous-jacents.

Au 31 mars 2014, la Société détient des BTAA d'une valeur nominale de 13 214 milliers de dollars (31 mars 2013 : 13 240 milliers de dollars) émis par des tiers et dont la valeur nette était de 10 610 milliers de dollars (31 mars 2013 : 10 636 milliers de dollars).

Catégories	2014	2013
VAC2		
Catégorie A-1	9 130	9 130
Catégorie A-2	2 874	2 874
Catégorie B	522	522
Catégorie C	388	388
	12 914	12 914
VAC3		
Billets reflets pour actifs traditionnels	186	186
Billets reflets pour actifs inadmissibles	114	140
	300	326
Valeur nominale	13 214	13 240
Provision cumulée pour moins-value	2 604	2 604
Valeur nette	10 610	10 636

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les titres de BTAA inclus dans le plan de restructuration, la direction a estimé le montant de BTAA qu'elle sera en mesure de récupérer ultérieurement sur la valeur nominale. Elle est d'avis que l'estimation est raisonnable et s'avère la plus appropriée au 31 mars 2014 en fonction de l'information disponible à ce jour. La moins-value est estimée selon une technique d'évaluation tenant compte de la qualité du crédit des actifs sous-jacents ainsi que de certaines hypothèses et probabilités. Elle tient compte également de la séquence de subordination imbriquée dans les billets : les billets C sont subordonnés aux billets B, les billets B le sont aux billets A-2 et les billets A-2 le sont aux billets A-1. Cette structure en cascade vise à ce que les tranches subordonnées absorbent les premières pertes jusqu'à concurrence de leur valeur nominale de façon à immuniser les tranches supérieures. Ainsi, ce sont les billets C et B qui absorbent les plus grandes baisses de valeur.

La Société considère que les BTAA n'ont pas subi de moins-value durable additionnelle durant l'exercice clos le 31 mars 2014. Les encaissements en capital de l'exercice totalisent 55 milliers de dollars (31 mars 2013 : 742 milliers de dollars) dont un montant de 29 milliers de dollars qui avait préalablement fait l'objet d'une radiation. Ce recouvrement a été inscrit à titre de gain sur la vente de placements de portefeuille au poste « Autres revenus » (note 5).

14. ENCAISSE RÉSERVÉE

L'encaisse réservée est constituée des réserves de remplacement centralisées relatives au Programme de logement à but non lucratif privé – coopératives d'habitation et organismes à but non lucratif au montant de 1 073 milliers de dollars au 31 mars 2014 (31 mars 2013 : 1 231 milliers de dollars). Ce compte sert à réaliser des travaux de remplacement, d'amélioration et de modernisation pour les coopératives d'habitation bénéficiaires de ce programme. La contrepartie des sommes détenues en fin d'exercice est incluse au poste « créditeurs et charges à payer » aux passifs de la Société.

Ce poste est également composé de sommes reçues des organismes subventionnaires en vertu des programmes AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif et Achat-rénovation de logements coopératifs et à but non lucratif qui sont redistribuées à des organismes qui œuvrent dans le domaine du logement coopératif et à but non lucratif au montant de 452 milliers de dollars au 31 mars 2014 (31 mars 2013 : 312 milliers de dollars). La contrepartie des sommes détenues en fin d'exercice est incluse au poste « créditeurs et charges à payer » aux passifs de la Société.

Finalement, l'encaisse réservée comprend également des sommes détenues temporairement destinées au Fonds québécois d'habitation communautaire (FQHC). Ce dernier est institué en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, chapitre C-38). Ce fonds a pour objectif de promouvoir le développement, le maintien et l'amélioration de l'habitation communautaire et de susciter la contribution du milieu à cet effet. Les programmes AccèsLogis Québec et Logement abordable Québec prévoient que les organismes bénéficiant de ces derniers versent une contribution au FQHC correspondant habituellement au capital remboursé ou à rembourser au cours des 10 premières années. Depuis avril 2012, la Société a encaissé des sommes destinées au FQHC provenant du refinancement des premiers organismes ayant contracté des prêts en vertu de ces programmes

pour un premier terme de 10 ans ou en début d'exploitation pour les projets débutés après le 9 février 2012. Or, certaines analyses et vérifications doivent être complétées avant que la Société puisse verser les sommes encaissées. Le total des sommes encaissées se chiffre à 26 145 milliers de dollars au 31 mars 2014 (31 mars 2013 : 8 091 milliers de dollars). La contrepartie des sommes détenues en fin d'exercice est incluse au poste « créditeurs et charges à payer ».

15. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	Note	2014	2013 Redressé (note 3)
Bénéficiaires de subventions		170 412	238 714
Fournisseurs et autres		4 121	2 942
Sommes détenues pour le compte de tiers	14	27 690	9 634
		202 223	251 290

16. EMPRUNTS TEMPORAIRES

La Société est autorisée par le gouvernement du Québec à effectuer des emprunts à court terme ou par voie de marge de crédit auprès d'institutions financières ou du Fonds de financement, entité sous contrôle commun, jusqu'à un maximum de 975 000 milliers de dollars, et ce, jusqu'au 31 mars 2014. À compter du 1^{er} avril 2014, ce maximum sera de 735 000 milliers de dollars, et ce, jusqu'au 31 mars 2017.

Tout emprunt contracté en vertu de cette autorisation porte intérêt au taux fixe négocié au moment de l'emprunt. Au 31 mars 2014, la Société détient trois emprunts échéant le 1^{er} avril 2014 au taux de 1,270 % (31 mars 2013 : cinq emprunts échus le 2 avril 2013 aux taux de 1,271 % et 1,305 %).

Depuis le 1^{er} avril 2013, la Société est également autorisée par le gouvernement du Québec à effectuer des emprunts temporaires à même le fonds consolidé du revenu jusqu'à un maximum de 5 000 milliers de dollars, et ce, jusqu'au 31 mai 2018. Tout emprunt contracté en vertu de cette autorisation porte intérêt au taux préférentiel au moment de l'emprunt. Au 31 mars 2014, la Société ne détient aucun emprunt en vertu de cette autorisation.

Les intérêts sur les emprunts temporaires de l'exercice sont imputés au poste de charges « frais financiers » (note 6).

17. SUBVENTIONS À PAYER

En vertu des programmes énumérés ci-dessous, la Société s'est engagée à rembourser le capital et les intérêts équivalant au montant de la subvention de la Société. Les taux d'intérêt varient entre 1,457 % et 4,900 % (31 mars 2013 : 1,481 % et 5,500 %).

Le solde dû en capital par programme se détaille comme suit :

	2014	2013
AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif ^(a)	443 614	489 795
Rénovation Québec	102 535	113 932
Logement abordable Québec		
Volet social et communautaire ^(a)	147 500	162 749
Volet privé	8 156	9 286
Revitalisation des vieux quartiers	5 764	6 958
Achat-rénovation de logements coopératifs et à but non lucratif ^(a)	27	345
	707 596	783 065

En présumant que les refinancements seront réalisés à l'échéance aux mêmes conditions que celles qui prévalaient au 31 mars 2014, l'échéancier des versements en capital à effectuer au cours des prochains exercices est le suivant :

2014-2015	75 624
2015-2016	76 158
2016-2017	76 330
2017-2018	77 551
2018-2019	78 606
2019-2020 à 2023-2024	280 997
2024-2025 à 2026-2027	42 330
	707 596

(a) La Société détient une garantie hypothécaire sur les immeubles visés par ces programmes afin d'assurer le respect par les organismes des conditions assumées par ces derniers, aux termes de la convention d'exploitation existant entre la Société et les organismes.

18. DETTE À LONG TERME

	2014			2013
	Taux d'intérêt fixe échéant			
	2014-2015 à 2018-2019	2019-2020 à 2033-2034	Total	Total
SCHL				
Obligations				
remboursables par versements mensuels 1,490 % à 4,810 %	648 597	119 368	767 965	757 265
remboursables par versements annuels ou semestriels et rachetables par anticipation 6,875 % à 11,000 %	—	238 718	238 718	261 415
remboursables par versements annuels 5,944 %	149	241 461	241 610	251 087
Emprunt garanti par hypothèque immobilière remboursable par versements mensuels 2,750 % à 7,875 %	373	389	762	808
	649 119	599 936	1 249 055	1 270 575
Autres				
Obligation				
remboursable par versements annuels et assurés par la SCHL 8,950 % remboursée le 1 ^{er} juillet 2013	—	—	—	131 639
Billets				
remboursables par versements mensuels 3,563 % à 4,016 %	—	483 841	483 841	231 653
	649 119	1 083 777	1 732 896	1 633 867

En présumant que les refinancements seront réalisés à l'échéance aux mêmes conditions que celles qui prévalaient au 31 mars 2014, l'échéancier des versements en capital à effectuer au cours des prochains exercices sur la dette à long terme se détaille comme suit :

2014-2015	133 330
2015-2016	131 999
2016-2017	129 215
2017-2018	124 904
2018-2019	123 220
	642 668
2019-2020 à 2023-2024	568 687
2024-2025 à 2028-2029	374 528
2029-2030 à 2033-2034	147 013
Total	1 732 896

19. CONTRIBUTIONS REPORTÉES – SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

Les contributions reportées de la SCHL sont liées au programme AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif, au programme Logement abordable Québec, à certains programmes d'amélioration de l'habitat ainsi qu'aux frais d'administration reliés à ces programmes.

Ces contributions reportées se rapportent à des transferts reçus pour lesquels la Société ne satisfait pas à toutes les stipulations. Tant que ces dernières ne sont pas toutes respectées, les contributions de la SCHL constituent un passif pour la Société.

Les variations survenues au cours de l'exercice dans le solde des contributions reportées sont les suivantes :

	2014	2013 Redressé (note 3)
Solde au début	7 195	18 034
Nouvelles contributions de l'exercice relatives aux :		
Programmes		
AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif et Logement abordable Québec	5 536	16 729
Amélioration de l'habitat ^{(a) (b)}	(2 490)	-
Frais d'administration	-	760
	10 241	35 523
Contributions constatées à titre de revenus de l'exercice relatives aux :		
Programmes		
AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif et Logement abordable Québec	(10 356)	(23 550)
Amélioration de l'habitat ^(a)	463	(2 474)
Frais d'administration	(228)	(2 304)
Solde à la fin	120	7 195

	2014	2013 Redressé (note 3)
Le solde à la fin est composé des éléments suivants :		
AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif et Logement abordable Québec	120	4 940
Amélioration de l'habitat ^(a)	-	2 027
Frais d'administration	-	228
	120	7 195

(a) Les contributions se rapportent à l'Entente concernant certains programmes de rénovation et d'adaptation de domicile pour les programmes suivants : Aide à la rénovation en milieu rural, Adaptation de domicile, Rénovation Québec, Réparations d'urgence, Logements adaptés pour aînés autonomes, Amélioration des maisons d'hébergement et certains volets du programme AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif.

(b) Montant à rembourser à la SCHL.

20. PROVISION POUR PERTES SUR GARANTIES DE PRÊTS

	2014	2013
Solde au début	37 690	34 300
Provision de l'exercice	5 238	3 442
Exécution de garanties	(742)	(52)
Solde à la fin	42 186	37 690

	2014	2013
La provision (taux) par programme se répartit comme suit :		
AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (2,5 %)	28 741	23 949
Logement abordable Québec – Volet social et communautaire (5,5 %)	12 096	12 286
Achat-rénovation de logements coopératifs et à but non lucratif (6,0 %)	878	950
Logement à but non lucratif – Privé (2,0 %)	436	467
Aide au logement populaire (2,0 %)	35	38
	42 186	37 690

Une contribution recouvrable du gouvernement du Québec, comptabilisée aux actifs financiers, assure la disponibilité des fonds pour couvrir cette provision.

21. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains (b),(e)	Bâtiments (c)	Améliorations majeures (a),(d),(f)	Améliorations locatives	Matériel et équipement (incluant les logiciels)	Développement informatique (g)	Total
Coût							
1^{er} avril 2012	101 401	921 918	400 682	1 597	9 508	28 472	1 463 578
Acquisitions	6	—	130 334	—	250	2 662	133 252
Dispositions	41	—	—	—	—	—	41
31 mars 2013	101 366	921 918	531 016	1 597	9 758	31 134	1 596 789
Acquisitions	—	—	141 181	—	256	4 235	145 672
Dispositions	118	—	—	—	—	—	118
31 mars 2014	101 248	921 918	672 197	1 597	10 014	35 369	1 742 343
Amortissement cumulé							
1^{er} avril 2012	—	37 013	10 769	1 408	8 846	21 966	80 002
Amortissement de l'exercice	—	73 985	26 308	74	424	2 529	103 320
31 mars 2013	—	110 998	37 077	1 482	9 270	24 495	183 322
Amortissement de l'exercice	—	73 760	33 215	62	337	2 329	109 703
31 mars 2014	—	184 758	70 292	1 544	9 607	26 824	293 025
Valeur nette comptable							
31 mars 2013	101 366	810 920	493 939	115	488	6 639	1 413 467
31 mars 2014	101 248	737 160	601 905	53	407	8 545	1 449 318

- (a) Des intérêts sur les emprunts temporaires au Fonds de financement totalisant 660 milliers de dollars au 31 mars 2014 (452 milliers de dollars au 31 mars 2013) ont été capitalisés aux améliorations majeures.
- (b) La Société détient des terrains en qualité de superficiaire, d'une durée illimitée, pour un montant de 33 758 milliers de dollars (31 mars 2013 : 33 758 milliers de dollars). Le tréfonds de ces terrains appartient à la Ville de Montréal.
- (c) Des bâtiments ayant une valeur comptable de 64 287 milliers de dollars au 31 mars 2014 (31 mars 2013 : 72 338 milliers de dollars) sont érigés sur des terrains que la Société détient en qualité d'emphytéote. Les emphytéoses viennent à échéance entre 2025 et 2042. Les rentes annuelles sont assumées par les offices d'habitation et sont incluses dans leur déficit d'exploitation.
- (d) Des améliorations majeures ayant une valeur comptable de 50 575 milliers de dollars au 31 mars 2014 (31 mars 2013 : 46 020 milliers de dollars) ont été apportées à des bâtiments qui sont érigés sur des terrains que la Société détient en qualité d'emphytéote. Les emphytéoses viennent à échéance entre 2025 et 2042. Les rentes annuelles sont assumées par les offices d'habitation et sont incluses dans leur déficit d'exploitation.
- (e) Des travaux d'expertise ont révélé que la Société est propriétaire de terrains contaminés. En vertu de la réglementation en matière d'environnement, la Société pourrait être tenue de réaliser des travaux de décontamination. Compte tenu des conventions d'exploitation signées notamment entre la Société et les offices d'habitation, les coûts qui pourraient découler de ces travaux seront payés et se retrouveront dans le déficit d'exploitation de ces offices d'habitation dans l'année de leur réalisation. Par conséquent, étant donné que les déficits d'exploitation des offices d'habitation sont assumés généralement à quatre-vingt-dix pour cent (90 %) par la Société, et ce, par l'entremise du programme Logement à but non lucratif, les coûts de décontamination seront alors inclus dans les coûts de ce programme de la Société au moment où ceux-ci seront encourus par les offices d'habitation. Ces coûts sont estimés à 3 378 milliers de dollars (31 mars 2013 : 5 238 milliers de dollars).
- (f) Le montant des acquisitions qui se retrouve dans les « crédettes et charges à payer » et qui n'a pas d'effet sur les flux de trésorerie s'élève à 6 365 milliers de dollars (31 mars 2013 : 6 004 milliers de dollars).
- (g) Le total du coût des immobilisations corporelles inclut des développements informatiques en cours pour un montant de 4 235 milliers de dollars (31 mars 2013 : aucun). Aucune dépense d'amortissement n'est associée à ces immobilisations.

22. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**Régimes de retraite**

Les membres du personnel de la Société participent soit au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des ex-agents de la paix en services

correctionnels (RRAPSC-2). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les taux de cotisation de la Société au RRAS, au RRPE, au RREGOP et au RRAPSC-2 ont été respectivement de 12,30 %, 12,30 %, 9,18 % et de 7,50 % de la masse salariale cotisable du 1^{er} avril au 31 décembre 2013 et de 14,38 %, 14,38 %, 9,84 % et 9,80 % du 1^{er} janvier au 31 mars 2014.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2014 (0,54 % au 1^{er} janvier 2013) de la masse salariale cotisable qui doit être versée dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, la Société doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2013 correspondant à 1,08 % de la masse salariale cotisable et à 11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014.

Les cotisations de la Société, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice et comptabilisées aux frais d'administration s'élèvent à 1 873 milliers de dollars (31 mars 2013 : 1 663 milliers de dollars). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provisions pour congés de maladie et vacances

La Société dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par la Société.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de les monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. De plus, les employés peuvent faire le choix d'utiliser ces journées non utilisées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite.

Évaluations et estimations subséquentes

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la Société. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés. Ces obligations sont évaluées selon une méthode actuarielle qui tient compte de la répartition des prestations constituées.

Les principales hypothèses économiques à long terme utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des obligations relatives aux congés de maladie sont les suivantes :

		2014	2013
• taux d'inflation		2,50 %	2,75 %
• progression des salaires nette d'inflation	– RREGOP	0,50 %	0,50 %
	– RRPE, RRAS	0,50 %	0,50 %
	– RRAPSC-2	0,50 %	0,50 %
• taux d'actualisation	– RREGOP	3,99 %	3,25 %
	– RRPE, RRAS	3,78 %	3,25 %
	– RRAPSC-2	1,40 %	1,38 %
• durée résiduelle moyenne pondérée d'activités des salariés actifs	– RREGOP	14 ans	11 ans
	– RRPE, RRAS	11 ans	11 ans
	– RRAPSC-2	2 ans	2 ans
• facteur de réduction		96 %	93 %

	2014		2013	
	Vacances	Congés de maladie	Vacances	Congés de maladie
Solde au début	3 494	6 586	3 404	6 292
Charge de l'exercice	2 404	814*	2 346	1 336*
Prestations versées ou annulées au cours de l'exercice	(2 357)	(1 196)	(2 256)	(1 042)
Solde à la fin	3 541	6 204	3 494	6 586

* Les charges de l'exercice incluent les intérêts et l'amortissement des gains et pertes actuariels.

23. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En vertu des conventions d'exploitation intervenues dans le cadre du programme Logement à but non lucratif entre les organismes, les municipalités et la Société, cette dernière s'est engagée à subventionner une partie correspondant généralement à 90 % du déficit d'exploitation, s'il y a lieu, encouru par les organismes. La durée de ces conventions varie de 35 à 50 ans et elles viendront à échéance à compter de la fin de l'année civile 2014 jusqu'à 2046. La contribution de la Société sur le déficit d'exploitation de l'année civile 2014 est estimée à 368 181 milliers de dollars (2013 : 355 442 milliers de dollars) pour la totalité du programme Logement à but non lucratif dont un montant de 106 483 milliers de dollars a été constaté dans les états financiers du 31 mars 2014 (31 mars 2013 : 106 293 milliers de dollars).

Quant aux programmes AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif et Amélioration de l'habitat, la Société s'est engagée à accorder, sous réserve du respect des conditions de ces programmes et des modalités déterminées, une aide financière sous forme de subvention pour la réalisation de certains projets.

Ces engagements se détaillent comme suit :

	2014	2013 Redressé (note 3)
Aide au logement social, communautaire et abordable		
Logement à but non lucratif	261 698	249 149
AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif	116 584	100 559
Amélioration de l'habitat	31 570	38 081
	409 852	387 789

Il est prévu que la subvention soit constatée au cours des prochains exercices selon l'échéancier suivant :

2014-2015	403 174
2015-2016	6 632
2016-2017	46
	409 852

24. ÉVENTUALITÉS

Garanties de prêts ^(a)

La Société garantit le remboursement des prêts accordés par des institutions financières à des organismes bénéficiant des programmes AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif, Achat-rénovation de logements coopératifs et à but non lucratif et Logement abordable Québec – Volet social et communautaire.

Ces garanties de remboursement comprennent des prêts consentis, avant l'achèvement des projets d'habitation, sous forme de marge de crédit et de marge de crédit hypothécaire, afin d'assurer le prêt de démarrage ainsi que le financement intérimaire. Le montant maximal de ces prêts, net de la provision pour pertes sur garanties de prêts, totalisait 148 472 milliers de dollars au 31 mars 2014 (31 mars 2013 – redressé : 127 698 milliers de dollars).

Ces prêts, une fois la construction des projets d'habitation terminée, seront scindés en deux parts afin d'en assurer le financement à long terme. Une de ces parts correspond au montant d'aide financière consentie par la Société et comptabilisée à titre de charge de l'exercice. L'autre part correspondant à la partie non subventionnée des projets d'habitation sera garantie par la Société pour une période de 25 ou de 35 ans, à la suite d'une acceptation de prolongation de la part de la Société. Le montant maximal des prêts, net de la provision pour pertes sur garanties de

prêts et correspondant à la partie non subventionnée, totalisait 1 172 915 milliers de dollars au 31 mars 2014 (31 mars 2013 : 1 001 349 milliers de dollars).

La Société détient des recours qui lui permettraient de recouvrer des sommes remboursées à une institution financière suite à la mise en œuvre de la garantie en raison du défaut d'un organisme. À la suite d'un tel remboursement de la garantie par la Société à l'institution financière, cette dernière subroge la Société de tous ses droits, titres et intérêts, y compris ceux d'une créance hypothécaire de premier rang. La nature des actifs obtenus de ces recours se compose des biens immobiliers ayant fait l'objet d'une subvention en vertu des programmes mentionnés ci-dessus.

Autres garanties ^(a)

La Société a conclu des accords avec la SCHL relativement au programme de Logement à but non lucratif privé, au programme d'Aide au logement populaire ainsi qu'au programme de Logement en régions éloignées en vertu desquels elle s'est engagée à acheter les propriétés reprises par la SCHL à la suite du défaut de paiement d'un emprunteur, pour une somme correspondant à la valeur de la réclamation payée au prêteur agréé, plus les frais d'accessoires. Les garanties accordées pour les programmes couvrent des périodes de 25 ans sauf celles ayant trait aux prêts accordés dans les régions urbaines pour les programmes de Logement à but non lucratif privé, qui sont de 35 ans. Le solde des prêts, net de la provision pour pertes sur garanties de prêts, et assujetti à ces accords totalisait 230 985 milliers de dollars au 31 mars 2014 (31 mars 2013 : 250 675 milliers de dollars).

Programme Initiative en habitation au Nunavik

En vertu de ce programme, la Société s'est engagée à verser une contribution égale aux encaissements réalisés par l'Office d'habitation Kativik au regard des arrérages de loyer antérieurs au 31 décembre 1999, et cela, jusqu'à concurrence de 2 949 milliers de dollars. Le solde de cet engagement s'établissait à 921 milliers de dollars au 31 mars 2014 (31 mars 2013 : 958 milliers de dollars).

Logements nordiques

Dans le cadre de ses programmes, la Société peut garantir un prêt. Au 31 mars 2014, les emprunts garantis pour financer les opérations relatives à la construction de logements nordiques totalisaient 43 151 milliers de dollars (31 mars 2013 : 11 609 milliers de dollars).

Poursuites

Le solde des actions en justice en dommages et intérêts intentées contre la Société totalise 4 108 milliers de dollars. Selon l'opinion de la Société, aucun passif important ne peut résulter de ces actions.

(a) Les programmes pour lesquels une provision pour pertes sur garanties de prêts est requise sont présentés à la note 20.

25. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cadre de ses activités, la Société est exposée à divers risques financiers. Afin de contrer l'influence que ces derniers pourraient exercer sur les résultats de la Société, la direction a mis en place des politiques ainsi que des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.

Les postes susceptibles d'être affectés par les risques de crédit sont : trésorerie et équivalents de trésorerie, intérêts courus sur les prêts et autres, débiteurs, avances aux offices d'habitation pour des améliorations majeures capitalisables, contribution recouvrable – Gouvernement du Québec, prêts et placements de portefeuille.

L'exposition maximale de la Société au risque de crédit est limitée à la valeur comptable présentée à titre d'actif financier dans l'état de la situation financière.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique et stratégie de placements et de gestion des liquidités de la Société (ci-après la politique) précise le type de véhicules de placements autorisés dans lequel la Société peut investir. La stratégie recherchée consiste à investir l'actif de façon sécuritaire et diversifiée et d'en retirer un revenu d'intérêt raisonnable selon les taux d'intérêt en vigueur des instruments financiers permis. Cette politique identifie également les contrepartistes avec lesquels la Société peut transiger pour effectuer ses placements. Par conséquent, le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum. Au 31 mars 2014, la Société ne possédait aucun placement pouvant être considéré comme un équivalent de trésorerie. La direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

Débiteurs et contribution recouvrable – Gouvernement du Québec

Le risque de crédit lié aux débiteurs est faible puisque ce poste est principalement constitué de contributions à recevoir de la part du gouvernement du Québec et de la SCHL, qui sont deux organisations jouissant d'une excellente réputation sur les marchés financiers. L'autre portion des débiteurs est constituée de sommes trop versées, d'avances ou de contreparties exigibles pour des organismes. Ces organismes sont principalement des offices d'habitation. La direction de la Société considère que le risque de ne pas recouvrer les sommes de la part de ces organismes est faible.

Les débiteurs au 31 mars 2014 totalisent 863 834 milliers de dollars (31 mars 2013 : 990 232 milliers de dollars). Parmi ce montant, certaines sommes sont dues à la Société depuis plus d'un an par le gouvernement du Québec et par la SCHL.

L'annotation (a) de la note 10 sur les débiteurs fournit les explications sur les montants dus par le gouvernement du Québec depuis plus d'un an en vertu de certains décrets. Quant aux sommes dues par la SCHL, la balance chronologique des débiteurs est répartie comme suit sur la base des réclamations finales transmises :

	2014	2013 Redressé (note 3)
Moins d'un an	31 266	43 613
D'un an à moins de deux ans	34 528	9 007
Deux ans à moins de trois ans	5 920	36 324
Plus de trois ans	16 522	38 738
	88 236	127 682

Avances aux offices pour des améliorations majeures capitalisables

Les risques de crédit associés à ces avances sont présentés à la prochaine section sur les prêts étant donné qu'elles seront éventuellement converties en prêts.

Prêts (incluant les intérêts courus sur les prêts et autres)

La direction de la Société considère que le risque de ne pas recouvrer les sommes sur les prêts qu'elle détient est faible. En effet, la plupart de ces prêts sont envers des organismes pour lesquels leurs dépenses d'intérêts et d'amortissement de l'immobilisation acquise avec le prêt sont incluses dans leurs charges encourues et prises en compte dans l'établissement de leurs résultats d'exploitation. En vertu des conventions d'exploitation intervenues entre la Société, ces organismes et les municipalités, les

déficits ou les surplus d'exploitation sont partagés entre la Société et les municipalités conformément aux modalités convenues (note 23).

Enfin, une grande proportion des prêts, soit 250 092 milliers de dollars (31 mars 2013 : 292 809 milliers de dollars) sur 536 173 milliers de dollars au 31 mars 2014 (31 mars 2013 : 468 466 milliers de dollars) sont garantis par des hypothèques immobilières.

Placements de portefeuille

Le risque de crédit associé aux placements est essentiellement réduit au minimum puisque ces derniers sont gérés selon la politique de la Société, à l'exception des billets à terme adossés à des actifs (BTAA) de tiers, lesquels font l'objet d'une gestion distincte dont le détail est présenté à la note 13. En effet, comme il n'existe plus de marché actif pour ces derniers, il y a des risques que la Société ne puisse récupérer l'entièreté du capital investi dans ce type de placement. La valeur nominale des BTAA au 31 mars 2014 est de 13 214 milliers de dollars (31 mars 2013 : 13 240 milliers de dollars). Afin de contrer ce risque, un suivi rigoureux a été mis en place afin d'évaluer la moins-value durable qu'ils pourraient subir.

Risque de liquidités

Le risque de liquidités est le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers, c'est-à-dire qu'elle ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer les obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidités englobe également le risque que la Société ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

La Société gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour remplir ses obligations. Ainsi, la Société s'assure d'un approvisionnement de fonds continu afin d'honorer ses engagements tout en minimisant quotidiennement l'encaisse improductive. De plus, la Société privilégie une gestion active de sa dette, c'est-à-dire qu'elle vise à rembourser les obligations qui présentent une clause de remboursement par anticipation à la condition de disposer de liquidités suffisantes pour s'acquitter de ses paiements futurs.

Les échéances des passifs financiers sont à court terme à l'exception des subventions à payer (note 17) et de la dette à long terme (note 18).

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risques : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Société n'est pas exposée au risque de change ni à l'autre risque de prix.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

L'exposition de taux d'intérêt est réduite au minimum puisque :

- les taux d'intérêt et les échéances des prêts et de la dette à long terme s'y rattachant sont sensiblement les mêmes;
- les taux d'intérêt sur les avances aux offices d'habitation pour des améliorations majeures capitalisables, les prêts, les emprunts temporaires, les subventions à payer et la dette à long terme sont fixes et la Société envisage généralement de les conserver jusqu'à l'échéance.

26. APPARENTÉS

La Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec, ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec ou encore apparentés par les membres de la direction de la Société.

La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, les opérations jugées importantes de l'exercice avec ces apparentés ainsi que les soldes qui en résultent en fin d'exercice sont mesurés à la valeur d'échange et se détaillent comme suit :

	2014	2013
Société québécoise des infrastructures		
Intérêts	496	1 959
Frais d'administration	2 663	2 621
Prêts	—	25 087
Intérêts courus sur les prêts et autres	—	1 435
Organismes du réseau de la santé et des services sociaux		
Intérêts	4 539	4 902
Prêts	57 936	63 237
Intérêts courus sur les prêts et autres	3 293	3 586
Organismes du réseau de l'éducation		
Contrepartie exigible des organismes pour l'utilisation des immeubles	798	796
Intérêts	661	714
Prêts	8 652	9 410
Fonds de financement		
Frais financiers – Intérêts sur la dette à long terme et les emprunts temporaires	14 248	9 356
Emprunts temporaires	262 778	283 801
Dette à long terme	483 841	231 653
Intérêts courus sur la dette à long terme et les emprunts temporaires	1 755	1 284
Fonds des services de santé		
Frais d'administration	1 059	1 051
Centre de services partagés du Québec		
Frais d'administration	631	455

27. CHIFFRES COMPARATIFS

En plus des changements découlant des modifications comptables, certains chiffres de 2013 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014.

28. DONNÉES BUDGÉTAIRES

Au moment où le conseil d'administration de la Société a approuvé les données budgétaires de l'exercice financier 2013-2014, les modifications apportées à la présentation

des résultats concernant l'application de la norme comptable canadienne pour le secteur public sur les paiements de transfert n'étaient pas encore finalisées. C'est pourquoi à la section « REVENUS » de l'état des résultats, la donnée budgétaire associée à la contribution du gouvernement du Québec comprend un montant de 136 532 milliers de dollars provenant des revenus reportés anticipés de la Société au 31 mars 2013 qui n'a plus sa raison d'être selon l'application de cette norme comptable.

Ainsi, la contribution du gouvernement du Québec prévue pour 2013-2014 aurait dû être de 351 573 milliers de dollars et ainsi le déficit de l'exercice aurait été de 136 532 milliers de dollars.

Rapport de la direction



Les états financiers de la Société de développement de la Baie-James (la Société) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix des méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le président-directeur général,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'R. Thibault'.

Raymond Thibault, ing.
Matagami, le 27 mars 2014

Rapport de l'auditeur indépendant

AU MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société de développement de la Baie-James, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité

du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société de développement de la Baie-James au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des changements apportés aux méthodes comptables relatives aux paiements de transfert expliqués à la note 3, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Michel Samson, CPA auditeur, CA
Québec, le 27 mars 2014

SDBJ

RAPPORT ANNUEL

2013

Société de développement de la Baie-James

ÉTAT DES RÉSULTATS

De l'exercice clos le 31 décembre 2013

	Budget	2013	2012
REVENUS (note 4)			
Prestation de services (note 17)	15 684 716 \$	16 994 665 \$	16 250 435 \$
Ventes	4 234 049	4 060 602	3 372 806
Location	354 549	344 201	338 854
Subventions	-	917 190	312 852
Revenus de gestion (note 17)	1 295 411	1 347 139	1 309 790
Revenus de placements (note 5)	612 473	384 439	608 022
Revenus d'engagements	31 000	68 445	45 755
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	-	33 669	-
Autres revenus	40 550	181 785	50 213
	22 252 748	24 332 135	22 288 727
CHARGES (note 4)			
Services d'entrepreneurs	12 239 204	13 096 271	12 553 422
Traitements et avantages sociaux	3 681 379	3 727 625	3 612 125
Achats (note 9)	2 740 640	2 751 372	2 457 160
Entretien et réparations	1 203 046	1 311 038	1 284 211
Électricité	263 280	282 360	238 442
Taxes, licences et permis	221 835	239 691	214 093
Frais de location	126 251	131 724	256 808
Frais reliés au personnel	182 479	136 822	187 858
Assurances	147 170	149 090	146 167
Communications	181 407	191 189	189 094
Publicité	75 345	51 723	58 711
Frais de bureau	43 370	33 815	40 894
Matériaux de voirie	55 000	265 051	221 347
Créances douteuses (recouvrement)	-	17 590	(4 553)
Amortissement des immobilisations corporelles	697 116	668 753	561 462
Honoraires professionnels	239 706	502 038	662 046
Études et développement de marchés	35 000	13 493	28 008
Moins-value durable sur placements (note 7)	-	1 562 126	1 049 083
Recouvrement de prêts	-	(15 300)	-
Quote-part dans les résultats du partenariat commercial	-	184	73 122
Frais bancaires	29 925	31 082	22 605
Frais d'intérêts	-	544	213
	22 162 153	25 148 281	23 852 318
BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) (note 4)	90 595	(816 146)	(1 563 591)
DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT		(48 432 164)	(46 868 573)
DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN		(49 248 310) \$	(48 432 164) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société de développement de la Baie-James

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 décembre 2013

	2013	2012
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 554 796 \$	3 044 745 \$
Prêts (note 6)	3 397 788	3 478 322
Placements (note 7)	12 456 933	13 825 413
Débiteurs (note 8)	5 871 353	5 084 445
Stocks destinés à la vente (note 9)	266 902	215 765
Actif au titre des prestations constituées (note 14)	1 032 100	890 800
	24 579 872	26 539 490
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer	8 403 775	7 466 025
Vacances à payer	185 062	174 648
Retenues sur contrats	342 085	206 406
Revenus reportés (note 11)	533 594	955 518
	9 464 516	8 802 597
ACTIFS FINANCIERS NETS	15 115 356	17 736 893
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 12)	5 453 175	3 654 670
Charges payées d'avance	8 159	1 273
	5 461 334	3 655 943
CAPITAL-ACTIONS (note 13)	69 825 000	69 825 000
DÉFICIT CUMULÉ	(49 248 310) \$	(48 432 164) \$

PASSIFS ÉVENTUELS (note 18)

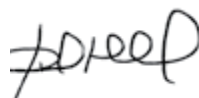
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 19)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Michel Garon
Président du conseil d'administration



Raymond Thibault
Président-directeur général

SDBJ

RAPPORT ANNUEL

2013

Société de développement de la Baie-James

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS

De l'exercice clos le 31 décembre 2013

	Budget	2013	2012
BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)	90 595 \$	(816 146) \$	(1 563 591) \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 906 186)	(2 534 428)	(1 995 191)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	-	100 839	-
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	-	(33 669)	-
Amortissement des immobilisations corporelles	697 116	668 753	561 462
	(1 209 070)	(1 798 505)	(1 433 729)
Acquisition de charges payées d'avance	-	(8 159)	(1 273)
Utilisation de charges payées d'avance	-	1 273	1 862
	-	(6 886)	589
Diminution des actifs financiers nets	(1 118 475)	(2 621 537)	(2 996 731)
Actifs financiers nets au début	17 736 893	17 736 893	20 733 624
Actifs financiers nets à la fin	16 618 418 \$	15 115 356 \$	17 736 893 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société de développement de la Baie-James

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

De l'exercice clos le 31 décembre 2013

	2013	2012
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Perte nette	(816 146) \$	(1 563 591) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie:		
Moins-value durable sur placements (note 7)	1 562 126	1 049 083
Amortissement des immobilisations corporelles	668 753	561 462
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	(33 669)	-
Constatation aux revenus des revenus reportés (note 11)	(574 732)	(238 066)
Gains réalisés sur la disposition de placements (note 5)	(1 985)	(125 673)
Quote-part dans les résultats du partenariat commercial	184	73 122
	1 620 677	1 319 928
Variation des actifs et des passifs:		
Débiteurs	(786 908)	181 873
Stocks destinés à la vente	(51 137)	62 663
Charges payées d'avance	(6 886)	589
Actif au titre des prestations constituées	(141 300)	(85 530)
Créditeurs et charges à payer	416 679	(2 322 455)
Vacances à payer	10 414	(17 729)
Retenues sur contrats	135 679	(25 155)
Revenus reportés (note 11)	152 808	445 912
	(270 651)	(1 759 832)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	533 880	(2 003 495)
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Prêts effectués	(1 725 428)	(1 147 340)
Encaissement de prêts et refinancement	1 805 962	332 388
Placements effectués	(7 274 032)	(7 833 890)
Produit de disposition et de rachat de placements	7 082 187	9 630 123
Flux de trésorerie liés aux activités de placement	(111 311)	981 281
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(2 013 357)	(1 815 325)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	100 839	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(1 912 518)	(1 815 325)
Diminution de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 489 949)	(2 837 539)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	3 044 745	5 882 284
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	1 554 796	3 044 745
La trésorerie et équivalents de trésorerie se compose de l'élément suivant:		
Encaisse	1 554 796 \$	3 044 745 \$

Les intérêts versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 s'élèvent à 142 \$ (2012: 181 \$).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société de développement de la Baie-James

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2013

1. Constitution, objets et statut fiscal

La Société de développement de la Baie-James (la Société), dont les actions sont détenues à part entière par le gouvernement du Québec, est constituée en vertu de la *Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James* (RLRQ, chapitre D-8.2). La Société a pour mission de favoriser, dans une perspective de développement durable, le développement économique, la mise en valeur et l'exploitation des ressources naturelles, autres que les ressources hydroélectriques du Territoire. Elle peut notamment susciter, soutenir et participer à la réalisation de projets visant ces fins. Elle a également pour mission d'aménager le territoire sous réserve de la compétence municipale en matière d'aménagement et d'urbanisme. En vertu des lois fédérales et provinciales, la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

À la suite de l'adoption de la *Loi instituant le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James et apportant certaines modifications législatives concernant le Gouvernement de la nation crie* (2013, chapitre 19), la loi constitutive de la Société fut modifiée afin notamment de favoriser la participation du Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James et du Gouvernement de la nation crie aux activités de la Société. Elle portera le nom de *Loi sur le développement de la région de la Baie James* (RLRQ, chapitre D-8.0.1) à compter du 1^{er} janvier 2014.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation sont :

- la provision pour moins-value durable sur les prêts et placements ;
- la provision pour créances douteuses ;
- les hypothèses actuarielles reliées au régime de retraite ;
- la durée de vie utile des immobilisations corporelles ;
- la provision pour travaux de décontamination de terrains.

Revenus

Prestation de services, ventes et revenus de gestion

Les revenus provenant de la prestation de services, des ventes et des revenus de gestion sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord ;
- la livraison a eu lieu et les services ont été rendus ;
- le prix de vente est déterminé ou déterminable ;
- le recouvrement est raisonnablement assuré.

Revenus de location

La Société constate les loyers de base selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location. L'excédent des loyers constatés sur les montants encaissés en vertu des contrats de location est présenté à titre de débiteurs à l'état de la situation financière. Certains contrats de location comprennent des conditions exigeant le remboursement par les locataires d'une part proportionnelle des taxes foncières et des coûts des parties communes. Ces montants sont constatés au cours de la période où les charges connexes sont engagées. Le remboursement des charges se fait sur une base mensuelle en fonction du montant estimé au début de l'exercice. Toute différence entre le montant remboursé et le montant constaté à titre de revenus de location est inscrite à titre de loyers à recevoir ou à remettre.

Subventions

La Société comptabilise un revenu de subvention lorsque le transfert est autorisé et que la Société a satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant, sauf lorsque les stipulations créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le paiement de transfert est comptabilisé à titre de revenus reportés.

Revenus de placements et d'engagements

Les opérations de placements sont comptabilisées à la date de l'opération et les revenus qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dividendes sont constatés à compter de la date de déclaration. Les gains et les pertes sur la cession de placements sont établis selon la méthode du coût moyen. Les revenus d'intérêts sur les prêts sont constatés lorsqu'ils sont gagnés et lorsque l'encaissement est raisonnablement assuré.

Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette, soit après déduction des provisions pour moins-value.

Placements

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Provisions pour moins-value

Lorsqu'un placement ou un prêt subit une moins-value durable, la valeur comptable doit être réduite pour tenir compte de cette moins-value. La variation annuelle de cette provision pour moins-value doit être prise en compte dans l'état des résultats.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation est effectuée pour chacun des prêts et placements que la Société détient.

Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de la préparation des états financiers.

Partenariat commercial

La Société comptabilise son partenariat commercial selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation.

Stocks destinés à la vente

Les stocks sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif et comprend tous les coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

Régime de retraite

La Société offre un régime de retraite à prestations déterminées à certains de ses employés, soit le Régime complémentaire de retraite des employés de la Municipalité de la Baie James. Ce régime est commun avec un autre employeur et il est régi par la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (RLRQ, chapitre R-15.1). Il est administré par un comité de retraite composé de membres désignés par les employeurs et les employés des deux organisations ainsi que d'autres membres prévus à la Loi. Les sommes sont déposées auprès du Trust

Banque Nationale. Le coût du régime de retraite est déterminé par calculs actuariels et la capitalisation du régime est effectuée au moyen de cotisations qui sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations constituées. La charge au titre des avantages de retraite est constatée dans les résultats et considère les éléments suivants :

- le coût des prestations de retraite accordées en échange des services rendus par les employés au cours de l'exercice ;
- les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe d'employés participant au régime, et ce, à partir de l'exercice suivant la détermination de l'ajustement. Un amortissement est créé à chacune des années, générant ainsi une cédule de plusieurs amortissements ;
- les cotisations des employés ;
- les coûts des modifications au régime.

Les actifs du régime sont évalués selon la valeur liée au marché, où l'écart entre le rendement réel selon une valeur de marché et celui prévu est amorti sur une période de 5 ans.

Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs. Les éléments incorporels ne constituent pas des actifs non financiers pour la Société.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire en considérant les périodes suivantes :

- **bâtiments**
5, 10, 20 et 25 ans
- **mobilier, machinerie et équipement, véhicules**
3, 5, 10 et 15 ans
- **équipement informatique**
3 ans

Lorsqu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. La moins-value est portée à l'état des résultats de l'exercice pendant lequel la dépréciation est déterminée. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est permise.

Passifs

Revenus reportés

Les rentrées grevées d'affectations d'origine externe sont constatées à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les ressources sont utilisées aux fins prescrites. Celles reçues, avant l'exercice au cours duquel elles sont utilisées, sont présentées à titre de revenus reportés jusqu'à ce que les ressources soient utilisées aux fins prescrites.

Les sommes reçues pour l'acquisition d'immobilisations corporelles sont comptabilisées au titre de revenus reportés et amorties au même rythme que les immobilisations qui s'y rapportent.

Les revenus de loyers encaissés à l'avance sont comptabilisés à titre de revenus reportés.

Les subventions pour lesquelles des stipulations créent une obligation répondant à la définition d'un passif sont comptabilisées à titre de revenus reportés.

3. Modification comptable

Le 1^{er} janvier 2013, la Société a adopté le chapitre SP 3410 « Paiements de transfert ». Ce chapitre qui modifie et remplace l'ancien chapitre SP 3410 « Paiements de transfert » établit des normes sur la façon de comptabiliser et présenter les paiements de transfert versés à des particuliers, à des organisations ou à d'autres gouvernements, tant du point de vue du gouvernement cédant, que de celui du gouvernement bénéficiaire. La Société a adopté de façon prospective le nouveau chapitre, et, en conséquence, des transferts présentés à titre de revenus reportés au 31 décembre 2012 ont été constatés aux revenus de 2013 pour un montant de 309 134 \$.

4. Bénéfice net (perte nette) par activité

					2013	2012
	Revenus	Charges	Bénéfice (perte) d'exploitation	Autres charges	Bénéfice net (perte nette)	Bénéfice net (perte nette)
Siège social	134 243 \$	1 039 828 \$	(905 585) \$	- \$	(905 585) \$	(1 047 068) \$
Services	18 384 074	17 036 935	1 347 139	-	1 347 139	1 309 788
Développement économique	472 021	741 759	(269 738)	1 547 010	(1 816 748)	(1 338 660)
Immobilières	358 409	396 188	(37 779)	-	(37 779)	(42 401)
Hôtelières	4 983 388	4 386 561	596 827	-	596 827	(445 250)
	24 332 135 \$	23 601 271 \$	730 864 \$	1 547 010 \$	(816 146) \$	(1 563 591) \$

La Société comptabilise ses revenus et charges par secteurs d'activité qui comprennent, entre autres, les éléments suivants :

- Activités du siège social
 - ☐ Honoraires de gestion gagnés
 - ☐ Revenus d'intérêts
 - ☐ Gain ou perte sur disposition d'immobilisations corporelles
 - ☐ Charges d'intérêts
 - ☐ Charges reliées aux bureaux de Matagami et Chibougamau
 - ☐ Charges reliées aux services administratifs, aux ressources humaines et à l'informatique
 - ☐ Charges reliées au conseil d'administration et à la présidence
 - ☐ Charges de communications
 - ☐ Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires (PAIA)
- Activités de services
 - ☐ Gestion d'infrastructures
- Activités de développement économique
 - ☐ Gestion de titres miniers
 - ☐ Gestion et revenus de placements
 - ☐ Gain ou perte sur placements
 - ☐ Projets de développement économique
 - ☐ Charges reliées à la direction du développement économique
- Activités immobilières
 - ☐ Exploitation d'immeubles
- Activités hôtelières
 - ☐ Exploitation du relais routier du km 381

5. Revenus de placements

	2013	2012
Gains réalisés sur la disposition de placements	1 985 \$	125 673 \$
Revenus d'intérêts sur les prêts et créances	494 202	438 225
Revenus de dividendes	38 622	44 124
Remboursement de redevances	(150 370)	-
	384 439 \$	608 022 \$

6. Prêts

	2013	2012
Prêts et débiteures non convertibles de sociétés privées portant intérêt de 6,00 % à 13,25 % et échéant jusqu'en 2023 (déduction faite d'une provision pour moins-value durable sur prêt de 153 000 \$ au 31 décembre 2012)	2 510 106 \$	2 893 273 \$
Prêts à des sociétés ouvertes portant intérêt de 13,00 % à 14,00 % et échéant jusqu'en 2016	650 000	-
Débiteure convertible d'une société ouverte portant intérêt à 12,00 % échéant en 2014	200 000	200 000
Effet à recevoir d'un employé portant intérêt à 4,00 %, payable par versement de 327 \$ aux deux semaines et échéant en 2018	37 682	44 530
Prêt convertible et participatif d'une société privée portant intérêt à 13,25 % échéant en 2017 / refinancé	-	340 519
	3 397 788 \$	3 478 322 \$

7. Placements

	2013	2012
Obligations d'organismes du secteur public portant intérêt de 1,40 % à 1,50 % et ayant une valeur nominale de 5 553 000 \$ (3 415 000 \$ en 2012)	5 582 336 \$	3 421 618 \$
Actions ordinaires de sociétés ouvertes (cours du marché de 2 781 011 \$ en 2013 et 4 163 581 \$ en 2012)	8 281 923	8 735 840
Actions ordinaires et privilégiées de sociétés privées	600 000	50 000
Certificats de placements garantis d'institutions financières portant intérêt à 1,65 % et ayant une valeur nominale de 500 000 \$ (2 865 000 \$ en 2012)	505 850	2 899 109
Placement dans un partenariat commercial (participation de 33 %) 99 parts de Camp 257 S.E.C. ⁽¹⁾	498 392	498 575
Moins-value durable sur placements ⁽²⁾	(3 011 568)	(1 779 729)
	12 456 933 \$	13 825 413 \$

(1) Partenariat commercial

La Société est l'un des partenaires de la société en commandite Camp 257 S.E.C. dont les activités consistaient à rendre des services de restauration, d'hébergement et de vente d'essence. En 2012, la majorité des actifs corporels a été vendue par enchère publique. Les partenaires détermineront les orientations futures de la société en commandite au cours des prochains exercices. Les autres partenaires sont Waskaganish Camp 257 Trust et Nemaska Camp 257 Trust.

La situation financière et les résultats des activités de Camp 257 S.E.C. se détaillent ainsi :

	2013	2012
Actifs	1 077 990 \$	1 080 840 \$
Passifs	9 329	11 628
Avoir des associés	1 068 661 \$	1 069 212 \$
Revenus	18 861 \$	113 323 \$
Charges	(19 412)	(332 711)
Perte nette	(551) \$	(219 388) \$

⁽²⁾	2013	2012
Moins-value durable sur placements au début	1 779 729 \$	822 666 \$
Moins-value durable sur placements de l'exercice	1 562 126	1 049 083
Moins-value durable sur placements disposés	(330 287)	(92 020)
Moins-value durable sur placements à la fin	3 011 568 \$	1 779 729 \$

8. Débiteurs

	2013	2012
Entités sous contrôle commun :		
Hydro-Québec	3 256 038 \$	3 731 486 \$
Ministère des Ressources naturelles	782 962	-
Ministère des Transports	619 912	520 272
Secrétariat du Conseil du trésor	403 176	273 097
Tourisme Québec	208 600	-
Autres	624 146	579 874
	5 894 834	5 104 729
Provision pour créances douteuses	(23 481)	(20 284)
	5 871 353 \$	5 084 445 \$

L'analyse de l'âge des débiteurs se détaille comme suit :

	2013		
	Valeur brute	Provision pour créances douteuses	Valeur nette
Âge des débiteurs			
Non en souffrance	5 280 992 \$	- \$	5 280 992 \$
En souffrance depuis 0 à 30 jours	440 997	-	440 997
En souffrance depuis 31 à 60 jours	18 136	-	18 136
En souffrance depuis 61 à 90 jours	6 302	-	6 302
En souffrance depuis plus de 90 jours	148 407	23 481	124 926
	5 894 834 \$	23 481 \$	5 871 353 \$

	2012		
	Valeur brute	Provision pour créances douteuses	Valeur nette
Âge des débiteurs			
Non en souffrance	4 752 106 \$	- \$	4 752 106 \$
En souffrance depuis 0 à 30 jours	143 384	-	143 384
En souffrance depuis 31 à 60 jours	25 196	-	25 196
En souffrance depuis 61 à 90 jours	30 595	-	30 595
En souffrance depuis plus de 90 jours	153 448	20 284	133 164
	5 104 729 \$	20 284 \$	5 084 445 \$

L'évolution de la provision pour créances douteuses se détaille comme suit :

	2013	2012
Solde au début	20 284 \$	20 667 \$
Perte de valeur comptabilisée	23 481	1 924
Radiation	(20 284)	(2 307)
Solde à la fin	23 481 \$	20 284 \$

9. Stocks destinés à la vente

	2013	2012
Produits pétroliers	234 591 \$	189 699 \$
Autres	32 311	26 066
	266 902 \$	215 765 \$

Le montant des stocks passé en charge au cours de l'exercice est de 2 751 372 \$ (2012: 2 457 160 \$).

10. Emprunt bancaire

La Société bénéficie d'une autorisation d'emprunt bancaire au montant de 4 000 000 \$. Cet emprunt bancaire porte intérêt au taux préférentiel et il est renégociable le 30 juin 2021. Aux 31 décembre 2012 et 2013, le taux d'intérêt était de 3,00 % et le solde était nul.

11. Revenus reportés

	Solde au 31 décembre 2012	Sommes obtenues durant l'exercice	Constatations aux revenus	Solde au 31 décembre 2013
Subventions				
Gouvernement du Québec	309 134 \$	- \$	(309 134) \$	- \$
Gouvernement du Canada	19 877	-	(19 877)	-
Prestations de services				
Hydro-Québec	471 894	68 842	(201 900)	338 836
Location	154 613	8 966	(23 787)	139 792
Autres	-	75 000	(20 034)	54 966
	955 518 \$	152 808 \$	(574 732) \$	533 594 \$

12. Immobilisations corporelles

							2013
	Terrains	Bâtiments	Mobilier	Équipement informatique	Machinerie et équipement	Véhicules	Total
Coût							
Solde au début	71 029 \$	12 939 542 \$	468 689 \$	514 776 \$	2 163 851 \$	4 120 789 \$	20 278 676 \$
Acquisition	-	1 091 743	23 295	47 532	1 149 442	222 416	2 534 428
Disposition et radiation	-	(188 940)	(161 863)	(123 199)	(133 466)	-	(607 468)
Solde à la fin	71 029	13 842 345	330 121	439 109	3 179 827	4 343 205	22 205 636
Amortissement cumulé							
Solde au début	-	10 291 150	337 375	452 324	1 772 229	3 770 928	16 624 006
Amortissement	-	223 946	34 552	43 103	189 258	177 894	668 753
Disposition et radiation	-	(129 639)	(158 008)	(123 199)	(129 452)	-	(540 298)
Solde à la fin	-	10 385 457	213 919	372 228	1 832 035	3 948 822	16 752 461
Valeur comptable nette	71 029 \$	3 456 888 \$	116 202 \$	66 881 \$	1 347 792 \$	394 383 \$	5 453 175 \$

							2012
	Terrains	Bâtiments	Mobilier	Équipement informatique	Machinerie et équipement	Véhicules	Total
Coût							
Solde au début	71 029 \$	11 637 467 \$	336 901 \$	474 341 \$	1 947 527 \$	4 097 207 \$	18 564 472 \$
Acquisition	-	1 564 274	131 788	40 435	216 324	42 370	1 995 191
Disposition et radiation	-	(262 199)	-	-	-	(18 788)	(280 987)
Solde à la fin	71 029	12 939 542	468 689	514 776	2 163 851	4 120 789	20 278 676
Amortissement cumulé							
Solde au début	-	10 366 931	314 832	411 210	1 630 672	3 619 886	16 343 531
Amortissement	-	186 418	22 543	41 114	141 557	169 830	561 462
Disposition et radiation	-	(262 199)	-	-	-	(18 788)	(280 987)
Solde à la fin	-	10 291 150	337 375	452 324	1 772 229	3 770 928	16 624 006
Valeur comptable nette	71 029 \$	2 648 392 \$	131 314 \$	62 452 \$	391 622 \$	349 861 \$	3 654 670 \$

Des immobilisations corporelles classées sous la rubrique « Bâtiments » représentant 28 260 \$ n'ont pas été amorties étant donné qu'elles n'étaient pas opérationnelles en fin d'exercice.

En date du 31 décembre 2013, le poste créditeurs et charges à payer inclut des acquisitions liées à des immobilisations corporelles représentant 1 142 377 \$ (2012 : 621 306 \$).

13. Capital-actions

Autorisé

10 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune.

	2013	2012
Émis et payé		
6 982 500 actions ordinaires	69 825 000 \$	69 825 000 \$

Les actions de la Société font partie du domaine public et sont attribuées au ministre des Finances et de l'Économie.

14. Régime de retraite

Description du régime

La Société offre un régime de retraite à prestations déterminées à ses employés. Ce régime de retraite offre des prestations fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire final moyen de fin de carrière. La politique de la Société est de maintenir ses cotisations à un niveau permettant de pourvoir aux prestations. Elle évalue ses obligations au titre des prestations constituées et la valeur liée au marché des actifs du régime pour les besoins de la comptabilité au 31 décembre de chaque année. La dernière évaluation actuarielle a été produite en date du 31 décembre 2012.

La charge de retraite et l'obligation au titre des prestations constituées sont établies par calculs actuariels à partir des hypothèses à long terme les plus probables de la direction et extrapolées à partir de l'évaluation actuarielle la plus récente.

Scission du régime

Une scission du régime entre les deux employeurs participant est prévue le 31 décembre 2013. En vertu de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, la scission du régime est subordonnée à l'autorisation de la Régie des rentes du Québec (RRQ) et aux conditions fixées par elle, incluant notamment une méthode de calcul prescrite pour l'attribution de la valeur marchande de l'actif entre les deux employeurs. Par conséquent, l'incidence de cette scission sera comptabilisée dans l'exercice où celle-ci sera autorisée.

Au terme du processus de scission, il est probable que la valeur des actifs indiquée aux évaluations à des fins comptables des deux employeurs en date du 31 décembre 2013 soit différente de la valeur qui sera approuvée par la RRQ. Pour le moment, il est impossible d'évaluer l'impact monétaire de la scission pour la Société.

Régime à prestations déterminées

Le tableau suivant fait le rapprochement de l'obligation au titre des prestations constituées et la valeur liée au marché de l'actif du régime :

	2013	2012
Obligation au titre des prestations constituées	(5 301 000) \$	(5 184 400) \$
Valeur liée au marché des actifs du régime	5 315 900	4 809 200
Situation de capitalisation (déficit)	14 900 \$	(375 200) \$
Pertes actuarielles nettes non amorties	1 017 200	1 266 000
Actif au titre des prestations constituées	1 032 100 \$	890 800 \$

Les gains et pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe d'employés participant au régime qui est de 14 ans en 2013 (2012 : 13 ans).

Évolution de l'obligation au titre des prestations constituées

	2013	2012
Obligation au début	5 184 400 \$	4 805 720 \$
Coût des prestations constituées	318 600	302 400
Intérêts relatifs au régime de retraite	248 100	242 200
Transferts du régime	(177 300)	(126 700)
Prestations versées	(162 300)	(106 700)
(Gains) pertes actuariels	(110 500)	67 480
Obligation à la fin	5 301 000 \$	5 184 400 \$

Évolution de la valeur liée au marché des actifs du régime

	2013	2012
Valeur liée au marché au début	4 809 200 \$	4 403 200 \$
Rendement prévu sur les actifs moyens	234 300	226 300
Cotisations et contributions versées	568 000	487 200
Transferts du régime	(177 300)	(126 700)
Prestations versées	(162 300)	(106 700)
Gains (pertes) actuariels	44 000	(74 100)
Valeur liée au marché à la fin	5 315 900 \$	4 809 200 \$

Composition des actifs du régime

	2013	2012
Catégorie d'actifs		
Titres de capitaux propres	41,5 %	51,0 %
Titres de créances	58,5 %	49,0 %
Total	100,0 %	100,0 %

Les pourcentages moyens pondérés découlant des hypothèses utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées et le coût des prestations de la Société sont les suivants :

	2013	2012
Taux d'actualisation	5,20 %	4,75 %
Taux de croissance de la rémunération	3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation à long terme	2,25 %	2,25 %
Taux de rendement prévu des actifs du régime	5,20 %	4,75 %
Taux de rendement réel	5,65 %	4,15 %

Coût des avantages de retraite

	2013	2012
Charge au titre des avantages de retraite		
Coût des services rendus	318 600 \$	302 400 \$
Amortissement des pertes actuarielles	94 300	83 400
Cotisations des employés	(125 900)	(74 800)
	287 000	311 000
Charge d'intérêts au titre des avantages de retraite	13 800	15 900
	300 800 \$	326 900 \$

Les autres informations relatives au régime à prestations déterminées se présentent comme suit :

	2013	2012
Cotisations de l'employeur	442 100 \$	412 400 \$
Rendement prévu	234 300 \$	226 300 \$
Rendement obtenu	278 300 \$	188 200 \$
Valeur de marché des actifs au début de l'exercice	4 785 700 \$	4 237 220 \$
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice	5 262 500 \$	4 785 700 \$

15. Informations supplémentaires sur le capital

La Société définit son capital comme étant l'avoir de l'actionnaire qui se détaille comme suit :

	2013	2012
Avoir de l'actionnaire		
Capital-actions	69 825 000 \$	69 825 000 \$
Déficit cumulé	(49 248 310)	(48 432 164)
	20 576 690 \$	21 392 836 \$

En vertu de la *Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James*, les dividendes payés par la Société sont fixés par l'actionnaire, soit le ministre des Finances et de l'Économie du Québec, qui en détermine les modalités de paiement. Les dividendes déclarés, le cas échéant, seront déduits des surplus cumulés dans l'exercice au cours duquel ils seront déclarés.

16. Informations sur les risques financiers

Risque de change

La Société peut être exposée au risque de change en raison d'encaisse et de placements libellés en dollars américains. Au 31 décembre 2013, la Société ne détenait aucune encaisse libellée en devises américaines (2012: 247 \$ canadien) alors que les placements libellés en devises américaines totalisent 685 107 \$ canadien (2012: 866 933 \$ canadien).

La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de change.

À la date de l'état de la situation financière, le taux de change pour le dollar américain est de 1,0636 (2012: 0,9949).

La Société a comptabilisé 72 \$ à titre de pertes de change pour l'encaisse au cours de l'exercice (2012: 590 \$).

17. Opérations entre apparentés

La Société effectue de la prestation de services en gestion d'infrastructures de transport qui se détaillent comme suit:

	2013	2012
Entités sous contrôle commun :		
Hydro-Québec	14 684 069 \$	14 492 838 \$
Ministère des Ressources naturelles	523 002	-
Ministère des Transports	1 777 864	1 754 319
Autres	9 730	3 278
	16 994 665 \$	16 250 435 \$

En ce qui concerne la route reliant Matagami à Radisson et Chisasibi et la route Transtaïga ainsi que les aéroports de La Grande-Rivière et de Fontanges, les frais d'entretien et d'exploitation sont assumés par Hydro-Québec et la gestion de ces actifs est faite par un comité de gérance composé de représentants d'Hydro-Québec et de la Société.

La Société perçoit des revenus de gestion sur la prestation de services qu'elle effectue et qui se détaillent comme suit:

	2013	2012
Entités sous contrôle commun :		
Hydro-Québec	1 179 080 \$	1 157 234 \$
Ministère des Ressources naturelles	10 460	-
Ministère des Transports	155 365	150 196
Autres	2 234	2 360
	1 347 139 \$	1 309 790 \$

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées ci-dessus qui sont mesurées à la juste valeur, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publics contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

18. Passifs éventuels

La Société, à titre de cosignataire de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, fait l'objet de certaines poursuites relatives à l'application de cette dernière. Les administrateurs sont d'avis que ces poursuites sont non fondées et par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

La Société fait l'objet d'une défense et demande reconventionnelle ainsi que d'une réclamation de 3 106 837 \$, conjointement avec d'autres partenaires, à titre de dommages faisant suite à la requête introductive d'instance en délaissement forcé et exercice d'un droit hypothécaire (vente sous contrôle de justice) qu'elle a présenté à la Cour. Comme il n'est pas possible à ce stade-ci de se prononcer sur l'issue de cette réclamation et que les administrateurs sont d'avis que cette réclamation est non fondée, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

Une convention d'indemnité (la «Convention») a été signée le 26 février 1993 entre Ressources MSV inc. («MSV»), la Société et Westminer Canada Limited («Westminer»), indemnisant cette dernière contre toute réclamation future au chapitre environnemental concernant des sites miniers. Le 23 juillet 1996, le ministère des Ressources naturelles a émis en faveur de Westminer un certificat de libération relativement à certaines obligations relatives à la *Loi sur les mines* (RLRQ c. M-13.1), étant donné l'assumption par MSV des obligations de restauration des sites miniers (i.e. la Convention). Le 27 juin 2011, une ordonnance rendue par la Cour supérieure autorisait la vente de Ressources Campbell inc. («Campbell»), y compris MSV, aux partenaires Nuinsco Resources Ltd. et Ocean Partners Holdings Ltd. («CBay»). Cette ordonnance est devenue définitive, finale et exécutoire le 12 octobre 2011. Les actifs miniers visés par la Convention sont maintenant la propriété et la responsabilité de CBay. Quant à la responsabilité potentielle de la Société relative à la *Loi sur la qualité de l'environnement* et aux autres législations et réglementations applicables en matière environnementale, dans la mesure où la Société n'a jamais pollué les sites miniers ni n'en a eu la garde, le risque est limité puisque la responsabilité peut être imposée, après l'année 2003, au gardien de la propriété ou au pollueur. Un fonds en fiducie (le «Fonds fiduciaire») a été constitué par Westminer et MSV pour la restauration des sites miniers visés à la Convention. La gestion du Fonds fiduciaire incombait à la Société en vertu d'un accord commercial intervenu entre MSV et la Société. Les revenus du Fonds fiduciaire sont versés à la Société en tant que bénéficiaire. La Société conserve ces sommes dans un compte distinct notamment pour les fins de la restauration des sites miniers (le «Fonds distinct»). Le 17 juin 2011, la Société a résilié cet accord commercial en raison des défauts de MSV et de sa filiale MSV Restauration. À la suite de cette résiliation, la Société n'a plus l'obligation de contribuer à tout déficit relié aux travaux de restauration des sites miniers. En février 2012, la Société a entrepris des démarches auprès de CBay afin de procéder au transfert de la gestion du Fonds fiduciaire et du Fonds distinct ainsi qu'au transfert du Fonds distinct, et ces démarches ne sont pas complétées à ce jour. Au 31 décembre 2013, la valeur du Fonds fiduciaire est de 3 694 660 \$ et celle du Fonds distinct est de 1 348 879 \$.

La Société est propriétaire de terrains qui nécessitent des travaux de décontamination. Depuis l'exercice 2005, la Société a effectué des travaux au coût total de 849 758 \$ dont 71 472 \$ au cours du présent exercice (2012: 166 007 \$). Au 31 décembre 2013, le solde de la provision comptabilisé au poste Créditeurs et charges à payer s'élève à 337 680 \$ (2012: 369 562 \$) et représente l'estimation des travaux de décontamination qui devront être réalisés dans le futur. Une somme de 652 676 \$ (2012: 273 097 \$) à recevoir du gouvernement du Québec a été comptabilisée au poste Débiteurs concernant les coûts reliés aux travaux de décontamination.

La Société exploite une station-service au relais routier du km 381. Les coûts de restauration du site à la fin de l'exploitation de celle-ci n'ont pu faire l'objet d'une estimation compte tenu que la date de fin de l'exploitation n'est pas connue présentement.

Des prestations de cessation d'emploi sont prévues aux contrats de travail des employés contractuels de la Société advenant la résiliation du contrat de travail ou la modification des conditions d'emploi par la Société. Ces prestations pourraient représenter des montants à payer éventuellement.

Par un décret du 10 janvier 1994, le gouvernement du Québec a transféré gratuitement à la Société plusieurs terrains localisés sur le territoire de la Baie-James. Les conditions de ce décret prévoient qu'advenant la vente subséquente de ces terrains, le prix de vente devra être remis au gouvernement du Québec.

19. Obligations contractuelles

a) Baux

La Société s'est engagée d'après un bail pour la location d'un local à bureau échéant le 31 décembre 2014, à verser une somme totale de 32 497 \$. Elle s'est également engagée en vertu d'un autre bail pour la location d'un local à bureau échéant le 31 décembre 2018 à verser une somme totale de 399 915 \$ à une entité sous contrôle commun (Hydro-Québec), soit 79 983 \$ par année.

b) Contrats de services

La Société s'est engagée à verser des sommes en vertu de différents contrats, soit :

	2014	2015
Services d'entrepreneurs	8 919 300 \$	419 200 \$
Honoraires professionnels	40 000	36 000
	8 959 300 \$	455 200 \$

c) Prêt

La Société s'est engagée à effectuer un prêt garanti de 125 000 \$ à une société privée. Il portera intérêt à 9 % et sera d'une durée de 10 ans.

20. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2012 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2013. Certains chiffres du budget ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2013.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

65

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société de développement des entreprises culturelles (la Société) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et l'auditeur indépendant, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

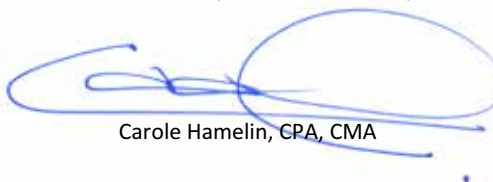
Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

La présidente et chef de la direction,



Monique Simard

La directrice générale ressources financières,
informatiques et matérielles, patrimoine immobilier,



Carole Hamelin, CPA, CMA

Montréal, le 19 juin 2014



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société de développement des entreprises culturelles, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, l'état des résultats, l'état du déficit cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Société de développement des entreprises culturelles n'a pas comptabilisé au 31 mars 2014 et 2013 à l'état de la situation financière des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts et pour lesquelles les travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Société de développement des entreprises culturelles a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette dérogation m'a aussi conduit à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01), énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de la Société de développement des entreprises culturelles et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ses subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prévoit la loi, les ajustements suivants selon l'estimation établie sont nécessaires afin que les états financiers de la Société de développement des entreprises culturelles respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

	Augmentation (Diminution)	
	2014	2013
	\$	\$
État de la situation financière		
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	15 946 120	16 045 346
Subventions du gouvernement du Québec reportées	16 678 882	16 459 370
Dettes nette et déficit cumulé	732 762	414 024
État des résultats		
Subventions du gouvernement du Québec	(318 738)	(414 024)
Excédent de l'exercice	(318 738)	(414 024)

Opinion avec réserve

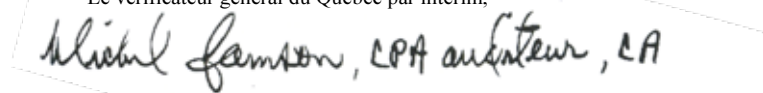
À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société de développement des entreprises culturelles au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Société de développement des entreprises culturelles au 31 mars 2014 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Montréal, le 19 juin 2014

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DES RÉSULTATS

Exercice clos le 31 mars

	2014 Budget	2014 Réel	2013 Réel
REVENUS			
INTERVENTIONS FINANCIÈRES			
Intérêts sur placements	500 000 \$	626 127 \$	502 663 \$
Gain sur disposition d'actions	-	-	1 650 000
Intérêts sur prêts et aides remboursables	2 000 000	2 074 554	1 722 726
Récupérations sur investissements et sur aides remboursables en vertu des programmes d'aide financière (note 4)	750 000	758 312	830 337
Honoraires de prêts et garanties de prêts (note 5)	800 000	916 932	727 023
Honoraires de gestion des crédits d'impôt	3 400 000	3 365 542	3 224 939
Honoraires de gestion des programmes d'aide	130 000	146 450	186 550
Gain résultant des rachats de billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs (note 8)	-	21 036	10 625
Autres revenus	70 000	71 052	69 370
Revenus autonomes	7 650 000	7 980 005	8 924 233
Subventions du gouvernement du Québec (note 3)	58 092 365	61 968 792	66 411 181
Total des revenus interventions financières	65 742 365	69 948 797	75 335 414
PATRIMOINE IMMOBILIER			
Loyers et autres	1 900 000	1 983 872	1 848 985
Intérêts sur placements	45 000	79 628	69 169
Revenus autonomes	1 945 000	2 063 500	1 918 154
Subventions du gouvernement du Québec (note 3)	3 285 900	3 576 401	3 651 637
Total des revenus patrimoine immobilier	5 230 900	5 639 901	5 569 791
PLACEMENTS			
Revenus de placements de sociétés en commandite	400 000	64 417	292 603
	71 373 265	75 653 115	81 197 808
CHARGES			
INTERVENTIONS FINANCIÈRES			
Programmes d'aide financière (note 6) :			
Cinéma et production télévisuelle	34 835 453	33 543 626	36 906 754
Livre et édition	4 500 068	5 250 825	5 408 359
Métiers d'art	4 169 947	4 432 912	4 555 882
Musique et variétés	7 000 591	9 389 378	9 966 251
Affaires internationales	3 290 141	5 269 762	5 422 119
	53 796 200	57 886 503	62 259 365
Perte sur placement	-	390 059	-
Provision pour créances irrécouvrables et pour pertes (note 7)	800 000	714 123	248 348
Frais d'intérêts sur dettes du gouvernement du Québec	275 069	357 093	247 337
Frais d'administration (note 9)	11 039 292	10 989 709	10 449 280
Total des charges interventions financières	65 910 561	70 337 487	73 204 330
PATRIMOINE IMMOBILIER			
Frais d'exploitation et d'administration (note 10)	4 092 500	4 098 487	4 079 025
Frais d'intérêts sur dettes du gouvernement du Québec	681 000	560 038	629 492
Total des charges patrimoine immobilier	4 773 500	4 658 525	4 708 517
PLACEMENTS			
Frais d'intérêts sur avances du gouvernement du Québec	240 000	336 193	239 998
	70 924 061	75 332 205	78 152 845
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	449 204 \$	320 910 \$	3 044 963 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

69

ÉTAT DU DÉFICIT CUMULÉ

Exercice clos le 31 mars

	2014	2013
SOLDE AU DÉBUT	(1 148 972) \$	(4 193 935) \$
Excédent de l'exercice	320 910	3 044 963
SOLDE À LA FIN	(828 062) \$	(1 148 972) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 mars

	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	24 331 257 \$	6 930 168 \$
Équivalents de trésorerie (note 11)	2 000 000	9 000 000
Prêts et autres participations financières (note 12)	41 788 177	37 930 011
Aides remboursables (note 6)	972 261	1 040 771
Créances et intérêts courus	581 108	620 655
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	764 500	816 973
Placements (note 13)	22 497 817	26 393 321
Billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs (note 8)	12 250 838	12 284 088
Total des actifs financiers	105 185 958	95 015 987
PASSIFS		
Emprunts à court terme (note 15)	3 412 385 \$	1 584 241 \$
Charges à payer	2 695 950	2 431 618
Intérêts courus sur avances du gouvernement du Québec	336 193	239 998
Intérêts courus sur dettes	160 085	195 353
Montants à verser en vertu des programmes d'aide financière	18 353 408	19 036 996
Provision cumulée pour pertes sur garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises (note 7)	285 605	129 692
Revenus reportés (note 16)	18 144 293	13 830 499
Revenus perçus d'avance	1 221 910	1 086 981
Avances du gouvernement du Québec (note 17)	31 300 000	31 300 000
Dettes (note 18)	29 695 292	26 497 786
Total des passifs	105 605 121	96 333 164
DETTE NETTE	(419 163) \$	(1 317 177) \$
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 14)	18 358 365	19 055 897
Charges payées d'avance et avances sur engagements	732 736	612 308
Total des actifs non financiers	19 091 101	19 668 205
AVOIR		
Capital (note 19)	19 500 000	19 500 000
Déficit cumulé	(828 062)	(1 148 972)
Total de l'avoir	18 671 938 \$	18 351 028 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Obligations contractuelles (note 24)

Éventualités (note 25)

Pour le conseil d'administration



Doris Girard
Administratrice



Josée Robillard, CPA auditrice, CMA
Administratrice

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

71

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

Exercice clos le 31 mars

	2014 Budget	2014 Réel	2013 Réel
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	449 204 \$	320 910 \$	3 044 963 \$
Variation due aux immobilisations corporelles:			
Acquisition	(2 526 700)	(1 500 430)	(1 679 855)
Amortissement	2 245 000	2 197 237	2 225 963
Perte sur disposition	-	725	-
	(281 700)	697 532	546 108
Variation due aux charges payées d'avance et avances sur engagements:			
Acquisition	-	612 308	584 147
Utilisation	-	(732 736)	(612 308)
	-	(120 428)	(28 161)
Diminution de la dette nette	167 504	898 014	3 562 910
DETTE NETTE AU DÉBUT	(1 317 177)	(1 317 177)	(4 880 087)
DETTE NETTE À LA FIN	(1 149 673) \$	(419 163) \$	(1 317 177) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice clos le 31 mars

	2014	2013
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent de l'exercice	320 910 \$	3 044 963 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Provision pour créances irrécouvrables liées à l'aide remboursable	(8 193)	69 302
Provision pour créances irrécouvrables et pour pertes	714 123	248 348
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	725	-
Perte sur placement	390 059	-
Avantages importants conférés aux clients	(15 379)	(16 638)
Gain sur disposition d'actions	-	(1 650 000)
Gain résultant des rachats de billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs	(21 036)	(10 625)
Revenus de placements de sociétés en commandite	(64 417)	(292 603)
Amortissement des frais d'émission et de gestion de la dette	18 357	11 550
Amortissement des immobilisations corporelles	2 197 237	2 225 963
	3 532 386	3 630 260
Variation des actifs et passifs :		
Créances et intérêts courus	39 548	(42 156)
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	52 473	18 567 897
Charges payées d'avance et avances sur engagements	(120 428)	(28 161)
Charges à payer	117 227	349 747
Intérêts courus sur avances du gouvernement du Québec	96 195	51 068
Intérêts courus sur dettes	(35 268)	(41 045)
Montants à verser en vertu des programmes d'aide financière	(683 587)	694 942
Revenus reportés	4 313 794	(21 605 650)
Revenus perçus d'avance	134 929	332 292
	3 914 883	(1 721 066)
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement	7 447 269	1 909 194
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Prêts et autres participations financières	(14 698 469)	(17 093 050)
Billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs	54 285	169 615
Aides remboursables	(331 730)	(412 988)
Placements	3 569 862	6 627 408
Remboursements de prêts et autres participations financières	10 282 092	7 545 100
Récupération d'aides remboursables	423 811	365 065
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de placement	(700 149)	(2 798 850)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 353 324)	(1 523 582)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement en immobilisations	(1 353 324)	(1 523 582)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunts à court terme	1 828 144	1 584 241
Dettes	8 545 807	5 164 070
Remboursement sur dettes	(5 366 658)	(2 555 913)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	5 007 293	4 192 398
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	10 401 089	1 779 160
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	15 930 168	14 151 008
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (NOTE 20)	26 331 257 \$	15 930 168 \$

Les acquisitions d'immobilisations incluses aux charges à payer sont de 327 890 \$ (2013 : 180 784 \$).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

73

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Exercice clos le 31 mars 2014

1. LOI CONSTITUTIVE ET OBJECTIFS

La Société de développement des entreprises culturelles (la Société) est une personne morale constituée et régie par la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles (RLRQ, chapitre S-10.002). En vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, c.1, 5 supplément) et de la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre 1-3), la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

Les objectifs de la Société sont de promouvoir et soutenir, dans toutes les régions du Québec, l'implantation et le développement des entreprises culturelles, y compris les médias, et de contribuer à accroître la qualité des produits et services et la compétitivité de ceux-ci au Québec, dans le reste du Canada et à l'étranger. La Société est aussi chargée de reconnaître des œuvres comme films québécois suivant les normes prévues par les règlements du gouvernement relativement à l'application de la Loi sur le cinéma (RLRQ, chapitre C-18.1).

La Société est propriétaire du parc immobilier patrimonial acquis du ministre des Transports en 1989. La Société peut, avec l'autorisation du gouvernement, acquérir, restaurer, rénover, gérer et exploiter des immeubles ou en disposer.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés par la direction de la Société selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCCSP) définies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) de CPA Canada et respectent les méthodes ci-dessous. L'utilisation de toute autre source de méthodes comptables doit être cohérente avec ces dernières.

La préparation des états financiers conformément aux NCCSP exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres d'actifs financiers, de passifs et d'actifs non financiers en date des états financiers ainsi que sur les montants présentés aux titres de revenus et charges de l'exercice. Les provisions cumulées pour créances irrécouvrables, la provision pour congés de maladie et vacances et la durée de vie des immobilisations corporelles sont les éléments les plus importants pour lesquels des estimations ont été faites. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Instruments financiers

Les actifs financiers sont constitués des éléments d'actifs qui pourraient être consacrés à rembourser les passifs existants ou à financer des activités futures. L'encaisse, les équivalents de trésorerie, les prêts et autres participations financières, les créances et intérêts courus, les aides remboursables, les billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs (BTAA) et les placements sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les passifs financiers sont constitués des emprunts à court terme, des charges à payer sauf les déductions à la source, des montants à verser en vertu des programmes d'aide financière, des avances et des dettes de la Société évalués au coût ou au coût après amortissement.

La Société identifie, évalue et gère ses risques financiers afin d'en minimiser l'effet sur ses résultats et sur sa situation financière. Elle gère ses risques selon des paramètres précis et n'effectue aucune opération à des fins spéculatives ni n'utilise d'instruments financiers dérivés.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Constatation des revenus

Les revenus proviennent des intérêts sur placements, sur prêts et aides remboursables, de récupérations sur les investissements et sur les aides remboursables, des honoraires de gestion et des locations d'espaces résidentiels et commerciaux. La Société constate ses revenus lorsque les opérations où les faits dont ils découlent ont lieu, qu'ils sont encaissés ou exigibles, qu'il y a une preuve évidente qu'un accord est intervenu, que les services ont été rendus, que le montant du service rendu est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Subventions du gouvernement du Québec

La Société obtient une partie de son financement par le biais des crédits accordés annuellement à cette fin par le Parlement.

Le financement relatif aux programmes d'aide financière et pour tout autre projet spécifique provient de subventions du gouvernement du Québec qui sont constatées dans l'exercice lorsqu'elles sont autorisées, que la Société a satisfait aux critères d'admissibilité, le cas échéant, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Elles sont comptabilisées en subventions reportées lorsque les stipulations créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Elles sont comptabilisées en revenu à mesure que les critères du passif sont satisfaits.

Le financement lié au fonctionnement et aux versements sur les dettes relatives aux immobilisations corporelles ne comportant aucune stipulation grevant leur utilisation, est comptabilisé aux résultats à titre de subventions du gouvernement du Québec jusqu'à concurrence du montant autorisé lorsque les conditions d'admissibilité sont satisfaites.

Charges liées aux programmes d'aide financière

L'aide financière accordée sous forme de subventions, d'investissements et d'aides remboursables, autres que celles assorties d'une obligation de remboursement préétablie, est imputée aux résultats à titre de charges de programmes. Ces charges sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées et lorsque le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité.

Lorsque les modalités et conditions de l'aide financière accordée ne sont pas respectées, l'annulation du projet est comptabilisée dans l'exercice au cours duquel les faits sont connus.

Les charges encourues directement et indirectement par la Société afin d'organiser ou de participer à des activités qui assurent la visibilité des œuvres et des produits culturels québécois et la présence des entreprises culturelles québécoises dans les salons, grands marchés et foires à l'échelle nationale et internationale, sont imputées aux résultats à titre de charges de programmes. Les frais relatifs aux lecteurs indépendants et membres externes des comités d'évaluation, requis en vertu des programmes d'aide, sont imputés aux résultats à titre de charges de programmes.

Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des soldes bancaires et des placements hautement liquides convertibles en tout temps.

Prêts et autres participations financières

Les prêts et autres participations financières sont constitués des placements de la Société effectués dans le cadre de ses programmes de financement des entreprises. Ces placements peuvent prendre la forme de prêts ou d'investissements aux projets et sont comptabilisés au coût après amortissement, majoré des intérêts courus à recevoir, déduction faite de la provision cumulée pour créances irrécouvrables.

Lorsqu'un prêt est assorti de conditions avantageuses importantes, la valeur nominale est actualisée au taux moyen des emprunts du gouvernement afin de déterminer la valeur de la subvention ainsi consentie, laquelle est constatée à titre de charge. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée du prêt, selon la méthode de l'intérêt effectif, et est constaté à titre de revenus d'intérêts.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

75

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Un prêt est classé dans la catégorie des prêts douteux lorsque la qualité du crédit s'est détériorée dans une mesure telle que la Société n'est plus raisonnablement assurée de recouvrer la totalité du capital et des intérêts. Lorsqu'un prêt devient douteux, la constatation des revenus d'intérêts cesse et la Société réduit cette participation par l'inscription d'une provision pour créances irrécouvrables.

Les garanties d'emprunt apparaissent à titre d'éventualités aux états financiers de la Société. Les prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises sont comptabilisés à l'actif de la Société lorsque cette dernière a approuvé la réclamation produite par l'institution financière prêteuse.

Provision cumulée pour créances irrécouvrables et pour pertes

La provision cumulée pour créances irrécouvrables et pour pertes est maintenue à un niveau jugé adéquat pour absorber les créances irrécouvrables et les pertes qui existent dans le portefeuille de la Société. Elle est augmentée de la provision annuelle, laquelle est imputée aux résultats, et réduite du montant des radiations. La provision cumulée pour créances irrécouvrables et pour pertes comprend des provisions spécifiques et une provision générale.

Les provisions spécifiques sont constituées pour chaque prêt. La valeur comptable d'un prêt est ramenée à sa valeur de réalisation estimative en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus. La provision générale est constituée pour les garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises. Le montant de la provision générale est estimé en se fondant sur les pertes antérieures.

Les pertes relatives aux garanties accordées en vertu des programmes de financement intérimaire des crédits d'impôt sont remboursables par le gouvernement du Québec, conséquemment la Société ne comptabilise aucune provision.

Aides remboursables et provision cumulée pour créances irrécouvrables

L'aide remboursable est une aide financière assortie d'une obligation de remboursement préétablie, d'une durée minimale de deux ans et n'excédant généralement pas cinq ans. Cette aide est comptabilisée à l'état de la situation financière à la valeur nominale, déduction faite d'une provision cumulée pour créances irrécouvrables. Les aides remboursables ne portent pas intérêt. Ainsi pour les aides assorties de conditions avantageuses importantes, la valeur nominale est actualisée au taux moyen des emprunts du gouvernement afin de déterminer la valeur de la subvention ainsi consentie, laquelle est constatée à titre de charge. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée de l'aide remboursable, selon la méthode de l'intérêt réel, et est constaté à titre de revenus d'intérêts.

La provision cumulée est établie en examinant la probabilité de recouvrement de chaque aide remboursable et en se fondant sur les pertes antérieures. La variation annuelle de la provision cumulée est imputée aux résultats à titre de charges de programmes.

Placements

Les placements se composent d'actions ordinaires de sociétés non cotées comptabilisées au coût d'acquisition et de participations dans des entreprises publiques.

La Société comptabilise ses participations dans des entreprises publiques selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Les participations sont comptabilisées au coût d'acquisition ajusté de la quote-part de l'actif net des entreprises publiques. Les revenus tirés de la participation sont comptabilisés aux résultats au moment où ils sont gagnés.

Lorsqu'un placement subit une moins-value durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. Cette réduction est imputée directement aux résultats de l'exercice.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, compte tenu que la Société ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice. Le cas échéant, les fluctuations du cours de change donnent lieu à des gains et pertes de change qui sont comptabilisés jusqu'à la période de règlement dans l'état des gains et pertes de réévaluation et, au moment du règlement, le solde cumulé des gains et pertes de réévaluation est reclassé à l'état des résultats.

Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers sont utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire à compter de leur mise en service. Le coût des restaurations comprend le matériel, la main-d'œuvre directe, les frais indirects ainsi que les frais de financement temporaire durant les travaux.

	Durée de l'amortissement
Restaurations	25 ans
Réparations majeures	de 5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Équipement	5 ans
Matériel informatique et logiciels	de 4 à 7 ans
Améliorations locatives	sur la durée du bail

Les œuvres d'art ne sont pas comptabilisées à titre d'immobilisations corporelles du fait qu'il est impossible de faire une estimation raisonnable des avantages économiques futurs qui se rattachent à ces biens; leur coût est imputé aux charges de l'exercice au cours duquel elles sont acquises.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattache à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle doit être réduit pour refléter cette baisse de valeur. Les moins-values sont passées en charge de l'exercice courant à l'état des résultats et aucune reprise sur la réduction de valeur n'est constatée ultérieurement.

État des gains ou pertes de réévaluation

L'état des gains ou pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur et que les transactions en devises étrangères sont sans impact à la fin de l'exercice.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

77

3. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2014	2013
SUBVENTIONS OCTROYÉES		
INTERVENTIONS FINANCIÈRES		
Fonctionnement - incluant des aides spécifiques	3 360 500 \$	3 398 400 \$
Dettes relatives aux immobilisations corporelles	8 225	4 583
Compensation à titre d'intérêt sur prêts	374 000	182 000
Programmes d'aide financière		
Cinéma et production télévisuelle	35 785 575	35 142 002
Livre et édition	5 242 559	5 242 709
Métiers d'art	4 559 814	3 774 814
Musique et variétés	9 649 591	8 161 591
Affaires internationales	5 165 661	5 513 492
PATRIMOINE IMMOBILIER		
Compensation à titre de loyer	1 008 900	1 008 900
Dettes relatives aux immobilisations corporelles	2 567 501	2 642 737
	67 722 326	65 071 228
SUBVENTIONS REPORTÉES AU DÉBUT		
INTERVENTIONS FINANCIÈRES		
Fonctionnement - aides spécifiques	168 215	192 416
Compensation à titre d'intérêt sur prêts	246 493	445 441
Programmes d'aide financière		
Cinéma et production télévisuelle	12 554 768	14 344 519
Livre et édition	105 575	220 474
Métiers d'art	-	780 796
Musique et variétés	94 452	1 952 322
Affaires internationales	511 524	736 649
PATRIMOINE IMMOBILIER		
Dettes relatives aux immobilisations corporelles	-	16 739 630
Redressement	-	(16 739 630)
	13 681 027	18 672 617
SUBVENTIONS REPORTÉES À LA FIN		
INTERVENTIONS FINANCIÈRES		
Fonctionnement - aides spécifiques	(171 041)	(168 215)
Compensation à titre d'intérêt sur prêts	(244 027)	(246 493)
Programmes d'aide financière		
Cinéma et production télévisuelle *	(14 547 202)	(12 554 768)
Livre et édition	(97 310)	(105 575)
Métiers d'art	(126 630)	-
Musique et variétés	(352 810)	(94 452)
Affaires internationales	(319 140)	(511 524)
	(15 858 160)	(13 681 027)
	65 545 193 \$	70 062 818 \$
* Inclut 13,1 M\$ à titre d'engagements conditionnels pour des projets en attente d'autorisation (2013 : 9,8 M\$)		
	2014	2013
Les subventions se subdivisent comme suit :		
INTERVENTIONS FINANCIÈRES	61 968 792 \$	66 411 181 \$
PATRIMOINE IMMOBILIER	3 576 401	3 651 637
	65 545 193 \$	70 062 818 \$

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

4. RÉCUPÉRATIONS SUR INVESTISSEMENTS ET SUR AIDES REMBOURSABLES EN VERTU DES PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE

	2014			2013
	Investissements	Aides remboursables*	Total	Total
Cinéma et production télévisuelle	661 342 \$	40 948 \$	702 290 \$	732 815 \$
Affaires internationales	-	56 022	56 022	97 522
	661 342 \$	96 970 \$	758 312 \$	830 337 \$

* Ces récupérations proviennent d'aides remboursables non assorties d'une obligation de remboursement préétablie.

5. HONORAIRES DE PRÊTS ET GARANTIES DE PRÊTS

	2014	2013
Honoraires de prêts	275 442 \$	274 862 \$
Honoraires de garanties relatifs au financement des entreprises	463 119	216 829
Honoraires de garanties relatifs au financement intérimaire des crédits d'impôt	178 371	235 332
	916 932 \$	727 023 \$

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

79

6. PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE ET AIDES REMBOURSABLES

	2014						2013
CHARGES - PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE	Cinéma et production télévisuelle	Livre et édition	Métiers d'art	Musique et variétés	Affaires internationales	Total	Total
Investissements - aides sélectives	29 293 974 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	29 293 974 \$	32 889 171 \$
Investissements - aides corporatives	625 000	-	-	-	-	625 000	500 000
Subventions accordées	3 688 596	5 316 232	4 437 347	9 449 149	4 686 651	27 577 975	28 424 216
Aides remboursables non assorties d'une obligation de remboursement préétablie	139 500	-	-	-	60 000	199 500	391 500
Provision pour créances irrécouvrables	-	-	-	(2 128)	(6 065)	(8 193)	69 302
Annulations et recouvrements	(839 355)	(66 990)	(16 602)	(78 158)	(63 526)	(1 064 631)	(1 149 355)
Lecteurs indépendants et membres externes des comités d'évaluation	415 408	-	10 020	14 744	-	440 172	434 217
Coûts administratifs reliés à l'organisation d'événements internationaux	-	-	-	-	424 279	424 279	314 893
Frais de déplacements associés aux événements nationaux et internationaux	20 503	1 583	2 147	5 771	168 423	198 427	185 421
Bureau du cinéma et de la télévision	200 000	-	-	-	-	200 000	200 000
	33 543 626 \$	5 250 825 \$	4 432 912 \$	9 389 378 \$	5 269 762 \$	57 886 503 \$	62 259 365 \$

	2014						2013
ACTIF - AIDES REMBOURSABLES	Cinéma et production télévisuelle	Livre et édition	Métiers d'art	Musique et variétés	Affaires internationales	Total	Total
Solde au début	5 000 \$	102 999 \$	- \$	647 539 \$	824 802 \$	1 580 340 \$	1 535 817 \$
Aides remboursables assorties d'une obligation de remboursement préétablie accordées au cours de l'exercice	100 000	-	-	-	231 730	331 730	412 988
Récupérations	(5 000)	-	-	(21 276)	(397 535)	(423 811)	(365 065)
Radiations	-	-	-	-	(8 724)	(8 724)	(3 400)
	100 000	102 999	-	626 263	650 273	1 479 535	1 580 340
Avantages importants conférés aux clients	-	-	-	(120 645)	-	(120 645)	(136 024)
Provision cumulée pour créances irrécouvrables	-	-	-	(194 012)	(192 617)	(386 629)	(403 545)
Solde à la fin	100 000 \$	102 999 \$	- \$	311 606 \$	457 656 \$	972 261 \$	1 040 771 \$

7. PROVISION CUMULÉE POUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES ET POUR PERTES

	2014	2013
Solde au début	2 996 266 \$	3 232 553 \$
Radiations de l'exercice		
Prêts accordés par la Société	148 767	101 184
Prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises	-	8 451
	148 767	109 635
Provision de l'exercice		
Prêts accordés par la Société	558 211	366 885
Prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises	-	205
Garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises	155 912	(118 742)
	714 123	248 348
Contribution pour pertes sur prêt reclassée à autres revenus reportés (note 16)	-	(375 000)
Solde à la fin	3 561 622 \$	2 996 266 \$

	2014	2013
La provision cumulée pour créances irrécouvrables et pour pertes se subdivise comme suit :		
Prêts accordés par la Société (note 12)	3 239 979 \$	2 830 536 \$
Prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises (note 12)	36 038	36 038
	3 276 017	2 866 574
Garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises	285 605	129 692
	3 561 622 \$	2 996 266 \$

8. BILLETS DE TRÉSORERIE NON BANCAIRES ADOSSÉS À DES ACTIFS

Au 31 mars 2014, la Société détient des billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs (BTAA) qu'elle a obtenus en échange des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) à la suite d'une entente de restructuration survenue le 21 janvier 2009.

Conséquemment, les conduits de PCAA ont été remplacés par trois nouvelles structures sous forme de fiducies, appelées « véhicules d'actifs cadres » (« VAC 1 », « VAC 2 » et « VAC 3 »). Les VAC 1 et VAC 2 regroupent les transactions des conduits de PCAA constitués uniquement d'actifs synthétiques et hybrides. Le VAC 3 est composé des transactions des conduits de PCAA constitués exclusivement d'actifs inéligibles et d'actifs traditionnels. Par cet échange, la Société détient maintenant des billets de type VAC 2 et VAC 3.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

81

8. BILLETS DE TRÉSORERIE NON BANCAIRES ADOSSÉS À DES ACTIFS (SUITE)

La Société comptabilise ses billets au coût réduit de toute moins-value durable.

En date du 31 mars 2014, la moins-value durable est de 1,3 M \$ et ces billets n'ont pas subi de moins-value durable additionnelle à celle déjà comptabilisée. De plus, la Société a l'intention, exceptionnellement, de détenir ces placements dans les BTAA à plus long terme.

	2014			2013
	Coût	Moins-value durable comptabilisée	Valeur comptable	Valeur comptable
Actifs synthétiques et hybrides	13 258 386 \$	1 192 764 \$	12 065 622 \$	12 065 983 \$
Actifs traditionnels	275 620	90 404	185 216	218 105
	13 534 006 \$	1 283 168 \$	12 250 838 \$	12 284 088 \$

9. INTERVENTIONS FINANCIÈRES - FRAIS D'ADMINISTRATION

	2014	2013
Traitements et avantages sociaux	8 880 160 \$	8 286 227 \$
Honoraires	144 675	204 918
Déplacements, représentation et congrès	104 150	64 861
Loyers	976 322	969 131
Assurances	24 435	36 749
Frais de bureau et de papeterie	312 357	305 054
Publicité et promotion	58 067	82 726
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	725	-
Amortissement des immobilisations corporelles	404 633	430 628
Autres frais	84 185	68 986
	10 989 709 \$	10 449 280 \$

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

10. PATRIMOINE IMMOBILIER - FRAIS D'EXPLOITATION ET D'ADMINISTRATION

	2014	2013
Traitements et avantages sociaux	426 371 \$	406 689 \$
Honoraires	110 917	123 390
Déplacements, représentation et congrès	2 790	3 973
Taxes	476 793	431 871
Assurances	93 619	92 664
Électricité et chauffage	269 652	258 751
Entretien et réparations	875 153	887 645
Frais de bureau et de papeterie	50 588	73 321
Amortissement des immobilisations corporelles	1 792 604	1 795 335
Autres frais	-	5 386
	4 098 487 \$	4 079 025 \$

11. ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La Société détient des dépôts à terme comptabilisés au coût, convertibles en tout temps, portant intérêt à un taux de 1,72 % (2013 : 1,73 %) et échéant le 8 avril 2014.

12. PRÊTS ET AUTRES PARTICIPATIONS FINANCIÈRES

	2014			2013
	Montant	Provision pour pertes (note 7)	Montant net	Montant net
Prêts	41 896 080 \$	856 845 \$	41 039 235 \$	37 660 314 \$
Prêts douteux				
Prêts accordés par la Société	3 069 576	2 383 134	686 442	182 197
Prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises	98 538	36 038	62 500	87 500
	45 064 194 \$	3 276 017 \$	41 788 177 \$	37 930 011 \$

Les prêts totalisant 42,7 M \$ (2013 : 39,5 M \$) sont garantis par des hypothèques de 1^{er} ou 2^{ème} rang sur des biens corporels et incorporels, des cautions personnelles, des cautions corporatives, des assurances vie, des hypothèques immobilières, des remboursements de crédits d'impôt et un engagement du ministère de la culture et des communications. Certains autres prêts pour un total de 2,3 M \$ (2013 : 1,3 M\$) ne comportent aucune garantie.

Les prêts accordés par la Société portent intérêt à un taux variable ou fixe. Le taux d'intérêt effectif des prêts au 31 mars 2014, calculé selon une moyenne pondérée, est de 5,76 % (2013 : 5,59 %), soit le taux préférentiel plus 2,76 % (2013 : 2,59 %).

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

83

12. PRÊTS ET AUTRES PARTICIPATIONS FINANCIÈRES (SUITE)

Ces prêts, autres que les prêts douteux, viennent à échéance au cours des exercices se terminant le 31 mars :

2015	8 649 729
2016	2 002 508
2017	729 722
2018	3 560 377
2019	3 729 945
2020 et plus	22 366 954
	41 039 235 \$

13. PLACEMENTS

	2014	2013
Placement au coût		
Actions ordinaires de sociétés non cotées avec droit de vote.	1 \$	390 060 \$
Placement à la valeur de consolidation modifiée		
Participation de 32,81 % à titre de commanditaire dans le Fonds d'investissement de la culture et des communications (FICC), société en commandite constituée le 24 octobre 1996 dont l'activité est d'investir dans des entreprises en démarrage, aux premiers stades de développement, en croissance ou en redressement, oeuvrant dans les secteurs de la culture et des communications. La durée de la société en commandite est prévue jusqu'au 31 mars 2021, à moins qu'elle ne soit dissoute avant cette date.	10 708 802	11 110 345
Participation de 45,66 % à titre de commanditaire et commandité dans La Financière de Entreprise Culturelle (FIDEC), société en commandite constituée le 18 janvier 1999, dont l'activité est d'appuyer les entreprises culturelles et d'accroître leur positionnement international dans les secteurs offrant des perspectives de rendement élevé. La société en commandite a cessé la mise en place de nouveau financement en avril 2011 et sera éventuellement liquidée et dissoute.	1 953 448	5 153 544
Participation de 49,99 % à titre de commanditaire dans le Fonds Capital Culture Québec (FCCQ), société en commandite constituée le 7 novembre 2011 dont l'activité est de soutenir le développement d'entreprises culturelles d'envergure en assurant le financement des projets d'entreprises québécoises à fort potentiel ou des projets à fortes retombées économiques pour le Québec. La société poursuivra ses activités jusqu'au 31 mars 2020, à moins qu'elle ne soit dissoute avant cette date.	9 835 566	9 739 372
	22 497 817 \$	26 393 321 \$

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

13. PLACEMENTS (SUITE)

Le tableau suivant présente les informations financières condensées concernant les sociétés en commandite.

	2014				2013
	FICC 31 décembre 2013	FIDEC 31 décembre 2013	FCCQ 31 décembre 2013	Total	Total
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE					
Investissements	15 971 987 \$	1 670 309 \$	11 527 583 \$	29 169 879 \$	26 895 090 \$
Placements temporaires	16 236 508	-	7 976 752	24 213 260	36 300 710
Encaisse	39 075	2 046 154	8 303	2 093 532	197 995
Autres actifs	457 613	799 140	208 307	1 465 060	2 028 645
Total des actifs	32 705 183	4 515 603	19 720 945	56 941 731	65 422 440
Total des passifs	66 346	237 356	45 878	349 580	790 341
Actif net	32 638 837	4 278 247	19 675 067	56 592 151	64 632 099
Avoir des associés	32 638 837 \$	4 278 247 \$	19 675 067 \$	56 592 151 \$	64 632 099 \$
ÉTAT DES RÉSULTATS					
Revenus	2 112 917	804 118	756 333	3 673 368	4 302 168
Gains (pertes) sur placements	(2 555 118)	289 374	-	(2 265 744)	(550 434)
Charges	781 640	283 651	563 906	1 629 197	2 490 126
Bénéfice net (perte nette)	(1 223 841)	809 841	192 427	(221 573)	1 261 608
Surplus (déficit) au début	(6 537 322)	847 309	(519 360)	(6 209 373)	(4 555 342)
Distribution	-	(818 375)	-	(818 375)	(2 915 639)
Surplus (déficit) à la fin	(7 761 163) \$	838 775 \$	(326 933) \$	(7 249 321) \$	(6 209 373) \$

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

14. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2014								
	Restaurations	Réparations majeures *	Mobilier de bureau	Équipement	Matériel informatique	Améliorations locatives	Logiciels**	Total
Coût								
Solde d'ouverture	22 593 281 \$	12 142 063 \$	744 160 \$	206 698 \$	623 662 \$	701 011 \$	3 297 665 \$	40 308 540 \$
Acquisitions	-	1 105 393	1 297	-	57 422	4 600	331 718	1 500 430
Dispositions et réductions de valeur	-	-	-	-	(294 501)	-	-	(294 501)
Solde de clôture	22 593 281	13 247 456	745 457	206 698	386 583	705 611	3 629 383	41 514 469
Amortissement cumulé								
Solde d'ouverture	10 851 095	6 297 036	576 216	202 921	466 058	530 300	2 329 017	21 252 643
Amortissement	903 770	887 064	36 139	2 296	63 151	25 868	278 949	2 197 237
Incidence des dispositions et réductions de valeur	-	-	-	-	(293 776)	-	-	(293 776)
Solde de clôture	11 754 865	7 184 100	612 355	205 217	235 433	556 168	2 607 966	23 156 104
Valeur comptable nette	10 838 416 \$	6 063 356 \$	133 102 \$	1 481 \$	151 150 \$	149 443 \$	1 021 417 \$	18 358 365 \$
2013								
	Restaurations	Réparations majeures *	Mobilier de bureau	Équipement	Matériel informatique	Améliorations locatives	Logiciels**	Total
Coût								
Solde d'ouverture	22 593 281 \$	10 808 166 \$	742 300 \$	206 698 \$	494 439 \$	694 974 \$	3 088 827 \$	38 628 685 \$
Acquisitions	-	1 333 897	1 860	-	129 223	6 037	208 838	1 679 855
Solde de clôture	22 593 281	12 142 063	744 160	206 698	623 662	701 011	3 297 665	40 308 540
Amortissement cumulé								
Solde d'ouverture	9 947 325	5 408 149	539 618	198 269	399 185	505 400	2 028 734	19 026 680
Amortissement	903 770	888 887	36 598	4 652	66 873	24 900	300 283	2 225 963
Solde de clôture	10 851 095	6 297 036	576 216	202 921	466 058	530 300	2 329 017	21 252 643
Valeur comptable nette	11 742 186 \$	5 845 027 \$	167 944 \$	3 777 \$	157 604 \$	170 711 \$	968 648 \$	19 055 897 \$

La Société possède des œuvres d'art, composées notamment de tableaux, estampes, œuvres textiles et sculptures, dont le coût est de 58 519 \$ et qui ne sont pas capitalisées aux immobilisations corporelles.

* Inclut des actifs de 645 180 \$ (2013 : 51 821 \$) comptabilisés au coût qui ne sont pas amortis puisqu'ils ne sont pas mis en service au 31 mars 2014.

** Inclus des actifs de 397 737 \$ (2013 : 148 014 \$) comptabilisés au coût qui ne sont pas amortis puisqu'ils ne sont pas mis en service au 31 mars 2014.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

15. MARGE DE CRÉDIT ET EMPRUNTS À COURT TERME

La Société dispose, auprès d'une institution financière, d'une marge de crédit de 2 M\$ autorisée par un décret du gouvernement du Québec. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel pour un terme ne pouvant dépasser un an. Le taux préférentiel au 31 mars 2014 est de 3 % (2013 : 3 %) et cette marge n'était pas utilisée au 31 mars 2014 ni au 31 mars 2013.

La Société est autorisée, par décret du gouvernement du Québec, à contracter des emprunts à court terme ou par voie de marge de crédit, jusqu'à concurrence d'un montant total en cours de 7,3 M\$ pour procéder à des travaux et achats d'équipements pour maintenir en bon état ses actifs. Les emprunts peuvent être contractés auprès d'une institution financière ou auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec et portent intérêt à taux variable ou fixe, valable jusqu'au 30 novembre 2014. Au 31 mars 2014, la Société a un emprunt à court terme de 3,4 M\$ auprès du Fonds de financement (2013 : 1,6 M\$) au taux de 1,23%.

16. REVENUS REPORTÉS

	2014	2013
Revenus reportés liés au financement intérimaire des crédits d'impôt	1 911 133 \$	(225 528) \$
Subventions du gouvernement du Québec reportées (note 3)	15 858 160	13 681 027
Autres revenus reportés	375 000	375 000
	18 144 293 \$	13 830 499 \$

17. AVANCES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2014	2013
Avance du gouvernement du Québec, portant intérêt au taux de rendement du placement dans la société en commandite jusqu'à un maximum annuel égal au taux préférentiel, remboursable lors de la dissolution de la société en commandite ou au plus tard le 31 décembre 2021.	13 300 000 \$	13 300 000 \$
Avance du gouvernement du Québec, portant intérêt au taux de rendement du placement dans la société en commandite jusqu'à un maximum annuel égal au taux préférentiel, remboursable lors de la dissolution de la société en commandite ou au plus tard le 31 décembre 2011 *.	8 000 000	8 000 000
Avance du gouvernement du Québec, portant intérêt au taux de rendement du placement dans la société en commandite jusqu'à un maximum annuel égal au taux préférentiel, remboursable lors de la dissolution de la société en commandite ou au plus tard le 31 mars 2020.	10 000 000	10 000 000
	31 300 000 \$	31 300 000 \$

* L'avance est maintenue pendant la période de liquidation de l'actif et du passif de la société en commandite (note 13).

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

87

18. DETTES

	2014	2013
Emprunts sur billets du Fonds de financement du gouvernement du Québec, garantis par des hypothèques mobilières sans dépossession:		
4,771 % (taux effectif 4,911 %) remboursable en versements annuels de 342 398 \$ jusqu'au 3 juin 2013 et en un versement de 2 396 786 \$ le 3 juin 2014	2 396 232 \$	2 734 078 \$
4,617 % (taux effectif 4,746 %) remboursable en versements annuels de 416 308 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2014 et en un versement de 2 081 538 \$ le 1 ^{er} décembre 2015	2 493 295	2 903 038
4,837 % (taux effectif 4,999 %)	-	41 479
2,703 % (taux effectif 2,832 %) remboursable par versements annuels de 173 240 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2020	1 207 368	1 378 766
4,592 % (taux effectif 4,744 %) remboursable en versements annuels de 35 599 \$ jusqu'au 31 mars 2016	71 054	106 048
4,463 % (taux effectif 4,621 %) remboursable par versements annuels de 35 629 \$ jusqu'au 14 novembre 2016	106 619	141 585
4,164 % (taux effectif 4,313 %)	-	174 706
2,336 % (taux effectif 2,516 %) remboursable en versements annuels de 35 125 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2017	140 013	-
2,726 % (taux effectif 2,858 %)	-	209 574
2,726 % (taux effectif 2,858 %)	-	2 339 149
2,698 % (taux effectif 2,864 %) remboursable en versements annuels de 427 140 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2018	2 127 198	-
4,087 % (taux effectif 4,265 %) remboursable en versements annuels de 83 822 \$ jusqu'au 3 décembre 2018	417 243	499 238
4,087 % (taux effectif 4,265 %) remboursable en versements annuels de 100 826 \$ jusqu'au 3 décembre 2018	501 903	600 513
4,235 % (taux effectif 4,393 %) remboursable en versements bi-annuels de 82 252 \$ jusqu'au 10 mai 2021	1 227 516	1 388 658
3,122 % (taux effectif 3,275 %) remboursable en versements annuels de 186 354 \$ jusqu'au 16 juillet 2021	1 482 926	1 665 954

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

18. DETTES (SUITE)

	2014	2013
Emprunts sur billets du Fonds de financement du gouvernement du Québec, non garantis:		
2,595 % (taux effectif 2,691 %) remboursable en un versement annuel de 4 000 000 \$ le 1 ^{er} juillet 2016	4 000 000	4 000 000
2,02 % (taux effectif 2,122 %) remboursable en versements mensuels de 8 333 \$ et un versement de 3 200 000 \$ le 1 ^{er} décembre 2016	3 475 000	3 575 000
2,03 % (taux effectif 2,189%) remboursable en versements mensuels de 60 000 \$ et un versement de 1 560 000 \$ le 1 ^{er} septembre 2017	4 020 000	4 740 000
3,405 % (taux effectif 3,550%) remboursable en versements mensuels de 15 575 \$ jusqu'au 1 ^{er} août 2023	1 759 975	-
3,083 % (taux effectif 3,226%) remboursable en versements mensuels de 23 810 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2020	1 880 950	-
2,491 % (taux effectif 2,640%) remboursable en versements mensuels de 12 000 \$ jusqu'au 1 ^{er} août 2016 et en versements mensuels de 21 000 \$ jusqu'au 1 ^{er} avril 2018 et en versements mensuels de 26 250 \$ jusqu'au 1 ^{er} août 2019	1 188 000	-
2,186 % (taux effectif 2,376%) remboursable en versements mensuels de 20 000 \$ jusqu'au 1 ^{er} mars 2019	1 200 000	-
	29 695 292 \$	26 497 786 \$

Les montants des versements en capital à effectuer sur les dettes à long terme au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

2015	5 723 081
2016	4 989 341
2017	10 114 469
2018	3 990 556
2019	2 154 731
2020 et suivantes	2 723 114
	29 695 292 \$

19. CAPITAL

Au 31 mars 1995, le capital-actions de la Société Générale des industries culturelles, organisme du gouvernement, est devenu le capital de la Société.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

89

20. FLUX DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés à l'état de la situation financière :

	2014	2013
Encaisse	24 331 257 \$	6 930 168 \$
Équivalents de trésorerie	2 000 000	9 000 000
	26 331 257 \$	15 930 168 \$

Les intérêts versés par la Société au cours de l'exercice s'élèvent à 1 146 608 \$ (2013 : 1 130 928 \$).

Les intérêts encaissés par la Société au cours de l'exercice s'élèvent à 3 265 664 \$ (2013 : 3 568 219 \$).

21. DÉFICIT CUMULÉ

La Société a adopté depuis le 1er avril 2012 la norme relative au Chapitre SP 3410 révisé, « Paiements de transfert ». L'impact de cette nouvelle norme est présenté ci-dessous.

La Société a contracté des dettes à long terme à la suite d'acquisitions d'immobilisations. Ces dettes seront remboursées, en partie ou en totalité, à l'aide de contributions annuelles du gouvernement au cours des exercices futurs. Ces contributions seront comptabilisées à titre de revenus dans l'exercice où elles seront autorisées par le gouvernement et où la Société satisfera aux conditions d'admissibilité.

Puisque cette comptabilisation des revenus n'est plus synchronisée avec la comptabilisation de la charge d'amortissement, il s'ensuit un décalage entre la comptabilisation des revenus de subventions du gouvernement du Québec et celle de la charge d'amortissement des immobilisations.

Ainsi, au 31 mars 2014, les subventions du gouvernement du Québec reportées relatives au financement des acquisitions d'immobilisations auraient été au montant de 34 823 590 \$ (2013 : 30 289 868 \$) et les subventions du gouvernement du Québec à recevoir afférentes auraient été au montant de 16 710 619 \$ (2013 : 16 862 319 \$) et les résultats de l'exercice à titre de revenus de subvention auraient été inférieurs de 318 738 \$ (2013 : 414 024 \$). Le déficit cumulé aurait été supérieur de 732 762 \$ (2013 : 414 024 \$) et le solde du déficit cumulé aurait été de 1 560 824 \$ (2013 : 1 562 996 \$). Le surplus créé au déficit cumulé se renversera au fur et à mesure de ces autorisations, si le gouvernement du Québec autorise les subventions futures relatives à ces dettes.

22. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**Régimes de retraite**

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes inter-employeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2014, le taux de cotisation de la Société pour le RREGOP a augmenté de 9,18 % à 9,84 % de la masse salariale cotisable et celui du RRPE est passé de 12,30 % à 14,38 %.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES
ÉTATS FINANCIERS

22. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1er janvier 2014 (0,54 % au 1er janvier 2013) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi la Société doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2013 correspondant à 1,08 % de la masse salariale cotisable et à 11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014.

Les cotisations de la Société, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 665 359 \$ (2013 : 530 185 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie et vacances

	2014			2013
	Congés de maladie	Vacances	Total	Total
Solde au début	95 730 \$	755 423 \$	851 153 \$	796 017 \$
Charge de l'exercice	428 699	755 498	1 184 197	1 095 061
Prestations versées au cours de l'exercice	(419 576)	(746 445)	(1 166 021)	(1 039 925)
Solde à la fin	104 853 \$	764 476 \$	869 329 \$	851 153 \$

Cette provision est incluse au poste « charges à payer ». Les congés de maladie sont payés au début de l'exercice suivant.

23. INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques liés aux instruments financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent de ses opérations courantes. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels. La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés, à des fins spéculatives.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse une perte financière si les contreparties font défaut d'exécuter les conditions des contrats. Les principaux risques de crédit pour la Société sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux placements, aux prêts et autres participations financières, aux aides remboursables, aux créances, aux placements et aux BTAA.

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux placements est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésorerie sont investis dans des placements très liquides et auprès d'institutions financières réputées, tel que prévu à la Politique de gestion de la trésorerie de la Société.

Le risque de crédit associé aux prêts et autres participations financières et aux aides remboursables est réduit puisque la Société enregistre des provisions pour tenir compte des pertes de crédit potentielles.

Les créances sont constituées principalement d'intérêts courus et de loyers. Le risque de crédit associé aux créances est réduit au minimum puisque la majorité des intérêts courus sont à recevoir d'institutions financières réputées et que des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux locataires.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

91

23. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Le tableau suivant présente la balance chronologique des créances et intérêts courus et des aides remboursables, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 mars :

	2014			2013
	Créances et intérêts courus	Aides remboursables	Total	Total
Moins de 30 jours	215 257 \$	347 178 \$	562 435 \$	134 965 \$
De 30 à 60 jours	133 918	5 587	139 505	93 469
De 60 à 90 jours	23 622	45 487	69 109	23 767
Plus de 90 jours	208 311	960 638	1 168 949	1 817 340
Provision pour créances douteuses	-	(386 629)	(386 629)	(408 115)
	581 108 \$	972 261 \$	1 553 369 \$	1 661 426 \$

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. La Société finance ses charges liées aux programmes d'aide financière ainsi que l'acquisition et le maintien des immobilisations par le biais des subventions du gouvernement du Québec. Les charges d'exploitation sont financées en partie par les subventions du gouvernement du Québec et par les fonds générés par les activités d'exploitation. La Société respecte ses exigences en matière de liquidité en préparant et en surveillant les plans de financement et de dépenses et en détenant des placements temporaires très liquides.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

	2014				2013
	Moins de 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Emprunts	3 412 385 \$	- \$	- \$	3 412 385 \$	1 584 241 \$
Charges à payer *	2 374 773	-	-	2 374 773	2 231 146
Intérêts courus à payer	496 278	-	-	496 278	435 351
Montants à verser en vertu des programmes d'aide financière	18 353 408	-	-	18 353 408	19 036 996
Avances du gouvernement du Québec	8 000 000	-	23 300 000	31 300 000	31 300 000
Dettes	20 826 891	6 145 287	2 723 114	29 695 292	26 497 786
	53 463 735 \$	6 145 287 \$	26 023 114 \$	85 632 136 \$	81 085 520 \$

* Excluent les déductions à la source de 321 177 \$ (2013 : 200 472 \$)

23. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risques : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix; la Société est exposée aux risques de change et de taux d'intérêt.

Risque de change

Le risque de taux de change se définit comme l'exposition de la Société à une perte de revenu attribuable à la fluctuation défavorable d'une devise. Dans le cours normal de ses activités, la Société réalise moins de 2% de ses opérations en euros. Afin de minimiser au maximum les risques de change, la Société achète, en début d'exercice financier, des devises européennes répondant à ses besoins annuels. L'exposition de la Société au risque de change est par conséquent très faible.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt se définit comme l'exposition de la Société à une perte de revenu d'intérêt ou une perte de valeur sur les instruments financiers résultant d'une variation du taux d'intérêt. L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt est attribuable à ses actifs financiers portant intérêt.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent des placements hautement liquides auprès d'institutions financières qui rapportent de l'intérêt au taux du marché et à taux fixe. La majorité des prêts et autres participations financières sont conclus à taux variable. La fluctuation du taux d'intérêt du marché a une incidence sur les revenus d'intérêts que la Société tire de sa trésorerie, de son équivalent de trésorerie et de ses activités de prêts.

Si les taux d'intérêt pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 avaient été inférieurs ou supérieurs de 50 points de base, toutes les autres variables étant demeurées constantes, les revenus d'intérêts pour la même période auraient été supérieurs ou inférieurs de 324 036 \$ respectivement.

24. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Les montants non déboursés sur les prêts autorisés au 31 mars 2014 totalisent 6,7 M\$ (2013 : 6,8 M\$).

La Société est engagée pour une somme de 2 349 840 \$, échéant au plus tard le 31 mars 2016, (2013 : 722 895 \$) relativement à des contrats de maintien et de restauration de bâtiments.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

93

25. ÉVENTUALITÉS

La Société garantit le remboursement d'emprunts ou de dettes contractés par des entreprises auprès d'institutions financières dans le cadre du financement des entreprises et du programme de financement intérimaire des crédits d'impôt. Les engagements maximaux de ces garanties se répartissent comme suit :

	2014	2013
Financement des entreprises *	7 944 804 \$	3 457 410 \$
Financement intérimaire des crédits d'impôt remboursables à la production cinématographique et télévisuelle québécoise, à la production de titres multimédias, à la production d'enregistrements sonores, à l'édition de livres et à la production de spectacles **	4 265 244	6 113 804
	12 210 048 \$	9 571 214 \$

* La provision cumulée pour pertes relative à ces garanties est présentée à la note 7 des états financiers.

** Toutes pertes relatives aux garanties accordées en vertu de ce programme seront remboursées par le gouvernement du Québec.

Diverses affaires judiciaires et extrajudiciaires entamées par la Société sont actuellement en cours. De l'avis de la Société, le dénouement de ces affaires ne peut avoir d'incidence importante sur sa situation financière ni sur les résultats de ses activités.

26. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

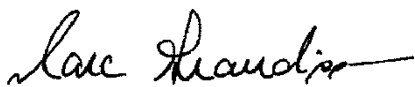
En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux, ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement et indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

RAPPORT DE LA DIRECTION

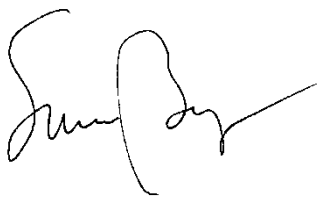
Les états financiers de la Société de financement des infrastructures locales du Québec, ci-après appelée « Société », ont été dressés par la direction qui est responsable de la préparation et de la présentation des informations financières ainsi que de l'intégrité et de la fidélité des données, notamment en ce qui concerne les estimations et les jugements comptables importants. Cette responsabilité comprend le choix des méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégrité et à la fidélité des états financiers, la direction de la Société exerce les contrôles internes qui s'imposent de façon à ce que l'utilisateur soit raisonnablement assuré que l'information financière est pertinente et fiable et que les actifs sont adéquatement protégés. La direction de la Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration de la Société, lequel surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière, a approuvé les états financiers. Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Marc Grandisson,
président du conseil d'administration



Simon Bergeron,
vice-président du conseil
d'administration

Québec, le 17 juin 2014



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société de financement des infrastructures locales du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, l'état des résultats, l'état du déficit cumulé et de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société de financement des infrastructures locales du Québec au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Michel Samson, CPA auditeur, CA
Québec, le 17 juin 2014

Société de financement des infrastructures locales du Québec
État des résultats
De l'exercice clos le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

	Budget	2014	2013
REVENUS			
Transferts			
Gouvernement du Canada - Taxe sur l'essence (note 9)	453 544	497 011	591 947
Gouvernement du Québec (note 3)	—	—	40 694
Versement de la STM ⁽¹⁾	1 847	—	1 589
Droits d'immatriculation additionnels - SAAQ ⁽²⁾ (note 9)	74 807	73 425	70 436
Intérêts (note 10)	5 708	6 166	6 285
	535 906	576 602	710 951
CHARGES			
Transferts octroyés			
Programme d'infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures	482 446	498 896	552 229
Programme d'infrastructures de transport en commun	15 072	48 989	86 172
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR)	4 591	3 797	9 171
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (FCIS)	1 501	1 627	1 861
Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM)	1 583	1 100	1 706
Honoraires d'administration (note 4)	5 499	4 197	2 980
Frais financiers	4	1	12
Frais de déplacement et représentation	1	1	1
	510 697	558 608	654 132
EXCÉDENT ANNUEL	25 209	17 994	56 819

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

(1) Société de transport de Montréal

(2) Société de l'assurance automobile du Québec

Société de financement des infrastructures locales du Québec
État du déficit cumulé et de la variation de la dette nette

De l'exercice clos le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

	Budget	2014	2013
DÉFICIT CUMULÉ ET DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(371 016)	(371 016)	(427 835)
Excédent annuel	25 209	17 994	56 819
DÉFICIT CUMULÉ ET DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE	(345 807)	(353 022)	(371 016)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société de financement des infrastructures locales du Québec
État de la situation financière
Au 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

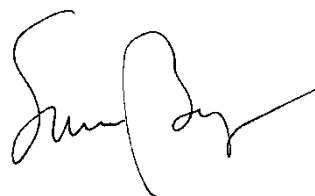
	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie	9	8
Équivalents de trésorerie (note 5)	376 420	543 623
Placements (note 6)	252 269	—
Sommes à recevoir de la STM (note 11)	1 378	1 847
Droits d'immatriculation additionnels à recevoir – SAAQ	18 320	17 366
	648 396	562 844
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer (note 8)	141 979	42 597
Transferts et contributions reportés (note 9)	392 994	423 407
Dû au gouvernement du Québec (note 7)	44 561	—
Obligations découlant d'ententes de transfert pour le remboursement du capital d'emprunts contractés par des bénéficiaires (note 11)	421 884	467 856
	1 001 418	933 860
DETTE NETTE ET DÉFICIT CUMULÉ	(353 022)	(371 016)
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 12)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Marc Grandisson, président du conseil d'administration



Simon Bergeron, vice-président du conseil d'administration

Société de financement des infrastructures locales du Québec
État des flux de trésorerie

De l'exercice clos le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent annuel	17 994	56 819
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Escomptes sur placements de portefeuille	(5 035)	(4 377)
Virement des transferts et des contributions reportés	(570 436)	(662 383)
	(557 477)	(609 941)
Variation des actifs financiers et des passifs reliés au fonctionnement		
Droits d'immatriculation additionnels à recevoir – SAAQ	(954)	2 113
Sommes à recevoir de la STM	469	(1 847)
Intérêts courus à recevoir	—	1 415
Créditeurs et charges à payer	99 382	(40 225)
Transferts et contributions reportés	540 023	533 488
Obligations découlant d'ententes de transfert pour le remboursement du capital d'emprunts contractés par des bénéficiaires	(45 972)	(47 890)
	592 948	447 054
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	35 471	(162 887)
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Placements effectués	(1 369 671)	(1 149 829)
Produit de dispositions et de rachats de placements	1 122 437	1 544 301
Flux de trésorerie liés aux activités de placement	(247 234)	394 472
ACTIVITÉ DE FINANCEMENT		
Emprunts effectués	44 561	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	44 561	—
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(167 202)	231 585
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	543 631	312 046
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	376 429	543 631

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société de financement des infrastructures locales du Québec Notes complémentaires

De l'exercice clos le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

1. Statut constitutif et nature des activités

La Société de financement des infrastructures locales du Québec (la Société) est une personne morale, mandataire de l'État, instituée en vertu de la Loi sur la Société de financement des infrastructures locales du Québec (RLRQ, chapitre S-11.0102) en date du 17 décembre 2004. Elle a pour mission de verser une aide financière aux municipalités et aux organismes municipaux pour contribuer à la réalisation de projets d'infrastructures en matière d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et de transport en commun ainsi que de projets d'infrastructures ayant des incidences économiques, urbaines ou régionales.

Les revenus de la Société proviennent de transfert du gouvernement du Canada, de droits d'immatriculation additionnels à l'égard de véhicules munis de moteur de forte cylindrée et, si nécessaire, de transferts du gouvernement du Québec. Les droits d'immatriculation additionnels sont perçus par la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) pour le compte de la Société.

En vertu de l'article 985 de la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3) et de l'article 149 (1) d) de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C., 1985, chapitre 1, 5^e suppl.), la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. Principales méthodes comptables

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

☐ Estimation et incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige le recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont des incidences à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels (s'il y a lieu) à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présentés dans les états financiers. Des estimations et hypothèses ont été utilisées pour évaluer les principaux éléments, tels que les droits d'immatriculation additionnels, les transferts octroyés, certains frais courus, l'établissement de l'échéancier des versements en capital en lien avec l'obligation découlant d'entente de transfert pour le remboursement du capital d'emprunts contractés par des bénéficiaires et l'échéancier des obligations contractuelles.

De plus, les transferts aux municipalités et aux organismes municipaux font l'objet d'une importante incertitude relative à la mesure. En effet, la Société a comptabilisé à titre de dépenses de transfert et de créditeurs et charges à payer, les retenues reliées au « programme d'infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures pour la période 2010-2014 ». Ces retenues, qui représentent le dernier versement comptant aux municipalités, sont conservées par la Société jusqu'à l'approbation de la reddition de compte finale exigée dans les modalités d'application du programme.

Étant donné que les travaux réellement réalisés ne sont pas recensés systématiquement auprès de l'ensemble des municipalités du Québec, la direction a eu recours à des estimations et des hypothèses qui incluent un degré d'incertitude élevé pour établir le montant à constater au 31 mars 2014. Ce montant représentait 108 823 milliers de dollars.

Ces estimations ont également eu pour effet de constater des revenus de transfert du gouvernement du Canada – Taxe sur l'essence de 98 269 milliers de dollars et de diminuer du même montant les transferts et contributions reportés puisqu'ils sont directement liés à la constatation des dépenses de transferts.

Ainsi, les résultats réels peuvent différer significativement des meilleures estimations établies par la direction.

❑ Instruments financiers

Tous les instruments financiers de la Société sont classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement. Les instruments financiers comptabilisés au coût après amortissement sont évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actifs se qualifiant d'instruments financiers sont composés de la trésorerie, des équivalents de trésorerie, des placements, des droits d'immatriculation additionnels à recevoir – SAAQ et des sommes à recevoir de la STM.

Les passifs se qualifiant d'instruments financiers sont composés des postes suivants : créditeurs et charges à payer, obligations découlant d'ententes de transfert pour le remboursement du capital d'emprunts contractés par des bénéficiaires.

À chaque fin d'exercice, si une indication objective de dépréciation des actifs financiers existe, ceux-ci sont évalués pour déterminer si une dépréciation doit être comptabilisée.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

❑ État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est présenté à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

❑ Revenus

Les revenus, y compris les gains réalisés, sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'année financière au cours de laquelle ont eu lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu, lorsque le montant est déterminable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Plus spécifiquement :

- les revenus de transfert du gouvernement du Canada sont constatés dans les revenus de l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le gouvernement cédant et durant laquelle la Société respecte les critères d'admissibilités. Ils sont comptabilisés dans le poste transferts et contributions reportés lorsque les stipulations exigées par le gouvernement cédant quant à l'utilisation des sommes reçues ou quant aux actions à poser pour les conserver créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Lorsqu'un passif est constaté, le revenu de transfert est comptabilisé dans les revenus au fur et à mesure du respect de ces stipulations;

- les droits d'immatriculation additionnels sont présentés à titre de transferts et contributions reportées et sont comptabilisés aux revenus en fonction de la période de référence couverte par ces droits exigibles puisqu'ils sont remboursables sur demande.

☐ Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'année financière au cours de laquelle ont eu lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu. Les charges comprennent le coût des biens et services obtenus au cours de l'exercice ainsi que les pertes réalisées.

Les transferts relatifs à l'aide financière octroyée aux municipalités et aux organismes municipaux sont comptabilisés à titre de charge dans l'exercice où le transfert est autorisé et lorsque le bénéficiaire a respecté les critères d'admissibilité.

☐ Actifs financiers

■ Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des placements dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition, et le cas échéant, du découvert bancaire.

■ Droits d'immatriculation additionnels à recevoir – SAAQ

Les droits d'immatriculation additionnels à recevoir – SAAQ sont constatés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces droits et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause.

3. Transferts du gouvernement du Québec

Ces transferts provenaient du ministère des Finances du Québec afin de pourvoir au remboursement des dépenses inscrites à la dette nette au 1^{er} avril 2012 à la suite de l'application de la norme comptable révisée sur les paiements de transfert.

4. Honoraires d'administration

	2014	2013
Frais de gestion relatifs aux ententes de services avec le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, le ministère des Transports, la SAAQ et le ministère des Finances du Québec	3 339	2 170
Frais de perception de la SAAQ - droits d'immatriculation additionnels	858	810
	4 197	2 980

5. Équivalents de trésorerie

	2014	2013
BILLETS À ESCOMPTE		
Financement-Québec, (2013 : 0,99 % à 1,02 %, échu en avril et mai 2013)	—	496 525
BILLET À TERME AU PORTEUR		
Banque Nationale du Canada, taux effectif de 1,0 %, échu en avril 2014, valeur nominale : 376 420 milliers de dollars (2013 : taux effectif de 1,0 %, échu en avril 2013, valeur nominale : 47 100 milliers de dollars)	376 420	47 098
	376 420	543 623

Des intérêts de 1 203 milliers de dollars ont été encaissés au cours de l'exercice sur les placements de moins de trois mois (2013 : 1 158 milliers de dollars).

6. Placements

	2014	2013
BILLETS À ESCOMPTE		
Gouvernement du Québec, taux effectif entre 0,97 % et 1,01 %, échéant en avril 2014, valeur nominale : 118 549 milliers de dollars	118 500	—
Financement-Québec, taux effectif de 0,99 % échéant en avril et mai 2014, valeur nominale : 133 920 milliers de dollars	133 769	—
	252 269	—

Des intérêts de 4 438 milliers de dollars ont été encaissés au cours de l'exercice sur les placements (2013 : 6 458 milliers de dollars).

7. Dû au gouvernement du Québec

	2014	2013
Facilité de crédit autorisée du ministre des Finances du Québec de 25 000 milliers de dollars. Les montants prélevés porteront intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada pendant la durée de cette avance. Le taux préférentiel était de 3 % pour 2013 et 2014.	1 032	—
Avance du ministère des Finances du Québec, sans intérêt et ne pouvant excéder 50 000 milliers de dollars, échéant le 31 mars 2015. (Décret 1238-2013 adopté le 27 novembre 2013).	43 529	—
	44 561	—

8. Créditeurs et charges à payer

	2014	2013
Honoraires d'administration	1 470	1 037
Transferts aux municipalités et aux organismes municipaux – comptant	131 831	31 564
Transferts – intérêts	8 678	9 996
	141 979	42 597

9. Transferts et contributions reportés

	2014	2013
Transferts - Gouvernement du Canada – Taxe sur l'essence		
Solde au début de l'exercice	380 960	509 357
Sommes obtenues de l'exercice courant	463 550	463 550
Virement de l'exercice	(497 011)	(591 947)
Solde à la fin de l'exercice	347 499	380 960
Droits d'immatriculation additionnels – SAAQ		
Solde au début de l'exercice	42 447	42 945
Contributions obtenues de l'exercice courant	76 473	69 938
Virement de l'exercice	(73 425)	(70 436)
Solde à la fin de l'exercice	45 495	42 447
	392 994	423 407

10. Intérêts

	2014	2013
Trésorerie et équivalent de trésorerie	1 131	6 285
Placements	5 035	—
	6 166	6 285

11. Obligations découlant d'ententes de transfert pour le remboursement du capital d'emprunts contractés par des bénéficiaires

Les obligations découlant de ces ententes de transfert sont des emprunts contractés par des bénéficiaires pour le financement d'infrastructures de divers programmes qui portent intérêt à des taux variant de 1,35 % à 8,0 % (2013 : 1,9 % à 8,0 %). Le remboursement de capital est établi sur une période allant de 2014-2015 à 2019-2020 et subséquentes dont l'échéance maximale est 2028.

Par ailleurs, suite à la vérification finale de certains projets de la STM qui ont été réalisés en 2012, le montant de la subvention autorisée par la Société a été revu à la baisse. Comme le financement des projets avait déjà été obtenu par la STM, il a été convenu de maintenir les paiements selon la cédule initiale, soit de 2012-2021 aux taux variant de 2,71 % à 4,10 %, et que la STM rembourse le montant autorisé en trop, de 1 847 milliers de dollars, au même rythme et aux mêmes conditions que la cédule initiale.

L'échéancier suivant présente les versements annuels prévus. Les versements effectués au cours de l'exercice sont de 45 972 milliers de dollars (2013 : 47 890 milliers de dollars).

Échéancier des versements en capital⁽¹⁾⁽²⁾

Exercices financiers	Versements
2014-2015	50 073
2015-2016	48 486
2016-2017	49 863
2017-2018	48 941
2018-2019	47 560
2019-2020 et subséquentes	176 961
	421 884

(1) Dans le cadre de ces programmes de transferts, la Société subventionne également les intérêts qui seront assumés par les bénéficiaires au cours des années subséquentes, estimés à 95 858 milliers de dollars.

(2) Cet échéancier inclut les versements prévus pour les obligations en attente de financement.

12. Obligations contractuelles

La Société s'est engagée à verser une aide financière à diverses municipalités et organismes municipaux en vertu des programmes suivants :

	2014	2013
Programme de la taxe fédérale sur l'essence et de la contribution du Québec		
Programme d'infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures	127 742	394 838
Programme d'infrastructures de transport en commun	120 934	130 772
Solde à la fin de l'exercice	248 676	525 610
Autres programmes		
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR)	—	42
Solde à la fin de l'exercice	—	42
Total des obligations contractuelles	248 676	525 652

Échéancier des obligations contractuelles

	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Programme d'infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures	127 742	—	—	—
Programme d'infrastructures de transport en commun	35 826	30 402	27 353	27 353
TOTAL	163 568	30 402	27 353	27 353

13. Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

❑ Risque de crédit

Le risque de crédit est principalement attribuable aux pertes que la Société pourrait subir ou aux coûts qu'elle pourrait être obligée d'assumer en raison d'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers. Les principaux risques de crédit pour la Société sont liés aux postes suivants : trésorerie et équivalents de trésorerie, placements, sommes à recevoir de la STM et droits d'immatriculation additionnels à recevoir – SAAQ.

L'exposition maximale de la Société au risque de crédit est limitée à la valeur comptable présentée à titre d'actifs financiers dans l'état de la situation financière.

■ Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements

La politique et la stratégie de placements et de gestion des liquidités de la Société précisent le type de véhicules de placements autorisés dans lequel la Société peut investir. Au 31 mars 2014, les excédents de trésorerie ont été investis dans des billets à escompte et des billets à terme auprès du Gouvernement du Québec, de Financement-Québec et d'une institution financière réputée. Par conséquent, le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie ainsi qu'aux placements est essentiellement réduit au minimum parce qu'ils sont détenus jusqu'à échéance et dans une institution financière réputée. La direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

■ Sommes à recevoir de la STM et droits d'immatriculation additionnels à recevoir – SAAQ

La Société est peu exposée au risque de crédit, puisqu'il s'agit de sommes à recevoir de la STM et de la SAAQ, des organismes publics. Aucune provision n'a été comptabilisée. Pour la SAAQ, les sommes seront encaissées dans les 30 jours. Pour la STM, les encaissements seront effectués d'ici 2021, selon la cédule de remboursement établis.

La Société estime qu'elle n'est pas soumise à une concentration de risque de crédit relative à ces créances puisque celles-ci sont entièrement attribuables à des organismes publics.

❑ Risque de liquidité

Le risque de liquidité est associé à la capacité de la Société de répondre à ses besoins de trésorerie ou à réunir les sommes nécessaires pour honorer ses engagements financiers. La Société effectue des prévisions de trésorerie afin de s'assurer que ses liquidités sont suffisantes pour faire face à ses obligations et détient suffisamment de placements convertibles en trésorerie.

La Société est d'avis que les flux de trésorerie générés par l'exploitation de ses activités et les sources de financement disponibles seront suffisants pour respecter ses obligations à mesure qu'elles viennent à échéance.

Échéance estimative des passifs financiers au 31 mars 2014

Créditeurs et charges à payer	2014	2013
90 jours et moins	12 087	28 016
Plus de 90 jours	129 892	14 581
	141 979	42 597

Les échéances estimatives se rapportant aux obligations découlant d'ententes de transfert pour le remboursement du capital d'emprunts contractés par des bénéficiaires sont présentées à la note 11.

❑ Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Société est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésoreries futurs est minime puisque la Société ne détient pas d'instruments financiers à taux variables et qu'elle gardera ses instruments financiers jusqu'à échéance. Les placements de plus de 90 jours viennent à échéance en avril et mai 2014.

14. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulgués dans les états financiers, la Société est apparentée avec tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et les entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec, ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

15. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2013 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014.

Rapport de la direction

Les états financiers de la Société de la Place des Arts de Montréal (« la Société ») ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public ainsi que la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux* (RLRQ, chapitre S-37.01). Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Marc Blondeau
Président-directeur général



Christian Ruel
Directeur des finances et de l'administration

Montréal, le 9 décembre 2013

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société de la Place des Arts de Montréal, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 août 2013, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Société de la Place des Arts de Montréal n'a pas comptabilisé au 31 août 2013 à l'état de la situation financière un montant de 72 975 545 \$ relativement à des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts. Cette situation constitue une dérogation à la nouvelle norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Société a satisfait aux critères d'admissibilité. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux* (RLRQ, chapitre S-37.01), entré en vigueur le 14 juin 2013, énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de la Société de la Place des Arts de Montréal et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. La non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, entraîne une sous-évaluation des subventions reportées du gouvernement du Québec de 71 015 706 \$, une surévaluation des subventions du gouvernement du Québec de 6 019 782 \$, une sous-évaluation du virement des subventions reportées du gouvernement du Québec de 7 979 621 \$, ainsi qu'une surévaluation du déficit annuel et une sous-évaluation de l'excédent cumulé de 1 959 839 \$ pour l'exercice clos le 31 août 2013.

Opinion avec réserve

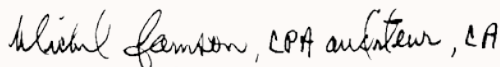
À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société de la Place des Arts de Montréal au 31 août 2013, ainsi que des résultats de ses opérations, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Société de la Place des Arts de Montréal au 31 août 2013 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des changements apportés aux méthodes comptables relatives aux instruments financiers et aux paiements de transfert, expliqués à la note 3, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Montréal, le 9 décembre 2013

Société de la Place des Arts de Montréal

État des résultats et de l'excédent cumulé

de l'exercice clos le 31 août 2013



	Budget ⁽¹⁾ (note 4)	2013	2012
Revenus			
Subventions du gouvernement du Québec (note 5)	4 576 669 \$	10 675 689 \$	5 360 593 \$
Virement des subventions reportées du gouvernement du Québec (note 10)	8 479 364	542 354	8 040 221
Location de salles	3 984 733	4 075 622	4 321 589
Services auxiliaires	3 703 858	4 010 133	3 523 457
Location de bureaux et de locaux commerciaux	2 177 751	2 251 312	2 101 745
Revenus de billetterie	4 312 268	4 547 864	4 424 288
Services aux producteurs	1 202 377	1 549 999	2 431 702
Commandites et publicité	551 000	241 422	517 750
Programme d'accessibilité aux arts (note 6)	294 604	273 742	263 109
Contribution de la Fondation (note 7)	250 000	250 000	280 000
Revenus financiers	180 000	174 118	179 295
Autres revenus	1 436 522	1 868 583	1 680 919
	31 149 146	30 460 838	33 124 668
Charges			
Salaires et avantages sociaux	8 343 012	8 947 060	9 548 519
Entretien et réparations des immeubles	4 010 812	4 172 809	4 574 596
Électricité et chauffage	2 298 000	2 567 945	2 413 859
Achats, entretien et réparations d'équipement	423 000	553 163	697 402
Services professionnels	716 300	727 000	788 866
Communications	1 344 279	967 337	1 112 570
Coûts d'exploitation des spectacles	2 132 810	2 457 708	2 433 428
Administration générale	531 575	381 818	427 740
Assurances et taxes	241 250	262 324	222 385
Charges d'intérêts	2 150 969	2 304 194	2 420 159
Amortissement des immobilisations corporelles	8 439 781	8 021 715	7 606 694
Programme d'accessibilité aux arts (note 6)	504 679	569 197	764 378
Autres charges	313 408	713 967	336 014
	31 449 875	32 646 237	33 346 610
Déficit annuel	(300 729)	(2 185 399)	(221 942)
Excédent cumulé au début	8 302 946	8 302 946	8 524 888
Excédent cumulé à la fin	8 002 217 \$	6 117 547 \$	8 302 946 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

(1) Selon les données présentées dans le budget 2012-2013 de la Société, déposé le 24 septembre 2012

État de la situation financière

au 31 août 2013

	2013	2012
Actifs financiers		
Encaisse	12 829 478 \$	12 850 841 \$
Débiteurs	1 136 931	2 105 678
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	-	75 526 755
	13 966 409	90 483 274
Passifs		
Dépôts - Locations et ventes de billets	4 691 696	4 650 937
Fournisseurs et frais courus (note 8)	5 263 739	6 596 497
Intérêts courus à payer	503 537	441 164
Emprunts (note 9)	15 243 781	21 344 334
Subventions reportées du gouvernement du Québec (note 10)	20 864 907	93 254 859
Dette à long terme (note 11)	60 928 600	56 057 769
	107 496 260	182 345 560
Dette nette	(93 529 851)	(91 862 286)
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (note 12)	99 332 852	99 923 318
Coûts reportés des productions	216 774	199 149
Charges payées d'avance	97 772	42 765
	99 647 398	100 165 232
Excédent cumulé (note 4)	6 117 547 \$	8 302 946 \$
Obligations contractuelles (note 17)		
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.		
Pour le conseil d'administration,		
		
Jean Laurin	Denis Piché	

Société de la Place des Arts de Montréal

État de la variation de la dette nette

de l'exercice clos le 31 août 2013

	2013 Budget	2013	2012
Déficit annuel	(300 729) \$	(2 185 399) \$	(221 942) \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	(7 431 248)	(29 946 873)
Amortissement des immobilisations corporelles	8 439 781	8 021 715	7 606 694
	8 439 781	590 467	(22 340 179)
Acquisition des charges payées d'avance	-	(158 948)	(66 183)
Utilisation des charges payées d'avance	-	103 940	65 000
Acquisition des coûts reportés des productions	-	(1 389 282)	(842 406)
Utilisation des coûts reportés des productions	-	1 371 657	758 807
	-	(72 633)	(84 782)
Augmentation de la dette nette	8 139 052	(1 667 565)	(22 646 903)
Dette nette au début	(91 862 286)	(91 862 286)	(69 215 383)
Dette nette à la fin	(83 723 234) \$	(93 529 851) \$	(91 862 286) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie

de l'exercice clos le 31 août 2013

	2013	2012
Activités de fonctionnement		
Déficit annuel	(2 185 399) \$	(221 942) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	8 021 715	7 606 694
Subventions du gouvernement du Québec	3 277 556	
Virement des subventions reportées du gouvernement du Québec	(542 354)	(8 040 221)
Amortissement de la prime, de l'escompte et des frais d'émission de la dette à long terme	-	35 725
	8 571 518	(619 744)
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :		
Débiteurs	968 747	(500 958)
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	-	9 011 141
Coûts reportés des productions	(17 625)	(83 599)
Charges payées d'avance	(55 007)	(1 183)
Dépôts - Locations et ventes de billets	40 759	(1 768 585)
Fournisseurs et frais courus	(736 650)	939 300
Intérêts courus à payer	62 373	(24 459)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	262 597	7 571 657
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(7 625 756)	(11 254 327)
Activités de financement		
Augmentation d'une dette à long terme	14 114 100	13 000 000
Diminution de la dette à long terme	(9 243 269)	(8 635 225)
Emprunts	(6 100 553)	(4 821 672)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 229 722)	(456 897)
Diminution de l'encaisse	(21 363)	(4 759 311)
Encaisse au début	12 850 841	17 610 152
Encaisse à la fin	12 829 478 \$	12 850 841 \$
Intérêts versés au cours de l'exercice	2 226 912 \$	2 392 970 \$
Intérêts reçus au cours de l'exercice	174 118 \$	179 295 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes complémentaires

au 31 août 2013

1. Constitution et objets

La Société de la Place des Arts de Montréal (« la Société »), personne morale au sens du Code civil constituée par la *Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal* (RLRQ, chapitre S-11.03), a pour objets d'exploiter une entreprise de diffusion des arts de la scène et d'administrer la Place des Arts de Montréal ou tout autre établissement dont le gouvernement lui confie la gestion.

Ces activités ont particulièrement pour but de procurer un lieu de résidence aux organismes artistiques majeurs, de favoriser l'accessibilité aux diverses formes d'arts de la scène et de promouvoir la vie artistique et culturelle au Québec.

En vertu de l'article 32 de sa loi constitutive, la Société finance ses activités sur les sommes qu'elle reçoit et les crédits accordés annuellement à cette fin par le Parlement. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

La Société a été reconnue organisme de bienfaisance enregistré au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et elle est par conséquent admissible à l'exemption d'impôt prévue pour ces organismes.

2. Principales méthodes comptables

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations sont la durée de vie utile des immobilisations et la provision pour congés de maladie et vacances. Les résultats réels peuvent différer des meilleures estimations faites par la direction.

Instruments financiers

Les actifs financiers sont constitués des éléments d'actifs qui pourraient être consacrés à rembourser les passifs existants ou à financer des activités futures. L'encaisse et les débiteurs sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement.

Les passifs financiers sont constitués des fournisseurs et frais courus autres que les avantages sociaux à payer et les provisions pour congés de maladie, des intérêts courus à payer, des emprunts et des dettes à long terme de la Société évalués au coût ou au coût après amortissement.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

Constatation des revenus**Subventions**

Les subventions relatives aux immobilisations corporelles et à leur maintien comportant des stipulations grevant leur utilisation et répondant à la définition d'un passif sont reportées et comptabilisées aux résultats à titre de subventions du gouvernement du Québec jusqu'à concurrence du montant autorisé lorsque les conditions d'admissibilité sont satisfaites.

Les subventions liées au fonctionnement ne comportant aucune stipulation grevant leur utilisation sont comptabilisées aux résultats à titre de subventions du gouvernement du Québec jusqu'à concurrence du montant autorisé lorsque les conditions d'admissibilité sont satisfaites.

Autres revenus

Les revenus provenant de la prestation de services et des ventes sont comptabilisés dans la période à laquelle ils se rapportent et sont soumis aux conditions suivantes :

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- La livraison a eu lieu et les services ont été rendus;
- Le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie représentent l'encaisse incluant les découverts ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition, s'il y a lieu.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que la Société ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

Les obligations découlant des congés de maladies accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Le coût comprend le matériel, la main-d'œuvre directe, les frais directs ainsi que les frais de financement durant les travaux. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, soit :

Bâtisses	40 ans
Améliorations et réparations majeures aux bâtisses	10 ans
Équipement et accessoires de scène	10 ans
Mobilier et équipement de bureau	10 ans
Autres équipements	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Logiciels informatiques	3 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services ou lorsque la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. La moins-value est portée à l'état des résultats de l'exercice pendant lequel la dépréciation est déterminée.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

3. Modifications comptables**SP 1201 « Présentation des états financiers »**

Le 1^{er} septembre 2012, la Société a adopté le chapitre SP 1201, « Présentation des états financiers ». Ce chapitre modifie et remplace le chapitre SP 1200, « Présentation des états financiers ». Les principales modifications sont les suivantes :

Les gains et pertes de réévaluation sont présentés dans un nouvel état financier.

L'excédent ou le déficit cumulé est présenté comme étant le total de l'excédent ou du déficit cumulé lié aux activités et des gains et pertes de réévaluation cumulés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière de la Société.

SP 3410 « Paiements de transfert »

Le 1^{er} septembre 2012, la Société a adopté prospectivement le chapitre SP 3410, « Paiements de transfert ». Ce chapitre, qui modifie et remplace l'ancien chapitre SP 3410, « Paiements de transfert », établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter les paiements de transfert versés à des particuliers, à des organisations ou à d'autres gouvernements, tant du point de vue du cédant que de celui du bénéficiaire. L'application de cette norme a eu des répercussions sur les résultats de l'exercice, sur l'excédent cumulé, sur l'état de la situation financière et sur l'état de la variation de la dette nette au 31 août 2013.

Au 31 août 2013, cette modification a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants :

Subventions du gouvernement du Québec	6 019 782 \$
Virement des subventions reportées du gouvernement du Québec	(7 979 621)
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	(72 975 545)
Subventions reportées du gouvernement du Québec	(71 015 706)
Excédent cumulé au 31 août 2013	(1 959 839)

SP 3450 « Instruments financiers »

Le 1^{er} septembre 2012, la Société a adopté prospectivement le chapitre SP 3450, « Instruments financiers ». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers.

Les principaux éléments de ce chapitre sont les suivants :

Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : juste valeur, ou coût ou coût après amortissement.

Jusqu'à ce qu'un élément soit décomptabilisé, les gains et les pertes découlant de la réévaluation à la juste valeur sont présentés dans l'état des gains et pertes de réévaluation.

De nouvelles obligations d'information sur les éléments présentés ainsi que sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers ont été ajoutées et sont présentées à la note 18.

En date du 1^{er} septembre 2012, la Société :

a comptabilisé tous ses actifs financiers et ses passifs financiers dans son état de la situation financière et classé les éléments conformément aux catégories prescrites par le SP 3450;

a appliqué les critères prescrits par le SP 3450 pour identifier les actifs financiers et les passifs financiers qui doivent être évalués à la juste valeur;

a appliqué prospectivement les dispositions relatives à l'évaluation du présent chapitre.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière de la Société.

Notes complémentaires

au 31 août 2013

4. Excédent cumulé

Comme mentionné à la note 3, la Société a adopté la norme relative au chapitre SP 3410, « Paiements de transfert ». L'impact de l'adoption est présenté ci-dessous. La Société a contracté des dettes à long terme à la suite d'acquisitions d'immobilisations. Ces dettes seront remboursées, en partie ou en totalité, à l'aide de contributions annuelles du gouvernement au cours des exercices futurs. Ces contributions seront comptabilisées à titre de revenus dans l'exercice où elles seront autorisées par le gouvernement et où la Société satisfera aux conditions d'admissibilité. Puisque cette comptabilisation des revenus n'est pas synchronisée avec la comptabilisation de la charge d'amortissement, il s'ensuit un décalage entre la comptabilisation des revenus de subventions du gouvernement du Québec et celle de la charge d'amortissement des immobilisations.

La Société a adopté le budget 2013 avant l'entrée en vigueur, le 14 juin 2013, de l'article 1.1. de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux (RLRQ, chapitre S-37.01)*. La Société s'étant conformée à cet article, le budget ne tient donc pas compte de l'application de ce dernier à la suite de l'adoption du chapitre SP 3410, « Paiements de transfert ».

Ainsi, au 31 août 2013, les subventions du gouvernement du Québec reportées relatives au financement des acquisitions d'immobilisations au montant de 71 015 706 \$ et les subventions du gouvernement du Québec à recevoir afférentes au montant de 72 975 545 \$ ont été renversées aux résultats de l'exercice en diminution des revenus de subvention résultant en une augmentation du déficit annuel d'un montant de 1 959 839 \$. Les impacts sur les postes de revenus de subventions sont indiqués à la note 3.

5. Subventions du gouvernement du Québec

	2013	2012
Subvention de fonctionnement du ministère de la Culture et des Communications	2 436 527 \$	2 572 800 \$
Subventions relatives aux immobilisations du ministère de la Culture et des Communications	8 239 162	2 368 511
Compensation pour perte de revenus au stationnement P1	-	298 517
Remboursement des honoraires professionnels et autres frais liés au projet de construction de la salle de concert	-	120 765
	10 675 689 \$	5 360 593 \$

6. Programme d'accessibilité aux arts

La contribution de la Fondation de la Place des Arts est réinvestie dans la mise en œuvre et la réalisation de séries de spectacles en partenariat avec des programmeurs invités. Le déficit du programme d'accessibilité aux arts assumé par la Société se détaille ainsi :

	2013	2012
Revenus		
Ventes de billets	269 426 \$	258 157 \$
Autres revenus	4 316	4 952
	273 742	263 109
Charges		
Salaires	75 626	77 362
Cachets d'artistes, direction artistique et soutien aux programmeurs	221 876	269 150
Coûts d'exploitation	77 637	148 430
Publicité et promotion	194 058	269 436
	569 197	764 378
Déficit du programme	(295 455)	(501 269)
Contribution de la Fondation de la Place des Arts	250 000	280 000
Déficit du programme assumé par la Société	(45 455) \$	(221 269) \$

7. Fondation de la Place des Arts

La Fondation de la Place des Arts (la « Fondation ») est désignée fondation publique en vertu du paragraphe 149.1 (6.3) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Elle est constituée depuis 2006 en organisme à but non lucratif. Cette Fondation a comme principale mission d'appuyer la Société en contribuant à la réalisation de projets et d'activités qui s'inscrivent dans le cadre de sa mission artistique et culturelle, tel que décidé par la Fondation et la Société. Le conseil d'administration de la Fondation est autonome.

Au 31 août 2013, l'actif net de la Fondation totalise 1 297 963 \$ (2012: 1 290 258 \$). Les états financiers de la Fondation ne sont pas consolidés avec ceux de la Société.

8. Fournisseurs et frais courus

	2013	2012
Fournisseurs et autres courus	4 047 046 \$	5 015 819 \$
Salaires et vacances à payer	710 780	1 025 985
Avantages sociaux à payer et provision pour congés de maladie	505 912	554 693
	5 263 738 \$	6 596 497 \$

9. Emprunts

Le gouvernement du Québec a autorisé la Société à contracter auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec les emprunts suivants relatifs au maintien des immobilisations :

	2013	2012
Billet à terme renouvelable le 28 septembre 2012, autorisé par décret pour un montant maximum de 14 928 446 \$ portant intérêt au taux de 1,27%	- \$	13 202 690 \$
Billet à terme renouvelable le 30 septembre 2013, autorisé par décret pour un montant maximum de 9 309 170 \$ portant intérêt au taux de 1,27%	7 686 130	6 635 672
Billet à terme renouvelable le 30 septembre 2013, autorisé par décret pour un montant maximum de 9 924 765 \$ portant intérêt au taux de 1,27%	4 540 176	1 505 972
Billet à terme renouvelable le 30 septembre 2013, autorisé par décret pour un montant maximum de 10 110 706 \$ portant intérêt au taux de 1,27%	1 004 289	-
Billet à terme renouvelable le 30 septembre 2013, autorisé par décret pour un montant maximum de 20 806 000 \$ portant intérêt au taux de 1,27%	2 013 186	-
-	15 243 781 \$	21 344 334 \$

En vertu d'un décret daté du 28 novembre 2012, la Société est autorisée à instituer un régime d'emprunts lui permettant d'emprunter à court terme ou par voie de marge de crédit, ou à long terme, et ce, pour un montant n'excédant pas 76 193 207 \$. De ce montant, la Société est autorisée à contracter pour son fonctionnement des emprunts temporaires à titre de marge de crédit d'une somme maximale de 2 000 000 \$. Un montant de 14 114 100 \$ a été transféré en dette long terme au cours de l'exercice.

Si la Société n'est pas en mesure de rencontrer ses obligations sur tout emprunt contracté en vertu du régime d'emprunt précité auprès du Fonds de financement, le ministre de la Culture et des Communications élabore et met en oeuvre, avec l'approbation du gouvernement, des mesures afin de remédier à cette situation.

10. Subventions reportées du gouvernement du Québec

	2013	2012
Solde du début	93 254 859 \$	71 502 381 \$
Impact de la norme SP 3410 sur le solde du début	(72 249 198)	-
Virement des subventions reportées du gouvernement du Québec	(542 354)	(8 040 221)
Subventions reçues au cours de l'exercice destinées à couvrir des charges futures	401 600	29 792 699
Solde à la fin	20 864 907 \$	93 254 859 \$

Notes complémentaires

au 31 août 2013

11. Dette à long terme

Emprunts sur billets du Fonds de financement du gouvernement du Québec garantis par des hypothèques mobilières sans dépossession :

	2013	2012
1,93% remboursable par versements annuels en capital de 1 068 310 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2017	5 321 116 \$	6 203 762 \$
5,48% remboursable par un versement de 93 451 \$ le 1 ^{er} octobre 2012	-	93 451
4,62% remboursable par versements annuels en capital de 183 686 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2015	551 057	734 743
4,62% remboursable par versements annuels en capital de 509 834 \$ jusqu'au 31 mars 2016	1 529 501	2 039 334
5,19% remboursable par versements annuels en capital de 88 625 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2013	88 625	177 250
5,19% remboursable par versements annuels en capital de 255 976 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2013	255 976	511 951
4,94% remboursable par versements annuels en capital de 357 634 \$ jusqu'au 16 juillet 2020	2 503 441	2 861 076
4,27% remboursable par versements annuels en capital de 171 413 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2014 et par un versement de 1 028 479 \$ le 1 ^{er} décembre 2015	1 371 306	1 542 719
1,72% remboursable par versements annuels en capital de 286 175 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2017	1 140 095	1 424 724
4,16% remboursable par un versement annuel en capital de 285 759 \$ le 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 1 428 794 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	1 428 794	1 714 553
2,73% remboursable par un versement annuel en capital de 284 711 \$ le 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 1 708 267 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	1 708 267	1 991 750
3,84% remboursable par versements annuels en capital de 316 496 \$ jusqu'au 1 ^{er} juin 2018	1 573 552	1 888 168
3,84% remboursable par versements annuels en capital de 316 943 \$ jusqu'au 1 ^{er} juin 2018	1 575 773	1 890 834
3,84% remboursable par versements annuels en capital de 310 776 \$ jusqu'au 1 ^{er} juin 2018	1 545 111	1 854 041
3,84% remboursable par versements annuels en capital de 379 867 \$ jusqu'au 1 ^{er} juin 2018	1 888 617	2 266 228
3,71% remboursable par versements annuels en capital de 844 864 \$ jusqu'au 16 juillet 2020	5 871 805	6 710 525
2,58% remboursable par versements annuels en capital de 3 063 992 \$ jusqu'au 15 juillet 2015	6 100 036	9 149 122
3,13% remboursable par versements annuels en capital de 654 582 \$ jusqu'au 16 janvier 2022 et par un versement de 6 545 821 \$ le 16 janvier 2023	12 357 448	13 003 538
2,96% remboursable par versements annuels en capital de 1 292 145 \$ jusqu'au 1 ^{er} septembre 2023	14 115 080	-
	60 928 600 \$	56 057 769 \$

Le montant des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se détaille comme suit:

2014	12 952 204 \$
2015	9 756 718
2016	7 549 792
2017	5 827 793
2018	5 827 793
2019 et suivantes	19 322 016
Total	61 236 316 \$

12. Immobilisations corporelles

	Terrains	Bâtisses	Améliorations et réparations majeures bâtisses	Équipement et accessoires de scène	Mobilier et équipement. de bureau	Autres équipements	Matériel informatique	Logiciels informatiques	2013 Total
Coût des immobilisations									
Solde d'ouverture	7 759 090 \$	119 942 523 \$	117 314 239 \$	3 885 829 \$	320 755 \$	1 319 554 \$	1 133 434 \$	2 257 636 \$	253 933 060 \$
Acquisitions	-	401 600	6 147 343	486 346	-	-	230 416	165 544	7 431 249
Dispositions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture	7 759 090	120 344 123	123 461 582	4 372 175	320 755	1 319 554	1 363 850	2 423 180	261 364 309
Amortissement cumulé									
Solde d'ouverture	-	67 919 758	78 633 586	2 637 407	286 416	1 296 395	1 086 779	2 149 401	154 009 742
Amortissement de l'exercice	-	2 268 707	5 369 487	199 439	6 103	8 200	75 059	94 720	8 021 715
Incidences des dispositions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture	-	70 188 465	84 003 073	2 836 846	292 519	1 304 595	1 161 838	2 244 121	162 031 457
Valeur comptable nette - 2013	7 759 090 \$	50 155 658 \$	39 458 509 \$	1 535 329 \$	28 236 \$	14 959 \$	202 012 \$	179 059 \$	99 332 852 \$
Valeur comptable nette - 2012	7 759 090 \$	52 022 765 \$	38 680 653 \$	1 248 422 \$	34 339 \$	23 159 \$	46 655 \$	108 235 \$	99 923 318 \$

Parmi les acquisitions de l'exercice, un montant de 2 049 735 \$ (2012 : 2 645 843 \$) est inclus dans le poste «Fournisseurs et frais coursus» au 31 août 2013.

Le gouvernement du Québec a rétrocédé à titre gratuit à la Société la dernière portion du stationnement P1 au cours de l'exercice. La rétrocession a été comptabilisée sous la catégorie des bâtisses pour un montant de 401 600 \$ (2012 : 21 524 700 \$) correspondant aux coûts de construction de ces immobilisations.

Les œuvres d'art de la Société sont constituées principalement de peintures et de sculptures, et leur coût est imputé aux charges de l'année financière au cours de laquelle elles sont acquises.

13. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. La Société a notamment des revenus de location commerciale de 873 616 \$ (2012 : 863 257 \$) avec une société apparentée sous contrôle commun. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

14. Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite

Certains membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2013, le taux de cotisation de la Société pour le RREGOP a augmenté de 8,94% à 9,18% de la masse salariale cotisable et le taux pour le RRPE et le RRAS est resté stable à 12,30%.

D'autres membres de la Société contribuent à un régime à cotisations déterminées soit les employés du groupe des habilleuses. Le taux de cotisation de la Société à ce régime est de 8,5% du salaire des habilleuses.

Les cotisations de la Société imputées au poste de «salaires et avantages sociaux» des résultats de l'exercice s'élèvent à 459 563 \$ (2012 : 438 433 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Notes complémentaires

au 31 août 2013

15. Obligations relatives aux congés de maladie et provision pour vacances

Obligations relatives aux congés de maladie

La Société dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations dont les coûts sont assumés en totalité par la Société.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la Société et sont évaluées selon une méthode actuarielle qui tient compte de la répartition des prestations constituées. La valeur de ces obligations est répartie sur la durée de la carrière active des employés.

Évaluations et estimations subséquentes

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 août 2013 :

	2013	2012
Taux d'indexation	2,00 %	1,25 %
Taux d'actualisation (taux des obligations du Québec échéant dans dix ans)	3,48 %	3,67 %
Durée résiduelle d'activité des salariés actifs	12 ans	13 ans

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation au sujet de la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, la Société estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

Provision pour congés de maladie et vacances incluse aux fournisseurs et frais courus

Provision pour congés de maladie et vacances incluse aux fournisseurs et frais courts				2013	2012
	Maladie	Vacances	Total	Total	
Solde au début	319 663 \$	340 496 \$	660 159 \$	613 164 \$	
Charge de l'exercice	106 825	270 581	377 406	404 593	
Prestations versées au cours de l'exercice	(107 689)	(248 562)	(356 251)	(357 598)	
Solde à la fin	318 799 \$	362 515 \$	681 314 \$	660 159 \$	

16. Taxes foncières

En vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, c.F-2.1)*, la Société est exempte de taxes foncières. Par contre, le gouvernement du Québec verse à la Ville de Montréal et à la Ville de Joliette, des sommes d'argent équivalentes au montant total des taxes foncières municipales qui seraient payables à l'égard des immeubles inscrits au nom de la Société sur leur territoire respectif, si celle-ci était imposable. La contribution du Gouvernement du Québec se détaille ainsi :

	2013	2012
Ville de Montréal	7 123 149 \$	6 791 387 \$
Ville de Joliette	122 790	122 462
Total	7 245 939 \$	6 913 849 \$

Ces montants ne sont pas comptabilisés dans les états financiers de la Société.

17. Obligations contractuelles

La Société est engagée par des contrats échéant à diverses dates jusqu'en 2017 pour des biens et services ainsi que pour des travaux de construction sur des immobilisations corporelles.

Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit :

2014	11 240 422 \$
2015	329 826
2016	138 646
2017	8 039

18. Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels sur ses résultats et sur sa situation financière. Elle gère ses risques selon des paramètres précis et n'effectue aucune opération à des fins spéculatives ni n'utilise d'instruments financiers dérivés.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. La Société est exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers qui exposent la Société à une concentration du risque de crédit sont composés de l'encaisse et des débiteurs.

L'exposition maximale de la Société au risque de crédit au 31 août 2013 est la suivante :

	2013	2012
Encaisse	12 829 478 \$	12 850 841 \$
Débiteurs	1 136 931	2 105 678
Total	13 966 409 \$	14 956 519 \$

Le risque de crédit associé à l'encaisse est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que les excédents d'encaisse sont investis dans des placements très liquides. La Société investit les excédents d'encaisse auprès d'institutions financières réputées. Au 31 août 2013, ces actifs financiers sont investis dans les comptes courants de la Société qui portent intérêt au taux du marché. La direction juge le risque de perte négligeable.

Le risque de crédit associé aux débiteurs est faible. La politique de la Société concernant les débiteurs permet de réduire au minimum les risques de mauvaises créances. Par ailleurs, le cas échéant, la Société enregistre des provisions pour tenir compte des pertes de crédit potentielles. En 2012-2013, la Société a néanmoins dû radier une créance inhabituellement importante.

La Société est d'avis que la provision pour mauvaises créances est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Provision pour mauvaises créances et perte :

	2013	2012
Solde au début	20 152 \$	200 \$
Radiations de l'exercice	(272 258)	(200)
Charge de l'exercice	252 106	20 152
Solde à la fin	- \$	20 152 \$

La plupart des débiteurs sont âgés de moins de 90 jours et seul un total de 4 229\$ est âgé de plus de 90 jours. La Société juge que ces débiteurs seront recouverts.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que la Société ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

La Société finance ses charges d'exploitation en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation et des subventions. La Société respecte ses exigences en matière de liquidité en préparant et en surveillant les plans de financement et de dépenses, et en détenant des actifs financiers pouvant facilement être transformés en trésorerie. Compte tenu que le gouvernement garantit les dettes relatives aux immobilisations, la Société considère que le risque de liquidité est minime.

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des passifs financiers au 31 août 2013.

Au 31 août 2013	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dépôts - Locations et ventes de billets	4 691 696 \$	- \$	- \$	4 691 696 \$
Fournisseurs et frais courus	5 263 739	-	-	5 263 739
Intérêts courus à payer	503 537	-	-	503 537
Emprunts	15 243 781	-	-	15 243 781
Dettes à long terme	12 952 204	28 962 096	19 322 016	61 236 316
Total	38 654 957 \$	28 962 096 \$	19 322 016 \$	86 939 069 \$
Au 31 août 2012	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dépôts - Locations et ventes de billets	4 650 937 \$	- \$	- \$	4 650 937 \$
Fournisseurs et frais courus	6 596 497	-	-	6 596 497
Intérêts courus à payer	441 164	-	-	441 164
Emprunts	21 344 334	-	-	21 344 334
Dettes à long terme	15 747 096	25 786 161	14 750 310	56 283 567
Total	48 780 028 \$	25 786 161 \$	14 750 310 \$	89 316 499 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque: le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Société est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Le risque de *taux d'intérêt* est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

La Société gère son encaisse en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêts. L'ensemble de sa trésorerie se trouve dans des comptes bancaires d'une institution reconnue et porte intérêt au taux du marché. Les fluctuations des taux d'intérêt du marché ont un impact minime sur les revenus de placement de la Société.

La dette à long terme porte des taux d'intérêt fixes pour la plupart des emprunts. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auxquels est exposée la Société est minime et le risque de marché lié aux taux d'intérêt l'est également étant donné que la Société prévoit le remboursement selon l'échéancier prévu.

19. Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres de 2012 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2013.

RAPPORT DE LA DIRECTION

La préparation et la présentation des états financiers de la Société de l'assurance automobile du Québec (Société) sont la responsabilité de la direction, y compris les estimations et les jugements comptables importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'information financière contenue ailleurs dans le rapport annuel est conforme aux présents états financiers.

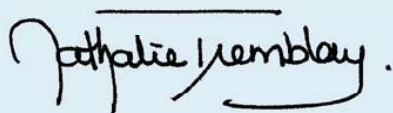
Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégrité et à la fidélité des états financiers, la direction maintient un système comptable et des contrôles internes conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés, que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La Direction de la vérification interne et de l'évaluation des programmes procède à des vérifications périodiques afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes que la Société applique de façon uniforme.

La Société veille à respecter sa loi constitutive de même que les autres lois et règlements qui s'appliquent à ses activités. Elle a mis en place des moyens et des procédures de contrôle pour assurer la conformité aux lois et aux règlements.

Le conseil d'administration est chargé de surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et d'approuver les états financiers. Pour ce faire, il est assisté par le comité de vérification et de la performance. Ce comité rencontre la direction ainsi que les auditeurs indépendants, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec et PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l. procèdent à l'audit des états financiers de la Société conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Le rapport des auditeurs indépendants expose la nature et l'étendue de leur travail ainsi que l'expression de leur opinion. Ils peuvent rencontrer le comité de vérification et de la performance pour discuter de tout élément qui a rapport à leur audit.

La présidente et chef de la direction,



Nathalie Tremblay, FCPA, FCA

Le vice-président aux ressources humaines,
aux finances et à la performance,



Yves Frenette, FCPA, CA

Le directeur général des finances et du contrôle organisationnel,



Claude Lantier, CPA, CA

Québec, le 19 mars 2014



RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société de l'assurance automobile du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état des résultats et du déficit cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur et, notamment, de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société de l'assurance automobile du Québec au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), nous déclarons qu'à notre avis, à l'exception des changements apportés aux méthodes comptables relatives aux instruments financiers et aux paiements de transfert expliqués à la note 3, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec
par intérim,

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.,

Michel Samson, CPA auditeur, CA
Michel Samson, CPA auditeur, CA

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
CPA auditeur, CA, permis de comptabilité
publique n° A104882

Québec, le 19 mars 2014

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT CUMULÉ

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget (note 17)	Réal	
		2013	2013	2012
	Notes		(en milliers de dollars canadiens)	
REVENUS				
Gestion de l'accès au réseau routier				
Frais perçus liés aux transactions d'immatriculation et de permis de conduire		129 021	124 325	119 490
Tarification de services rendus au gouvernement du Québec	4	-	19 366	3 278
Contributions du gouvernement du Québec	5	8 207	-	10 840
Revenus nets d'intérêts	6	7 575	7 877	7 121
Autres		597	838	1 002
		145 400	152 406	141 731
Contrôle routier				
Contributions du gouvernement du Québec	5	69 498	63 983	61 643
Autres revenus		2 669	2 670	2 589
		72 167	66 653	64 232
Programmes financés par le ministère des Transports	5	9 630	10 175	10 763
Frais perçus pour la gestion des amendes impayées		6 704	6 670	6 778
		233 901	235 904	223 504
CHARGES				
Frais d'administration et autres	7			
Gestion de l'accès au réseau routier		175 676	150 591	141 731
Contrôle routier		72 167	66 653	64 232
Programmes financés par le ministère des Transports		10 520	10 175	10 763
Gestion des amendes impayées		6 704	6 670	6 778
		265 067	234 089	223 504
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE				
		(31 166)	1 815	-
DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT				
		(218 200)	(218 200)	(218 200)
DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN				
		(249 366)	(216 385)	(218 200)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE 2013

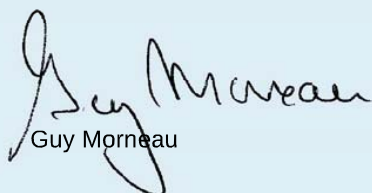
	Notes	2013	2012
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>			
ACTIFS FINANCIERS			
Créances			
Gouvernement du Québec		5 779	7 096
Autres	8	172 559	166 340
À recevoir du Fonds d'assurance	9	41 911	73 862
		220 249	247 298
PASSIFS			
Découvert bancaire		575	22 852
Marges de crédit	10	293 153	277 196
Charges à payer et frais courus			
Gouvernement du Québec		221 575	234 631
Autres		38 356	36 771
Provision pour avantages sociaux futurs et sommes dues aux employés	11	69 626	69 141
Contributions reportées			
Gouvernement du Québec		1 036	1 091
Autres		504	570
		624 825	642 252
DETTE NETTE		(404 576)	(394 954)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles	12	186 302	173 904
Frais payés d'avance		1 889	2 850
		188 191	176 754
DÉFICIT CUMULÉ		(216 385)	(218 200)

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 13)

PASSIFS ÉVENTUELS (note 14)

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

Le président du conseil d'administration,



Guy Morneau

Le président du comité de vérification
et de la performance,


Jude Martineau, ASC, CPA, CA

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Budget (note 17)	Réal	
	2013	2013	2012
		(en milliers de dollars canadiens)	
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	(31 166)	1 815	-
VARIATION NETTE DUE AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Acquisitions	(67 395)	(38 621)	(41 202)
Amortissement	26 476	22 465	19 222
Perte sur disposition, radiation et réduction de valeur	-	3 684	857
Produit de disposition	-	74	119
	(40 919)	(12 398)	(21 004)
VARIATION NETTE DUE AUX FRAIS PAYÉS D'AVANCE	-	961	395
AUGMENTATION DE LA DETTE NETTE	(72 085)	(9 622)	(20 609)
DETTE NETTE AU DÉBUT	(394 954)	(394 954)	(374 345)
DETTE NETTE À LA FIN	(467 039)	(404 576)	(394 954)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

2013

2012

(en milliers de dollars canadiens)

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

Gestion de l'accès au réseau routier

Frais perçus liés aux transactions d'immatriculation et de permis de conduire	124 023	118 128
Tarification perçue pour des services rendus au gouvernement du Québec	18 343	3 278
Frais d'administration payés	(135 568)	(131 242)
Frais d'administration remboursés par des tiers	1 051	716
Droits perçus pour le gouvernement du Québec et conservés (remboursés) pour le financement de charges	(21 098)	27 587
Contribution reçue du ministère des Transports	-	1 000
Autres revenus perçus	1 168	1 020

Contrôle routier

Droits perçus pour le gouvernement du Québec et conservés pour le financement de charges	62 584	61 757
Autres revenus perçus	2 870	2 989
Frais d'administration payés	(57 413)	(57 875)
Frais d'administration remboursés par des tiers	369	254

Programmes financés par le ministère des Transports

Contribution reçue du ministère des Transports	13 638	7 232
Frais payés	(10 111)	(10 678)
Frais d'administration remboursés par des tiers	2	4

Gestion des amendes impayées

Frais perçus	7 039	6 321
Frais payés	(6 518)	(6 557)
Frais d'administration remboursés par des tiers	7	8

Revenus nets d'intérêts

Intérêts perçus	9 640	8 753
Intérêts versés	(2 216)	(2 012)

Taxes de vente

Taxes payées	(15 098)	-
Taxes encaissées	10 938	-

3 650 30 683

Mandat de fiduciaire pour le Fonds d'assurance

Contributions perçues pour le Fonds d'assurance	1 201 974	1 204 304
Contributions remises au Fonds d'assurance	(1 199 077)	(1 221 338)
Frais d'administration et autres frais payés pour le Fonds d'assurance	(153 343)	(148 834)
Frais d'administration et autres frais remboursés par le Fonds d'assurance	187 553	132 055
Autres revenus perçus pour le Fonds d'assurance	687	998
Immobilisations payées pour le Fonds d'assurance	(421)	(1 104)
Immobilisations remboursées par le Fonds d'assurance	-	1 123

37 373 (32 796)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (suite)

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

2013

2012

(en milliers de dollars canadiens)

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)

Mandats confiés par le gouvernement du Québec

Droits d'immatriculation et de permis de conduire

Perçus pour le gouvernement du Québec

932 847 845 957

Remis au gouvernement du Québec

(931 868) (857 839)

Perçus pour la Société de financement des infrastructures locales

73 225 70 325

Remis à la Société de financement des infrastructures locales

(73 157) (70 414)

Perçus pour d'autres gouvernements

28 191 23 990

Remis à d'autres gouvernements

(28 145) (24 012)

Taxes de vente

Perçues pour le gouvernement du Québec

1 364 123 1 368 840

Remises au gouvernement du Québec

(1 361 675) (1 370 958)

Taxes sur l'immatriculation des véhicules de promenade

Perçues pour la Ville de Montréal

33 062 32 966

Remises à la Ville de Montréal

(32 964) (33 032)

Contributions des automobilistes au transport en commun

Perçues pour le gouvernement du Québec

81 412 80 349

Remises au gouvernement du Québec

(81 145) (80 410)

Vignettes de stationnement

Perçues pour le gouvernement du Québec

450 429

Remises au gouvernement du Québec

(430) (443)

3 926 (14 252)

Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement

44 949 (16 365)

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS

Acquisitions

(38 703) (42 927)

Produit de disposition

74 119

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations

(38 629) (42 808)

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Variation des marges de crédit

15 957 44 966

Encaissement de contributions reportées à recevoir

- 237

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

15 957 45 203

AUGMENTATION (DIMINUTION) DE TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

22 277 (13 970)

DÉCOUVERT BANCAIRE AU DÉBUT

(22 852) (8 882)

DÉCOUVERT BANCAIRE À LA FIN

(575) (22 852)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 2013

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

1. CONSTITUTION ET FONCTIONS

La Société de l'assurance automobile du Québec (Société) est une personne morale de droit public au sens du Code civil du Québec, constituée par la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (RLRQ, c. S-11.011).

Fonctions

La Société a pour fonctions :

- » d'appliquer le Code de la sécurité routière (RLRQ, c. C-24.2), notamment en ce qui a trait à l'immatriculation des véhicules routiers, aux permis et aux licences, aux normes de sécurité routière en ce qui concerne les véhicules ainsi qu'aux obligations en cas d'accident;
- » en matière de contrôle routier :
 - > d'assurer la surveillance et le contrôle du transport routier des personnes et des biens sur route et en entreprise, notamment en ce qui a trait à l'application des dispositions :
 - > du Code de la sécurité routière;
 - > des lois et règlements liés au transport routier qui relèvent de la responsabilité des ministères et organismes désignés par le gouvernement, dans la mesure et aux conditions déterminées par entente conformément au Code de la sécurité routière;
 - > d'assumer un rôle de coordination opérationnelle en matière de contrôle du transport routier entre les ministères et organismes visés et de favoriser un contrôle routier accru sur tout le territoire du Québec;
- » d'exécuter tout autre mandat qui peut lui être donné par la loi ou par entente avec le gouvernement, avec l'un de ses ministères ou organismes ou avec la Ville de Montréal, notamment :
 - > Programmes financés par le ministère des Transports

L'application du Programme d'adaptation de véhicule est confiée à la Société par entente avec le ministère des Transports, conformément à la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec. Selon cette même entente, le ministre confie également à la Société le mandat de délivrer les vignettes de stationnement pour les personnes handicapées, conformément au Code de la sécurité routière.
 - > Gestion des amendes impayées

Le Code de la sécurité routière prévoit que la Société doit limiter l'accès au réseau routier aux personnes ou aux véhicules lorsque le percepteur (Code de procédure pénale [RLRQ, c. C-25.1]), principalement les municipalités, avise la Société de la situation du défendeur en matière d'amendes impayées.

1. CONSTITUTION ET FONCTIONS (suite)

- » de percevoir, en vertu d'ententes ou de la réglementation :
 - > pour la gestion de l'accès au réseau routier, les frais liés aux transactions d'immatriculation et de permis de conduire et la tarification de services rendus au gouvernement du Québec;
 - > à titre de fiduciaire du Fonds d'assurance automobile du Québec (Fonds d'assurance), les contributions d'assurance relatives à l'obtention de l'immatriculation d'un véhicule routier et à la délivrance d'un permis de conduire;
 - > à titre de mandataire du gouvernement du Québec, les droits relatifs à l'immatriculation et au permis de conduire, les taxes de vente s'appliquant aux véhicules, la taxe applicable sur les contributions d'assurance ainsi que les contributions des automobilistes au transport en commun;
 - > pour la Société de financement des infrastructures locales, les droits relatifs aux véhicules munis d'un moteur de forte cylindrée;
 - > pour le compte d'Administrations provinciales et d'États américains, d'autres droits d'immatriculation;
 - > pour la Ville de Montréal, la taxe sur l'immatriculation des véhicules de promenade.

La Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec prévoit que la Société doit transférer au Fonds d'assurance, au fur et à mesure, toutes les sommes qu'elle perçoit à titre de contribution d'assurance ainsi que toute autre somme destinée à augmenter le Fonds d'assurance.

- » d'administrer, en qualité de fiduciaire, le Fonds d'assurance :

Le Fonds d'assurance est une fiducie d'utilité sociale au sens du Code civil du Québec qui a été constituée le 1^{er} janvier 2004 par le transfert d'actifs de la Société, et dont le patrimoine est affecté à l'indemnisation des préjudices corporels et matériels prévus dans la Loi sur l'assurance automobile du Québec (RLRQ, c. A-25) ainsi qu'à la prévention en matière de sécurité routière et à la promotion qui s'y rattache.

Le Fonds d'assurance n'est pas consolidé avec la Société puisqu'il constitue un patrimoine fiduciaire distinct en vertu de la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec. Des états financiers distincts sont produits pour le Fonds d'assurance conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Le tableau suivant présente un sommaire des sommes gérées pour le Fonds d'assurance au 31 décembre :

	2013	2012
ACTIF		
Dépôts à participation	8 895 027	8 052 360
Autres actifs	133 165	167 346
	9 028 192	8 219 706
PASSIF		
Passif actuariel	7 907 156	8 082 235
Dû à la Société	41 911	73 862
Autres passifs	420 727	518 282
	8 369 794	8 674 379

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables est cohérente avec les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Utilisation d'estimations

Les états financiers de la Société sont préparés par la direction. La présentation des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont les créances irrécouvrables, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et la provision pour avantages sociaux futurs et sommes dues aux employés. Les résultats réels pourraient différer des meilleures prévisions faites par la direction.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur et que les transactions en devises étrangères sont sans impact à la fin de l'exercice.

Instruments financiers

Les créances, à l'exception de la taxe sur les produits et services à recevoir et de la taxe de vente du Québec à recevoir, ainsi que le montant à recevoir du Fonds d'assurance sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le découvert bancaire, la marge de crédit, les charges à payer et frais courus à l'exception des déductions à la source à payer, ainsi que la provision pour vacances sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

Revenus

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Ils sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent.

Les frais perçus liés aux transactions d'immatriculation et de permis de conduire de même que la tarification pour services rendus au gouvernement du Québec sont comptabilisés à titre de revenus lorsque le service est rendu. Les contributions relatives aux programmes ou mandats confiés à la Société sont comptabilisées dans les revenus de l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui leur donnent lieu, dans la mesure où ils sont autorisés, où les critères d'admissibilité sont respectés et où une estimation raisonnable des montants en cause est possible. Les autres revenus sont comptabilisés lorsqu'ils peuvent être estimés et que leur recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Les revenus de contributions du gouvernement du Québec, certains programmes financés par le ministère des Transports ainsi qu'une portion des revenus présentés dans les autres revenus sont des paiements de transfert et sont constatés lorsque les contributions sont autorisées et que la Société a satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est. Ils sont présentés en contributions reportées dans le poste contributions reportées - Gouvernement du Québec lorsque les modalités imposées par le cédant créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Actifs financiers et passifs

a) Trésorerie et équivalents de trésorerie (découvert bancaire)

La Société présente, à titre de trésorerie et équivalents de trésorerie (découvert bancaire), les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires. Ces découverts bancaires représentent des chèques émis en sus des soldes bancaires.

b) Provision pour avantages sociaux futurs et sommes dues aux employés

Régimes de retraite interemployeurs

Les employés de la Société contribuent aux régimes interemployeurs à prestations déterminées du gouvernement du Québec. La Société ne disposant pas d'information suffisante pour utiliser la méthode de comptabilisation des régimes à prestations déterminées, elle utilise la méthode de comptabilisation des régimes à cotisations déterminées.

Régime supplémentaire de retraite

Ce régime est comptabilisé selon la méthode des régimes à prestations déterminées. Le coût de ce régime est établi annuellement d'après des évaluations actuarielles qui font appel à la méthode des coûts projetés au prorata des années de service. Les évaluations actuarielles sont produites annuellement sur la base d'un taux d'actualisation fondé sur le rendement à échéance des titres de créance de qualité supérieure dont les flux de trésorerie permettent un appariement des paiements prévus pour ce régime. Les autres hypothèses économiques et démographiques sont celles qui sont jugées les plus probables par la direction de la Société. Les gains et pertes actuariels sont amortis de façon linéaire sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants.

Provision pour congés de maladie

La provision pour congés de maladie est établie à l'aide d'une méthode actuarielle qui tient compte des avantages gagnés à la date de clôture. La valeur des obligations actuarielles est établie selon les hypothèses de nature économique les plus probables. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle.

Provision pour vacances

La provision pour vacances n'est pas actualisée puisque les journées de vacances accumulées par les employés de la Société sont prises dans l'exercice suivant.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers sont utilisés afin de rendre des services futurs.

a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'origine. Elles sont amorties comme suit, sur leur durée de vie utile, compte tenu de leur valeur résiduelle :

	MÉTHODE	VIE UTILE
Bâtisse	Linéaire	40 ans
Aménagement du siège social et améliorations locatives		
Aménagement du siège social	Linéaire	10 ans
Améliorations locatives	Linéaire	Durée du bail, maximum 7 ans
Équipements, matériel roulant et postes de photographie		
Équipements	Linéaire	Maximum 7 ans
Matériel roulant	Linéaire	Maximum 5 ans
Postes de photographie	Linéaire	Maximum 5 ans
Matériel informatique et logiciels		
Matériel informatique et logiciels d'exploitation	Linéaire	Maximum 7 ans
Logiciels d'application	Linéaire	Maximum 5 ans
Développements informatiques	Linéaire	Maximum 10 ans
Postes de contrôle routier		
Bâtiments	Linéaire	10 ans et 20 ans
Aménagement de terrains	Linéaire	20 ans
Équipement	Linéaire	Maximum 10 ans

b) Dépréciation des immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et services, ou lorsque la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. La moins-value est portée à l'état des résultats de l'exercice pendant lequel la dépréciation est déterminée.

3. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Présentation des états financiers

Le 1^{er} janvier 2013, la Société a adopté le chapitre SP 1201, *Présentation des états financiers*. Ce chapitre modifie et remplace le chapitre SP 1200, *Présentation des états financiers*. Les principales modifications sont les suivantes :

- » Si des gains et pertes de réévaluation existent, ils sont présentés dans un nouvel état financier, appelé l'état des gains et pertes de réévaluation;
- » L'excédent ou le déficit cumulé est présenté comme étant le total de l'excédent ou du déficit cumulé lié aux activités et des gains et pertes de réévaluation cumulés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière de la Société.

Instruments financiers

Le 1^{er} janvier 2013, la Société a adopté prospectivement le chapitre SP 3450, *Instruments financiers*. Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers.

Les principaux éléments de ce chapitre sont les suivants :

- » Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : celle de la juste valeur ou celle du coût ou coût après amortissement;
- » Jusqu'à ce qu'un élément soit décomptabilisé, les gains et les pertes découlant de la réévaluation à la juste valeur sont présentés dans l'état des gains et pertes de réévaluation;
- » De nouvelles obligations d'information sur les éléments présentés ainsi que sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers ont été ajoutées et sont présentées à la note 16.

En date du 1^{er} janvier 2013, la Société :

- » a comptabilisé tous ses actifs financiers et ses passifs financiers dans son état de la situation financière et a classé les éléments conformément aux catégories prescrites par le SP 3450;
- » a appliqué les critères prescrits par le SP 3450 pour déterminer les actifs financiers et les passifs financiers qui doivent être évalués à la juste valeur;
- » a appliqué prospectivement les dispositions relatives à l'évaluation du présent chapitre.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière de la Société.

Conversion de devises

Le 1^{er} janvier 2013, la Société a adopté le chapitre SP 2601, *Conversion de devises*. Ce chapitre modifie et remplace le chapitre SP 2600, *Conversion de devises*. Les principales modifications sont les suivantes :

- » À chaque date des états financiers ultérieure à la date de la comptabilisation initiale, les éléments non monétaires libellés en devises classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur selon le chapitre SP 3450 sont ajustés de manière à refléter le cours pratiqué à cette date;
- » Le report et l'amortissement des gains et pertes de change rattachés à un élément monétaire à long terme libellé en devises ont été supprimés;

3. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES (suite)

- » Jusqu'à la période de règlement, les gains et les pertes de change sont comptabilisés dans l'état des gains et pertes de réévaluation plutôt que dans l'état des résultats. Au moment du règlement, le solde cumulé des gains et pertes de réévaluation est reclassé à l'état des résultats;
- » La comptabilité de couverture et la présentation des éléments à titre d'instruments synthétiques ont été supprimées.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière de la Société.

Paielements de transfert

Le 1^{er} janvier 2013, la Société a adopté prospectivement le chapitre SP 3410, *Paielements de transfert*. Ce chapitre qui modifie et remplace l'ancien chapitre SP 3410, *Paielements de transfert*, établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter les paiements de transfert versés à des particuliers, à des organisations ou à d'autres gouvernements, tant du point de vue du cédant que de celui du bénéficiaire.

L'application de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur l'état de la situation financière de la Société.

4. TARIFICATION DE SERVICES RENDUS AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2013	2012
Honoraires pour la :		
Perception de droits et taxes pour le gouvernement du Québec	16 049	-
Prise de photo pour la Régie de l'assurance maladie du Québec	2 435	2 449
Perception de droits pour la Société de financement des infrastructures locales	882	829
	19 366	3 278

Depuis le 1^{er} avril 2013, le gouvernement du Québec rémunère la Société pour la perception des droits et de la taxe de vente sur l'immatriculation de véhicules routiers.

5. CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

En vertu des articles 648 et 648.4 du Code de la sécurité routière, la Société et le ministère des Finances et de l'Économie conviennent par ententes du montant que le gouvernement du Québec assume pour combler :

- » l'excédent des charges encourues par la Société sur les autres revenus afin d'exercer sa compétence en matière de contrôle routier;
- » jusqu'au 31 mars 2013, l'excédent des charges encourues par la Société sur les revenus liés à la gestion de l'accès au réseau routier.

Par ailleurs, le paragraphe 6 de l'article 648 du Code de la sécurité routière prévoit que ce montant est retenu sur les droits d'immatriculation des véhicules de transport de biens et de personnes que la Société a perçus au cours de l'exercice financier et n'est pas versé au Fonds consolidé du revenu.

5. CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (suite)

En vertu de la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (RLRQ, c. S-11.011), le ministère des Transports assume les charges liées à l'application du Programme d'adaptation de véhicule et au mandat de délivrance des vignettes de stationnement.

Composition des contributions du gouvernement du Québec

	2013	2012
GESTION DE L'ACCÈS AU RÉSEAU ROUTIER		
Financement de charges liées à la gestion de l'accès au réseau routier	-	9 840
Permis de conduire Plus	-	1 000
	-	10 840
CONTRÔLE ROUTIER		
Financement de charges liées au contrôle routier	63 983	61 643
PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS		
Adaptation de véhicule		
Frais d'administration	538	579
Subventions	8 441	8 374
	8 979	8 953
Vignettes de stationnement	1 196	1 428
Alcofrein ⁽¹⁾	-	382
	10 175	10 763

(1) Ce programme n'est plus financé par le ministère des Transports et a été imputé au Fonds d'assurance au 1^{er} janvier 2013 tel qu'approuvé par le conseil d'administration de la Société le 28 février 2013.

6. REVENUS NETS D'INTÉRÊTS

	2013	2012
Intérêts imputés au Fonds d'assurance	263	253
Intérêts imputés au contrôle routier	514	509
Intérêts sur soldes bancaires	72	61
Intérêts sur étalement des paiements		
Revenus	9 244	8 287
Frais d'intérêts	(1 864)	(1 649)
Frais d'intérêts sur marges de crédit	(352)	(340)
	7 877	7 121

7. FRAIS D'ADMINISTRATION ET AUTRES

	2013				2012	
	Gestion de l'accès au réseau routier	Contrôle routier	Programmes financés par le ministère des Transports	Gestion des amendes impayées	Total	Total
FRAIS D'ADMINISTRATION						
Traitements et charges sociales	76 969	40 655	1 359	2 475	121 458	115 814
Rémunération des mandataires	15 073	9	3	74	15 159	15 335
Services administratifs et professionnels	14 870	2 696	134	450	18 150	17 834
Frais de déplacement	738	960	3	28	1 729	1 913
Frais de communication	7 689	4 127	18	2 980	14 814	12 388
Information et publicité	174	189	2	7	372	330
Loyers, taxes et électricité	6 952	2 877	5	66	9 900	9 732
Frais d'entretien	799	3 364	5	8	4 176	4 349
Mobilier, agencement et équipement	284	287	-	1	572	726
Location et entretien de matériel informatique et bureautique	6 780	2 368	37	168	9 353	9 311
Matériel informatique et bureautique	223	137	3	6	369	366
Impression, fournitures et autres dépenses	9 696	1 401	31	41	11 169	9 291
Frais d'utilisation du siège social	2 924	886	85	166	4 061	4 199
Remboursement de frais d'administration par des tiers	(868)	(369)	(2)	(7)	(1 246)	(1 177)
	142 303	59 587	1 683	6 463	210 036	200 411
Amortissement des immobilisations corporelles	15 600	6 607	51	207	22 465	19 222
Amortissement des contributions reportées	(66)	(55)	-	-	(121)	(129)
Frais d'utilisation des immobilisations corporelles attribués au Fonds d'assurance	(7 516)	-	-	-	(7 516)	(5 593)
	8 018	6 552	51	207	14 828	13 500
	150 321	66 139	1 734	6 670	224 864	213 911
AUTRES						
Subventions	-	-	8 441	-	8 441	8 374
Participation au financement du Tribunal administratif du Québec	-	-	-	-	-	710
Intérêts et autres	270	514	-	-	784	509
	270	514	8 441	-	9 225	9 593
	150 591	66 653	10 175	6 670	234 089	223 504

7. FRAIS D'ADMINISTRATION ET AUTRES (suite)

La Société acquitte l'ensemble des frais d'administration des mandats qu'elle gère, y compris les frais attribuables au Fonds d'assurance. Par la suite, ils sont répartis par mandat à l'aide de la gestion par activité.

Le partage des activités est établi selon le jugement de la direction. La répartition des frais d'administration donne les résultats suivants :

	2013	2012
GESTION DE L'ACCÈS AU RÉSEAU ROUTIER	150 321	141 021
CONTRÔLE ROUTIER	66 139	63 723
PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS		
Adaptation de véhicule	538	579
Vignettes de stationnement	1 196	1 428
Alcofrein	-	382
	1 734	2 389
GESTION DES AMENDES IMPAYÉES	6 670	6 778
Total pour la Société	224 864	213 911
FONDS D'ASSURANCE⁽¹⁾	162 769	155 869
Total des frais d'administration	387 633	369 780

(1) Les frais d'administration du Fonds d'assurance sont présentés de façon détaillée dans les états financiers du Fonds d'assurance automobile du Québec.

8. CRÉANCES - AUTRES

	2013	2012
Comptes clients - Étalement des paiements	144 199	127 482
Centres de services privés	18 499	28 405
Municipalités	1 797	3 533
Autres	8 064	6 920
	172 559	166 340

9. À RECEVOIR DU FONDS D'ASSURANCE

Le montant à recevoir du Fonds d'assurance est remboursable sur demande lorsque les besoins de liquidités de la Société le requièrent et il porte intérêt au taux mensuel moyen applicable à la marge de crédit dont dispose la Société auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec. Le taux de la marge de crédit est de 1,05 % au 31 décembre 2013 (31 décembre 2012 : 1,05 %).

10. MARGES DE CRÉDIT

Le 4 décembre 2013, la Société a été autorisée, par décret du gouvernement du Québec, à instituer un régime d'emprunt valide jusqu'au 31 décembre 2016. En vertu de celui-ci, la Société est autorisée à contracter des emprunts à court terme ou par marge de crédit auprès d'institutions financières, de la Caisse de dépôt et placement du Québec (la Caisse) ou du ministre des Finances et de l'Économie. Le total des emprunts à court terme, par marge de crédit et à long terme ne peut excéder 400 000 000 \$. Par conséquent, au 31 décembre 2013, la Société détient :

- » une marge de crédit auprès de la Caisse échéant le 31 décembre 2014. Cette marge de crédit porte intérêt au taux annuel de rendement du compte de dépôts à vue établi quotidiennement et majoré de 0,05 %. Le taux d'intérêt de cette marge est de 1,05 % au 31 décembre 2013 (31 décembre 2012 : 1,05 %). Le solde de cette marge de crédit est de 293 153 000 \$ au 31 décembre 2013 (31 décembre 2012 : 265 652 000 \$);
- » une marge de crédit auprès de la Banque Nationale du Canada sans échéance déterminée. Cette marge de crédit porte intérêt au taux de base de la Banque Nationale du Canada calculé quotidiennement. Le taux d'intérêt est de 3,0 % au 31 décembre 2013. Le solde de cette marge de crédit est de 0 \$ au 31 décembre 2013. Au 31 décembre 2012, la Société détenait une marge de crédit auprès de la Caisse centrale Desjardins au taux de 3,0 %, sans échéance déterminée et dont le solde était de 11 544 000 \$.

11. PROVISION POUR AVANTAGES SOCIAUX FUTURS ET SOMMES DUES AUX EMPLOYÉS

Provision pour congés de maladie

La Société dispose d'un programme d'accumulation de congés de maladie. Ce programme permet aux employés d'accumuler les journées non utilisées de congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et ce, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Par ailleurs, dans un contexte de départ en préretraite, les employés peuvent faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées.

Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par la Société. Les obligations de ce programme augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la Société. La valeur de ces obligations est établie à l'aide d'une méthode qui répartit les coûts du programme sur la durée de la carrière active des employés. Le programme ne fait l'objet d'aucune capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Régimes de retraite interemployeurs

Les employés de la Société participent principalement au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Les régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

11. PROVISION POUR AVANTAGES SOCIAUX FUTURS ET SOMMES DUES AUX EMPLOYÉS (suite)

Les cotisations de l'exercice s'élèvent à 13 691 000 \$ (31 décembre 2012: 11 489 000 \$). Ce montant inclut une somme de 6 334 000 \$ imputée au Fonds d'assurance en 2013 (31 décembre 2012: 5 306 000 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur. Au 1^{er} janvier 2013, le taux de cotisation de la Société au RREGOP est de 9,18 % de la masse salariale cotisable par rapport à 8,94 % au 1^{er} janvier 2012, alors que le taux du RRPE et du RRAS est de 13,38 % par rapport à 12,30 %.

Régime supplémentaire de retraite

Le Régime supplémentaire de retraite pour les vice-présidents et les vice-présidentes de la Société (RSRVP) s'adresse aux vice-présidents et aux vice-présidentes qui ne participent pas au RRAS. Les participants ne cotisent pas au RSRVP. Ce régime à prestations déterminées n'est pas capitalisé et a pour principal objet de pourvoir des prestations supplémentaires de retraite aux vice-présidents et aux vice-présidentes de la Société qui participent au RRPE de façon que les prestations de retraite provenant du RSRVP et du RRPE soient comparables à celles qui seraient pourvues en vertu du RRAS.

Les données financières de l'exercice sont présentées dans le tableau qui suit.

	2013			2012		
	Congés de maladie ⁽²⁾	Vacances	Régime supplémentaire de retraite ⁽³⁾	Autres avantages sociaux et sommes dues ⁽⁴⁾	Total	Total
SOLDE AU DÉBUT	43 683	21 184	454	3 820	69 141	67 537
Charges de l'exercice ⁽¹⁾	12 082	20 462	77	4 812	37 433	34 813
Montants versés au cours de l'exercice	(12 286)	(19 982)	(35)	(4 645)	(36 948)	(33 209)
SOLDE À LA FIN	43 479	21 664	496	3 987	69 626	69 141

(1) Les charges de l'exercice incluent, s'il y a lieu, le coût des services rendus, les intérêts et l'amortissement des gains et pertes actuariels.

(2) Cette provision a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre et la valeur des obligations actuarielles est établie selon les principales hypothèses suivantes :

	2013	2012
Taux de croissance annuelle pondéré de la rémunération	3,05 %	2,88 %
Taux d'actualisation pondéré	3,73 %	3,25 %
Durée résiduelle moyenne pondérée d'activité des salariés actifs	7 ans	7 ans

(3) Cette provision a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre. Les hypothèses actuarielles significatives retenues lors de l'évaluation des obligations au titre des prestations constituées sont les suivantes :

	2013	2012
Taux de croissance de la rémunération	3,50 %	3,50 %
Taux d'actualisation	3,25 %	3,30 %
Taux d'inflation à long terme	2,50 %	2,50 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des participants actifs	8 ans	7 ans
Période d'amortissement des gains et des pertes actuariels	8 ans	7 ans

Le passif au titre des avantages de retraite au 31 décembre s'établit comme suit :

	2013	2012
Obligation au titre des prestations constituées	575 000 \$	418 000 \$
(Pertes) Gains actuariels nets non amortis	(79 000)	36 000
	<u>496 000 \$</u>	<u>454 000 \$</u>

(4) Les autres avantages sociaux comprennent les compensations de l'employeur pour des absences rémunérées, notamment en assurance salaire et en congé de maternité ou de paternité. Les sommes dues sont relatives aux banques d'heures supplémentaires et aux congés autofinancés.

12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrain	Bâtisse	Aménagement du siège social et améliorations locatives	Équipements, matériel roulant et postes de photographie	Matériel informatique et logiciels	Développe- ments informatiques	Postes de contrôle routier	Total
COÛT								
Solde au 1 ^{er} janvier 2012	1 637	3 925	17 984	23 276	35 054	229 509	60 027	371 412
Acquisitions	-	-	894	1 157	6 635	31 319	1 197	41 202
Dispositions et radiations	-	-	-	(2 296)	(2 746)	(16 911)	(51)	(22 004)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2012	1 637	3 925	18 878	22 137	38 943	243 917	61 173	390 610
Acquisitions	-	317	1 033	1 851	3 249	28 852	3 319	38 621
Dispositions et radiations	-	-	(1)	(5 526)	(3 669)	(4 220)	(62)	(13 478)
Réduction de valeur	-	-	-	-	-	(3 147)	-	(3 147)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2013	1 637	4 242	19 910	18 462	38 523	265 402	64 430	412 606
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Solde au 1 ^{er} janvier 2012	-	1 945	11 317	17 073	28 089	143 924	16 164	218 512
Amortissement	-	96	1 610	1 972	2 439	10 228	2 877	19 222
Dispositions et radiations	-	-	-	(2 089)	(2 745)	(16 150)	(44)	(21 028)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2012	-	2 041	12 927	16 956	27 783	138 002	18 997	216 706
Amortissement	-	98	1 612	1 798	2 845	13 208	2 904	22 465
Dispositions et radiations	-	-	(1)	(5 466)	(3 410)	(3 977)	(13)	(12 867)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2013	-	2 139	14 538	13 288	27 218	147 233	21 888	226 304
VALEUR NETTE COMPTABLE								
Au 31 décembre 2012	1 637	1 884	5 951	5 181	11 160	105 915	42 176	173 904
Au 31 décembre 2013 ⁽¹⁾	1 637	2 103	5 372	5 174	11 305	118 169	42 542	186 302

(1) Au 31 décembre 2013, la Société détient des immobilisations qui sont à usage exclusif du Fonds d'assurance et dont l'amortissement est entièrement rechargé à celui-ci pour une valeur nette comptable de 26 320 000 \$ (31 décembre 2012 : 21 569 000 \$).

12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

Les immobilisations corporelles qui étaient en voie de réalisation ou non en service au 31 décembre ne sont pas amorties et s'élèvent à :

	2013	2012
Aménagement du siège social et améliorations locatives	62	423
Équipements, matériel roulant et postes de photographie	550	365
Matériel informatique et logiciels	1 554	3 107
Développements informatiques	31 330	43 812
Postes de contrôle routier	4 993	2 266
	38 489	49 973

Au 31 décembre 2013, les charges à payer et frais courus afférents aux immobilisations corporelles s'élèvent à 10 916 000 \$ (31 décembre 2012 : 10 998 000 \$).

13. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Contrats de location d'espaces

La Société est engagée en vertu de divers contrats de location d'espaces pour une somme minimale estimée à 44 831 000 \$ au 31 décembre 2013. Ces contrats s'échelonnent jusqu'en 2024 et se répartissent comme suit :

2014	10 110 000 \$
2015	9 094 000
2016	7 611 000
2017	6 298 000
2018	5 121 000
2019 et exercices subséquents	6 597 000

Les montants ci-dessus pourraient s'avérer plus élevés puisque plusieurs contrats de location d'espaces comportent, à leur date d'échéance, des options de renouvellement qui s'échelonnent jusqu'en 2024. De plus, la majorité des contrats comprend une clause de révision du coût des loyers en fonction des hausses de charges d'exploitation ou de taxes.

Contrats de services informatiques et autres

La Société est engagée en vertu de divers contrats de services informatiques et autres pour une somme minimale estimée à 40 625 000 \$ au 31 décembre 2013. Ces contrats s'échelonnent jusqu'en 2017 et se répartissent comme suit :

2014	28 227 000 \$
2015	10 775 000
2016	1 538 000
2017	85 000

14. PASSIFS ÉVENTUELS

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à diverses réclamations et poursuites judiciaires. La direction est d'avis qu'aucune provision n'est requise à l'égard de ces litiges et elle ne prévoit pas d'incidence défavorable importante sur sa situation financière et sur les résultats de ses activités.

15. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société est apparentée à l'ensemble des ministères et des fonds spéciaux ainsi qu'aux organismes et entreprises publiques contrôlés, directement ou indirectement, par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable de la part du gouvernement du Québec. Elle est également apparentée au Fonds d'assurance. Elle n'a conclu aucune opération avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités.

Les principales opérations effectuées avec des apparentés se détaillent comme suit, à l'exception de celles qui sont présentées distinctement dans les états financiers :

	2013	2012
FRAIS D'ADMINISTRATION⁽¹⁾		
Centre de services partagés du Québec		
Services administratifs et professionnels	2 124	1 750
Frais de communication	5 284	2 958
Information et publicité	3 748	3 156
Localisation et entretien de matériel informatique et bureautique	3 243	3 168
Société immobilière du Québec - Loyers, taxes et électricité	2 494	2 639
Hydro-Québec - Frais d'utilisation du siège social	1 047	945

(1) Une partie de ces frais est imputée au Fonds d'assurance. En effet, la Société acquitte l'ensemble des frais d'administration des mandats qu'elle gère, y compris les frais attribuables au Fonds d'assurance. Par la suite, ils sont répartis par mandat à l'aide de la gestion par activité.

Les opérations entre apparentés sont comptabilisées à la valeur d'échange.

16. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société, par l'intermédiaire de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les effets potentiels. L'analyse suivante présente l'exposition de la Société aux risques à la date de clôture des états financiers.

16. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Société est attribuable au montant à recevoir du Fonds d'assurance, aux comptes clients relatifs à l'étalement des paiements et à la marge de crédit, qui portent tous intérêt à taux variable. Il en résulte donc un risque de flux de trésorerie quant aux intérêts qui seront encaissés ou versés relativement à ces éléments. L'effet net, tant sur ces actifs que sur ce passif, d'une augmentation (réduction) immédiate et soutenue de 0,25 % des taux d'intérêt aurait augmenté (réduit) les revenus d'intérêts de 62 000 \$ (31 décembre 2012: 60 000 \$) du montant à recevoir du Fonds d'assurance, de 385 000 \$ (31 décembre 2012: 345 000 \$) des comptes clients relatifs à l'étalement des paiements, et aurait augmenté (réduit) les frais d'intérêts de la marge de crédit de 525 000 \$ (31 décembre 2012: 471 000 \$).

Risque de change

Le risque de change se définit comme l'exposition de la Société à une perte de change attribuable à la fluctuation défavorable d'une devise. Dans le cours normal de ses activités, la Société réalise moins de 1 % de ses opérations d'encaissement en devises américaines. Afin de minimiser au maximum ces risques de change, la Société achète des contrats de change à terme pour se prémunir contre la variation du taux de change liée au renouvellement annuel des immatriculations des transporteurs québécois entre la date de facturation des transporteurs québécois et le versement des sommes perçues aux Administrations américaines. L'exposition de la Société au risque de change est par conséquent très faible.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité que la Société ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour respecter ses obligations financières. La Société est exposée à ce risque au regard de son découvert bancaire, de sa marge de crédit, de ses charges à payer et de la portion vacances de sa provision pour avantages sociaux futurs et sommes dues aux employés.

La Société gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit tel qu'indiqué à la note 10. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

La Société est en mesure d'honorer les passifs qui nécessitent des déboursés dans une échéance rapprochée au 31 décembre 2013. Tous les passifs financiers de la Société ont une échéance inférieure à un an. Ainsi, la Société est peu exposée au risque de liquidité.

16. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de pertes financières résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles. La Société est exposée à un risque de crédit à l'égard de ses créances et du montant à recevoir du Fonds d'assurance. La Société évalue périodiquement les pertes probables sur ses créances et constitue une provision pour créances irrécouvrables selon les tendances historiques. Le risque de crédit associé au montant à recevoir du Fonds d'assurance est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent d'un apparenté. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

L'analyse de l'âge des créances se détaille comme suit :

	2013		2012	
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur nette
Créances non en souffrance	171 101	-	171 101	162 765
Créances en souffrance depuis :				
Moins de 1 an	4 817	2 139	2 678	3 150
De 1 à 2 ans	1 835	1 508	327	370
De 2 à 3 ans	1 640	1 580	60	55
De 3 à 4 ans	1 311	1 311	-	-
	180 704	6 538	174 166	166 340

Les créances non en souffrance excluent les actifs qui ne sont pas des instruments financiers d'un montant de 4 172 000 \$ (31 décembre 2012: 0 \$). Celles-ci sont constituées principalement des sommes à percevoir de la clientèle ayant demandé l'étalement des paiements, de centres de services privés mandataires de la Société ainsi que de municipalités. La Société est d'avis que la provision pour créances irrécouvrables est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

L'évolution de la provision pour créances irrécouvrables se détaille comme suit :

	2013	2012
SOLDE AU DÉBUT	6 751	6 219
Provision comptabilisée au cours de l'exercice	3 012	3 304
Reprise de provision	(3 225)	(2 772)
SOLDE À LA FIN	6 538	6 751

17. BUDGET 2013

Les données du budget, présentées dans l'état des résultats et du déficit cumulé et dans l'état de la variation de la dette nette, ont été approuvées par le conseil d'administration de la Société le 12 décembre 2012. Ce budget ne tient pas compte de la révision du partage des activités entre la Société et le Fonds d'assurance approuvée par le conseil d'administration le 28 février 2013. Le montant budgété en 2013 pour ces activités était de 22 672 000 \$.

18. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2012 ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation adoptée en 2013.

**ATTESTATION FINANCIÈRE DU PRÉSIDENT
ET CHEF DE LA DIRECTION ET DU VICE-PRÉSIDENT
ET CHEF DE LA DIRECTION FINANCIÈRE**

42

Nous, Alain Brunet, président et chef de la direction et Richard Genest, vice-président et chef de la direction financière de la Société des alcools du Québec, attestons ce qui suit :

1. Examen : Nous avons examiné les états financiers consolidés, la revue financière annuelle et le communiqué de presse visant les résultats annuels (ci-après désignés comme les « Documents annuels ») de la Société des alcools du Québec (« la Société ») pour l'exercice clos le 29 mars 2014.

2. Aucune information fausse ou trompeuse : À notre connaissance, les Documents annuels ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour l'exercice visé par les Documents annuels.

3. Image fidèle : À notre connaissance, les états financiers consolidés et les autres éléments d'information financière présentés dans les Documents annuels donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société à la date de clôture de l'exercice présenté dans les Documents annuels ainsi que des résultats de son exploitation pour l'exercice.

4. Responsabilité : Nous avons la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) pour la Société au sens de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État.

5. Conception : Sous réserve des limitations indiquées, le cas échéant, aux paragraphes 5.2 et 5.3, à la clôture de l'exercice, nous avons fait ce qui suit :

a) conçu ou fait concevoir sous notre supervision des CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :

i) l'information importante relative à la Société nous est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les Documents annuels sont établis;

ii) l'information qui doit être présentée par la Société dans les Documents annuels qu'elle dépose ou transmet en vertu de la législation est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation;

b) conçu ou fait concevoir sous notre supervision le CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers consolidés ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

5.1 Cadre de contrôle : Le cadre de contrôle que nous avons utilisé pour concevoir le CIIF est celui proposé par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO).

5.2 Faiblesse importante du CIIF liée à la conception : s. o.

5.3 Limitation de l'étendue de la conception : s. o.

6. Évaluation : Nous, soussignés, avons fait ce qui suit :

a) évalué ou fait évaluer sous notre supervision l'efficacité des CPCI de la Société à la clôture de l'exercice et la Société a présenté dans sa revue financière annuelle nos conclusions en fonction de cette évaluation;

b) évalué ou fait évaluer sous notre supervision l'efficacité du CIIF de la Société à la clôture de l'exercice et la Société a présenté dans sa revue financière annuelle l'information suivante :

i) nos conclusions au sujet de l'efficacité du CIIF à la clôture de l'exercice en fonction de cette évaluation;

ii) les éléments sur chaque faiblesse importante liée au fonctionnement existant à la clôture de l'exercice : s. o.

7. Communication des modifications du CIIF : La Société a présenté dans sa revue financière annuelle toute modification apportée au CIIF au cours de la période comptable commençant le 31 mars 2013 et se terminant le 29 mars 2014 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF.

8. Communication aux auditeurs et au conseil d'administration ou au comité d'audit de la Société : Nous avons informé, en fonction de la dernière évaluation du CIIF, les auditeurs indépendants externes ainsi que le conseil d'administration de la Société ou son comité d'audit de toute fraude impliquant la direction ou d'autres salariés jouant un rôle important dans le CIIF.

(signé)

Alain Brunet

Président et chef de la direction

(signé)

Richard Genest

Vice-président et chef de la direction financière

Montréal, le 5 juin 2014

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION
RELATIVEMENT À L'INFORMATION FINANCIÈRE

43

Les états financiers consolidés qui suivent ont été dressés par la direction de la Société des alcools du Québec (la Société) et approuvés par son conseil d'administration. La direction est responsable des données et des affirmations contenues dans ces états financiers consolidés et dans les autres sections du rapport annuel. Les états financiers consolidés ont été préparés selon les méthodes et les procédés établis par la direction, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), et reflètent les meilleurs jugements et estimations de la direction, basés sur l'information actuellement disponible.

Dans le cadre de ses responsabilités, la direction de la Société maintient un système de contrôle interne conçu pour fournir une assurance raisonnable que les biens de l'entreprise sont convenablement protégés, que les transactions sont effectuées conformément à son autorisation et, enfin, que les registres comptables constituent une base fiable pour l'établissement d'états financiers consolidés exacts et ponctuels. De plus, le Service d'audit interne passe en revue, sur une base sélective, les processus comptables et les systèmes de gestion. Ses constatations et ses recommandations sont transmises à la direction, qui agit en conséquence. La direction reconnaît qu'elle est responsable de gérer les affaires de la Société conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration de la Société a la responsabilité de s'assurer que la direction remplit ses obligations relatives à la préparation d'états financiers consolidés et au contrôle financier de l'exploitation. Le conseil d'administration s'acquitte de cette tâche au moyen de son comité d'audit, qui se compose uniquement d'administrateurs indépendants. Ce comité révisé périodiquement les états financiers consolidés et étudie également les rapports portant sur les méthodes comptables ainsi que sur les systèmes de contrôle interne. Les auditeurs indépendants externes peuvent, sans restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne leur audit.

Les états financiers consolidés ont été audités par le vérificateur général du Québec et par le cabinet Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L., conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Leur responsabilité consiste à exprimer une opinion sur la fidélité des états financiers consolidés. Le rapport des auditeurs indépendants, qui figure ci-contre, précise la nature et l'étendue de leur audit et présente leur opinion à l'égard de ces états financiers consolidés.

(signé)

Alain Brunet

Président et chef de la direction

Montréal, le 5 juin 2014

(signé)

Richard Genest

Vice-président et chef de la direction financière

Au ministre des Finances

Rapport sur les états financiers consolidés

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Société des alcools du Québec, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 29 mars 2014 et l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société des alcools du Québec au 29 mars 2014, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), nous déclarons qu'à notre avis, compte tenu de l'application rétroactive de la modification comptable expliquée à la note 4 afférente aux états financiers consolidés, ces normes ont été appliquées pour l'exercice clos le 29 mars 2014 de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

(signé)
Michel Samson, CPA auditeur, CA

(signé)
¹CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A121855

Montréal, le 5 juin 2014

État consolidé du résultat global

Exercice clos le 29 mars 2014
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013 retraité
VENTES (note 7)	2 934 911 \$	2 907 047 \$
COÛT DES PRODUITS VENDUS (note 7)	1 380 457	1 354 252
BÉNÉFICE BRUT (note 7)	1 554 454	1 552 795
Frais de vente et mise en marché et distribution	479 116	463 388
Frais d'administration	121 399	113 975
Revenus publicitaires, promotionnels et divers	(58 032)	(59 977)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	1 011 971	1 035 409
Charge de financement nette des produits de financement (note 9)	1 892	1 839
Quote-part du résultat net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (notes 10 et 11)	7 037	2 813
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	1 003 042	1 030 757
AUTRE ÉLÉMENT DU RÉSULTAT GLOBAL		
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement en résultat net : Réévaluation au titre du régime de retraite à prestations définies (notes 4 et 20)	1 060	483
RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE	1 001 982 \$	1 030 274 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des variations des capitaux propres

Exercice clos le 29 mars 2014
(en milliers de dollars canadiens)

	Capital-actions	Résultats nets non distribués	Autre élément du résultat global	Total des capitaux propres
SOLDE AU 1^{er} AVRIL 2012	30 000 \$	14 888 \$	– \$	44 888 \$
Effet des modifications de l'IAS 19 (note 4)	–	–	(1 333)	(1 333)
SOLDE AU 1^{er} AVRIL 2012 (retraité)	30 000	14 888	(1 333)	43 555
Résultat net de l'exercice	–	1 030 757	–	1 030 757
Autre élément du résultat global (note 20)	–	–	(483)	(483)
Dividende	–	(1 030 446)	–	(1 030 446)
SOLDE AU 30 MARS 2013 (retraité)	30 000	15 199	(1 816)	43 383
Résultat net de l'exercice	–	1 003 042	–	1 003 042
Autre élément du résultat global (note 20)	–	–	(1 060)	(1 060)
Dividende	–	(1 003 042)	–	(1 003 042)
SOLDE AU 29 MARS 2014	30 000 \$	15 199 \$	(2 876)\$	42 323 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé de la situation financière

29 mars 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013 retraité	1 ^{er} avril 2012 retraité
ACTIF			
À court terme			
Encaisse	39 692 \$	52 936 \$	30 753 \$
Comptes clients et autres débiteurs (note 12)	53 796	60 574	49 594
Stocks (note 13)	361 243	344 659	302 350
Dépôts et charges payées d'avance (note 14)	18 508	34 407	56 724
	473 239	492 576	439 421
Participations dans des coentreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence (notes 10 et 11)	213	7 250	7 963
Immobilisations corporelles (note 15)	217 087	223 625	221 501
Immobilisations incorporelles (note 16)	42 675	36 170	29 372
Actif net au titre du régime de retraite à prestations définies (notes 4 et 20)	545	–	799
	733 759 \$	759 621 \$	699 056 \$
PASSIF			
À court terme			
Emprunts (note 17)	104 980 \$	90 485 \$	53 992 \$
Comptes fournisseurs et autres charges à payer (note 18)	239 396	235 658	231 157
Taxes et droits gouvernementaux à payer	112 265	108 732	56 343
Provisions (note 19)	17 445	7 840	25 872
Dividende à payer	186 042	241 446	258 746
	660 128	684 161	626 110
Passif au titre des crédits de congés de maladie cumulés (note 20)	31 308	31 924	29 391
Passif net au titre du régime de retraite à prestations définies (notes 4 et 20)	–	153	–
	691 436	716 238	655 501
CAPITAUX PROPRES			
Capital-actions	30 000	30 000	30 000
Résultats nets non distribués	15 199	15 199	14 888
Autre élément du résultat global	(2 876)	(1 816)	(1 333)
	42 323	43 383	43 555
	733 759 \$	759 621 \$	699 056 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés ont été approuvés et autorisés pour publication par le conseil d'administration le 5 juin 2014.

(signé)
Sylvain Simard
Président du conseil d'administration

(signé)
Johanne Brunet
Présidente du comité d'audit

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Exercice clos le 29 mars 2014
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013 retraité
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Résultat net	1 003 042 \$	1 030 757 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Amortissements des immobilisations corporelles	24 118	23 840
Amortissements des immobilisations incorporelles	9 238	7 574
Perte sur cessions d'immobilisations corporelles	175	73
Radiation d'immobilisations incorporelles	—	5
Quote-part du résultat net des participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	7 037	2 813
Montants repris pour provisions	(30)	(10 451)
Charge au titre des crédits de congés de maladie	1 818	5 507
Charge au titre du régime de retraite	986	533
Ajustements pour produits et charges d'intérêts	876	704
	1 047 260	1 061 355
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 24)	21 419	18 046
Intérêts payés (note 9)	(1 315)	(1 173)
Intérêts perçus (note 9)	439	469
Prestations versées au titre du régime de crédits de congés de maladie cumulés	(2 434)	(2 974)
Capitalisation de l'obligation au titre du régime de retraite à prestations définies	(2 679)	—
Prestations versées au titre du régime de retraite	(65)	(64)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	1 062 625	1 075 659
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Distribution de capital reçue d'une coentreprise	—	400
Apport de capital dans une coentreprise	—	(2 500)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(17 989)	(26 774)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(13 962)	(14 355)
Produit de cessions d'immobilisations corporelles	33	1 060
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(31 918)	(42 169)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Variation nette des emprunts	14 495	36 493
Remboursement de l'obligation découlant d'un contrat de location-financement	—	(54)
Dividende payé	(1 058 446)	(1 047 746)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 043 951)	(1 011 307)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE D'ENCAISSE	(13 244)	22 183
ENCAISSE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	52 936	30 753
ENCAISSE À LA FIN DE L'EXERCICE	39 692 \$	52 936 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

48

Exercice clos le 29 mars 2014
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

1. Généralités, statuts et nature des activités

La Société des alcools du Québec (la Société mère) est constituée en vertu de la Loi sur la Société des alcools du Québec (RLRQ, c. S-13). Son siège social est situé au 905, avenue De Lorimier, à Montréal, Québec, Canada. La Société mère et sa filiale (collectivement la Société) ont pour mandat de faire le commerce de boissons alcooliques. À titre de société d'État, la Société est exonérée de l'impôt sur les bénéfices.

2. Exercice financier

L'exercice financier de la Société se termine le dernier samedi du mois de mars. Les exercices financiers clos les 29 mars 2014 et 30 mars 2013 comprennent 52 semaines d'exploitation chacun.

3. Principales méthodes comptables

Mode de présentation et déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ainsi que les notes afférentes ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Base d'évaluation

Les présents états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés évalués à la juste valeur, des provisions, du passif au titre des crédits de congés de maladie cumulés et de l'actif ou passif au titre du régime de retraite à prestations définies, dont la base d'évaluation est divulguée dans les méthodes comptables.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Société mère ainsi que ceux de sa filiale, 9268-2707 Québec inc., détenue en propriété exclusive. La filiale est établie au Québec et a pour objectif de détenir les participations que la Société mère détient dont les activités se déroulent sur le marché international. La filiale est une entité dont la Société a le pouvoir de diriger les activités pertinentes. La date de clôture de la filiale est le dernier samedi du mois de mars de chaque année. Les opérations et les soldes résultant des transactions intersociétés ainsi que les gains et les pertes latents sur les opérations entre les sociétés sont éliminés lors de la consolidation. Les états financiers de la filiale sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est acquis jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

49

Exercice clos le 29 mars 2014

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

3. Principales méthodes comptables (suite)**Constatation des produits**

Les ventes de boissons alcooliques effectuées aux consommateurs, aux agences, aux titulaires de permis (incluant les établissements licenciés et les institutions), aux distributeurs autorisés (grossistes-épiciers) ainsi que les autres produits sont constatés déduction faite des escomptes et retours, lorsque :

- la Société a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens;
- la Société ne continue ni à être impliquée dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens cédés;
- le montant des produits des activités ordinaires peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société et que les coûts engagés ou à engager concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

Pour la Société, ces critères de constatation sont généralement rencontrés au moment de la livraison des biens et lorsque les services sont rendus.

La Société agit à titre d'intermédiaire en ce qui concerne les ventes de bières effectuées aux titulaires d'un permis de brasseur et aux titulaires d'un permis de distributeur de bière. Ces derniers vendent et livrent, dans la province de Québec, des bières fabriquées dans les autres provinces canadiennes ou à l'étranger par eux-mêmes ou par des sociétés qui leur sont liées. Ces produits doivent être achetés exclusivement de la Société, laquelle agit à titre d'intermédiaire entre les fournisseurs et les brasseurs et distributeurs de bière. Ces transactions de vente ne génèrent aucun bénéfice brut pour la Société, qui perçoit toutefois des frais de service comptabilisés au poste « Revenus publicitaires, promotionnels et divers » pour celles-ci.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés sur une base d'exercice selon la méthode du taux effectif.

Les programmes publicitaires et promotionnels en coopération avec les représentants des fournisseurs et les autres revenus sont comptabilisés séparément lorsqu'ils peuvent être évalués de façon fiable et lorsque les services sont rendus.

Participations dans des coentreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence

Les entités dont les activités économiques sont sous le contrôle conjoint de la Société mère et d'une tierce partie et dont les parties ont des droits sur les actifs nets (les coentreprises) sont initialement comptabilisées au coût, puis ultérieurement selon la méthode de la mise en équivalence.

La classification de ces entités à titre de coentreprises versus entreprises communes s'est effectuée sur la base des droits et obligations des parties prenantes aux partenariats. La Société mère n'est tenue envers ses coentreprises qu'à concurrence de son investissement initial dans chacune de celles-ci.

La valeur comptable des participations dans les coentreprises est augmentée ou diminuée pour comptabiliser la quote-part du résultat net et des autres éléments du résultat global (AÉRG) des coentreprises. Ces changements comprennent l'amortissement ou les dépréciations qui sont comptabilisées subséquemment relativement aux ajustements de juste valeur des actifs ou des passifs.

La Société mère détient une participation de 50 % dans la Société d'investissement M.-S., société en commandite (S.E.C.) et une autre de 50 % dans la société TWIST, société en commandite (S.E.C.) jusqu'au 30 septembre 2012 et par la suite par l'entremise de sa filiale. La quote-part de la Société dans le résultat de ces coentreprises est présentée distinctement dans l'état consolidé du résultat global.

Constatation des contreparties reçues ou à recevoir de fournisseurs

Les contreparties reçues ou à recevoir de fournisseurs sont considérées comme des ajustements de prix des produits des fournisseurs et, en conséquence, sont comptabilisées en réduction du coût des produits vendus et des stocks. Certaines exceptions s'appliquent lorsque les contreparties reçues ou à recevoir représentent des remboursements de coûts différentiels engagés par la Société pour vendre des produits des fournisseurs ou des paiements au titre de biens livrés ou de services fournis aux fournisseurs. Ces dernières contreparties reçues ou à recevoir des fournisseurs sont enregistrées, selon leur nature, en réduction des charges afférentes ou à titre d'autres produits.

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

50

Exercice clos le 29 mars 2014
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)**3. Principales méthodes comptables (suite)****Conversion des devises**

Les états financiers consolidés annuels sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de la Société, soit le dollar canadien, qui est aussi celle de la filiale et des coentreprises.

Les éléments monétaires d'actif et de passif libellés en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière, tandis que les éléments d'actif et de passif non monétaires sont convertis au taux en vigueur à la date d'origine des transactions. Les produits et les charges libellés en devises étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et les pertes de change sont inclus dans les stocks de fin et dans le coût des produits vendus.

Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration, ou lorsque l'actif financier et tous les risques et avantages importants sont transférés.

Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, de résiliation, d'annulation ou d'expiration.

Les instruments financiers sont évalués à la juste valeur au moment de leur constatation initiale, majorés ou diminués des coûts de transaction, à l'exception des actifs et des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, qui sont évalués initialement à la juste valeur. Leur évaluation au cours des périodes subséquentes et la comptabilisation des variations de leur juste valeur dépendent de la catégorie dans laquelle ils sont classés.

La Société a effectué le classement suivant pour ses instruments financiers :

- L'encaisse, les comptes clients et autres débiteurs et les dépôts sont classés dans les « Prêts et créances ». Ils sont évalués subséquentement au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif moins une provision pour perte de valeur, le cas échéant.
- Les instruments financiers dérivés sont classés dans les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net puisqu'ils sont classés comme détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués subséquentement à la juste valeur et les profits et pertes sont comptabilisés en résultat net.
- Les emprunts, les comptes fournisseurs et autres charges à payer (à l'exception de la rémunération et avantages du personnel à payer), ainsi que le dividende à payer, sont classés dans les « Passifs financiers au coût amorti ». Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, pour tous les actifs financiers, sauf ceux comptabilisés à la juste valeur en résultat net, la Société détermine s'il existe un indice qu'un actif financier s'est déprécié. Les actifs financiers sont dépréciés lorsqu'il existe des indications objectives qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers a subi une perte de valeur. Lorsqu'il y a une dépréciation, le montant comptabilisé de perte de valeur correspond à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés.

Dérivés

La Société gère partiellement son risque de change sur les sorties de fonds prévues en devises au moyen de contrats de change à terme et d'autres instruments financiers dérivés. Ils sont évalués en fin de période à la juste valeur confirmée par le ministre des Finances du Québec et les variations de juste valeur sont reflétées dans l'état consolidé du résultat global. Toutefois, la Société ne documente pas la relation de couverture selon les IFRS et, par conséquent, ces instruments financiers dérivés ne répondent pas aux conditions de la comptabilité de couverture. Néanmoins, la Société estime que, du point de vue de l'exploitation et de la gestion des flux de trésorerie, ils lui permettent de réduire les effets négatifs éventuels d'une variation du dollar canadien sur le marché des changes. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

51

Exercice clos le 29 mars 2014
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

3. Principales méthodes comptables (suite)Hiérarchie de la juste valeur des éléments financiers et non financiers

La Société a recours à la hiérarchie qui suit pour classer la juste valeur des éléments financiers et non financiers. Les trois niveaux sont fondés sur des données d'entrées observables utilisées pour l'évaluation.

Niveau 1 : les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix); et

Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif concerné qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Le coût des stocks de boissons alcooliques comprend le coût d'acquisition, les frais de transport à l'achat, les droits d'accise et de douane afférents ainsi que les frais de livraison directs encourus pour rendre disponibles les produits aux différents points de vente. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités, diminué des coûts nécessaires pour réaliser la vente.

Immobilisations corporelles

Les terrains détenus à des fins administratives sont présentés à leur coût d'acquisition. Puisque aucune durée d'utilité définie ne peut être établie pour les terrains, ils ne sont pas amortis.

Les bâtisses, les améliorations locatives, le mobilier et équipement et le matériel roulant sont comptabilisés au coût d'acquisition, diminué des amortissements et des pertes de valeur ultérieures.

Un élément des immobilisations corporelles est décomptabilisé lors de sa cession ou lorsque aucun avantage économique futur n'est attendu de l'utilisation continue de l'actif. Le profit ou la perte découlant de la cession ou de la mise hors service d'un élément des immobilisations corporelles, qui correspond à la différence entre le produit de la vente et la valeur comptable de l'actif, est comptabilisé au poste « Revenus publicitaires, promotionnels et divers » à l'état consolidé du résultat global.

Ces actifs sont amortis, à compter de la date où ils sont prêts à être mis en service, c'est-à-dire dès qu'ils se trouvent à l'endroit et dans l'état nécessaires pour pouvoir les exploiter de la manière prévue par la direction, sur leur durée d'utilité attendue selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les valeurs résiduelles, les durées d'utilité et le mode d'amortissement sont réexaminés à chaque fin de période de présentation de l'information financière. Les périodes d'amortissement sont les suivantes :

Bâtisses :

Structures et enveloppes des bâtisses	75 ans
Toitures et systèmes électromécaniques	20 ans
Aménagements intérieurs et extérieurs	10 et 15 ans
Améliorations locatives	5 à 15 ans
Mobilier et équipement	3 à 20 ans
Matériel roulant	8 à 10 ans

L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les « Frais de vente et mise en marché et distribution » et les « Frais d'administration ».

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

52

Exercice clos le 29 mars 2014

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

3. Principales méthodes comptables (suite)**Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles, composées de logiciels développés à l'interne et de licences de logiciels acquises, sont comptabilisées au coût, diminué des amortissements et des pertes de valeur ultérieures. Celui-ci comprend les frais directement liés à l'acquisition, à l'installation ou au développement de logiciels destinés à un usage interne. Les dépenses pour la phase de recherche d'un projet interne sont comptabilisées en charges dans la période où elles sont encourues.

Les coûts directement attribuables à la phase de développement de nouveaux logiciels sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles à condition qu'ils remplissent les exigences suivantes :

- l'achèvement de l'immobilisation incorporelle est techniquement faisable en vue de sa mise en service;
- la Société a l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service;
- la Société a la capacité de mettre en service l'immobilisation incorporelle;
- l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables;
- il existe des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement de l'immobilisation incorporelle et la mettre en service;
- les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement peuvent être évaluées de façon fiable.

Les dépenses de développement qui ne remplissent pas ces critères pour l'inscription à l'actif sont comptabilisées en charges au fur et à mesure qu'elles sont encourues.

Un élément des immobilisations incorporelles est décomptabilisé lors de sa cession ou lorsque aucun avantage économique futur n'est attendu de l'utilisation continue de l'actif. Le profit ou la perte découlant de la cession ou de la mise hors service d'un élément des immobilisations incorporelles, qui correspond à la différence entre le produit de la vente et la valeur comptable de l'actif, est comptabilisé au poste « Revenus publicitaires, promotionnels et divers » à l'état consolidé du résultat global.

Ces actifs sont amortis, à compter de la date où ils sont prêts à être mis en service, c'est-à-dire dès qu'ils se trouvent à l'endroit et dans l'état nécessaires pour pouvoir les exploiter de la manière prévue par la direction, sur leur durée d'utilité attendue selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les valeurs résiduelles, les durées d'utilité et le mode d'amortissement sont réexaminés à chaque fin de période de présentation de l'information financière. Les périodes d'amortissement sont les suivantes :

Logiciels et licences acquis	3 à 5 ans
Logiciels développés à l'interne	3 à 10 ans

Les coûts se rapportant à la maintenance des logiciels, c'est-à-dire les sommes dépensées pour l'achat et l'installation de correctifs et de mises à niveau mineures, sont comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils sont encourus.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est réparti entre les « Frais de vente et mise en marché et distribution » et les « Frais d'administration ».

Dépréciation des actifs à long terme

Aux fins d'évaluation de la dépréciation, les actifs sont regroupés aux niveaux les plus bas générant des entrées de trésorerie largement indépendantes (unités génératrices de trésorerie). Par conséquent, certains actifs sont soumis individuellement à un test de dépréciation tandis que d'autres sont testés au niveau de l'unité génératrice de trésorerie.

Les immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les participations dans les coentreprises sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société détermine s'il existe un indice qu'un actif à long terme ait subi une perte de valeur. En fin d'exercice, la Société effectue un test de dépréciation des immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être utilisées, qu'il y ait eu indice de dépréciation ou non. Une perte de valeur égale au montant par lequel la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie excède sa valeur recouvrable est comptabilisée. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur d'utilité, la direction procède à une estimation des flux de trésorerie futurs provenant de chaque actif ou de chaque unité génératrice de trésorerie, puis elle détermine un taux d'intérêt approprié aux fins du calcul de la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Les données utilisées pour les tests de dépréciation sont directement liées au budget le plus récent approuvé et ont été ajustées au besoin. Les facteurs d'actualisation sont établis individuellement pour chaque actif ou unité génératrice de trésorerie et reflètent leurs profils de risque respectifs déterminés par la direction.

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

53

Exercice clos le 29 mars 2014
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Les pertes de valeur liées aux unités génératrices de trésorerie sont réparties au prorata des actifs de l'unité génératrice de trésorerie. Tous les actifs sont subséquemment réévalués afin de relever tout indice indiquant qu'une perte de valeur comptabilisée antérieurement puisse ne plus exister. Une reprise de valeur peut compenser une perte de valeur antérieure si la valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie excède la valeur comptable jusqu'à concurrence du coût amorti qui aurait été obtenu si la dépréciation n'avait pas été comptabilisée.

Pour la période courante, une coentreprise dans laquelle la Société détient une participation, qui est classée destinée à la vente au 29 mars 2014, a procédé à un test de dépréciation qui a résulté en une dévaluation (voir note 11 concernant l'actif non courant détenu en vue de la vente). L'actif non courant détenu en vue de la vente est évalué au moindre de sa valeur comptable et de sa juste valeur diminuée des coûts de sortie.

Actifs loués

Les contrats de location pour lesquels les risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué sont conservés par le bailleur sont tous considérés comme des contrats de location simple.

Les paiements au titre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location. Les frais connexes, comme ceux se rapportant à la maintenance et à l'assurance, sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont encourus. Tous ces frais sont comptabilisés dans les postes « Frais de vente et mise en marché et distribution » et « Frais d'administration ».

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt, s'il y a lieu, sont capitalisés à l'actif, dans la mesure où ils sont directement attribuables à l'acquisition, à la production ou à la construction d'actifs qualifiés qui exigent une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés ou vendus. Les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges durant la période au cours de laquelle ils sont encourus sous le poste « Charge de financement nette des produits de financement » à l'état consolidé du résultat global.

Taxes et droits gouvernementaux à payer

Les taxes et droits gouvernementaux à payer sont comptabilisés au montant exigé par les lois.

Régimes d'avantages du personnelCrédits de congés de maladie cumulés

La Société administre un régime non capitalisé de congés de maladie cumulés qui garantit à la plupart de ses employés le paiement de crédits de congés de maladie. Le coût des prestations futures au titre de paiement de crédits de congés de maladie gagnés par les employés de la Société qui participent au régime est établi par calculs actuariels, selon la méthode de répartition des prestations définies au prorata des années de service, et il est imputé aux résultats au fur et à mesure que les services sont rendus par ces employés. Les calculs actuariels tiennent compte des hypothèses les plus probables établies par la direction concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite et le taux d'utilisation des crédits de congés de maladie.

Le régime des crédits de congés de maladie cumulés est considéré comme un avantage à long terme plutôt qu'un avantage postérieur à l'emploi. Les écarts actuariels sont comptabilisés en charges immédiatement dans l'exercice courant.

La direction procède à une estimation annuelle de l'obligation au titre de crédits de congés de maladie cumulés avec le soutien d'actuaire indépendants en faisant une mise à jour du taux d'actualisation utilisé lors de la dernière évaluation actuarielle complète. Une nouvelle évaluation actuarielle complète est effectuée tous les trois ans. Si des événements ayant un effet significatif sur l'obligation au titre des crédits de congés de maladie surviennent, la direction procédera à une évaluation actuarielle complète. L'évaluation de l'obligation au titre d'avantage à long terme est fondée sur les taux standards d'inflation et les taux de mortalité. Elle tient également compte des prévisions spécifiques de la Société relativement aux taux d'utilisation des congés de maladie et aux futures augmentations de salaire. Les taux d'actualisation sont déterminés à la fin de chaque exercice par référence aux obligations d'entreprises de haute qualité libellées dans la même monnaie que les prestations à verser et ayant des échéances similaires à celles du passif connexe.

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

54

Exercice clos le 29 mars 2014
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)**3. Principales méthodes comptables (suite)**Régimes de retraite

Les employés de la Société participent à des régimes de retraite généraux et obligatoires, soit au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes, administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), sont considérés par la Société comme des régimes à cotisations déterminées. En effet, les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur. La part de l'employeur à ces régimes est comptabilisée en charge dans la période au cours de laquelle les services correspondants des employés sont reçus.

La Société administre également un régime de retraite supplémentaire pour la haute direction. Ce régime prend en compte le nombre d'années de service et la moyenne des trois salaires annuels les plus élevés durant la carrière de l'employé. Ce régime est à prestations définies et comporte également des garanties de versement de rentes à la retraite et de prestations au décès qui sont indexées annuellement. Le régime est capitalisé depuis l'exercice clos le 31 mars 2012.

La direction procède à une estimation annuelle de l'obligation au titre des prestations définies (OPD) du régime de retraite supplémentaire avec le soutien d'actuaire indépendants. Une évaluation actuarielle complète est effectuée chaque année. L'évaluation de l'OPD au titre d'avantage postérieur à l'emploi est fondée sur des méthodes et hypothèses actuarielles similaires à celles décrites pour le régime de congés de maladie cumulés en utilisant les taux spécifiques au régime supplémentaire de retraite de la haute direction.

Les réévaluations, qui comprennent les écarts actuariels relatifs aux obligations et le rendement des actifs du régime excluant le revenu d'intérêt, sont comptabilisées immédiatement dans les AÉRG et au cumul des AÉRG sans reclassement au résultat net. Le coût des services courants et passés ainsi que les intérêts nets sur l'actif ou le passif au titre du régime de retraite à prestations définies sont passés en charges dans les postes « Charge de financement nette des produits de financement » et « Frais d'administration ».

Les actifs et les passifs liés aux régimes d'avantages du personnel (crédits de congés de maladie cumulés et régime de retraite supplémentaire pour la haute direction) comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière correspondent à la valeur actuelle de l'OPD, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime à la date de la période de présentation de l'information financière.

Autres

De plus, la Société contribue à plusieurs régimes gouvernementaux pour les employés qui sont considérés comme des régimes à cotisations définies. La part de l'employeur à ces régimes est comptabilisée en charge dans la période au cours de laquelle les services correspondants des employés sont reçus.

Les avantages du personnel à court terme, notamment des droits aux vacances, sont des passifs à court terme compris dans « Comptes fournisseurs et autres charges à payer » évalués aux montants non actualisés que la Société s'attend à payer en raison des droits non utilisés.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque les obligations actuelles (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, se traduiront probablement par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques de la Société et que les montants peuvent être estimés de manière fiable. Les provisions ne sont pas comptabilisées au titre des pertes opérationnelles futures. Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant sont incertains.

L'évaluation des provisions correspond aux dépenses estimées nécessaires à l'extinction de l'obligation actuelle, en fonction des éléments probants les plus fiables disponibles à la fin de la période de présentation de l'information financière, incluant les risques et les incertitudes liés à l'obligation actuelle. Les provisions sont actualisées lorsque la valeur temps de l'argent est significative.

Les provisions sont revues à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et ajustées pour refléter les meilleures estimations actuelles à cette date.

Lorsqu'une sortie possible de ressources représentatives d'avantages économiques résultant d'une obligation actuelle est considérée comme étant improbable ou de probabilité faible, aucun passif n'est comptabilisé.

Capitaux propres et dividende

Les capitaux propres comprennent le capital-actions, représentant la valeur nominale des actions émises, les résultats nets non distribués ainsi que les AÉRG de la période et de celles précédentes. Le dividende à payer à l'actionnaire est présenté séparément à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il a été approuvé avant la date de clôture.

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

55

Exercice clos le 29 mars 2014

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

4.

Modifications des méthodes comptables

Au cours de l'exercice, la Société s'est conformée aux nouvelles normes IFRS publiées et révisées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par le Conseil des normes comptables du Canada devant être obligatoirement appliquées pour un exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2013.

I) IFRS 7 Informations à fournir : compensation d'actifs financiers et de passifs financiers

Des informations à fournir qualitatives et quantitatives ont été ajoutées à l'IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » concernant les montants nets et bruts des instruments financiers comptabilisés a) qui sont compensés dans l'état consolidé de la situation financière et b) font l'objet d'un accord de compensation globale exécutoire ou d'un accord similaire, même s'ils n'ont pas été compensés dans l'état consolidé de la situation financière. Ces exigences visent à aider les investisseurs et les autres utilisateurs à mieux évaluer l'incidence, le cas échéant, des accords de compensation sur la situation financière de la Société. Les informations requises doivent être fournies de façon rétrospective. La direction a évalué ses principales ententes et conclu que l'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

II) Normes de consolidation

Un ensemble de nouvelles normes et de normes modifiées est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Des informations sur ces nouvelles normes sont présentées ci-après :

IFRS 10 États financiers consolidés

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10, « États financiers consolidés », qui remplace la SIC-12, « Consolidation – Entités *ad hoc* », et l'IAS 27, « États financiers consolidés et individuels », se rapportant à la préparation et à la présentation des états financiers consolidés. La nouvelle norme reprend les principes existants d'identification du concept de contrôle comme le facteur qui permet de déterminer si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés d'une entité. La norme fournit des directives additionnelles pour aider à la détermination du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. La Société a examiné ses évaluations du contrôle et a conclu que l'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

IFRS 11 Partenariats

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 11, « Partenariats », qui remplace l'IAS 31, « Participation dans des coentreprises », et la SIC-13, « Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs ». L'IFRS 11 porte surtout sur les droits et les obligations inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme légale, comme l'indiquait l'IAS 31. L'IFRS 11 classe les partenariats selon deux types : les coentreprises et les entreprises communes. Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties ont des droits sur l'actif net, tandis qu'une entreprise commune est un partenariat dans lequel les parties ont des droits sur les actifs, et des obligations au titre des passifs. La norme élimine les choix en matière de présentation de l'information sur les partenariats en exigeant le recours à la méthode de la mise en équivalence pour la comptabilisation des intérêts dans des coentreprises, et en exigeant que les coparticipants comptabilisent les actifs et les passifs relatifs à leurs intérêts dans les entreprises communes. La direction a procédé à une évaluation de ses partenariats et a conclu que tous répondent à la nouvelle définition de coentreprise. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Modification de l'IAS 28 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

La norme IAS 28 (révisée en 2011) a été modifiée afin d'énoncer les exigences relatives à l'application de la méthode de la mise en équivalence lors de la comptabilisation des participations dans des coentreprises, qui s'ajoutent aux participations dans des entreprises associées.

IFRS 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12, « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ». L'IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences en matière d'informations à fournir sur toutes les formes d'intérêts détenus dans d'autres entités, y compris les filiales, les partenariats, les entreprises associées, les entités *ad hoc* et les autres entités hors bilan. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses intérêts détenus dans d'autres entités et les effets de ces intérêts sur sa situation financière, sa performance financière et ses flux de trésorerie. L'IFRS 12 est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Les informations supplémentaires requises par l'IFRS 12 sont présentées à la note 10.

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

56

Exercice clos le 29 mars 2014
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)**4. Modifications des méthodes comptables (suite)****III) IFRS 13 Évaluation de la juste valeur**

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, « Évaluation de la juste valeur ». L'IFRS 13 améliore la cohérence et réduit la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique qui s'applique à l'ensemble des IFRS pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir lorsqu'une autre norme IFRS exige ou permet que l'élément soit évalué à la juste valeur. L'IFRS 13 est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013. La direction a examiné ses méthodologies d'évaluation en vue de se conformer aux nouvelles exigences et a conclu que l'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

IV) Modification de l'IAS 1 Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 1, « Présentation des états financiers ». Le principal changement résultant des modifications apportées à l'IAS 1 est l'exigence de regrouper les éléments dans les AÉRG qui seront ultérieurement reclassés dans l'état du résultat et ceux qui ne le seront pas. Les modifications ont également repris les exigences existantes voulant que les AÉRG et le résultat net soient présentés soit dans un seul état, soit dans deux états consécutifs. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence autre que de classer la réévaluation au titre du régime de retraite à prestations définies dans les AÉRG découlant de l'adoption de l'IAS 19, « Avantages du personnel ».

V) Modification de l'IAS 19 Avantages du personnel

L'IAS 19 révisée modifie la comptabilisation des régimes à prestations définies et des indemnités de cessation d'emploi. La modification la plus significative a trait à la comptabilisation des variations de l'obligation au titre des prestations définies et des actifs du régime. Les modifications exigent la comptabilisation des variations des obligations au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes lorsqu'elles surviennent, ce qui élimine l'approche de la méthode du corridor permise aux termes de la version antérieure de l'IAS 19 et accélère la comptabilisation des coûts des services passés. Tous les écarts actuariels sont immédiatement comptabilisés aux AÉRG afin que l'actif net ou le passif net au titre des régimes de prestations définies soit comptabilisé dans l'état consolidé de la situation financière pour refléter la pleine valeur du déficit ou de l'excédent des régimes. En outre, le coût financier et le rendement attendu des actifs du régime, termes utilisés dans la version précédente de l'IAS 19, sont remplacés par les « intérêts nets » dans l'IAS 19 révisée, qu'on calcule en appliquant le taux d'actualisation à l'actif net ou au passif net au titre des prestations définies.

Ces modifications ont eu une incidence sur les montants comptabilisés dans le résultat net consolidé et les AÉRG des exercices antérieurs (voir tableaux page suivante pour des précisions). En outre, l'IAS 19 révisée introduit certains changements dans la présentation du coût des prestations définies, notamment des obligations d'information plus étendues.

L'IAS 19 révisée a été appliquée rétroactivement conformément aux dispositions transitoires. Par conséquent, la Société a retraité ses résultats comptabilisés dans la période comparative présentée et a comptabilisé l'incidence cumulative au 1^{er} avril 2012 à titre d'ajustement aux capitaux propres d'ouverture.

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

57

Exercice clos le 29 mars 2014
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

4. Modifications des méthodes comptables (suite)

L'incidence de l'application de l'IAS 19 révisée sur l'état consolidé de la situation financière se détaille comme suit :

	Actif net au titre du régime de retraite à prestations définies	Capitaux propres
Solde présenté au 1 ^{er} avril 2012	2 132 \$	44 888 \$
Pertes actuarielles non amorties reconnues	(1 275)	(1 275)
Coût non amorti des services passés reconnus	(58)	(58)
Solde retraité au 1 ^{er} avril 2012	799 \$	43 555 \$
	Actif (passif) net au titre du régime de retraite à prestations définies	Capitaux propres
Solde présenté au 30 mars 2013	1 352 \$	44 888 \$
Incidence de l'application de l'IAS 19 révisée au 1 ^{er} avril 2012	(1 333)	(1 333)
Augmentation du résultat net	311	311
Réévaluation au titre du régime de retraite à prestations définies	(483)	(483)
Solde retraité au 30 mars 2013	(153)\$	43 383 \$

L'incidence de l'application de l'IAS 19 révisée sur les états consolidés du résultat global pour les exercices clos le 29 mars 2014 et le 30 mars 2013 se détaille comme suit :

	2014	2013
Diminution des frais d'administration	434 \$	68 \$
Diminution de la charge de financement nette des produits de financement	270	243
Augmentation du résultat net consolidé pour l'exercice	704	311
Autre élément du résultat global :		
Diminution des réévaluations de l'actif ou passif au titre du régime de retraite à prestations définies	(1 060)	(483)
Diminution de l'autre élément du résultat global consolidé	(1 060)	(483)
Diminution du résultat global consolidé	(356)\$	(172)\$

L'application de l'IAS 19 révisée n'a eu aucune incidence significative sur le tableau consolidé des flux de trésorerie.

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

58

Exercice clos le 29 mars 2014

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

5.

Normes, modifications et interprétations futures

À la date d'autorisation pour publication des présents états financiers consolidés, de nouvelles normes, de nouvelles modifications et de nouvelles interprétations des normes existantes ont été publiées mais ne sont pas encore en vigueur. La Société ne les a pas adoptées de façon anticipée. Elle prévoit les adopter selon leur date d'entrée en vigueur.

L'information sur les nouvelles normes, modifications et interprétations qui sont susceptibles d'être pertinentes pour les états financiers consolidés de la Société est fournie ci-après. Certaines autres nouvelles normes et interprétations ont été publiées mais ne s'appliquent pas à la Société ou n'auront aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés.

IFRS 9 Instruments financiers

L'IASB vise à remplacer intégralement l'IAS 39, « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » et l'IFRIC 9, « Réexamen de dérivés incorporés ». La norme de remplacement (IFRS 9) est émise en plusieurs phases. À ce jour, les chapitres traitant de la comptabilisation, du classement, de l'évaluation et de la décomptabilisation des actifs et passifs financiers et de comptabilité de couverture ont été publiés. D'autres chapitres traitant de la méthodologie de dépréciation sont toujours en cours d'élaboration. En novembre 2013, l'IASB a décidé de reporter à une date encore indéterminée la mise en application de l'IFRS 9.

La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers consolidés de la Société.

IAS 32 Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers (en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014)

Les modifications de l'IAS 32 ajoutent des directives afin de traiter les incohérences liées à l'application des critères de l'IAS 32 en matière de compensation d'actifs financiers et de passifs financiers en ce qui a trait aux deux points suivants :

- La signification de « a actuellement un droit juridiquement exécutoire de compenser »;
- Certains systèmes de règlement brut peuvent-ils être considérés comme des équivalents à un règlement sur une base nette?

Les modifications sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 et doivent être appliquées de façon rétroactive. La direction évalue actuellement l'incidence de l'application de ces modifications sur les états financiers consolidés de la Société.

IAS 36 Dépréciation – Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers (en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014)

Au cours de l'élaboration de l'IFRS 13, l'IASB a décidé de modifier l'IAS 36 afin d'imposer une obligation d'information concernant la valeur recouvrable des actifs dépréciés et d'exiger d'autres informations concernant l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs dépréciés, dans le cas où cette valeur est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Ces modifications ont pour but de préciser l'intention originale de l'IASB de restreindre l'étendue de ces obligations d'information à la valeur recouvrable des actifs dépréciés fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie.

Ces modifications sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. Une application anticipée est permise pour les exercices au cours desquels l'entité a déjà appliqué l'IFRS 13. La Société évalue présentement l'incidence de l'application de cette norme.

IFRIC 21 Droits ou taxes (en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014)

L'IFRIC 21 fournit une interprétation de l'IAS 37, « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels ». L'IAS 37 établit des critères aux fins de la comptabilisation d'un passif; l'un d'entre eux est que l'entité doit avoir une obligation actuelle résultant d'un événement passé, « un fait générateur d'obligation ». L'interprétation précise que le fait générateur d'obligation qui crée un passif au titre d'un droit ou d'une taxe exigible est l'activité qui rend le droit ou la taxe exigible, tel qu'il est prévu dans les dispositions légales réglementaires. L'interprétation apporte des indications quant à savoir comment elle doit être appliquée. Ces modifications sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. Une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

59

Exercice clos le 29 mars 2014

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

6.

Utilisation d'estimations et de jugements

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que la direction exerce son jugement dans l'application des méthodes comptables et qu'elle utilise des hypothèses et des estimations qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actifs et de passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants comptabilisés des produits et des charges au cours de l'exercice.

Les estimations et leurs hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement, et l'incidence de toute modification est immédiatement comptabilisée. Celles-ci reposent sur l'expérience, la conjoncture économique et les tendances générales, ainsi que les conjectures à l'égard de l'issue probable de ces questions. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Des explications quant aux principaux jugements, hypothèses et estimations importants sont présentées ci-dessous :

Logiciels développés à l'interne et dépenses de recherche

La direction doit poser un jugement important pour distinguer l'étape de la recherche de celle du développement. Les coûts directement attribuables à la phase de développement sont comptabilisés en tant qu'actifs lorsque tous les critères sont respectés, tandis que les dépenses de recherche sont passées en charges au fur et à mesure qu'elles sont encourues.

La Société veille également à ce que les exigences permettant la comptabilisation des coûts directement attribuables à la phase de développement en tant qu'actifs continuent d'être respectées. Ce suivi est nécessaire puisque le développement d'un logiciel est incertain et peut être compromis par des problèmes techniques survenant après la comptabilisation.

Provisions

La classification de certaines provisions à court ou à long terme exige parfois que la direction fasse preuve de jugement pour déterminer le moment le plus probable de la sortie de fonds.

De plus, le jugement est utilisé afin de déterminer si un événement passé a engendré un passif qui devrait être comptabilisé aux états financiers consolidés en tant que provision ou s'il devrait être présenté comme un passif éventuel. Quantifier ces passifs implique jugements et estimations. Ces jugements sont basés sur plusieurs facteurs, tels que la nature de la réclamation ou du conflit, les procédures juridiques, le montant potentiel à payer, l'expérience antérieure et la probabilité de la réalisation d'une perte. Plusieurs de ces facteurs sont sources d'incertitude quant aux estimations.

Stocks

Le principal élément pour lequel la direction établit des estimations et formule des hypothèses concerne l'évaluation de la provision pour déficiences ou désuétude.

Actif et passif au titre des avantages du personnel

Le passif au titre des crédits de congés de maladie cumulés et l'actif ou le passif au titre du régime de retraite à prestations définies sont sujets à des incertitudes, particulièrement quant à l'estimation des taux d'actualisation, des taux d'utilisation des crédits de congés de maladie, des taux d'inflation et de mortalité, qui peuvent varier considérablement dans les évaluations futures des obligations au titre des prestations définies de la Société.

Durée d'utilité des actifs amortissables

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Les incertitudes concernant ces estimations sont liées à l'obsolescence technique, qui pourrait modifier les durées d'utilité. Au 29 mars 2014, la direction a évalué que les durées d'utilité correspondaient à l'utilité attendue des actifs de la Société.

Perte de valeur

L'évaluation des faits et circonstances démontrant l'existence d'un quelconque indice qu'un actif a pu se déprécier ou reprendre de la valeur est un processus subjectif qui implique du jugement et souvent un certain nombre d'estimations et d'interprétations. S'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier ou reprendre de la valeur, la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement ou de l'unité génératrice de trésorerie doit être estimée.

Une perte de valeur égale au montant de la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie qui excède la valeur recouvrable est comptabilisée. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. La direction détermine la valeur d'utilité en procédant à une estimation des flux de trésorerie futurs prévus provenant de chaque actif ou unité génératrice de trésorerie.

Lorsqu'elle procède à l'évaluation des flux de trésorerie futurs prévus, la direction pose des hypothèses relativement aux résultats opérationnels futurs. Ces hypothèses se rapportent à des événements et circonstances futurs. Les résultats réels peuvent différer et donner lieu à des ajustements futurs.

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

60

Exercice clos le 29 mars 2014

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

7.
Ventes, coût des produits vendus et bénéfice brut

	2014			2013		
	Succursales et centres spécialisés	Grossistes- épiciers	Total	Succursales et centres spécialisés	Grossistes- épiciers	Total
Ventes	2 621 913 \$	312 998 \$	2 934 911 \$	2 585 184 \$	321 863 \$	2 907 047 \$
Coût des produits vendus	1 222 455	158 002	1 380 457	1 191 528	162 724	1 354 252
Bénéfice brut	1 399 458 \$	154 996 \$	1 554 454 \$	1 393 656 \$	159 139 \$	1 552 795 \$

Les ventes de la Société ne comprennent pas les ventes de bières effectuées aux titulaires d'un permis de brasseur et aux titulaires d'un permis de distributeur de bière. Les ventes et le coût des produits vendus résultant de ces transactions se sont élevés à 242,6 millions de dollars pour l'exercice 2014 (261,1 millions de dollars pour l'exercice 2013).

8.
Rémunération du personnel

Les charges comptabilisées au titre des avantages du personnel se détaillent comme suit :

	2014	2013 (retraité)
Frais de vente et mise en marché et distribution		
Salaires et autres avantages du personnel	240 486 \$	234 939 \$
Coûts des avantages sociaux et cotisations aux régimes de retraite	54 450	52 978
	294 936	287 917
Frais d'administration		
Salaires et autres avantages du personnel	61 533	58 017
Coûts des avantages sociaux et cotisations aux régimes de retraite	12 641	12 451
	74 174	70 468
	369 110 \$	358 385 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

61

Exercice clos le 29 mars 2014
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

9.

Charge de financement nette des produits de financement

	2014	2013 (retraité)
Intérêts sur les emprunts contractés auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec, un organisme du gouvernement exerçant des opérations fiduciaires	696 \$	509 \$
Autres intérêts sur les emprunts à court terme	619	663
	1 315	1 172
Intérêts relatifs à l'obligation découlant d'un contrat de location-financement	—	1
Intérêts nets relatifs aux passifs et à l'actif découlant des régimes d'avantages du personnel	1 016	1 135
	2 331	2 308
Moins produits financiers :		
Produits d'intérêts sur les placements contractés auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec au cours de l'exercice	(17)	(44)
Produits d'intérêts sur l'encaisse	(422)	(425)
	(439)	(469)
	1 892 \$	1 839 \$

10.

Participations dans des coentreprises comptabilisées selon la méthode
de mise en équivalence

La Société mère détient une participation de 50 % dans la Société d'investissement M.-S., S.E.C. Cette entreprise se veut un cybermarché interentreprises offrant une solution intégrée pour l'achat et la vente de vins. Cette entreprise est établie au Québec et sa date de fin d'exercice est le 31 mars.

Les montants globaux des quotes-parts dans M.-S., S.E.C. sont présentés ci-après :

	Total des actifs	Total des passifs	Produits	Charges
30 mars 2013	325 \$	272 \$	1 253 \$	1 037 \$
29 mars 2014	441 \$	228 \$	1 212 \$	1 050 \$

La Société mère détient, par l'entremise de sa filiale, 50 % des parts dans la société TWIST, S.E.C., une coentreprise évoluant dans le commerce électronique du vin sur le marché américain. Cette entreprise est établie au Québec et sa fin d'exercice est le 31 décembre. Les transactions du 1^{er} janvier au 31 mars ont été considérées. La participation dans cette coentreprise est classée au 29 mars 2014 comme actif non courant détenu en vue de la vente (voir note 11).

La Société n'a aucun passif éventuel et n'a pris aucun engagement relativement à ses coentreprises.

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

62

Exercice clos le 29 mars 2014

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

11.

Actif non courant détenu en vue de la vente

Après un repositionnement stratégique, les objectifs de création d'emploi au Québec et d'augmentation du pouvoir d'achat étant révisés, la Société a décidé d'entreprendre, au cours de l'exercice clos le 29 mars 2014, des démarches pour se départir de sa participation dans la coentreprise TWIST, S.E.C., qu'elle détient via sa filiale.

Par conséquent, la valeur de la participation dans la coentreprise a été évaluée au moindre de sa valeur comptable et de sa juste valeur diminuée des coûts de sortie, celle-ci étant nulle au 29 mars 2014. Une perte de valeur de 7,3 millions de dollars, représentant la valeur comptable de la participation au 30 mars 2013, a été comptabilisée à l'état consolidé du résultat global et incluse dans la « Quote-part du résultat net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ». Ce montant n'a pas été reclassé au titre d'actif non courant détenu en vue de la vente dans l'état consolidé de la situation financière relatif aux périodes antérieures. La Société continuera ses démarches afin de monétiser cet actif et prévoit conclure une transaction au cours du premier semestre.

12.

Comptes clients et autres débiteurs

	2014	2013
Grossistes-épiciers	21 234 \$	18 816 \$
Établissements licenciés, institutions et autres comptes commerciaux	36 083	42 378
Provision pour perte de crédit	(3 521)	(620)
	53 796 \$	60 574 \$

13.

Stocks

	2014	2013
Boissons alcooliques ⁽¹⁾	358 085 \$	341 567 \$
Fournitures diverses	3 158	3 092
	361 243 \$	344 659 \$

(1) Le montant des stocks de boissons alcooliques comptabilisé en charge correspond au coût des produits vendus.

Aucun stock n'a été donné en nantissement de passifs.

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

63

Exercice clos le 29 mars 2014
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)14.
Dépôts et charges payées d'avance

Les dépôts divers et charges payées d'avance sont constitués de paiements de taxes foncières et d'assurances alors que les dépôts produits vinicoles représentent des sommes versées à des fournisseurs relativement à l'achat de produits qui seront livrés ultérieurement.

	2014	2013
Dépôts divers et charges payées d'avance	1 640 \$	2 373 \$
Dépôts produits vinicoles	16 868	32 034
	18 508 \$	34 407 \$

15.
Immobilisations corporelles

	Terrains	Bâtisses	Améliorations locatives	Mobilier et équipement	Matériel roulant	Total ⁽¹⁾
Coût						
Solde au 31 mars 2012	28 862 \$	132 347 \$	56 325 \$	146 393 \$	18 139 \$	382 066 \$
Acquisitions	—	10 435	4 855	8 722	3 075	27 087
Sorties	(330)	(748)	(968)	(15 243)	(1 167)	(18 456)
Transferts	—	162	(18)	(134)	—	10
Solde au 30 mars 2013	28 532	142 196	60 194	139 738	20 047	390 707
Acquisitions	—	6 333	2 530	6 789	2 142	17 794
Sorties	—	—	(3 079)	(6 050)	(707)	(9 836)
Transferts	—	19	(719)	694	—	(6)
Solde au 29 mars 2014	28 532 \$	148 548 \$	58 926 \$	141 171 \$	21 482 \$	398 659 \$
Amortissements cumulés						
Solde au 31 mars 2012	— \$	15 121 \$	36 230 \$	96 366 \$	12 848 \$	160 565 \$
Amortissements	—	8 260	3 665	10 666	1 249	23 840
Sorties	—	(120)	(942)	(15 094)	(1 167)	(17 323)
Solde au 30 mars 2013	—	23 261	38 953	91 938	12 930	167 082
Amortissements	—	8 753	3 447	10 610	1 308	24 118
Sorties	—	1	(3 041)	(5 881)	(707)	(9 628)
Solde au 29 mars 2014	— \$	32 015 \$	39 359 \$	96 667 \$	13 531 \$	181 572 \$
Valeur comptable nette						
Solde au 30 mars 2013	28 532 \$	118 935 \$	21 241 \$	47 800 \$	7 117 \$	223 625 \$
Solde au 29 mars 2014	28 532 \$	116 533 \$	19 567 \$	44 504 \$	7 951 \$	217 087 \$

(1) Des projets en cours, d'une valeur capitalisée de 6,7 millions de dollars, étaient en voie de réalisation au 29 mars 2014 (12,9 millions de dollars au 30 mars 2013) et ne sont pas amortis. Ces projets sont principalement constitués de travaux de réaménagement des infrastructures physiques et d'installation d'équipement.

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

64

Exercice clos le 29 mars 2014

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

15. Immobilisations corporelles (suite)

L'amortissement des immobilisations corporelles a été réparti comme suit dans l'état consolidé du résultat global :

	2014	2013
Frais de vente et mise en marché et distribution	19 021 \$	19 217 \$
Frais d'administration	5 097	4 623
	24 118 \$	23 840 \$

16.
Immobilisations incorporelles

	Logiciels et licences acquis	Logiciels développés à l'interne	Total ⁽¹⁾
Coût			
Solde au 31 mars 2012	14 211 \$	135 542 \$	149 753 \$
Acquisitions	259	14 128	14 387
Sorties	(878)	(4 562)	(5 440)
Transferts	974	(984)	(10)
Solde au 30 mars 2013	14 566	144 124	158 690
Acquisitions	4 057	11 680	15 737
Sorties	(342)	(245)	(587)
Transferts	1 001	(995)	6
Solde au 29 mars 2014	19 282 \$	154 564 \$	173 846 \$
Amortissements cumulés			
Solde au 31 mars 2012	9 166 \$	111 215 \$	120 381 \$
Amortissements	1 685	5 889	7 574
Sorties	(873)	(4 562)	(5 435)
Solde au 30 mars 2013	9 978	112 542	122 520
Amortissements	1 524	7 714	9 238
Sorties	(342)	(245)	(587)
Solde au 29 mars 2014	11 160 \$	120 011 \$	131 171 \$
Valeur comptable nette			
Solde au 30 mars 2013	4 588 \$	31 582 \$	36 170 \$
Solde au 29 mars 2014	8 122 \$	34 553 \$	42 675 \$

(1) Des projets en cours, d'une valeur capitalisée de 5,0 millions de dollars, étaient en voie de réalisation au 29 mars 2014 (7,5 millions de dollars au 30 mars 2013) et ne sont pas amortis. Ces projets sont constitués principalement des coûts de développement de logiciels à l'interne.

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

65

Exercice clos le 29 mars 2014

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

16. Immobilisations incorporelles (suite)

L'amortissement des immobilisations incorporelles a été réparti comme suit dans l'état consolidé du résultat global :

	2014	2013
Frais de vente et mise en marché et distribution	1 507 \$	1 218 \$
Frais d'administration	7 731	6 356
	9 238 \$	7 574 \$

**17.
Emprunts**

	2014	2013
Emprunts	104 980 \$	90 485 \$

Au 29 mars 2014, le solde est composé de 3 emprunts, dont 2 ont été contractés auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec, un organisme du gouvernement exerçant des opérations fiduciaires exclu du périmètre comptable du gouvernement du Québec. Ces emprunts portent intérêt à des taux variant de 1,01 % à 1,02 % et viennent à échéance à 7 jours (4 emprunts au 30 mars 2013, au taux de 1,03 %, venant à échéance à 7 jours ou moins).

La Société dispose d'une facilité de crédit bancaire de 300,0 millions de dollars autorisée et entièrement disponible aux 29 mars 2014 et 30 mars 2013. Ce crédit est disponible sous forme de découverts bancaires portant intérêt au taux préférentiel ou sous forme d'avances portant intérêt à un taux fixe correspondant au coût des fonds de l'institution financière plus une marge à être déterminée. Ce crédit est remboursable sur demande.

**18.
Comptes fournisseurs et autres charges à payer**

	2014	2013
Comptes fournisseurs et autres charges à payer	176 821 \$	162 675 \$
Rémunération et avantages du personnel à payer	62 575	72 983
	239 396 \$	235 658 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

66

Exercice clos le 29 mars 2014

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

19.
Provisions et passifs éventuels**Provisions**

Toutes les provisions sont considérées à court terme. Les valeurs comptables des provisions se détaillent comme suit :

	Litiges	Programmes municipaux de collecte sélective	Total
Valeur comptable au 31 mars 2012	12 629 \$	13 243 \$	25 872 \$
Augmentation des provisions	1 337	5 302	6 639
Montants repris	(10 451)	—	(10 451)
Montants utilisés	(494)	(13 726)	(14 220)
Valeur comptable au 30 mars 2013	3 021	4 819	7 840
Augmentation des provisions	3 895	9 103	12 998
Montants repris	(30)	—	(30)
Montants utilisés	(2 213)	(1 150)	(3 363)
Valeur comptable au 29 mars 2014	4 673 \$	12 772 \$	17 445 \$

La provision pour litiges, imputée dans les « Frais d'administration », est reliée à l'application de la Loi sur l'équité salariale et à son maintien, ainsi qu'à un montant découlant de l'impact potentiel de divergences entre la Société et ses employés quant à l'interprétation de certaines conditions de travail. Des sommes liées à certains litiges seront versées au cours de l'exercice financier 2014-2015.

La provision pour contribution aux programmes municipaux de collecte sélective, incluse dans les « Frais de vente et mise en marché et distribution », est composée principalement des coûts nets estimés des programmes municipaux de collecte sélective à être assumés par la Société, en tenant compte des rapports de bouteilles vendues, jumelés à une estimation des taux applicables aux contenants de la Société.

Risques environnementaux

Les activités de la Société sont assujetties à des lois, règlements et directives sur l'environnement adoptés par les autorités gouvernementales. La direction considère que les risques environnementaux sont gérés adéquatement et qu'aucun passif actuel ou probable n'existe à leur égard à l'exception de la provision pour les programmes municipaux de collecte sélective mentionnée ci-haut.

Passifs éventuels

Dans le cours normal de son exploitation, la Société fait face à des réclamations et poursuites diverses, principalement en dommages-intérêts, qui totalisent près de 3,3 millions de dollars. La direction de la Société conteste ces poursuites judiciaires et s'oppose donc à donner suite aux réclamations qui en découlent. Aucune provision n'est comptabilisée dans les livres de la Société relativement à ces éventualités car, selon la direction, leur dénouement n'aura aucun effet significatif sur les états financiers consolidés de la Société.

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

67

Exercice clos le 29 mars 2014

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

20.

Actif et passif au titre des avantages du personnel

La charge à l'égard des régimes généraux et obligatoires totalise 21,0 millions de dollars (17,5 millions de dollars en 2013) et est prise en compte dans les postes « Frais de vente et mise en marché et distribution » et « Frais d'administration » à l'état consolidé du résultat global.

Afin de déterminer l'obligation au titre des prestations définies, à la date de clôture, les hypothèses actuarielles suivantes ont été utilisées :

	Régime de crédits de congés de maladie cumulés (Avantage à long terme)		Régime de retraite supplémentaire de la haute direction (Avantage postérieur à l'emploi)	
	2014	2013	2014	2013
Taux d'actualisation	3,75 %	3,25 %	4,50 %	4,00 %
Taux de croissance de la rémunération	3,00 %	3,00 %	3,50 %	3,50 %
Taux d'utilisation des crédits de congés de maladie selon le groupe d'employés	de 50 % à 75 %	de 50 % à 70 %	—	—
Espérance de vie moyenne :				
Homme, âgé de 65 ans à la date de la période de présentation de l'information financière			89,4	84,8
Femme, âgée de 65 ans à la date de la période de présentation de l'information financière			90,3	87,1
Homme, âgé de 45 ans à la date de la période de présentation de l'information financière			88,9	84,4
Femme, âgée de 45 ans à la date de la période de présentation de l'information financière			90,1	86,5

Ces hypothèses ont été élaborées par la direction en tenant compte des conseils d'évaluateurs actuariels indépendants. Ces hypothèses ont également mené aux montants déterminés comme obligation au titre des prestations définies de la Société de la période de présentation de l'information financière et elles devraient être considérées comme la meilleure estimation de la direction. Toutefois, les résultats réels pourraient être différents. Il existe des incertitudes, particulièrement quant à l'estimation des taux d'actualisation et des taux d'utilisation des crédits de congés de maladie, qui peuvent varier considérablement dans les évaluations futures de l'obligation au titre des prestations définies de la Société.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le plus susceptible d'avoir un impact important sur l'état de la situation financière et le résultat global.

Crédits de congés de maladie cumulés

Le coût des prestations futures au titre de paiement de crédits de congés de maladie est établi en fonction du taux de rendement du marché des obligations d'entreprises de haute qualité dont les flux de trésorerie correspondent à l'échelonnement et au versement des prestations prévues au régime. Une diminution du rendement du marché d'obligations d'entreprises de haute qualité fera augmenter l'obligation.

Régime de retraite supplémentaire de la haute direction

La valeur actualisée de l'OPD est calculée au moyen du taux d'actualisation déterminé par référence au rendement du marché des obligations d'entreprises de haute qualité. La durée estimée des obligations d'entreprises de haute qualité est similaire à la durée estimée de l'OPD. Une diminution du rendement du marché d'obligations d'entreprises de haute qualité fera augmenter l'OPD, bien que, selon les attentes, cette augmentation sera partiellement contrebalancée par une augmentation de la juste valeur des actifs du régime.

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

68

Exercice clos le 29 mars 2014

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

20. Actif et passif au titre des avantages du personnel (suite)

Achat de rente

Le régime a procédé à l'achat d'une rente au cours de l'exercice se terminant le 29 mars 2014, entraînant ainsi une liquidation. La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies qui fut réglée au moyen d'achats de rente prescrite s'élevait à 1,3 million de dollars et le paiement effectué par la convention de retraite fut de 1,8 million de dollars. La perte résultant de la liquidation s'établit donc à 0,5 million de dollars et a été reconnue immédiatement dans la charge.

Les actifs et les obligations au titre des prestations définies de la Société peuvent être rapprochés des montants présentés dans l'état consolidé de la situation financière de la façon suivante :

	Régime de crédits de congés de maladie cumulés (Avantage à long terme)		Régime de retraite supplémentaire de la haute direction (Avantage postérieur à l'emploi)	
	2014	2013	2014	2013 (retraité)
Rapprochement des obligations au titre des prestations définies				
Obligations au titre des prestations définies au début	31 924 \$	29 391 \$	9 194 \$	8 029 \$
Coût de l'employeur pour le service courant	3 066	2 708	517	521
Montants payés au titre d'une liquidation	—	—	(1 816)	—
Prestations versées	(2 434)	(2 974)	(79)	(66)
Intérêts sur l'obligation au titre des prestations définies	1 098	1 148	351	362
Perte sur liquidation	—	—	518	—
Pertes actuarielles – expérience du régime	158	—	362	3
Pertes (gains) actuarielles – hypothèses financières	(2 072)	1 651	(781)	345
Pertes (gains) actuarielles – hypothèses démographiques	(432)	—	852	—
Obligations au titre des prestations définies à la fin	31 308 \$	31 924 \$	9 118 \$	9 194 \$

Rapprochement de la juste valeur des actifs du régime

Actifs du régime au début	9 041 \$	8 828 \$
Cotisations de l'employeur	—	64
Capitalisation de l'obligation	2 679	—
Montants payés au titre d'une liquidation	(1 816)	—
Prestations versées	(14)	(65)
Frais administratifs	(33)	(26)
Intérêts sur les actifs du régime	433	375
Rendement sur les actifs du régime en excédent des montants reconnus dans les intérêts nets	(627)	(135)
Actifs du régime à la fin	9 663 \$	9 041 \$

Les actifs du régime supplémentaire

de la haute direction se détaillent comme suit :

Titres à revenu fixe	4 192 \$	4 909 \$
Impôt remboursable	5 471	4 132
	9 663 \$	9 041 \$

Rapprochement de l'actif (passif) au titre
des prestations définies

Obligations au titre des prestations définies	(9 118)\$	(9 194)\$
Juste valeur des actifs du régime	9 663	9 041
Actif (passif) au titre des prestations définies à la fin	545 \$	(153)\$

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

69

Exercice clos le 29 mars 2014
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

20. Actif et passif au titre des avantages du personnel (suite)

	Régime de retraite supplémentaire de la haute direction (Avantage postérieur à l'emploi)	
	2014	2013 (retraité)
Charges comptabilisées en résultat net		
Coût de l'employeur pour le service courant	517 \$	520 \$
Perte résultant d'une liquidation	518	—
Frais administratifs payés	33	26
Intérêts nets	(82)	(13)
Charges comptabilisées en résultat net	986 \$	533 \$

Les montants comptabilisés aux AÉRG au titre de l'OPD se détaillent comme suit :

	Régime de retraite supplémentaire de la haute direction (Avantage postérieur à l'emploi)	
	2014	2013 (retraité)
Charges comptabilisées aux AÉRG		
Pertes actuarielles nettes sur l'obligation au titre de l'OPD	433 \$	348 \$
Rendement des actifs (excluant les montants compris dans les intérêts nets)	627	135
Charges comptabilisées aux AÉRG	1 060 \$	483 \$

Les charges comptabilisées aux AÉRG sont comprises dans les éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net.

La meilleure estimation des cotisations que la Société juge devoir verser au régime de retraite supplémentaire de la haute direction pendant la période annuelle qui commence après l'actuelle période de présentation de l'information financière est de 1,0 million de dollars.

La durée moyenne pondérée de l'OPD au 29 mars 2014 est de 16,1 années (15,4 années en 2013).

L'hypothèse actuarielle importante pour la détermination de l'obligation au titre du régime de congés de maladie cumulés et de l'OPD est le taux d'actualisation. Le calcul de l'obligation de chacun des régimes respectifs est sensible à cette hypothèse. Le tableau suivant résume l'incidence d'une augmentation ou d'une diminution de 1 % du taux d'actualisation sur l'obligation.

Modification de l'hypothèse actuarielle importante – Taux d'actualisation	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Augmentation (diminution) de l'obligation au titre des congés de maladie	(2 954)\$	3 542 \$
Augmentation (diminution) de l'OPD	(1 311)\$	1 662 \$

La valeur actuelle des OPD est calculée, dans les analyses de sensibilité, selon la même méthode que pour le calcul des OPD comptabilisées dans l'état de la situation financière. Les analyses de sensibilité sont fondées sur la modification d'une seule hypothèse. L'analyse peut ne pas être représentative de la modification actuelle des OPD, puisqu'il est peu probable que la modification liée aux hypothèses survienne de façon isolée, car certaines des hypothèses peuvent être corrélées.

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

70

Exercice clos le 29 mars 2014

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

21.

Capitaux propres

Capital-actions

La Société mère est une compagnie à fonds social dont les actions font partie du domaine public et sont attribuées au ministre des Finances du Québec. Le capital-actions autorisé de la Société mère se compose de 300 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune qui sont émises et payées.

Résultats non distribués

En vertu de la Loi sur la Société des alcools du Québec, le dividende déclaré par la Société est fixé par le ministre des Finances du Québec. Le ministre déclare annuellement le montant égal au résultat net établi conformément aux IFRS, jusqu'à concurrence du montant maximal qui n'entame pas le capital de la Société. Il détermine également les modalités de paiement. Le dividende déclaré est déduit des capitaux propres de l'exercice pour lequel il a été déclaré.

22.

Gestion du capital

Le capital de la Société comprend les capitaux propres, le dividende à payer et les emprunts. La Société gère son capital de façon à répondre aux exigences de son actionnaire, à assurer la protection de ses fonds en tout temps et à soutenir sa croissance. Elle maintient un cadre de gestion rigoureux afin de s'assurer qu'elle exécute de manière efficace les objets spécifiés dans sa loi constitutive.

La Société assume l'entière responsabilité du financement de ses activités. En cours d'exercice, elle verse le dividende à son actionnaire sous forme d'avances périodiques. En raison de ce mode de distribution du résultat net, la Société doit recourir à des sources de financement externes. Pour ce faire, la Société est autorisée par le gouvernement du Québec et son conseil d'administration à effectuer des emprunts à court terme jusqu'à concurrence d'un montant total non remboursé de 400,0 millions de dollars. Cette limite a été respectée au cours de chaque période de présentation de l'information financière.

La Société n'est assujettie à aucune autre exigence concernant le recours à des sources de financement externes.

La structure de capital, telle que définie par la Société, s'établit comme suit :

	2014	2013 (retraité)
Capitaux propres	42 323 \$	43 383 \$
Dividende à payer	186 042	241 446
Emprunts	104 980	90 485
	333 345 \$	375 314 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

71

Exercice clos le 29 mars 2014
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

23.

Engagements et charges locatives

En vertu de contrats de location simple, la Société s'est engagée à payer un montant total de 380,2 millions de dollars pour la location de succursales. Les versements des prochains exercices se chiffrent à :

Un an au plus	53 942 \$
Plus de un an mais à cinq ans au plus	174 441 \$
Plus de cinq ans	151 839 \$

Généralement, les contrats de location simple prévoient une clause permettant à la Société de renouveler l'entente pour une période de temps additionnelle aux mêmes clauses et conditions, sauf le loyer, sujet à négociation. La Société peut se prévaloir de cette option de renouvellement dans les délais stipulés avant la date d'expiration de l'entente. Les charges locatives de succursales incluses dans les « Frais de vente et mise en marché et distribution » totalisent 52,8 millions de dollars pour l'exercice clos le 29 mars 2014 (49,9 millions de dollars pour l'exercice clos le 30 mars 2013).

24.

Informations sur le tableau consolidé des flux de trésorerie

	2014	2013
La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement se détaille ainsi :		
Comptes clients et autres débiteurs	6 778 \$	(10 980)\$
Stocks	(16 584)	(42 309)
Dépôts et charges payées d'avance	15 899	22 317
Comptes fournisseurs et autres charges à payer	2 158	4 210
Taxes et droits gouvernementaux à payer	3 533	52 389
Provisions	9 635	(7 581)
	21 419 \$	18 046 \$
Activités d'investissement sans effet sur la trésorerie :		
Acquisitions des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles financées par les comptes fournisseurs et autres charges à payer	4 095 \$	2 515 \$

25.

Juste valeur des actifs et passifs financiers

La juste valeur des instruments financiers qui viennent à échéance à court terme est présumée correspondre à leur valeur comptable. Ces instruments financiers comprennent l'encaisse, les comptes clients et autres débiteurs, les dépôts, les emprunts, les comptes fournisseurs et autres charges à payer (à l'exception de la rémunération et avantages du personnel à payer) ainsi que le dividende à payer.

La juste valeur du contrat de change à terme détenu au 29 mars 2014 s'élève à 0,13 million de dollars (0,08 million de dollars en 2013) et est incluse dans les « Comptes fournisseurs et autres charges à payer », données de niveau 2 selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

72

Exercice clos le 29 mars 2014
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

26.

Gestion des risques découlant des instruments financiers

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui découlent de ses activités d'exploitation, d'investissement et de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société. Les objectifs poursuivis visent à garantir activement les flux de trésorerie à court terme et à moyen terme de la Société en réduisant l'exposition aux risques financiers.

La Société ne conclut pas de contrats ou d'ententes visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

Risques financiersRisque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt se définit comme le risque que la valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Les placements à court terme ainsi que les emprunts et les sommes prélevées sur les facilités de crédit bancaire, contractés sur une base quotidienne, exposent la Société au risque de flux de trésorerie associé aux fluctuations des taux d'intérêt puisqu'ils portent intérêt à taux variable. Pour l'exercice clos le 29 mars 2014, le solde moyen de ces passifs financiers correspond à un emprunt moyen net de 114,0 millions de dollars (74,9 millions de dollars pour l'exercice clos le 30 mars 2013). Les passifs financiers ont porté intérêt à des taux variant de 1,0 % à 3,0 % en 2014 et 2013 et ont comporté des échéances variant de 1 à 10 jours en 2014 (1 à 8 jours en 2013).

Une variation de 1 % dans les taux d'intérêt pour les instruments à taux variable n'aurait pas eu un impact important sur les résultats consolidés et les capitaux propres de la Société.

La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

Le risque de change de la Société provient principalement d'achats faits en euros et en dollars américains. Le risque de change est le risque que la valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères. Afin de limiter les impacts sur le résultat net dus à la variation du dollar canadien par rapport à l'euro, la Société a recours à des contrats de change à terme. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés aux fins de spéculation ni de négociation.

Au 29 mars 2014, les comptes fournisseurs libellés en devises étrangères totalisent 16,5 millions de dollars (9,7 millions d'euros et 1,8 million de dollars américains). Au 30 mars 2013, ils étaient de 12,1 millions de dollars (8,1 millions d'euros et 1,4 million de dollars américains).

Au cours de l'exercice, les achats de devises en dollars canadiens s'établissent comme suit :

Devises	2014	2013
Euro	254 245 \$	259 158 \$
Dollar américain	32 609	30 965
Autres devises	2 707	4 188
	289 561 \$	294 311 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

73

Exercice clos le 29 mars 2014
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)**26. Gestion des risques découlant des instruments financiers (suite)**

La Société négocie des contrats de change à terme visant à couvrir partiellement le risque de change auquel elle est exposée, en vertu desquels elle est tenue d'acheter des montants précis de devises, principalement en euros, à des taux de change déterminés à l'avance.

Bien que l'exposition au cours de change varie durant l'exercice en fonction du volume des opérations réalisées à l'étranger, la Société évalue qu'une variation de 1 % dans le taux de change n'aurait pas eu un impact important sur les résultats consolidés et les capitaux propres.

Au 29 mars 2014, la Société a conclu un contrat à terme de moins de 12 mois libellé en euros débutant le 31 mars 2014. Le montant du contrat se chiffre à 8,7 millions de dollars (5,6 millions d'euros) et le cours à terme est de 1,5455. Au 30 mars 2013, elle avait conclu un contrat à terme de moins de 12 mois libellé en euros qui débutait le 2 avril 2013. Le montant du contrat se chiffrait à 7,9 millions de dollars (6,0 millions d'euros) et le cours à terme était de 1,3172.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une perte survienne en raison du manquement d'un tiers à respecter ses obligations. En général, la valeur comptabilisée dans l'état consolidé de la situation financière de la Société au titre des actifs financiers exposés au risque de crédit, déduction faite des provisions pour pertes de crédit ou de valeur, constitue le montant maximal qui est exposé au risque de crédit.

La Société considère que son exposition au risque de crédit lié aux ventes de boissons alcooliques et d'autres biens et services est limitée en raison de la diversité de sa clientèle et du nombre élevé de ses clients. Pour certains clients, la Société exige des garanties accessoires. La politique de la Société consiste à soumettre certains clients à une procédure de vérification de crédit. De plus, le solde des comptes clients et autres débiteurs est géré et analysé de façon continue et, par conséquent, l'exposition de la Société aux pertes de créances n'est pas importante.

Certains comptes clients et autres débiteurs non dépréciés sont en souffrance à la date de clôture. Le tableau suivant présente l'âge des comptes clients et autres débiteurs en souffrance et la provision pour perte de crédit afférente. La provision est établie en fonction de l'âge des comptes et du statut des dossiers des clients.

	2014	2013
En souffrance :		
30 jours et moins	8 598 \$	12 272 \$
Plus de 30 jours	4 426	6 901
	13 024	19 173
Non en souffrance	44 293	42 021
	57 317	61 194
Provision pour perte de crédit pour comptes en souffrance	(3 521)	(620)
	53 796 \$	60 574 \$

La perte de crédit sur comptes clients et autres débiteurs est présentée dans les « Frais d'administration ».

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

74

Exercice clos le 29 mars 2014

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

26. Gestion des risques découlant des instruments financiers (suite)

L'évolution de la provision pour perte de crédit pour comptes en souffrance se détaille comme suit :

	2014	2013
Solde au début	620 \$	706 \$
Reprise de provision	(283)	(254)
Radiation de créances	50	(183)
Perte de valeur comptabilisée	3 134	351
Solde à la fin	3 521 \$	620 \$

Pour réduire son exposition au risque de crédit, la Société effectue le placement de ses liquidités auprès d'institutions financières qu'elle considère comme contreparties solvables. La Société effectue un suivi et une évaluation continus des changements possibles de statut de ses parties contractantes ainsi que de leur solvabilité.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société éprouve des difficultés à respecter ses engagements liés à ses passifs financiers. La Société est exposée à ce risque principalement par ses emprunts, ses comptes fournisseurs et autres charges à payer (à l'exception de la rémunération et avantages du personnel à payer) et le dividende à payer.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant d'encaisse et à s'assurer que la Société dispose de sources de financement sous la forme d'emprunts de montants autorisés suffisants. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour s'acquitter de ses obligations.

L'exposition de la Société à ce risque est réduite par un volume important de fonds générés par l'exploitation, par son niveau d'encaisse, par son niveau de comptes clients récupérables, par des sources de financement préautorisées et par la gestion des emprunts à court terme à taux variables. La Société considère qu'elle est en mesure d'honorer à brève échéance les passifs financiers.

Les échéances des passifs financiers non dérivés se détaillent comme suit :

	2014		2013	
	À 6 mois au plus	À plus de 6 mois	À 6 mois au plus	À plus de 6 mois
Emprunts	104 980 \$	– \$	90 485 \$	– \$
Comptes fournisseurs et autres charges à payer	158 568	18 253	134 187	28 488
Dividende à payer	186 042	–	241 446	–
	449 590 \$	18 253 \$	466 118 \$	28 488 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

75

Exercice clos le 29 mars 2014
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

27.

Opérations entre parties liées

La Société est liée à tous les ministères et les fonds spéciaux, ainsi qu'à tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part de ce dernier. Les autres parties liées de la Société comprennent ses coentreprises et les principaux dirigeants de la Société.

Entités contrôlées par le gouvernement du Québec

Sans avoir effectué de collecte de renseignements qui aurait représenté des coûts importants, la Société juge qu'elle n'a conclu aucune opération commerciale individuellement ou collectivement significative avec ses parties liées. Ainsi, la Société se prévaut de l'exemption de l'IAS 24.25 concernant les obligations en matière d'informations à fournir en ce qui a trait aux transactions et soldes, y compris les engagements, avec les parties liées à une autorité publique dont elle est sous le contrôle, le contrôle conjoint ou l'influence notable. Ces renseignements n'apporteraient aucune valeur ajoutée aux états financiers consolidés annuels.

Principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de la Société sont les membres du conseil d'administration, le président et chef de la direction et les vice-présidents qui composent le comité de direction.

Le tableau suivant présente la charge de rémunération des principaux dirigeants :

	2014	2013
Salaires et avantages à court terme	3 557 \$	3 534 \$
Indemnités de fin de contrat de travail	301	—
Avantages postérieurs à l'emploi	555	852
	4 413 \$	4 386 \$

Coentreprise

Les détails des transactions et soldes entre la Société et sa coentreprise, Société d'investissement M.-S., S.E.C., sont présentés ci-dessous :

	2014	2013
Transactions		
Achats de produits et services, autres charges et avances	2 352 \$	2 264 \$
Distribution de capital	— \$	400 \$
Soldes des comptes		
Comptes clients et autres débiteurs	— \$	51 \$
Comptes fournisseurs et autres charges à payer	17 \$	30 \$

28.

Reclassement

Au cours du présent exercice, la Société a revu la répartition de certaines charges salariales entre ses différentes fonctions. Ce reclassement a eu pour effet d'augmenter de 1,6 million de dollars (2,4 millions de dollars pour 2013) les « Frais de vente et mise en marché et distribution » et de réduire d'autant les « Frais d'administration ».

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société des établissements de plein air du Québec (Société) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation incluant les estimations et les jugements importants basés sur l'information actuellement disponible. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS). La Société a dressé ses états financiers en se conformant à l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux* (RLRQ, chapitre S-37.01), entré en vigueur le 14 juin 2013. Les renseignements financiers contenus dans le reste du présent rapport annuel concordent avec l'information présentée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction s'est dotée d'un système comptable et d'un système de contrôle interne, conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît par ailleurs qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et l'auditeur indépendant, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Son rapport d'audit expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Il peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Raymond Desjardins
Président-directeur général



Guylaine Berthiaume, CPA, CA
Vice-présidente à l'administration et aux finances

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au ministre des Finances

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société des établissements de plein air du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Société des établissements de plein air du Québec n'a pas comptabilisé, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts pour lesquelles des travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation aux Normes internationales d'information financière (IFRS) qui prévoient la comptabilisation des subventions lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la Société se conformera aux conditions attachées aux subventions et que les subventions seront reçues. Cette dérogation m'a aussi conduit à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de la Société des établissements de plein air du Québec et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants sont nécessaires afin que les états financiers de la Société des établissements de plein air du Québec respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS):

Augmentation (Diminution)	2014	2013
En milliers de dollars		
État de la situation financière		
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	77 349	67 529
Subventions reportées	75 237	65 002
Résultats non distribués	2 112	2 527
État du résultat global		
Subventions	(406)	425
Virement des subventions reportées	(9)	9
Résultat net et résultat global	(415)	434

Opinion avec réserve

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société des établissements de plein air du Québec au 31 mars 2014, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Société des établissements de plein air du Québec au 31 mars 2014 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 3 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception de l'application rétroactive des changements apportés aux méthodes comptables relatives à la comptabilisation des avantages du personnel expliqués à la note 4, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Michel Samson, CPA auditeur, CA
Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, 30 mai 2014

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014 (en milliers de dollars canadiens)	2014	2013
PRODUITS		
Pêche et villégiature	36 512	35 773
Chasse	17 930	17 148
Restauration, boutiques et dépanneurs	15 539	16 603
Autres activités de plein air	23 391	23 069
Concessions et divers	4 133	4 328
Intérêts	1 146	827
Subventions	5 818	5 460
Virement de subventions reportées (note 6)	8 007	7 183
Honoraires de gestion	20 936	21 023
	133 412	131 414
CHARGES		
Salaires et avantages sociaux	62 983	62 972
Entretien et énergie	18 785	19 121
Frais généraux et administratifs (note 7)	13 194	11 093
Produits de revente	9 027	9 482
Frais de vente et marketing (note 8)	6 883	6 655
Amortissement	18 106	16 607
Perte (gain) sur disposition d'immobilisations corporelles	91	(14)
Charge d'intérêts	2 660	1 882
	131 729	127 798
RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL	1 683	3 616

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014 (en milliers de dollars canadiens)

	Capital-actions	Résultats non distribués	Total
Solde au 1^{er} avril 2012	71 587	(10 821)	60 766
Émission de capital-actions	8 822	-	8 822
Résultat net et résultat global	-	3 616	3 616
Solde au 31 mars 2013	80 409	(7 205)	73 204
Émission de capital-actions	2 954	-	2 954
Résultat net et résultat global pour l'exercice	-	1 683	1 683
Solde au 31 mars 2014	83 363	(5 522)	77 841

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014 (en milliers de dollars canadiens)	2014	2013
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat net et résultat global	1 683	3 616
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	18 106	16 607
Perte (gain) sur disposition d'immobilisations corporelles	91	(14)
Virement de subventions reportées	(8 007)	(7 183)
Variation de la provision pour congés de maladie et vacances	(18)	92
Ajustements pour produits et charges d'intérêts	1 508	1 241
Variation nette des éléments hors trésorerie liés au fonds de roulement (note 9)	3 536	7 694
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	16 899	22 053
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Avance à une société liée (note 10)	3 754	3 999
Intérêts reçus	1 097	804
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(1 108)	(177)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(34 206)	(38 752)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	84	369
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(30 379)	(33 757)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Subventions aux immobilisations corporelles encaissées	7 306	6 993
Variation nette des emprunts à court terme	13 283	(36 088)
(Remboursements) produits reçus d'emprunts à long terme	(8 218)	36 065
Émission de capital-actions (note 11)	2 954	8 822
Intérêts payés	(2 605)	(2 045)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	12 720	13 747
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	(760)	2 043
TRÉSORERIE AU DÉBUT	2 000	(43)
TRÉSORERIE À LA FIN	1 240	2 000
LA TRÉSORERIE SE COMPOSE DE L'ÉLÉMENT SUIVANT :		
Encaisse	1 240	2 000

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 mars 2014 (en milliers de dollars canadiens)	2014	2013	1 ^{er} avril 2012
ACTIFS		(retraité) (note 4)	(retraité) (note 4)
Actifs courants			
Encaisse	1 240	2 000	-
Créances	4 847	5 259	6 115
Stock	2 573	2 413	2 126
Frais payés d'avance	1 819	1 724	1 522
Avance à une société liée (note 10)	40 349	44 103	48 102
À recevoir du gouvernement du Québec	7	38	963
Actifs classés comme détenus en vue de la vente (note 12)	268	-	-
	51 103	55 537	58 828
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles (note 12)	235 110	221 204	199 191
Immobilisations incorporelles (note 13)	2 132	482	479
	288 345	277 223	258 498
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs courants			
Découvert bancaire	-	-	43
Comptes à payer et frais courus	13 735	12 297	10 636
Honoraires de gestion reportés	543	1 144	1 037
Subventions perçues d'avance	216	164	75
Dépôts de clients	18 992	17 742	13 148
Emprunts (note 14)	38 218	24 935	61 023
Provision pour congés de maladie et vacances (note 15)	4 867	4 742	4 615
	76 571	61 024	90 577
Passifs non courants			
Provision pour congés de maladie et vacances (note 15)	1 092	1 235	1 270
Emprunts (note 14)	77 847	86 065	50 000
Subventions reportées (note 6)	54 994	55 695	55 885
	210 504	204 019	197 732
Capitaux propres			
Capital-actions (note 11)	83 363	80 409	71 587
Résultats non distribués	(5 522)	(7 205)	(10 821)
	288 345	277 223	258 498

Engagements (note 17)

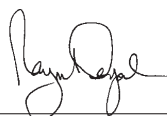
Éventualités (note 18)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION :



M. Daniel Deslauriers



M. Raymond Desjardins

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2014 (en dollars canadiens)

1 - STATUTS CONSTITUTIFS ET OBJETS

La Société a été créée par la *Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec* (RLRQ, chapitre S-13.01). Son siège social est situé au 2640, boulevard Laurier, bureau 1300, à Québec, dans la province de Québec, au Canada. Elle a pour objet d'administrer, d'exploiter et de développer, seule ou avec d'autres, les équipements, les immeubles ou les territoires à vocation récréative ou touristique qui lui sont transférés en vertu de sa loi constitutive; de concevoir, de construire, d'administrer, d'exploiter et de développer, seule ou avec d'autres, tout autre équipement, immeuble ou territoire à vocation récréative ou touristique.

En raison de sa loi constitutive, toutes les actions de la Société sont attribuées au ministre des Finances; la Société n'est donc pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2 - DÉCLARATION DE CONFORMITÉ ET BASE D'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS

Les présents états financiers annuels sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les présents états financiers annuels ont été approuvés par le conseil d'administration le 30 mai 2014.

Les présents états financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception des provisions pour congés de maladie et vacances présentés à l'état de la situation financière.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables significatives ayant servi à la préparation des présents états financiers sont présentées ci-après :

a) Participation dans un partenariat

La Société comptabilise sa participation dans une entreprise commune selon sa quote-part de chacun des actifs, passifs, produits et charges de celle-ci, en fonction des intérêts qu'elle détient dans l'entreprise commune.

b) Comptabilisation des produits

Les produits tirés de la prestation de services reliés à la pêche, à la villégiature, à la chasse et aux autres activités de plein air sont comptabilisés lorsque les services sont rendus.

La Société comptabilise les produits tirés de la vente de restauration, boutiques, dépanneurs, concessions et divers lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés au client.

Les subventions affectées proviennent du gouvernement du Québec et sont constatées à titre de produits de l'exercice au cours duquel elles sont exigibles et autorisées par le Parlement dans l'année financière du gouvernement, et lorsque les dépenses connexes sont engagées.

Les honoraires de gestion proviennent du gouvernement du Québec et d'une société liée pour assumer la gestion de l'offre des activités et des services dans les parcs nationaux et à l'Aquarium du Québec et sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont acquis selon la substance de l'accord concerné.

c) Trésorerie

La trésorerie se compose de l'encaisse ou du découvert bancaire.

d) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

e) Immobilisations corporelles, incorporelles et amortissement

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées au coût, y compris les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif, moins l'amortissement cumulé et les pertes de valeur, le cas échéant. Les coûts ultérieurs sont incorporés à la valeur comptable de l'actif lorsqu'ils peuvent être évalués de façon fiable et dans la mesure où il est probable que les avantages économiques futurs devant être obtenus iront à la Société.

La Société ventile le montant initialement comptabilisé pour une immobilisation corporelle en ses composantes significatives et amortit séparément chacune de ces parties.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon la méthode linéaire aux taux suivants :

Terrains et territoires à vocation récréative ou touristique	non amortis
Bâtiments et infrastructures	entre 4 % et 14 %
Matériel roulant, mobilier, équipements et améliorations locatives	entre 6 % et 33 %

Les immobilisations incorporelles, composées de licences, de logiciels, d'applications et d'investissements relatifs au site Web, ont une durée d'utilité déterminée et sont amorties selon la méthode linéaire à un taux de 20 %.

Les valeurs résiduelles, la méthode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revues chaque année et ajustées au besoin.

Un élément des immobilisations corporelles est décomptabilisé lors de sa cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de l'utilisation continue de l'actif. Le profit ou la perte découlant de la cession ou de la mise hors service d'un élément des immobilisations corporelles, qui correspond à la différence entre le produit de la vente et la valeur comptable de l'actif, est comptabilisé en résultat net sous la rubrique : Perte (gain) sur disposition d'immobilisations corporelles.

f) Dépréciation des actifs à long terme

À la fin de chaque période, la Société détermine s'il existe un indice qu'un actif à long terme ait subi une perte de valeur. Si un tel indice existe, la Société détermine la valeur recouvrable de cet actif qui correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (soit la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) concerné). Une perte de valeur égale au montant par lequel la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable est comptabilisée. Aux fins de la détermination de leurs valeurs recouvrables, les actifs doivent être pris individuellement. S'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement, les actifs sont regroupés au plus bas niveau de regroupement pour lequel les entrées de trésorerie sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

g) Subventions reportées

Les subventions relatives aux immobilisations corporelles sont comptabilisées à titre de subventions reportées. Elles sont virées aux résultats sur la base de l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles elles se rapportent.

h) Régimes de retraite

Les membres du personnel de la Société participent à des régimes de retraite généraux et obligatoires, soit au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes à prestations définies comportent des garanties à la retraite ou au décès. Les risques liés à ces régimes sont partagés par plusieurs entités soumises à un contrôle commun, soit celui du gouvernement du Québec.

La comptabilité des régimes à cotisations définies est appliquée à ces régimes, car les obligations de la Société se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

i) Provision pour congés de maladie

La provision pour congés de maladie est constituée des jours accumulés au cours de l'exercice et qui, majoritairement, seront remboursables à 50 % s'ils ne sont pas utilisés au cours du prochain exercice. La portion courante représente la portion de la provision dont la direction de la Société s'attend à ce qu'elle soit réglée moins d'un an après la clôture de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants.

Ces montants ne sont donc pas indexés ni actualisés.

La portion de la provision pour congés de maladie dont la direction de la Société s'attend à ce qu'elle soit réglée plus d'un an après la clôture de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants représente un avantage du personnel à long terme.

Une provision pour congés de maladie est également constituée pour des banques pour lesquelles il n'y a plus d'accumulation de journées et qui seront, dans la plupart des cas, écoulees en totalité au moment de la retraite de l'employé. Cette provision représente un avantage du personnel à long terme.

Les provisions découlant d'avantages du personnel à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés, sont évaluées sur une base actuarielle selon la méthode des unités de crédit projetées, et des évaluations actuarielles sont effectuées à la fin de chaque période annuelle de présentation de l'information financière. Le coût des prestations futures est imputé au résultat net au fur et à mesure que les services sont rendus par les employés. Les intérêts nets sont également imputés au résultat net de l'exercice. Puisque le régime des congés de maladie cumulés est considéré comme un autre avantage à long terme, les écarts de réévaluation sont comptabilisés au résultat net immédiatement dans l'exercice courant.

j) Provision pour vacances

Les obligations découlant des congés de vacances dus aux employés de la Société sont comptabilisées à titre de passif. La charge annuelle est comptabilisée selon les avantages gagnés par les employés au cours de l'exercice. Les vacances seront prises majoritairement dans l'exercice suivant celui au cours duquel elles font l'objet de la provision et ne sont donc pas indexées ni actualisées.

k) Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration, ou lorsque l'actif financier et tous les risques et avantages importants sont transférés. Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, de résiliation, d'annulation ou d'expiration.

La Société a effectué le classement suivant pour ses instruments financiers :

Encaisse	Prêts et créances
Créances	Prêts et créances
Avance à une société liée	Prêts et créances
À recevoir du gouvernement du Québec	Prêts et créances
Découvert bancaire	Passifs comptabilisés au coût amorti
Comptes à payer et frais courus	Passifs comptabilisés au coût amorti
Emprunts	Passifs comptabilisés au coût amorti

Les actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti sont évalués à la juste valeur au moment de leur constatation initiale, majorés ou diminués des coûts de transaction.

Les instruments financiers classés dans les « Prêts et créances » sont évalués subséquemment au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif moins une provision pour perte de valeur, le cas échéant.

Les instruments financiers classés dans les « Passifs comptabilisés au coût amorti » sont évalués subséquemment au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actifs financiers comptabilisés au coût amorti font l'objet d'un suivi afin d'établir s'il existe une indication de dépréciation à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Un actif financier est considéré comme déprécié s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif, et qu'il en résulte une incidence sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier.

Une indication objective de dépréciation peut inclure, de la part du débiteur :

- des difficultés financières importantes; ou
- une rupture de contrat, telle qu'un défaut de paiement des intérêts ou du principal; ou
- la probabilité croissante de faillite ou autre restructuration financière; ou
- la dégradation importante de la qualité du crédit.

Pour les actifs financiers comptabilisés au coût amorti, le montant de la perte de valeur est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif financier.

4 - MODIFICATIONS DE NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRÉTATIONS**Nouvelles normes appliquées au cours de l'exercice**

La Société a appliqué au cours de l'exercice les IFRS nouvelles et révisées suivantes.

IAS 1, Présentation des états financiers

Le principal changement résultant des modifications apportées à l'IAS 1 est une exigence de regrouper les éléments dans les autres éléments du résultat global (AERG) qui peuvent être reclassés dans l'état du résultat. Les modifications réaffirment également les exigences existantes que les éléments dans les AERG et le résultat net soient présentés comme un seul état ou deux états consécutifs.

La Société a adopté les modifications à l'IAS 1 le 1^{er} avril 2013, mais ceci n'a eu aucune incidence sur ses états financiers, étant donné que ceux-ci ne comprennent aucun autre élément du résultat global.

IAS 19, Avantages du personnel

La modification touchant la Société concerne les changements effectués à la définition des avantages à court terme. La norme antérieure définissait les avantages à court terme comme ceux dus aux salariés moins d'un an après qu'ils aient réalisé la prestation donnant droit à ces avantages. Les modifications de l'IAS 19 proposent que ne soient considérés comme à court terme que les avantages dont l'entité s'attend à ce qu'ils soient réglés moins d'un an après la prestation. Il ne suffit plus que le salarié soit en droit de réclamer une rémunération moins d'un an après le travail accompli pour comptabiliser l'avantage à court terme, il faut qu'on s'attende à ce qu'il la demande.

La Société a adopté l'IAS 19 révisée le 1^{er} avril 2013. La direction a déterminé que la provision pour congés de maladie comprend une obligation relative à un avantage à court terme, à présenter entièrement en tant que passif courant, ainsi qu'une obligation relative à un avantage à long terme selon l'IAS 19, à comptabiliser comme tel, et à présenter en tant que passif non courant, avec une portion en passif courant.

L'application rétrospective de cette norme a eu l'incidence ci-dessous sur les postes suivants des états financiers au 31 mars 2013 et du 1^{er} avril 2012 présentés à titre comparatif :

(en milliers de dollars)	31 mars 2013	1 ^{er} avril 2012
États de la situation financière		
Passifs courants		
Provision pour congés de maladie et vacances	106	149
Passifs non courants		
Provision pour congés de maladie et vacances	(106)	(149)

IAS 32, Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers et IFRS 7, Instruments financiers : Informations à fournir

Ces modifications contiennent de nouvelles exigences de présentation et d'informations à fournir concernant la compensation d'actifs et de passifs financiers.

La Société a adopté les modifications à l'IAS 32 et l'IFRS 7 le 1^{er} avril 2013, mais ceci n'a eu aucune incidence sur ses états financiers.

IFRS 11, Partenariats, IFRS 12, Informations à fournir sur les intérêts dans d'autres entités et IAS 28, Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Ces normes et amendements ont été adoptés le 1^{er} avril 2013 par la Société, et ce de façon rétrospective.

L'IFRS 11 et l'IAS 28 fournissent des indications sur la comptabilisation des partenariats qui mettent l'accent sur les droits et les obligations aux termes de l'accord de partenariat plutôt que sur leur forme juridique. En outre, l'IFRS 11 élimine la possibilité de comptabiliser les partenariats au moyen de la méthode de la consolidation proportionnelle. La portée d'IAS 28 comprend dorénavant les participations dans les coentreprises.

L'IFRS 12 contient des exigences à l'égard des informations à fournir sur les filiales, les partenariats et les entreprises associées, ainsi que sur les entités structurées non consolidées, qui remplacent les exigences existantes. Les informations à fournir visent à permettre aux utilisateurs d'évaluer la nature de la participation d'une entité dans d'autres entités, ainsi que les risques qui lui sont associés, de même que l'incidence de cette participation sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de l'entité.

La direction de la Société a examiné et évalué le classement de la participation dans un partenariat conformément aux dispositions d'IFRS 11. Elle a conclu que la participation de la Société dans Mistissini-Sépaq S.E.N.C., qui était comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle selon IAS 31, devait être classée comme une entreprise commune selon IFRS 11. Cette norme exige que la Société comptabilise sa quote-part des actifs, passifs, produits et charges en fonction des intérêts qu'elle détient dans l'entreprise commune. Suite à l'application de cette méthode, il n'y a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés aux états financiers de la Société.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

La Société a adopté l'IFRS 13 le 1^{er} avril 2013, et ce de façon prospective. L'IFRS 13 constitue une source unique d'indications pour l'évaluation de la juste valeur lorsque la juste valeur est exigée ou permise par les IFRS et rehausse les exigences en matière d'informations à fournir lorsque la juste valeur est appliquée.

L'adoption de l'IFRS 13 n'a eu aucune incidence aux états financiers de la Société.

Nouvelles normes publiées, mais non encore entrées en vigueur

À la date d'autorisation pour publication des présents états financiers annuels, de nouvelles normes, amendements et interprétations des normes existantes ont été publiés, mais ne sont pas encore en vigueur. La Société ne les a pas adoptés de façon anticipée. Elle prévoit les adopter selon leur date d'entrée en vigueur.

L'information sur les nouvelles normes et interprétations et les nouveaux amendements qui sont susceptibles d'être pertinents pour les états financiers de la Société est fournie ci-après.

IFRS 9, Instruments financiers

Cette nouvelle norme remplace les dispositions de la norme IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, en ce qui a trait au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers.

En novembre 2009, l'IASB a publié, puis modifié en octobre 2010, l'IFRS 9, *Instruments financiers*, dans le cadre de la première phase de son projet en cours visant à remplacer l'IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. Elle contient de nouvelles exigences sur la manière dont une entité doit classer et évaluer les actifs et les passifs financiers qui font partie à l'heure actuelle du champ d'application de l'IAS 39. Selon la norme, tous les actifs financiers doivent être classés, d'après le modèle économique de l'entité en matière de gestion des actifs financiers et selon les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachées aux actifs financiers, dans l'une des deux catégories suivantes : évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du résultat net. Les passifs financiers seront classés dans les mêmes catégories déjà définies par l'IAS 39; toutefois, l'évaluation des passifs financiers selon l'option à la juste valeur a été modifiée pour tenir compte du risque de crédit propre à l'entité.

En décembre 2011, l'IASB a approuvé des modifications à l'IFRS 9, dont une dispense de l'obligation de retraiter les états financiers comparatifs pour tenir compte de l'incidence de l'application de l'IFRS 9.

Le 19 novembre 2013, l'IASB a annoncé de nouvelles modifications des dispositions comptables relatives aux instruments financiers énoncées dans l'IFRS 9, *Instruments financiers*. Entre autres, ces modifications suppriment la date d'entrée en vigueur obligatoire de l'IFRS 9, à savoir le 1^{er} janvier 2015, afin de fournir aux préparateurs d'états financiers suffisamment de temps pour adopter les nouvelles dispositions. Ces modifications continuent de permettre à une entité d'adopter l'IFRS 9 par anticipation si elle en décide ainsi, et de choisir les parties de l'IFRS 9 qu'elle souhaite adopter.

L'IASB étudie actuellement l'apport de certaines modifications à portée limitée aux dispositions relatives au classement et à l'évaluation selon l'IFRS 9 ainsi que le modèle de dépréciation des pertes de crédit attendues à inclure dans l'IFRS 9. En février 2014, l'IASB a provisoirement décidé d'exiger qu'une entité applique l'IFRS 9 pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers de la Société.

Modifications de l'IAS 32 : Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers

Ces modifications donnent des précisions sur les exigences en matière de compensation d'actifs financiers et de passifs financiers. En particulier, elles précisent le sens des expressions « a actuellement un droit juridiquement exécutoire de compensation » et « réalisation et règlement simultanés ». Ces modifications seront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 et devront être appliquées de façon rétrospective.

Selon la direction, ces modifications ne devraient avoir aucune incidence importante sur les états financiers de la Société, étant donné que la Société n'a aucun actif financier ni passif financier admissible à la compensation.

Modifications de l'IAS 19 : Régimes à prestations définies : Cotisations des membres du personnel

Le 21 novembre 2013, l'IASB a publié des modifications à portée limitée de l'IAS 19, *Avantages du personnel*, intitulées *Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel* (modifications d'IAS 19). Ces modifications à portée limitée s'appliquent aux cotisations versées par des membres du personnel ou des tiers à un régime de prestations définies. Elles visent à simplifier la comptabilisation des cotisations qui ne sont pas liées au nombre d'années de service, par exemple les cotisations des membres du personnel qui correspondent à un pourcentage fixe du salaire. Ces modifications seront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014.

La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que ces modifications auront sur les états financiers de la Société.

IFRIC 21, Droits ou taxes

Le 20 mai 2013, l'IASB a publié l'IFRIC 21, *Droits ou taxes*, une interprétation sur le traitement comptable des droits et des taxes imposés par les autorités publiques. L'interprétation précise que le fait générateur d'obligation qui crée un passif, est l'activité qui rend le droit ou la taxe exigible, tel qu'il est prévu dans les dispositions légales ou réglementaires. L'interprétation comporte des indications décrivant comment elle doit être appliquée.

Le 31 janvier 2014, le CNC a publié un résumé de la réunion de son Groupe de discussion sur les IFRS qui a eu lieu le 2 décembre 2013 et qui a porté sur la mise en œuvre de l'IFRIC 21 au Canada. Les membres du Groupe ont fait remarquer que le champ d'application de l'IFRIC 21 est potentiellement très étendu et qu'il est nécessaire d'effectuer un examen attentif de tous les paiements faits aux gouvernements. Cette interprétation s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.

La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette interprétation aura sur les états financiers de la Société.

5 - UTILISATION D'ESTIMATIONS ET DE JUGEMENTS

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux IFRS, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers.

Les estimations et jugements qui suivent sont ceux qui ont été faits par la direction et qui ont une incidence importante sur les états financiers de la Société. Les estimations sont fondées sur l'expérience passée, s'il y a lieu, ainsi que sur diverses autres hypothèses jugées raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels pourraient être différents des estimations.

Les estimations et les jugements que la direction considère comme critiques sont les suivantes :

i. Durée d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles

La durée d'utilité et la valeur résiduelle des immobilisations corporelles et incorporelles de la Société sont établies par la direction au moment de leur acquisition, et sont par la suite réexaminées chaque année. La durée d'utilité repose sur l'expérience historique concernant des biens similaires, ainsi que sur la prévision d'événements futurs. La direction se sert également de son jugement pour déterminer les composantes importantes. Une composante ou une partie d'immobilisation corporelle est jugée importante si ses coûts répartis sont significatifs comparativement au coût total du bien en question. De plus, pour définir les parties d'un bien, la Société doit déterminer celles qui présentent des durées d'utilité ou des rythmes de consommation distincts.

ii. Provision pour congés de maladie

La portion non courante de la provision pour congés de maladie est évaluée sur une base actuarielle selon une méthode d'estimation simplifiée. Les prévisions actuarielles tiennent compte de l'âge moyen des salariés, du régime de retraite auquel ils contribuent, de leur salaire, et du nombre moyen d'heures de maladie non utilisées dans les banques de journées de maladie à la fin de l'exercice et du taux d'actualisation utilisé. Le montant total de la charge pour congés de maladie peut donc varier en fonction de changements dans les variables utilisées dans le calcul de la provision pour congés de maladie.

iii. Provision pour vacances

Le calcul de la provision pour vacances est établi en multipliant, pour chaque employé, le nombre d'heures de vacances qu'il a accumulé par son taux horaire de rémunération à la fin de la période. Le total des vacances réellement payées peut varier du montant calculé en fonction de différents facteurs : l'augmentation des salaires, le départ ou l'arrivée d'employés, le report autorisé d'une partie des vacances. Les employés de la Société doivent normalement prendre leurs vacances chaque année.

iv. Instruments financiers

La direction exerce son jugement à l'égard de la classification des instruments financiers. Les instruments financiers sont classés dans l'une des catégories suivantes : actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, actifs financiers disponibles à la vente ou passifs financiers. Le classement détermine le traitement comptable de l'instrument. La direction établit le classement lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier, en fonction du but sous-jacent de cet instrument.

6 - SUBVENTIONS REPORTÉES

(en milliers de dollars)

	31 mars 2014	31 mars 2013
Solde au début	55 695	55 885
Nouvelles subventions	7 306	6 993
Virements au résultat net	(8 007)	(7 183)
Solde à la fin	54 994	55 695

7 - FRAIS GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS

Les « frais généraux et administratifs » comprennent notamment les frais suivants : honoraires professionnels, frais du personnel, communications, frais informatiques et administratifs, fournitures, dépenses reliées aux immeubles et terrains ainsi que des frais divers.

8 - FRAIS DE VENTE ET MARKETING

Les « frais de vente et marketing » comprennent des frais de vente tels que des frais de cartes de crédit ainsi que de la publicité.

9 - INFORMATION SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation nette des éléments hors trésorerie liés au fonds de roulement se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)	31 mars 2014	31 mars 2013
Créances	412	856
Stocks	(160)	(287)
Frais payés d'avance	(95)	(202)
À recevoir du gouvernement du Québec	31	925
Comptes à payer et frais courus	2 647	1 612
Honoraires de gestion reportés	(601)	107
Subventions perçues d'avance	52	89
Dépôts de clients	1 250	4 594
	3 536	7 694

Les acquisitions d'immobilisations corporelles d'une somme de 34 206 000 \$ (2013 : 38 752 000 \$) comprennent des variations de frais courus de 1 209 000 \$ (2013 : (49 000 \$)).

10 - OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

En plus des opérations déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées selon la même base que si les parties n'étaient pas liées, la Société est liée à tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

En date du 3 mai 2006, la Société a signé une convention avec la Société des parcs de sciences naturelles du Québec (SPSNQ), contrôlée par le gouvernement du Québec, selon laquelle, elle s'est vu confier le mandat de gérer et d'administrer l'Aquarium du Québec et de coordonner le plan de fermeture du Jardin zoologique du Québec.

Au cours de l'exercice, la SPSNQ a remboursé à la Société une somme nette de 3 754 000 \$ (2013 : 3 999 000 \$), soldant ainsi l'avance à une société liée à 40 349 000 \$ (2013 : 44 103 000 \$). La somme due à la Société a porté intérêt au taux fixe de 2,452 % (2013 : taux moyen de 1,78 %), est garantie par le gouvernement du Québec et est sans modalité de remboursement. Au cours de l'exercice, la Société a inscrit un produit d'intérêts de 1 097 000 \$ (2013 : 804 000 \$). De plus, la Société a comptabilisé un produit d'honoraires de gestion de 4 563 000 \$ (2013 : 4 477 000 \$).

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants comprennent le président et directeur général, les vice-présidents et les autres membres du comité de direction de la Société. Le tableau suivant représente la charge de rémunération des principaux dirigeants :

(en milliers de dollars)	2014	2013
Rémunération du personnel à court terme	1 163	1 061
Cotisations au fond de pension	127	113
	1 290	1 174

La Société n'a conclu aucune opération individuellement ou collectivement significative avec des parties liées autres que celles déjà divulguées ci-dessus et dans les états financiers.

11 - CAPITAL-ACTIONS

(en milliers de dollars)

	31 mars 2014	31 mars 2013
Autorisé		
D'après sa loi constitutive, la Société est autorisée à émettre, au ministre des Finances, 1 100 000 actions ordinaires, avec droit de vote, d'une valeur nominale de 100 \$		
Émis		
268 617 actions en paiement de transferts d'actifs	26 862	26 862
565 014 actions (2013 : 535 467) payées comptant	56 501	53 547
	83 363	80 409

Le 15 juillet 2013, la Société a émis au ministre des Finances 29 547 actions ordinaires pour une considération monétaire de 2 954 700 \$.

12 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers de dollars)	Terrains	Territoires à vocation récréative ou touristique	Bâtiments et infrastructures	Matériel roulant	Mobilier, équipements et améliorations locatives	Total 31 mars 2014
Coût						
Solde au 1 ^{er} avril 2013	2 483	13 817	291 141	20 647	29 764	357 852
Acquisitions	791	-	25 194	2 101	4 911	32 997
Dispositions	-	-	(102)	(578)	(19)	(699)
Transfert aux immobilisations incorporelles	-	-	-	-	(896)	(896)
Actifs reclassés comme détenus en vue de la vente	-	-	(653)	-	(11)	(664)
Solde à la fin	3 274	13 817	315 580	22 170	33 749	388 590
Amortissement cumulé						
Solde au 1 ^{er} avril 2013	-	-	107 127	12 570	16 951	136 648
Amortissement	-	-	12 347	2 709	2 803	17 859
Dispositions	-	-	(68)	(436)	(20)	(524)
Transfert aux immobilisations incorporelles	-	-	-	-	(107)	(107)
Actifs reclassés comme détenus en vue de la vente	-	-	(385)	-	(11)	(396)
Solde à la fin	-	-	119 021	14 843	19 616	153 480
Valeur comptable nette 31 mars 2014	3 274	13 817	196 559	7 327	14 133	235 110

(en milliers de dollars)	Terrains	Territoires à vocation récréative ou touristique	Bâtiments et infrastructures	Matériel roulant	Mobilier, équipements et améliorations locatives	Total 31 mars 2013
Coût						
Solde au 1 ^{er} avril 2012	2 475	13 817	260 060	19 247	24 676	320 275
Acquisitions	8	-	31 232	2 393	5 168	38 801
Dispositions	-	-	(151)	(993)	(80)	(1 224)
Solde à la fin	2 483	13 817	291 141	20 647	29 764	357 852
Amortissement cumulé						
Solde au 1 ^{er} avril 2012	-	-	95 992	10 375	14 717	121 084
Amortissement	-	-	11 192	2 928	2 313	16 433
Dispositions	-	-	(57)	(733)	(79)	(869)
Solde à la fin	-	-	107 127	12 570	16 951	136 648
Valeur comptable nette 31 mars 2013	2 483	13 817	184 014	8 077	12 813	221 204

Des immobilisations ayant une valeur comptable nette de 789 000 \$ ont été transférées des immobilisations corporelles aux immobilisations incorporelles au 31 mars 2014. Ceci n'a eu aucun impact sur les flux de trésorerie.

Des immobilisations corporelles ayant une valeur comptable nette de 268 000 \$ ont été reclassées comme actifs classés comme détenus en vue de la vente au 31 mars 2014 en raison de leur cession prochaine.

Des immobilisations corporelles classées sous les rubriques bâtiments et infrastructures, matériel roulant et mobilier, équipements et améliorations locatives, représentant respectivement 11 541 000 \$, 256 000 \$ et 1 519 000 \$ (31 mars 2013 : 19 240 000 \$, 482 000 \$ et 3 409 000 \$), n'ont pas été amorties étant donné qu'elles n'ont pas été mises en service en fin d'exercice.

13 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers de dollars)	Licences et logiciels	Applications	Site Web	Total 31 mars 2014
Coût				
Solde au 1 ^{er} avril 2013	1 326	-	309	1 635
Acquisitions	198	445	465	1 108
Transfert des immobilisations corporelles	-	896	-	896
Solde à la fin	1 524	1 341	774	3 639
Amortissement cumulé				
Solde au 1 ^{er} avril 2013	851	-	302	1 153
Amortissement	3	244	-	247
Transfert des immobilisations corporelles	-	107	-	107
Solde à la fin	854	351	302	1 507
Valeur comptable nette 31 mars 2014	670	990	472	2 132

(en milliers de dollars)	Licences et logiciels	Applications	Site Web	Total 31 mars 2013
Coût				
Solde au 1 ^{er} avril 2012	1 149	-	309	1 458
Acquisitions	177	-	-	177
Solde à la fin	1 326	-	309	1 635
Amortissement cumulé				
Solde au 1 ^{er} avril 2012	699	-	280	979
Amortissement	152	-	22	174
Solde à la fin	851	-	302	1 153
Valeur comptable nette 31 mars 2013	475	-	7	482

Des immobilisations incorporelles classées sous les rubriques licences et logiciels, applications et site Web représentant respectivement 155 000 \$, 280 000 \$ et 465 000 \$ (31 mars 2013 : 53 000 \$, 0 \$ et 6 000 \$), n'ont pas été amorties étant donné qu'elles n'ont pas été mises en service en fin d'exercice.

14 - EMPRUNTS

(en milliers de dollars)	31 mars 2014	31 mars 2013
Acceptations bancaires échéant d'avril 2014 à juin 2014 et portant intérêt à des taux variant de 1,311 % à 1,317 % (31 mars 2013 : 1,332 % à 1,340 %)	30 000	16 000
Emprunts sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec		
a) 2,075 % remboursable par versements annuels variables, échéant le 1 ^{er} décembre 2017	17 347	20 000
b) 3,022 % remboursable par versements annuels variables, échéant le 1 ^{er} décembre 2022	27 983	30 000
c) 2,452 % remboursable par versements annuels variables, échéant le 1 ^{er} décembre 2019	40 735	45 000
	116 065	111 000
Portion courante	(38 218)	(24 935)
Portion non courante	77 847	86 065

Les montants prévus des versements en capital à effectuer sur les emprunts au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)	
2015	38 218
2016	8 420
2017	8 628
2018	16 582
2019	6 533

La Société a négocié auprès d'institutions financières et du Fonds de financement des facilités de crédit permettant d'emprunter, à son gré, des sommes sous différentes formes jusqu'à concurrence du montant maximum de 165 000 000\$ que le gouvernement du Québec lui autorise à emprunter jusqu'au 30 avril 2015, en plus des emprunts à long terme de 86 065 000\$ qui étaient détenus au 31 mars 2014. Le gouvernement du Québec verse annuellement à la Société le remboursement du capital et des intérêts des programmes d'investissements en immobilisations qu'il a préalablement autorisés par décret. Ces programmes représentent la quasi-totalité des emprunts contractés par la Société. Aux fins d'assurer le remboursement en capital et intérêts des emprunts contractés, le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs, après s'être assuré que la Société n'est pas en mesure de rencontrer ses obligations sur l'un ou l'autre de ces emprunts, est autorisé à verser à la Société les sommes requises pour suppléer à leur inexécution.

15 - AVANTAGES DU PERSONNEL

a) Régimes de retraite

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes sont à prestations définies et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2014, le taux de cotisation de la Société pour le RREGOP a augmenté de 9,18 % à 9,84 % de la masse salariale cotisable, et celui du RRPE a augmenté de 12,30 % à 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2014 (0,54 % au 1^{er} janvier 2013) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi la Société doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2013 correspondant à 1,08 % de la masse salariale cotisable et à 11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014.

Les cotisations de la Société, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 3 274 000\$ (2013 : 2 876 000\$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

b) Provision pour congés de maladie et vacances

La provision pour congés de maladie et vacances se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)	31 mars 2014		
	Vacances	Congés de maladie	Total
Solde au début	3 368	2 609	5 977
Charge de l'exercice*	4 847	1 606	6 453
Prestations versées au cours de l'exercice	(4 688)	(1 783)	(6 471)
Solde à la fin	3 527	2 432	5 959
Portion courante	2 803	2 064	4 867
Portion non courante	724	368	1 092

(en milliers de dollars)	31 mars 2013		
	Vacances	Congés de maladie	Total
Solde au début	3 191	2 694	5 885
Charge de l'exercice*	4 699	1 522	6 221
Prestations versées au cours de l'exercice	(4 522)	(1 607)	(6 129)
Solde à la fin	3 368	2 609	5 977
Portion courante	2 757	1 985	4 742
Portion non courante	611	624	1 235

* La charge de l'exercice inclut les intérêts et l'amortissement des gains et des pertes actuariels.

Les hypothèses utilisées pour déterminer la provision pour congés de maladie de la Société sont les suivantes :

	2014	2013
Taux d'actualisation	de 1,40 % à 2,45 %	de 1,30 % à 2,20 %
Taux de croissance de la rémunération	2,50 %	de 2,13 % à 2,50 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	de 1 à 5 ans	de 1 à 5 ans

16 - PARTENARIAT

La Société détient une participation de 50 % dans Mistissini-Sépaq S.E.N.C. dont l'objet est d'opérer et de gérer conjointement les réserves fauniques Assinica et des Lacs-Albanel-Mistassini-et-Waconichi ainsi que de promouvoir l'emploi des Cris et de la population de la région. La quote-part de chacun des éléments d'actifs, passifs, produits et charges comptabilisés par la Société selon les intérêts qu'elle détient dans cette entreprise commune se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)	31 mars 2014	31 mars 2013
ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL		
Produits	540	543
Charges	666	520
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(111)	45
ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE		
Actifs courants		
Frais payés d'avance	3	3
Passifs courants		
Comptes à payer et frais courus	36	42
Dépôts de clients	213	192
Passifs non courants		
Subventions reportées	50	50

17 - ENGAGEMENTS

La Société est liée par des contrats de location simple dont le solde est de 13 330 000 \$, exclusion faite des clauses escalatoires sur les baux. La charge de loyer s'élève à 1 088 000 \$ (2013 : 1 065 000 \$) et les paiements minimums exigibles s'établissent comme suit :

(en milliers de dollars)	
Moins d'un an	2 315
Un an à moins de cinq ans	5 104
Cinq ans ou plus	5 911

De plus, au 31 mars 2014, la Société s'était engagée à acquérir des immobilisations corporelles au cours du prochain exercice pour un montant de 10 969 000 \$ ainsi que des immobilisations incorporelles pour un montant de 460 000 \$.

18 - ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités d'exploitation et de développement, la Société peut, à l'occasion, être sujette à des réclamations et poursuites judiciaires. Ces réclamations font souvent l'objet d'incertitudes. La direction est d'avis que des provisions suffisantes ont été comptabilisées en fin d'exercice aux états financiers de la Société et que le règlement final de ces éventualités n'aura pas d'effet négatif sur la situation financière de la Société. La provision pour litiges, imputée dans les « frais généraux et administratifs », est constituée des coûts estimés pour des litiges en relation avec les activités offertes dans les établissements de la Société ainsi que pour certains projets d'investissements et de cession d'actifs.

La direction est également d'avis que la divulgation aux états financiers des informations sur les provisions en lien avec ces réclamations et poursuites judiciaires envers la Société pourrait porter préjudice à cette dernière dans le cadre de ses défenses, en raison de la divulgation d'informations jugées confidentielles et critiques relativement aux estimations des provisions. Par conséquent, les informations afférentes aux provisions ne sont pas divulguées.

19 - GESTION DES RISQUES DÉCOULANT DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui découlent de ses activités opérationnelles, d'investissement et de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société. Les objectifs poursuivis visent à garantir activement les flux de trésorerie à court terme et à moyen terme de la Société en réduisant l'exposition aux risques financiers.

a) Juste valeur

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale sur le marché principal (ou le marché le plus avantageux) à la date d'évaluation dans les conditions actuelles du marché.

Instruments financiers courants

La valeur comptable des instruments financiers courants, soient l'encaisse, les créances, l'avance à une société liée, l'à recevoir du gouvernement du Québec ainsi que les comptes à payer et les frais courus, est représentative de leur juste valeur en raison de leur brève échéance.

Emprunts

Au 31 mars 2014, la juste valeur des emprunts de 116 065 000 \$ (2013: 111 000 000 \$) s'établissait à 118 935 000 \$ (2013: 115 012 000 \$), compte tenu de l'actualisation aux taux de 1,4876 % à 2,4029 % des flux de trésorerie au cours du marché pour des titres de nature semblable quant à l'échéance et au taux d'intérêt.

b) Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une perte survienne en raison du manquement d'un tiers à respecter ses obligations. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

La direction estime que la Société n'est pas exposée à un risque de crédit important, étant donné qu'elle transige avec un nombre important de clients, lesquels effectuent en majorité le paiement des services par cartes de crédit ou de débit et habituellement avant que ceux-ci ne soient rendus. De plus, l'avance à la société liée est garantie par le gouvernement du Québec. Par conséquent, la Société n'a pas de compte en souffrance significatif.

c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société éprouve des difficultés à respecter ses engagements liés à ses passifs financiers. La Société est exposée à ce risque par ses comptes à payer et frais courus et ses emprunts.

La Société gère son risque de liquidité en effectuant des prévisions et en gérant ses flux de trésorerie générés par ses activités opérationnelles, et en prévoyant ses déboursés en immobilisations et ses activités de financement. La Société gère également ses flux de trésorerie en maintenant des soldes d'actifs financiers facilement convertibles en trésorerie et de facilités de crédit suffisantes pour répondre à ses besoins financiers courants.

Les échéances des passifs financiers se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)	Moins de un an	De un an à moins de cinq ans	De cinq ans à moins de dix ans	Total
Au 31 mars 2014				
Comptes à payer et frais courus	13 735	-	-	13 735
Emprunts (capital et intérêts)	40 422	46 740	40 004	127 166
	54 157	46 740	40 004	140 901
Au 31 mars 2013				
Comptes à payer et frais courus	12 297	-	-	12 297
Emprunts (capital et intérêts)	27 311	31 266	65 901	124 478
	39 608	31 266	65 901	136 775

d) Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque des variations des prix de marché, tels que les taux d'intérêt, les taux de change et les cours boursiers ou des marchandises, influent sur la valeur des instruments financiers détenus par la Société. L'objectif de la gestion du risque de marché consiste à gérer et à maintenir les expositions au risque de marché à l'intérieur des paramètres acceptables tout en optimisant les rendements.

En raison de l'avance à la société liée et des emprunts, la Société est seulement exposée aux fluctuations des taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs liés à un instrument financier fluctuent en raison de variations dans les taux d'intérêt du marché.

La Société est peu exposée à un risque de taux d'intérêt au niveau de l'avance à la société liée puisqu'elle porte intérêt à taux fixe, de même que pour la majorité des emprunts qui portent eux aussi intérêt à taux fixes.

L'effet net d'une augmentation de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit de 182 000 \$ le résultat net et les capitaux propres (2013 : 8 009 \$).

20 - GESTION DU CAPITAL

Le capital de la Société correspond à ses capitaux propres, soit la somme des résultats non distribués et du capital-actions. La Société n'est pas soumise à des règles extérieures concernant son capital.

Dans la gestion de son capital, la Société a pour objectif de préserver sa capacité à assurer la continuité de son exploitation et à financer ses actifs. Elle vise également à remplir la mission et à atteindre les objectifs que lui a conférés le gouvernement du Québec.

À cette fin, la Société effectue périodiquement des analyses formelles pour comparer les résultats réels aux résultats prévus et en communique les conclusions au comité de direction et au conseil d'administration.

21 - ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Le 15 janvier 2014, le gouvernement du Québec a adopté le décret numéro 13-2014 l'autorisant à transférer à la Société, pour la somme de 1\$, la propriété du lot 3 859 789 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Québec, constituant le terrain central de l'ancien Jardin zoologique du Québec, ainsi que les bâtisses dessus construites et les biens meubles ayant servi à son exploitation. Par ailleurs, le gouvernement a aussi décidé de céder, à titre gratuit, les lots 1 046 472, 1 046 479, 3 859 787 et 4 657 385 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Québec, à la Société.

La Société comptabilisera ces actifs à titre d'immobilisations corporelles dans ses états financiers de l'exercice se terminant le 31 mars 2015, étant donné que le transfert et la cession de propriété n'ont pas eu lieu avant la fin de l'exercice courant. Pour une période de cinq ans, la Société devra coordonner la mise en valeur du terrain central afin de développer son potentiel récréatif, touristique, culturel ou éducatif permettant ainsi de maintenir le caractère public du site et d'entraîner des retombées pour la région. Quant aux autres lots cédés, la Société aura la possibilité de vendre ces actifs afin de financer son mandat de mise en valeur.

MALLETTE

Mallette S.E.N.C.R.L.

200-3075 chemin des Quatre-Bourgeois
Québec QC G1W 5C4

Téléphone 418 653-4431

Télécopie 418 656-0800

Courriel info.quebec@mallette.ca

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de la
Société des parcs de sciences naturelles du Québec,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la **SOCIÉTÉ DES PARCS DE SCIENCES NATURELLES DU QUÉBEC**, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, les états des résultats, du déficit cumulé, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

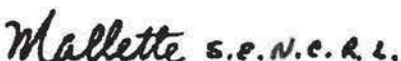
Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Société portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société des parcs de sciences naturelles du Québec au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de ses activités, des gains et des pertes de réévaluation, de la variation de la dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.



Mallette S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés

Québec, Canada

Le 13 novembre 2014

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A107995

RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 mars
(En milliers de dollars)

	Budget 2014	2014	2013
REVENUS			
Subventions (note 1)	11 329 \$	11 329 \$	11 329 \$
Autres (note 1)	174	876	-
	11 503	12 205	11 329
DÉPENSES			
Frais de fermeture	442	541	524
Honoraires de gestion concernant le Parc Aquarium du Québec	4 171	4 563	4 477
Frais financiers (note 3)	834	1 097	804
Taxes foncières (note 2)	1 635	1 583	2 065
Amortissement des immobilisations	1 361	1 301	1 330
	8 443	9 085	9 200
EXCÉDENT ANNUEL	3 060 \$	3 120 \$	2 129 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

DÉFICIT CUMULÉ

Exercice terminé le 31 mars (En milliers de dollars)	2014	2013
Solde au début :	(14 004) \$	(16 133) \$
Excédent annuel	3 120	2 129
Solde à la fin	(10 884) \$	(14 004) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Exercice terminé le 31 mars

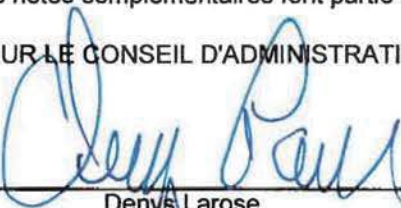
(En milliers de dollars)

	2014		2013	
ACTIFS FINANCIERS				
Débiteurs (note 1)	1 046	\$	13	\$
Subvention à recevoir	-		-	
	<u>1 046</u>		<u>13</u>	
PASSIFS				
Créditeurs	125		270	
Somme due à une société apparentée (note 1)	40 349		44 103	
	<u>40 474</u>		<u>44 373</u>	
DETTE NETTE	<u>(39 428)</u>		<u>(44 360)</u>	
ACTIFS NON FINANCIERS				
Frais reportés au prochain exercice	389		903	
Immobilisations (note 4)	28 155		29 453	
	<u>28 544</u>		<u>30 356</u>	
DÉFICIT CUMULÉ	<u>(10 884)</u>	\$	<u>(14 004)</u>	\$

ENGAGEMENTS (note 1)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION :


 Denys Larose


 Jean Lamy

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

Exercice terminé le 31 mars (En milliers de dollars)	2014	2013
Excédent annuel	3 120 \$	2 129 \$
Variation due aux immobilisations		
Acquisitions	(8)	(50)
Dispositions	5	-
Amortissement	1 301	1 330
	<u>1 298</u>	<u>1 280</u>
Variation des frais reportés	514	(484)
VARIATION DE LA DETTE NETTE	<u>4 932</u>	<u>2 925</u>
DETTE NETTE AU DÉBUT	<u>(44 360)</u>	<u>(47 285)</u>
DETTE NETTE À LA FIN	<u>(39 428) \$</u>	<u>(44 360) \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FLUX DE TRÉSORERIEExercice terminé le 31 mars
(En milliers de dollars)**2014****2013****ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT**

Excédent annuel	3 120	\$	2 129	\$
Amortissement des immobilisations	1 301		1 330	
Variation des actifs financiers et des passifs reliés au fonctionnement ⁽¹⁾	(664)		590	
	<u>3 757</u>		<u>4 049</u>	

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Variation de l'actif (acquisitions - dispositions)	5			
	<u>5</u>		<u>-</u>	

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Remboursement de la somme due à la société apparentée	(3 762)		(4 049)	
	<u>(3 762)</u>		<u>(4 049)</u>	

VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE

	<u>-</u>		<u>-</u>	
--	----------	--	----------	--

ENCAISSE AU DÉBUT

	<u>-</u>		<u>-</u>	
--	----------	--	----------	--

ENCAISSE À LA FIN

	<u>-</u>	\$	<u>-</u>	\$
--	----------	----	----------	----

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

(1) Variation des postes suivants :

Débiteurs et subventions à recevoir	(1 033)	\$	934	\$
Créditeurs	(145)		140	
Frais reportés au prochain exercice	<u>514</u>		<u>(484)</u>	
Total	(664)	\$	590	\$

1 — STATUTS CONSTITUTIFS, NATURE DES ACTIVITÉS, ENGAGEMENTS ET OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société a été constituée le 30 août 1994 en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec pour effectuer la gestion du Parc Aquarium du Québec (« Aquarium ») et du Jardin zoologique du Québec (« Jardin »).

En 2002, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et le ministre des Transports du Québec ont cédé à la Société, en vertu d'un bail emphytéotique, les immeubles de l'Aquarium et du Jardin pour une période de quarante ans se terminant le 31 mars 2042. La Société s'est engagée à assumer tous les frais liés aux immeubles. Aucune valeur n'a été comptabilisée à titre d'apports pour ces immeubles.

Le 3 mai 2006, la Société a signé une convention de gestion avec la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) et le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs selon laquelle la Sépaq se voit confier le mandat de gérer et d'administrer l'Aquarium et de coordonner le plan de fermeture du Jardin. En vertu de cette convention, et sous réserve de la disponibilité des crédits budgétaires, le ministre s'est engagé à verser à la Société les sommes nécessaires pour qu'elle respecte ses obligations. À cet effet, la Société a reçu au cours de l'exercice une subvention de 11 329 000 \$ (2013, 11 329 000 \$) et a engagé une dépense de 4 563 000 \$ (2013, 4 477 000 \$) pour les honoraires de gestion concernant les opérations de l'Aquarium.

La Société peut aussi emprunter lorsque la subvention annuelle est insuffisante pour couvrir les déboursés. Le 28 février 2013, la Sépaq a contracté un emprunt de 44 573 000 \$ pour la Société. Pour cette année, les remboursements de l'avance ont totalisé 4 224 000 \$, et ce, pour un effet net sur la dette de 3 754 000 \$ (2013, remboursement net de 3 999 000 \$). Cette avance de la Sépaq a porté intérêt au taux fixe de 2,452 % (2013, un taux moyen de 1,78 %). Ce prêt est sans modalité de remboursement pour la Société. La Société a inscrit une dépense d'intérêts de 1 097 000 \$ (2013, 804 000 \$).

2 — MÉTHODES COMPTABLES

a) Responsabilités de la direction et méthodes comptables

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le Manuel de CPA Canada pour le secteur public. À cet effet, elle applique le modèle de présentation recommandé par le Manuel. L'utilisation de toutes autres sources de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la Société ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des dépenses au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer des meilleures prévisions faites par la direction.

L'élément principal faisant l'objet d'estimation est la durée de vie des immobilisations corporelles.

Au niveau de la présentation, la Société a classé les débiteurs et les subventions à recevoir dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût. Quant aux créditeurs et la somme due à une société apparentée, la Société les classe dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût.

L'état des gains et des pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

b) Comptabilisation des revenus

Les subventions sont comptabilisées à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel elles ont été autorisées par le cédant lorsque celles-ci ne disposent d'aucune stipulation. La comptabilisation de la récupération de dépenses de taxes foncières de la Capitale-Nationale du Québec (CCNQ) due depuis septembre 2006 a été enregistrée cette année dans « autres revenus » pour un montant de 876 000 \$ et le remboursement de l'exercice financier 2013-2014 a été comptabilisé en diminution de la dépense de taxes foncières de 2013-2014 pour un montant de 162 000 \$. Ces sommes sont en contrepartie inscrites dans les débiteurs.

c) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et l'amortissement est calculé selon la méthode linéaire aux taux suivants :

Bâtiments et infrastructures	entre 3 % et 7 %
Mobilier, équipement et matériel roulant	20 %

Les immobilisations sont révisées pour dépréciation lorsqu'il y a des indications que leurs valeurs comptables pourraient ne pas être recouvrables.

d) Avantages sociaux futurs

La Société offre à ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées. Le coût du régime de retraite afférent aux services courants est porté à l'état des résultats au cours de la période pendant laquelle les cotisations sont payables par l'employeur.

3 — FRAIS FINANCIERS

Les frais financiers de 1 097 000 \$ (2013, 804 000 \$) comprennent les intérêts sur la somme empruntée de la Sépaq au Fonds de financement pour la Société, ainsi que le coût d'émission et les frais de gestion de cet emprunt.

4 — IMMOBILISATIONS

(En milliers de dollars)

	Bâtiments et infrastructures	Mobilier, équipement et matériel roulant	Animaux	2014	2013
Coût					
Solde au début	40 423 \$	3 533 \$	430 \$	44 386 \$	44 336 \$
Acquisitions	8	-	-	8	50
Dispositions	5	-	430	435	-
Solde à la fin	40 426	3 533	-	43 959	44 386
Amortissement cumulé					
Solde au début	10 986	3 517	430	14 933	13 603
Amortissement	1 285	16	-	1 301	1 330
Dispositions	-	-	(430)	(430)	-
Solde à la fin	12 271	3 533	-	15 804	14 933
Valeur comptable nette 2014	28 155 \$	- \$	- \$	28 155 \$	
Valeur comptable nette 2013	29 437 \$	16 \$	- \$		29 453 \$

La Société a acquis des immobilisations pour un montant de 8 000 \$ (2013, 50 000 \$) en contrepartie d'une somme due à la société apparentée.

5 — RÉGIME DE RETRAITE

Le 29 avril 2002, la Société a instauré un régime de retraite facultatif à cotisations déterminées. La cotisation de l'employeur correspond à 5 % du salaire brut de l'employé si ce dernier contribue au régime un minimum de 5 % de son salaire brut. La dépense pour l'exercice relative à ce régime de retraite est de 3 641 \$ (2013, 3 411 \$).

6 — INFORMATIONS SUR LES RISQUES FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à des risques dont les plus significatifs sont le risque de crédit et le risque de liquidité. Elle a mis en place des politiques et procédures qui régissent l'ampleur de l'exposition de la Société aux risques les plus significatifs.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière pour la Société si une contrepartie manque à ses obligations. Ce risque découle principalement des débiteurs. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

La direction estime que la Société n'est pas exposée à un risque de crédit important, étant donné que ses débiteurs sont constitués de sommes dues par le gouvernement du Québec.

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. La Société est exposée à ce risque principalement en ce qui a trait à ses créditeurs et la somme due à une société apparentée. Étant donné qu'elle reçoit annuellement une subvention du gouvernement du Québec pour faire face à ses obligations, la Société considère limitée son exposition au risque de liquidité.

7 — ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Le 15 janvier 2014, le gouvernement du Québec a émis un décret (Décret 13-2014) autorisant la résiliation à l'amiable de la convention emphytéotique des immeubles du Jardin zoologique du Québec signée en mars 2002 et le transfert par le gouvernement, pour la somme de 1 \$, de la propriété constituant le terrain central de l'ancien Jardin zoologique du Québec (lot 3 859 789) ainsi que les bâtisses dessus construites et les biens meubles ayant servi à son exploitation, à la Société des établissements de plein air du Québec. La Société comptabilisera cette transaction, dans ses états financiers se terminant le 31 mars 2015, étant donné que la signature de l'acte de résiliation de la convention d'emphytéose et le transfert effectif au 4 avril 2014 n'ont pas eu lieu avant la fin de l'exercice courant.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société des traversiers du Québec (la Société) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité inclut le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. L'audit interne procède à des audits périodiques afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes que la Société applique de façon uniforme.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Pour ce faire, il est assisté par le comité d'audit, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction ainsi que les auditeurs indépendants, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société des traversiers du Québec conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Son rapport d'audit expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Jocelyn Fortier

Président-directeur général par intérim



Gaston Larocque

Vice-président à l'administration et aux finances

Québec, le 19 juin 2014



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au ministre des Finances

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société des traversiers du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, l'état des résultats, l'état de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Société des traversiers du Québec n'a pas comptabilisé, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts pour lesquelles des travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Société des traversiers du Québec a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette dérogation m'a aussi conduit à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de la Société des traversiers du Québec et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants sont nécessaires afin que les états financiers de la Société des traversiers du Québec respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

	Augmentation (Diminution) En milliers de dollars	
	2014	2013
État de la situation financière		
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	226 819	102 820
Dette nette	(226 819)	(102 820)
Excédent cumulé	226 819	102 820
État des résultats		
Subventions gouvernementales	123 999	34 988
Déficit annuel (2014) / Excédent annuel (2013)	(123 999)	34 988

Opinion avec réserve

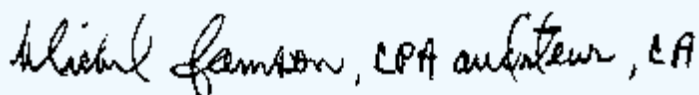
À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société des traversiers du Québec au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de son excédent cumulé, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Société des traversiers du Québec au 31 mars 2014 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 19 juin 2014

ÉTAT DES RÉSULTATS

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

	BUDGET \$	2014 \$	2013 \$
CHARGES			
Frais d'exploitation (note 3)	98 011 991	93 982 295	94 030 166
Frais d'administration (note 4)	7 966 197	7 904 335	7 440 226
Radiation et perte sur disposition d'immobilisations corporelles	–	432 250	19 379
Amortissement des immobilisations corporelles	8 967 528	9 273 266	8 299 960
Frais financiers (note 5)	2 745 630	2 746 400	2 514 687
	117 691 346	114 338 546	112 304 418
REVENUS			
Subventions gouvernementales (note 6)	89 328 000	89 338 559	90 362 531
Transport des véhicules	11 331 990	11 273 722	11 463 184
Transport des passagers	9 504 560	8 229 065	8 564 944
Autres (note 7)	1 970 654	2 168 985	2 309 367
	112 135 204	111 010 331	112 700 026
(DÉFICIT) EXCÉDENT ANNUEL	(5 556 142)	(3 328 215)	395 608

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

	2014 \$	2013 \$
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	41 035 594	40 639 986
(Déficit) excédent annuel	(3 328 215)	395 608
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	37 707 379	41 035 594

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS 2014

	2014 \$	2013 \$
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 8)	23 140 377	22 360 352
Créances (note 9)	4 709 537	679 815
Subvention à recevoir reliée au passif environnemental	540 090	529 531
Placement de la compensation provenant du transfert des quais fédéraux (note 10)	15 714 981	15 001 317
	44 104 985	38 571 015
PASSIFS		
Billets à payer (note 12)	161 573 489	39 448 948
Charges à payer et frais courus (note 13)	23 091 962	18 734 754
Passif environnemental	889 855	746 200
Dette à long terme (note 14)	85 275 003	79 115 275
Loyers perçus d'avance	90 000	96 000
	270 920 309	138 141 177
DETTE NETTE	(226 815 324)	(99 570 162)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Charges payées d'avance	595 778	653 184
Immobilisations corporelles (note 16)	265 426 925	141 452 572
	266 022 703	142 105 756
CAPITAL-ACTIONS (NOTE 17)	1 500 000	1 500 000
EXCÉDENT CUMULÉ	37 707 379	41 035 594
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (NOTE 18)		
ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DES ÉTATS FINANCIERS (NOTE 20)		

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Jocelyn Fortier
Président-directeur général par intérim



François Désy
Président du conseil d'administration

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

États financiers des organismes et des entreprises du gouvernement du Québec

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

	BUDGET \$	2014 \$	2013 \$
(DÉFICIT) EXCÉDENT ANNUEL	(5 556 142)	(3 328 215)	395 608
Acquisition d'immobilisations corporelles	(220 100 000)	(133 679 869)	(40 738 862)
Amortissement des immobilisations corporelles	8 967 528	9 273 266	8 299 960
Radiation et perte sur disposition d'immobilisations corporelles	–	432 250	19 379
	(211 132 472)	(123 974 353)	(32 419 523)
Acquisition de charges payées d'avance	–	(570 725)	(539 850)
Utilisation de charges payées d'avance	–	628 131	474 548
	–	57 406	(65 302)
AUGMENTATION DE LA DETTE NETTE	(216 688 614)	(127 245 162)	(32 089 217)
DETTE NETTE AU DÉBUT		(99 570 162)	(67 480 945)
DETTE NETTE À LA FIN		(226 815 324)	(99 570 162)

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

	2014 \$	2013 \$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
(Déficit) excédent annuel	(3 328 215)	395 608
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	9 273 266	8 299 960
Radiation et perte sur disposition d'immobilisations corporelles	432 250	19 379
Diminution des loyers perçus d'avance	(6 000)	(6 000)
	9 699 516	8 313 339
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :		
Créances	(4 029 722)	(138 135)
Subvention à recevoir reliée au passif environnemental	(10 559)	(236 531)
Charges à payer et frais courus	1 011 719	(831 007)
Passif environnemental	143 655	453 200
Charges payées d'avance	57 406	(65 302)
	(2 827 501)	(817 775)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	3 543 800	7 891 172
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Placements effectués	(947 802)	(965 242)
Produit de disposition de placements	234 138	1 344 092
Flux de trésorerie liés aux activités de placement	(713 664)	378 850
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(130 334 380)	(39 344 674)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(130 334 380)	(39 344 674)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunts effectués	134 324 541	38 979 070
Emprunts remboursés	(6 040 272)	(4 773 769)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	128 284 269	34 205 301
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	780 025	3 130 649
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	22 360 352	19 229 703
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	23 140 377	22 360 352

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 3 496 148 \$ (2013 : 2 479 072 \$).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DES TRAVERSIEURS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2014

1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Société des traversiers du Québec (la Société) est une compagnie à fonds social constituée par la loi sur la Société des traversiers du Québec (RLRQ, chapitre S-14) dont les actions font partie du domaine public du Québec et sont réservées au ministre des Finances. La Société a notamment pour objet de fournir des services de transport par traversier entre les rives des fleuves, rivières et lacs situés au Québec.

En vertu de l'article 5 de sa loi constitutive, la Société est mandataire de l'État et, par conséquent, n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

UTILISATION D'ESTIMATIONS

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables est cohérente avec les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations et le passif environnemental. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, compte tenu du fait qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les comptes clients et le placement de la compensation provenant du transfert des quais fédéraux sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les charges à payer et frais courus (excluant les déductions à la source), les billets à payer et la dette à long terme sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

REVENUS

Prestations de services

Les revenus provenant de la prestation de services sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Le service est payé et rendu ;
- Le service est rendu et facturé, et le recouvrement est raisonnablement assuré.

Subventions gouvernementales

Les revenus de subventions qui sont des paiements de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où ces subventions sont autorisées, que l'entité a satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Elles sont présentées en revenus reportés lorsque les modalités imposées par le cédant créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Elles sont constatées aux revenus lorsque les modalités relatives aux passifs sont réglées.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible, ainsi que les placements bancaires et le dépôt à terme très liquide, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

PASSIFS**Passif environnemental**

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Société, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif environnemental dès que la contamination survient ou dès que la Société en est informée et qu'il est possible d'en faire une estimation raisonnable. Le passif environnemental comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

Avantages sociaux futurs*Provision pour congés de maladie*

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les congés de maladie seront normalement payés dans l'exercice suivant.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, compte tenu du fait que la Société ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

ACTIFS NON FINANCIERS

Les actifs non financiers, de par leur nature, sont généralement utilisés pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, selon une méthode logique et systématique, en fonction de leur durée de vie utile.

Les immobilisations en cours de construction, de développement ou de mise en valeur ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition.

	MÉTHODE	TAUX
Quais	Solde dégressif	5 %
Bâtiments	Solde dégressif	4 % et 10 %
Navires	Solde dégressif	5 %, 10 % et 15 %
Ameublement et équipement	Solde dégressif	20 % à 40 %
Matériel roulant	Solde dégressif	30 %
Améliorations locatives	Linéaire	Durée du bail

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux charges de l'exercice dans l'état des résultats. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Révision d'estimation comptable

Au cours de l'exercice, la Société a modifié le mode d'amortissement appliqué aux navires et à l'ameublement et équipement, afin de mieux refléter le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs de ces actifs. Cette révision d'estimation comptable est comptabilisée de manière prospective. La charge d'amortissement de l'exercice pour les navires et l'ameublement et équipement, est de 5 404 417 \$. Elle aurait été de 5 137 495 \$ sans la révision d'estimation comptable. Toutefois, pour les prochains exercices, nous prévoyons une charge d'amortissement inférieure à ce qu'elle aurait été avant la révision d'estimation comptable compte tenu des acquisitions et des mises en services de navires prévues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

3. FRAIS D'EXPLOITATION

	2014 \$	2013 \$
Traitements et avantages sociaux	29 445 764	27 693 784
Formation du personnel	404 040	328 002
Contrats d'exploitation	31 787 165	27 744 412
Carburant	12 593 563	12 055 921
Entretien et réparation – navires	6 588 849	11 553 120
Entretien et réparation – quais	4 551 463	6 127 316
Entretien et réparation – bâtiments	802 947	953 696
Taxes foncières et scolaires	1 161 909	1 029 917
Assurances	1 471 802	1 392 127
Commission de la santé et de la sécurité du travail	411 125	590 161
Frais de déplacement	481 170	430 252
Maintenance des TI et télécommunications	542 448	460 767
Uniformes	423 532	66 999
Communications et marketing	203 495	208 980
Honoraires professionnels	933 341	1 282 425
Frais de port et frais de quai	557 173	489 528
Autres	1 622 509	1 622 759
	93 982 295	94 030 166

4. FRAIS D'ADMINISTRATION

	2014 \$	2013 \$
Traitements et avantages sociaux	5 660 851	5 202 625
Formation du personnel	88 317	70 140
Frais de déplacement	277 607	245 929
Honoraires professionnels	762 454	922 577
Frais reliés au bâtiment du siège social	203 372	202 437
Communications et marketing	202 475	166 254
Maintenance des TI et télécommunications	360 751	276 976
Papeterie et impression	103 499	104 497
Autres	245 009	248 791
	7 904 335	7 440 226

5. FRAIS FINANCIERS

	2014 \$	2013 \$
Intérêts sur la dette	2 684 377	2 468 106
Frais d'émission et de gestion liés aux dettes	62 023	46 581
	2 746 400	2 514 687

6. SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES

	2014 \$	2013 \$
Subvention du gouvernement du Québec reliée aux opérations	89 328 000	90 126 000
Subvention du gouvernement du Québec reliée au passif environnemental	10 559	236 531
	89 338 559	90 362 531

7. AUTRES REVENUS

	2014 \$	2013 \$
Revenus de placement de la compensation provenant du transfert des quais fédéraux	947 802	965 242
Intérêts sur dépôts bancaires	391 711	432 215
Droits d'amarrage	41 450	47 698
Droits de débarcadère ferroviaire	306 338	275 945
Stationnement et divers	62 141	78 078
Distributeurs automatiques et concession alimentaire	208 441	251 299
Affichage publicitaire	61 036	67 261
Location de navires	–	14 986
Location de locaux	150 066	176 643
	2 168 985	2 309 367

8. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	2014 \$	2013 \$
Encaisse	13 140 377	12 014 028
Dépôt à terme rachetable, 2,15 %, échéant en octobre 2015	10 000 000	–
Placement bancaire (2013 : 1,4 %)	–	10 346 324
	23 140 377	22 360 352

NOTES COMPLÉMENTAIRES

9. CRÉANCES

	2014 \$	2013 \$
Comptes clients	676 383	679 815
Taxes à la consommation à recevoir	4 033 154	–
	4 709 537	679 815

10. PLACEMENT DE LA COMPENSATION PROVENANT DU TRANSFERT DES QUAIS FÉDÉRAUX

En vertu d'une entente signée le 30 mars 2001, le gouvernement du Québec a transféré à la Société la propriété, à partir du 19 juin 2000, des installations portuaires d'une valeur de 35 525 305 \$, situées sur l'emplacement des dix terminaux de traversiers reçus du gouvernement du Canada, ainsi que la compensation financière de 36 300 000 \$ associée à ce transfert. Selon cette entente, la Société doit utiliser cette somme forfaitaire, ainsi que les fruits de son investissement, exclusivement pour l'exploitation, l'entretien et la réfection des dix terminaux.

	2014 \$	2013 \$
Placement de la compensation pour les quais fédéraux, constitué de :		
Encaisse	568 393	800 422
Placement sur le marché obligataire (valeur au marché : 17 760 338 \$; 17 495 351 \$ en 2013)	15 147 032	14 201 427
Comptes à payer : frais de garde	(444)	(532)
	15 714 981	15 001 317

Les placements obligataires portent intérêt à des taux compris entre 5,42 % et 7,02 % (2013 : 5,50 % et 7,02 %). Les échéances s'échelonnent d'avril 2014 à juillet 2025.

11. FACILITÉS DE CRÉDIT

La Société dispose de facilités de crédit, sous forme d'avances ou de découverts de compte, n'excédant pas un montant total en cours de 10 000 000 \$ auprès d'une institution financière, et ce, jusqu'au 31 août 2014. Les montants prélevés portent intérêt à un taux annuel variable calculé quotidiennement et payable mensuellement. Aux 31 mars 2014 et 2013, les facilités de crédit étaient inutilisées.

12. BILLETS À PAYER

Emprunts du Fonds de financement portant intérêt à des taux variant entre 1,40 % et 1,64 % (2013 : 1,63 % et 1,73 %), venant à échéance le 13 août 2014 et le 18 décembre 2014.

13. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2014 \$	2013 \$
Fournisseurs et frais courus		
Autres	16 713 007	15 088 424
Apparentés	4 103 423	1 497 863
Provision pour congés de maladie	180 913	173 353
Provision pour vacances	1 728 137	1 606 769
Déductions à la source	366 482	368 345
	23 091 962	18 734 754

14. DETTE À LONG TERME

	2014 \$	2013 \$
Dû au gouvernement du Québec payable sur demande, sans intérêt et remboursable selon des modalités qui seront convenues entre le ministre des Finances et la Société en vertu d'une entente relative à la cession, par le gouvernement du Québec à la Société, de bâtiments et de quais	25 551 410	25 551 410
Emprunt du Fonds de financement, 4,72 %, remboursable par des versements semestriels de 91 860 \$, échéant en décembre 2015 *	344 981	506 140
Emprunt du Fonds de financement, 5,00 %, remboursable par des versements semestriels de 181 137 \$, échéant en juillet 2016 *	2 231 226	2 472 258
Emprunt du Fonds de financement, 4,37 %, remboursable par des versements semestriels de 284 796 \$, échéant en décembre 2017 *	6 337 848	6 621 004
Emprunt du Fonds de financement, 6,96 %, remboursable par des versements semestriels de 1 725 967 \$, échéant en janvier 2018 *	11 840 097	14 331 216
Emprunt du Fonds de financement, 5,68 %, remboursable par des versements semestriels de 288 635 \$, échéant en janvier 2018 *	2 028 794	2 470 170
Emprunt du Fonds de financement, 5,06 %, remboursable par des versements semestriels de 280 938 \$, échéant en janvier 2018 *	2 001 450	2 443 820
Emprunt du Fonds de financement, 4,65 %, remboursable par des versements semestriels de 200 726 \$, échéant en juin 2018 *	1 607 743	1 923 364
Emprunt du Fonds de financement, 4,56 %, remboursable par des versements semestriels de 150 630 \$, échéant en décembre 2020 *	1 784 406	1 997 607
Emprunt du Fonds de financement, 6,04 %, remboursable par des versements semestriels de 102 319 \$, échéant en juin 2028 *	1 953 289	2 036 261
Emprunt du Fonds de financement, 3,45 %, remboursable par des versements semestriels de 254 875 \$, échéant en décembre 2021 *	3 532 228	3 912 025
Emprunt du Fonds de financement, 3,46 %, remboursable par des versements semestriels de 196 036 \$, échéant en octobre 2029 *	7 127 202	7 250 000
Emprunt du Fonds de financement, 3,10 %, remboursable par des versements semestriels de 425 924 \$, échéant en septembre 2023 *	6 960 436	7 600 000
Emprunt du Fonds de financement, 3,53 %, remboursable par des versements semestriels de 387 266 \$, échéant en septembre 2023 *	10 822 935	–
Emprunt du Fonds de financement, 3,57 %, remboursable par des versements semestriels de 71 973 \$, échéant en septembre 2023 *	1 150 958	–
	85 275 003	79 115 275

Les versements en capital à effectuer sur les emprunts au Fonds de financement au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2015	6 641 317 \$
2016	6 996 027
2017	8 620 986
2018	12 360 150
2019	2 488 470
2020 et suivantes	22 616 643
	59 723 593 \$

* Ces emprunts portent intérêt à taux fixes.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

15. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**RÉGIMES DE RETRAITE**

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2014, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 9,18 % à 9,84 % de la masse salariale cotisable et les taux pour le RRPE et le RRAS sont passés de 12,30 % à 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, mais l'employeur doit en outre verser un montant de compensation dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ce montant de compensation, prévu dans la loi du RRPE, a été établi à 5,73 % de la masse salariale cotisable au 1^{er} janvier 2014 (0,54 % au 1^{er} janvier 2013). Ainsi, la Société doit verser un montant supplémentaire correspondant à 1,08 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2013 et 11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014.

Les cotisations de la Société, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 513 458 \$ (2013 : 1 313 037 \$). Les obligations de la Société à l'égard de ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE ET VACANCES

La provision pour congés de maladie et vacances a été établie à partir des heures cumulées au 31 mars 2014 et des taux horaires prévus en 2015. Le montant de la provision est payable dans l'année suivante et est présenté dans les charges à payer et frais courus.

16. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	TERRAINS \$	QUAIS* \$	BÂTIMENTS* \$	NAVIRES* \$	AMEUBLEMENT ÉQUIPEMENT* \$	MATÉRIEL ROULANT \$	AMÉLIORATIONS LOCATIVES \$	2014 \$
Coût								
Solde au début	585 878	107 376 311	22 793 958	189 431 646	10 672 996	143 156	1 210 100	332 214 045
Acquisitions	1 556 790	22 059 349	7 749 493	100 423 912	1 741 101	149 224	–	133 679 869
Dispositions	–	–	(398 184)	–	(160 119)	(6 995)	–	(565 298)
Solde à la fin	2 142 668	129 435 660	30 145 267	289 855 558	12 253 978	285 385	1 210 100	465 328 616
Amortissement cumulé								
Solde au début	–	38 561 088	10 266 514	135 223 297	5 537 470	122 967	1 050 137	190 761 473
Amortissement	–	2 773 665	1 007 116	4 028 560	1 375 857	28 082	59 986	9 273 266
Dispositions	–	–	–	–	(128 453)	(4 595)	–	(133 048)
Solde à la fin	–	41 334 753	11 273 630	139 251 857	6 784 874	146 454	1 110 123	199 901 691
Valeur comptable nette	2 142 668	88 100 907	18 871 637	150 603 701	5 469 104	138 931	99 977	265 426 925

* Au 31 mars 2014, ces postes incluent un total de 165 648 035 \$ d'acquisitions sur lesquelles aucun amortissement n'a été comptabilisé. Ce montant se répartit ainsi : quais 34 982 205 \$, bâtiments 7 790 358 \$, navires 122 122 380 \$ et équipement 753 092 \$.

Au 31 mars 2014, le poste "Charges à payer et frais courus" inclut un montant de 8 609 449 \$ lié à l'acquisition d'immobilisations corporelles.

Au 31 mars 2014, le total des acquisitions d'immobilisations corporelles inclut un montant de 1 381 209 \$ d'intérêts capitalisés.

	TERRAINS \$	QUAIS* \$	BÂTIMENTS* \$	NAVIRES* \$	AMEUBLEMENT ÉQUIPEMENT* \$	MATÉRIEL ROULANT \$	AMÉLIORATIONS LOCATIVES \$	2013 \$
Coût								
Solde au début	492 954	98 051 203	17 450 856	164 633 335	9 607 322	143 156	1 210 100	291 588 926
Acquisitions	92 924	9 325 108	5 343 102	24 798 311	1 179 417	–	–	40 738 862
Dispositions	–	–	–	–	(113 743)	–	–	(113 743)
Solde à la fin	585 878	107 376 311	22 793 958	189 431 646	10 672 996	143 156	1 210 100	332 214 045
Amortissement cumulé								
Solde au début	–	35 666 419	9 470 915	131 804 932	4 509 149	114 311	990 151	182 555 877
Amortissement	–	2 894 669	795 599	3 418 365	1 122 685	8 656	59 986	8 299 960
Dispositions	–	–	–	–	(94 364)	–	–	(94 364)
Solde à la fin	–	38 561 088	10 266 514	135 223 297	5 537 470	122 967	1 050 137	190 761 473
Valeur comptable nette	585 878	68 815 223	12 527 444	54 208 349	5 135 526	20 189	159 963	141 452 572

* Au 31 mars 2013, ces postes incluent un total de 48 725 944 \$ d'acquisitions sur lesquelles aucun amortissement n'a été comptabilisé. Ce montant se répartit ainsi : quais 13 560 602 \$, bâtiments 2 007 524 \$, navires 33 004 326 \$ et équipement 153 492 \$.

Au 31 mars 2013, le poste "Charges à payer et frais courus" inclut un montant de 5 263 960 \$ lié à l'acquisition d'immobilisations corporelles.

Au 31 mars 2013, le total des acquisitions d'immobilisations corporelles inclut un montant de 407 005 \$ d'intérêts capitalisés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

17. CAPITAL-ACTIONS

	2014 \$	2013 \$
Autorisé :		
100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune		
Émis et payé :		
15 000 actions	1 500 000	1 500 000

18. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Société a signé un bail pour la location des locaux au port de Québec, renouvelé pour cinq ans en 2009. Ce bail comporte deux autres options de renouvellement de cinq ans chacune. La Société a également signé, le 1^{er} novembre 2010, une entente d'occupation avec la Société québécoise des infrastructures. Cette dernière permet l'utilisation des lieux pour une période minimale de cinq ans. Finalement, le 13 avril 2012, la Société a signé un bail avec le ministère des Transports et, le 15 janvier 2014, un bail avec la Société québécoise des infrastructures. Ces baux sont utilisés à des fins reliées respectivement au service de transport de passagers et aux activités opérationnelles. L'échéance du premier bail est le 12 avril 2017 (renouvelable pour une période de cinq ans) et celle du second le 15 juin 2017 (renouvelable pour une période de deux mois). Les engagements totaux présentés pour les baux incluent un montant de 272 962 \$ lié aux options de renouvellement.

La Société compte neuf ententes de service. Ces dernières visent à permettre à des transporteurs de maintenir des services maritimes et de transport aérien. La Société s'est engagée à leur verser un montant annuel ou à combler leur déficit. Les engagements totaux présentés pour les ententes de service incluent un montant de 110 613 407 \$ lié aux options de renouvellement.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014, la charge de loyer pour les locaux s'élève à 209 650 \$ et le montant versé aux transporteurs atteint 31 787 165 \$. De plus, la Société s'est engagée envers cinq contracteurs, trois pour des travaux majeurs sur les infrastructures et deux pour la construction de nouveaux navires, pour 189 882 155 \$.

Au 31 mars 2014, les obligations contractuelles de la Société s'établissent comme suit :

	BAUX \$	ENTENTES DE SERVICE* \$
2015	206 641	32 211 706
2016	132 769	32 153 918
2017	28 157	32 793 373
2018	28 720	33 445 618
2019	29 294	33 836 847
Exercices subséquents	158 621	112 276 747
	584 202	276 718 209

* Les montants des ententes de service sont basés sur une estimation des coûts prévus aux contrats et des déficits budgétaires des transporteurs.

19. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà exposées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée à tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas exposées distinctement dans les états financiers.

20. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DES ÉTATS FINANCIERS

Le 30 avril 2014, la Société s'est engagée, en vertu d'une entente de service avec un transporteur, venant à échéance en mars 2017, à verser un montant total de 2 194 748 \$ et comprend les versements suivants pour les trois prochains exercices :

	ENTENTE DE SERVICE \$
2015	717 144
2016	731 487
2017	746 117
	2 194 748

21. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques, sans pour autant être exposée à des concentrations de risques. La direction a mis en place des politiques et des procédures en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels. L'analyse suivante indique l'exposition de la Société aux risques au 31 mars 2014.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière.

L'exposition maximale de la Société au risque de crédit au 31 mars 2014 est la suivante :

	2014 \$	2013 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 140 377	22 360 352
Comptes clients	676 383	679 815
Placement de la compensation provenant du transfert des quais fédéraux	15 714 981	15 001 317
	39 531 741	38 041 484

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésorerie sont investis dans des placements très liquides. La politique de la Société est d'investir les excédents de trésorerie auprès d'institutions financières réputées. Au 31 mars 2014, ces actifs financiers sont investis dans des dépôts à terme. La direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

Le risque de crédit associé au placement de la compensation provenant du transfert des quais fédéraux est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que ces actifs sont investis dans des obligations du gouvernement.

Le risque de crédit associé aux comptes clients est réduit au minimum, puisque le montant est réparti entre plusieurs clients et qu'aucun d'entre eux ne représente de sommes importantes. De plus, des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux clients. La Société enregistre des provisions pour tenir compte des pertes de crédit potentielles et, à ce jour, ces pertes n'ont pas excédé les prévisions de la direction.

La valeur comptable nette des comptes clients en souffrance (plus de 30 jours) de la Société est de 152 915 \$ (134 202 \$ en 2013) à la date de clôture. L'échéance des comptes clients est détaillée dans le tableau suivant :

	2014 \$	2013 \$
0 à 30 jours	523 468	545 613
31 à 60 jours	95 684	77 558
61 à 90 jours	10 622	27 621
Plus de 90 jours	46 609	29 023
	676 383	679 815

Au 31 mars 2014, la Société avait pour 3 882 \$ de comptes clients dépréciés et échus. Au cours de l'exercice, la Société a recouvré des comptes clients dépréciés pour un montant net de 2 836 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que la Société ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

La Société considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie et également de facilités de crédit afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des passifs financiers :

	2014 \$	2013 \$
Charges à payer et frais courus, excluant les déductions à la source :		
Moins de 90 jours	19 257 783	14 212 068
De 90 à 365 jours	3 467 697	4 154 341
	22 725 480	18 366 409

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Société est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Société est attribuable à ses actifs financiers portant intérêt. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent des dépôts à terme et des placements bancaires hautement liquides, qui rapportent de l'intérêt au taux du marché et à taux fixe.

L'objectif de la Société est de gérer l'exposition de sa trésorerie et de ses placements à court terme au risque de taux d'intérêt en maximisant les produits d'intérêts gagnés par les fonds excédentaires tout en conservant les liquidités minimales nécessaires à la bonne marche de ses activités quotidiennes. La fluctuation du taux d'intérêt du marché peut avoir une incidence sur les revenus d'intérêts que la Société tire de sa trésorerie et de ses placements à court terme.

Le placement de la compensation provenant du transfert des quais fédéraux comprend également des obligations du gouvernement du Québec à taux d'intérêt fixe ayant une durée moyenne de 5,3 années (6,3 années en 2013). Ces placements sont indirectement touchés par les fluctuations de leur juste valeur attribuables aux fluctuations des taux d'intérêt du marché. Cependant, les fluctuations des taux d'intérêt du marché n'auraient aucun impact sur les revenus d'intérêts que la Société tire de ses placements à long terme.

Les dettes à court terme et à long terme sont émises à des taux d'intérêt fixes, ce qui réduit au minimum les risques liés aux flux de trésorerie advenant la variation du taux d'intérêt. La Société est surtout exposée aux risques associés aux variations des taux d'intérêt lors du renouvellement de ses emprunts à court terme.

22. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2013 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de Télé-Québec ont été dressés par la direction de la Société, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction de la Société maintient un système de contrôles comptables internes conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Télé-Québec reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit, dont les membres ne font pas partie de la direction de la Société. Ce comité rencontre la direction, et le Vérificateur général du Québec examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de Télé-Québec, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport d'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Michèle Fortin

Présidente-directrice générale



Peter St-Onge

Directeur général de l'administration, des finances et des services techniques

Montréal, le 22 novembre 2013

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale,

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de Télé-Québec, qui comprennent les états des résultats et déficit cumulé, l'état de la situation financière au 31 août 2013, l'état de la variation de la dette nette et celui des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives regroupés dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction de la Société quant aux états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ses états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit nécessite la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

Télé-Québec n'a pas comptabilisé à l'état de la situation financière, au 31 août 2013, le montant de 45 564 439 \$ relativement à des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts. Cette situation constitue une dérogation à la nouvelle norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public), qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que Télé-Québec a satisfait aux critères d'admissibilité. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux* (RLRQ, chapitre S-37.01), entré en vigueur le 14 juin 2013, énonce que la seule partie

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de Télé-Québec et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. La non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, entraîne une sous-évaluation des subventions reportées du gouvernement du Québec de 32 818 799 \$ et une surévaluation du déficit annuel et cumulé de 12 745 640 \$ pour l'exercice clos le 31 août 2013.

Opinion avec réserve

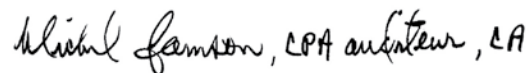
À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Télé-Québec au 31 août 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de Télé-Québec au 31 août 2013 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution financière pour l'exercice clos à cette date, selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des changements apportés aux méthodes comptables relatives aux instruments financiers et aux paiements de transfert expliqués à la note 3, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Montréal, 22 novembre 2013

RÉSULTATS ET DÉFICIT CUMULÉ DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2013

	<u>Budget</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
REVENUS			
Subventions du gouvernement du Québec			
Fonctionnement	53 365 893 \$	53 569 740 \$	54 823 663 \$
Intérêts sur la dette	1 331 105	1 327 681	1 328 536
Remboursement du capital de la dette	6 708 000	5 907 320	—
Virement de subventions reportées	—	—	6 153 786
Virement de subventions relatif à l'application du chapitre SP 3410 sur les paiements de transfert (note 3)	—	(7 652 091)	—
Autres	950 000	1 524 154	193 505
Canal Savoir	750 000	400 000	1 000 000
Ventes, services et revenus divers	17 652 433	19 281 401	20 534 395
	80 757 431	74 358 205	84 033 885
CHARGES			
Droits des services de télédiffusion et des services numériques	39 693 747	40 570 742	41 032 234
Traitements et charges sociales	19 561 543	19 455 696	19 090 313
Coûts de transmission et de distribution	1 541 320	1 569 067	1 572 282
Frais de promotion et de communication	2 742 843	2 814 930	2 907 891
Services professionnels et administratifs	4 665 713	4 998 392	5 075 457
Loyers, location et fournitures	4 990 928	4 626 509	4 947 717
Amortissement des immobilisations corporelles (note 12)	6 793 000	6 606 897	6 368 811
Frais financiers (note 4)	1 340 007	1 334 258	1 335 361
Canal Savoir	750 001	1 026 954	1 476 408
(Gain) perte sur aliénation d'immobilisations corporelles	25 000	(7 221)	(5 339)
	82 104 102	82 996 224	83 801 135
(DÉFICIT) EXCÉDENT ANNUEL	(1 346 671)	(8 638 019)	232 750
DÉFICIT CUMULÉ DU DÉBUT		(6 239 118)	(6 471 868)
DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN		(14 877 137) \$	(6 239 118) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

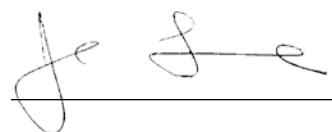

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 AOÛT 2013

	2013	2012
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	– \$	2 173 466 \$
Créances	5 836 041	5 686 858
Placement (note 5)	9 842	9 842
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec (note 6)	1 057 563	47 000 508
	6 903 446	54 870 674
PASSIFS		
Découvert bancaire	670 928	–
Emprunts temporaires (note 8)	15 170 582	26 769 926
Charges à payer et frais courus (note 7)	7 822 740	7 316 278
Droits de télédiffusion et émissions réalisées et en cours de production à payer	27 934 727	33 771 824
Dettes à long terme (note 9)	38 404 492	27 231 912
Revenus reportés (note 10)	2 058 513	42 118 937
Avance du gouvernement du Québec (note 11)	2 750 000	2 750 000
	94 811 982	139 958 877
DETTE NETTE	(87 908 536)	(85 088 203)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Droits de télédiffusion et émissions réalisées et en cours de production	39 392 129	44 061 476
Immobilisations corporelles (note 12)	32 687 238	33 795 762
Fournitures techniques et de production	505 023	511 339
Charges payées d'avance	447 009	480 508
	73 031 399	78 849 085
DÉFICIT CUMULÉ	(14 877 137) \$	(6 239 118) \$
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 17)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2013

	<u>Budget</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
(DÉFICIT) EXCÉDENT ANNUEL	(1 346 671) \$	(8 638 019) \$	232 750 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(8 432 200)	(5 499 000)	(9 229 147)
Amortissement des immobilisations corporelles	6 793 000	6 606 897	6 368 811
(Gain) perte sur aliénation d'immobilisations corporelles	25 000	(7 221)	(5 339)
Produit d'aliénation d'immobilisations corporelles	–	7 848	18 419
	<u>(1 614 200)</u>	<u>1 108 524</u>	<u>(2 847 256)</u>
Acquisition des droits de télédiffusion et émissions réalisées et en cours de production	–	(33 216 673)	(43 876 797)
Utilisation des droits de télédiffusion et émissions réalisées et en cours de production	–	37 886 020	38 231 103
Acquisition des fournitures techniques et de production	–	(158 115)	(210 064)
Utilisation des fournitures techniques et de production	–	164 431	179 479
Acquisition de charges payées d'avance	–	(1 058 491)	(999 549)
Utilisation des charges payées d'avance	–	1 091 990	1 015 825
	<u>–</u>	<u>4 709 162</u>	<u>(5 660 003)</u>
AUGMENTATION DE LA DETTE NETTE	<u>(2 960 871)</u>	<u>(2 820 333)</u>	<u>(8 274 509)</u>
DETTE NETTE DU DÉBUT	<u>(85 088 203)</u>	<u>(85 088 203)</u>	<u>(76 813 694)</u>
DETTE NETTE DE LA FIN	<u><u>(88 049 074) \$</u></u>	<u><u>(87 908 536) \$</u></u>	<u><u>(85 088 203) \$</u></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2013

	2013	2012
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
(Déficit) excédent annuel	(8 638 019) \$	232 750 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	6 606 897	6 368 811
Virement des subventions reportées	—	(6 153 786)
Gain sur aliénation d'immobilisations corporelles	(7 221)	(5 339)
	(2 038 343)	442 436
Variations des actifs et des passifs liés au fonctionnement (note 13)	5 111 865	3 732 968
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	3 073 522	4 175 404
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Produit d'aliénation d'immobilisations corporelles	7 848	18 419
Acquisition d'immobilisations corporelles	(5 499 000)	(9 229 147)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(5 491 152)	(9 210 728)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Augmentation des emprunts temporaires	5 480 556	9 880 312
Remboursement des emprunts temporaires	(17 079 900)	(9 842 886)
Augmentation de la dette	17 157 107	10 196 073
Remboursement de la dette	(5 984 527)	(4 188 958)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(426 764)	6 044 541
(DIMINUTION) AUGMENTATION DE L'ENCAISSE	(2 844 394)	1 009 217
ENCAISSE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	2 173 466	1 164 249
(DÉCOUVERT BANCAIRE) ENCAISSE À LA FIN DE L'EXERCICE	(670 928) \$	2 173 466 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2013

1. CONSTITUTION ET OBJETS

Télé-Québec est une personne morale, au sens du Code civil, constituée par la *Loi sur la Société de télédiffusion du Québec* (L.R.Q., S-12.01).

Télé-Québec a principalement pour objet d'exploiter une entreprise de télédiffusion éducative et culturelle, de même qu'un service de production et de distribution de documents audiovisuels, multimédias et de télédiffusion.

En vertu de sa loi constitutive, Télé-Québec est mandataire de l'État et n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, Télé-Québec utilise prioritairement le *Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier. La préparation des états financiers de Télé-Québec, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont la durée de vie utile des droits de télédiffusion et de distribution des participations à des productions extérieures, ainsi que celle des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises.

Instruments financiers

L'encaisse, les créances, le placement et les subventions à recevoir du gouvernement du Québec sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le découvert bancaire, les emprunts bancaires, les charges à payer et les frais courus excluant les charges sociales à payer, les droits de télédiffusion et émissions réalisées et en cours de production à payer ainsi que les dettes à long terme sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

Constatation des revenus

Subventions

Les paiements de transfert, soit les subventions et autres transferts reçus du gouvernement, sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont autorisés et que Télé-Québec a satisfait aux critères d'admissibilité, le cas échéant, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le paiement de transfert est constaté à titre de passif au poste revenus reportés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2013

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Ventes, services et autres revenus

Les ventes, services et autres revenus sont constatés lorsqu'il existe des preuves convaincantes d'un accord, que les services ont été rendus au client, que le prix est déterminé ou déterminable, et que l'encaissement est raisonnablement assuré.

ACTIFS FINANCIERS

Encaisse

La politique de Télé-Québec consiste à présenter dans l'encaisse les soldes bancaires et les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

PASSIFS

Revenus reportés

Les rentrées grevées d'affectations d'origine externe sont constatées à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les ressources sont utilisées aux fins prescrites. Celles qui sont reçues avant l'exercice au cours duquel elles sont utilisées sont présentées à titre de produits reportés jusqu'à ce que les ressources soient utilisées aux fins prescrites.

Avantages sociaux futurs

Provisions pour vacances

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire, puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que Télé-Québec ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers de Télé-Québec sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Droits de télédiffusion et émissions réalisées et en cours de production

Les droits de télédiffusion et de distribution de documents audiovisuels sont généralement acquis pour une période de cinq ans; ils sont capitalisés pour être ensuite imputés aux opérations en fonction des diffusions effectuées et, sauf pour certains cas où ils sont imputés en fonction des considérations rattachées à l'utilisation des droits, la base suivante est utilisée :

70 % pour la première diffusion;
30 % pour la deuxième diffusion.

Les droits sur les films qui sont jugés inutilisables sont radiés des livres dès qu'une décision est prise à cet effet.

Quant aux productions extérieures, la participation de Télé-Québec et les droits sont reportés pour être ensuite imputés entièrement aux opérations lors de la première diffusion, sauf pour certains cas où ils sont imputés en fonction des considérations rattachées à l'utilisation des droits.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2013

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Les émissions réalisées et en cours de production sont comptabilisées au coût moyen. Le coût comprend les coûts directs des fournitures et des services ainsi qu'une imputation des frais généraux et de main-d'œuvre liée aux émissions. Le coût moyen d'une émission est imputé aux opérations lors de la diffusion initiale ou lorsque l'émission est déclarée inutilisable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût.

Le réseau d'antennes comprend les bâtisses, les matériaux, les services d'ingénierie, les infrastructures, les frais directs de main-d'œuvre, les intérêts sur le financement temporaire durant la construction et les frais généraux qui s'y rapportent.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux ci-dessous.

	Taux
Réseau d'antennes	5 %
Améliorations au réseau d'antennes	10 %
Matériel technique	10 %
Ameublement et agencement	10 %
Équipement informatique	20 %
Logiciels	33 %
Matériel roulant	20 %
Améliorations locatives	Durée du bail, maximum 5 ans

Dépréciation des immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de Télé-Québec de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de sa valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats. Aucune reprise de moins-values antérieures n'est permise.

Fournitures techniques et de production

Les stocks de fournitures techniques et de production sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est calculé selon la méthode de l'épuisement successif.

Charges payées d'avance

Les charges payées d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont Télé-Québec bénéficiera au cours du ou des prochains exercices. Ces montants sont imputés aux charges au moment où Télé-Québec bénéficiera des services acquis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2013

3. MODIFICATIONS COMPTABLES

SP 1201, Présentation des états financiers

Le chapitre SP 1201 sur la présentation des états financiers établit des principes et des normes d'ordre général visant la divulgation d'information dans les états financiers et introduit un nouvel état des gains et pertes de réévaluation. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière de Télé-Québec.

SP 3410, Paiements de transfert

Le 1^{er} septembre 2012, Télé-Québec a adopté prospectivement le chapitre SP 3410, Paiements de transfert. Ce chapitre, qui modifie et remplace l'ancien chapitre SP 3410, Paiements de transfert, établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter les paiements de transfert versés à des particuliers, à des organisations ou à d'autres gouvernements, tant du point de vue du cédant que de celui du bénéficiaire. L'application de cette norme a eu des répercussions sur l'état des résultats, sur l'état de la situation financière et sur l'état de la variation de la dette nette de la Société. Cette modification a une incidence sur les postes suivants des états financiers :

Situation financière

Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	(45 564 439) \$
Subventions reportées du gouvernement du Québec	37 912 348

Résultats

Virement de subventions relatif à l'application du chapitre SP 3410 sur les paiements de transfert	7 652 091 \$
---	--------------

SP 3450, Instruments financiers

Le 1^{er} septembre 2012, Télé-Québec a adopté prospectivement le chapitre SP 3450, Instruments financiers. Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers.

Les principaux éléments du nouveau chapitre sont les suivants :

- les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : juste valeur, coût ou coût après amortissement ;
- les actifs financiers et passifs financiers sont de façon générale évalués au coût ou au coût après amortissement ;
- de nouvelles obligations d'information sur les éléments présentés ainsi que sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers ont été ajoutées et sont présentées à la note 15.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière de Télé-Québec.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2013

3. MODIFICATIONS COMPTABLES (suite)

SP 3041, Placements de portefeuille

Le 1^{er} septembre 2012, Télé-Québec a adopté prospectivement le chapitre SP 3041, Placements de portefeuille. Ce chapitre modifie et remplace le chapitre SP 3040, Placements de portefeuille. Les principales modifications qui ont été apportées sont les suivantes :

- les parts de fonds communs de placement ont été intégrées dans le champ d'application ;
- les définitions ont été harmonisées avec celles du chapitre SP 3450, Instruments financiers ;
- l'exigence de comptabilisation à la valeur d'acquisition est supprimée, puisque les dispositions du chapitre SP 3450 relatives à la comptabilisation et à l'évaluation s'appliquent, sauf s'il s'agit de la comptabilisation initiale d'un placement de portefeuille assorti de conditions avantageuses importantes ;
- les autres dispositions, y compris celles concernant l'emploi de la méthode du taux d'intérêt effectif, ont été harmonisées avec celles du chapitre SP 3450.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière de Télé-Québec.

4. FRAIS FINANCIERS

	2013	2012
Intérêts sur emprunts temporaires		
Institution financière	6 577 \$	6 825 \$
Fonds de financement	332 940	376 005
Intérêts sur la dette à long terme – Fonds de financement	994 741	952 531
	1 334 258 \$	1 335 361 \$

5. PLACEMENT

	2013	2012
Placement TV5 Monde	9 842 \$	9 842 \$

Télé-Québec détient une participation en actions de 4,44 % dans cette société dont l'activité principale est la gestion des signaux.

6. SUBVENTIONS À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Les subventions à recevoir du gouvernement du Québec correspondent aux intérêts courus et au solde à recevoir sur des subventions liées à des projets spécifiques.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2013

7. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2013	2012
Fournisseurs et frais courus	2 295 520 \$	2 702 567 \$
Comptes à payer divers	2 674 036	1 661 065
Traitements à payer	601 833	687 509
Charges sociales à payer	2 251 351	2 265 137
	7 822 740 \$	7 316 278 \$

8. EMPRUNTS TEMPORAIRES

	2013	2012
Emprunts auprès du Fonds de financement	15 170 582 \$	26 769 926 \$

Télé-Québec est autorisée par décret du gouvernement du Québec à instituer un régime d'emprunts lui permettant d'emprunter à court terme ou par voie de marge de crédit auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, ou à long terme auprès de ce dernier, jusqu'à concurrence d'un montant total de 65 469 315 \$, aux fins suivantes.

	2013
Maintien d'actifs et numérisation	41 119 315 \$
Modernisation	8 350 000
Marge de crédit	16 000 000
	65 469 315 \$

Le gouvernement du Québec s'est engagé à verser à Télé-Québec les sommes requises pour suppléer à l'inexécution de ses obligations dans la situation où celle-ci ne serait pas en mesure de les remplir pour l'un ou l'autre des emprunts à court terme auprès du Fonds de financement. Les montants prélevés auprès du Fonds de financement portent intérêt à la moyenne des taux des acceptations bancaires à un mois, plus une marge de 0,3 % tenant lieu de frais d'émission et de gestion. Le taux d'intérêt était de 1,52 % au 31 août 2013 (1,50 % au 31 août 2012).

Télé-Québec a également un crédit autorisé renouvelable annuellement auprès d'une institution financière. Aux 31 août 2012 et 2013, la somme maximale que pouvait prélever Télé-Québec s'établissait à 16 000 000 \$. Les montants prélevés portent intérêt au taux de base lorsque la marge de crédit est utilisée, alors qu'ils portent intérêt au taux des acceptations bancaires – plus une marge de 0,3 % tenant lieu de frais d'émission et de gestion – lorsqu'il s'agit d'acceptations bancaires. Aux 31 août 2012 et 2013, Télé-Québec n'avait aucun emprunt prélevé sur ces facilités de crédit.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2013

9. DETTES À LONG TERME

	2013	2012
Emprunts sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec :		
• 4,798 % (taux effectif de 4,950 %) remboursables par versements annuels de 503 525 \$ jusqu'au 27 février 2014	503 525 \$	1 007 049 \$
• 4,2739 % (taux effectif de 4,419 %) remboursables par versements annuels de 201 409 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2014 et par un versement de 1 208 459 \$ le 1 ^{er} décembre 2015	1 611 279	1 812 689
• 4,2739 % (taux effectif de 4,392 %) remboursables par versements annuels de 302 114 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2015	906 344	1 208 459
• 2,156 % (taux effectif de 2,168 %) remboursables par versements annuels de 98 182 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2016	392 727	490 908
• 4,207 % (taux effectif de 4,341 %) remboursables par versements annuels de 260 703 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 1 303 518 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	1 303 518	1 564 221
• 2,726 % (taux effectif de 2,858 %) remboursables par versements annuels de 532 396 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 3 194 375 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	3 194 375	3 726 770
• 3,625 % (taux effectif de 3,771 %) remboursables par versements annuels de 603 308 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2015 et par un versement de 1 809 954 \$ le 1 ^{er} décembre 2016	3 619 909	4 223 228
• 3,837 % (taux effectif de 3,981 %) remboursables par versements annuels de 670 354 \$ jusqu'au 1 ^{er} juin 2018	3 351 768	4 022 122
• 3,122 % (taux effectif de 3,275 %) remboursables par versements annuels de 1 019 607 \$ jusqu'au 16 juillet 2021	8 156 858	9 176 466
• 1,695 % (taux effectif de 1,844 %) remboursables par versements annuels de 1 715 711 \$ jusqu'au 14 mai 2016 et par un versement de 10 294 264 \$ le 14 mai 2017	15 364 189	—
	38 404 492 \$	27 231 912 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2013

9. DETTES À LONG TERME (suite)

Les remboursements du capital et des intérêts des emprunts à long terme sont garantis par une hypothèque mobilière sans dépossession portant sur les subventions accordées à Télé-Québec par le ministre de la Culture et des Communications pour pourvoir au paiement en capital et intérêts sur les emprunts à long terme, au fur et à mesure que ceux-ci deviennent dus et payables, en accord avec les modalités de chacun des emprunts. Les versements effectués au titre des subventions sont transmis directement au Fonds de financement.

Les versements en capital à effectuer lors des prochains exercices sur la dette à long terme s'établissent comme suit :

2014	9 612 113 \$
2015	4 610 696
2016	5 617 746
2017	13 892 361
2018	1 689 961
2019 et subséquemment	3 058 822

10. REVENUS REPORTÉS

	2013	2012
Subventions du gouvernement du Québec	800 001 \$	41 024 400 \$
Autres revenus de productions extérieures	1 106 240	915 722
Loyers perçus d'avance	152 272	178 815
	<u>2 058 513 \$</u>	<u>42 118 937 \$</u>

11. AVANCE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Au cours de l'exercice 2010, en vertu du décret n° 634-2010, Télé-Québec a été autorisée à céder ses parts dans la Télé des Arts, et le ministre des Finances a autorisé à Télé-Québec une avance d'un montant maximal de 2 750 000 \$ pris à même la somme reçue par Télé-Québec en contrepartie de la vente de son capital-actions dans la Télé des Arts, correspondant au capital investi et récupéré au titre de remboursement de l'avance versée en vertu du décret n° 386-2001 du 4 avril 2001. L'avance devra être utilisée exclusivement par le fonds des productions régionales. Le coût d'intérêt correspond aux bénéfices nets réalisés à même l'avance de 2 750 000 \$, jusqu'à concurrence d'un maximum annuel égal au taux préférentiel. L'intérêt sera payable le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Le remboursement de l'avance devra être effectué au plus tard le 31 décembre 2021 ou, le cas échéant, à la date de récupération par Télé-Québec du capital investi.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2013

12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Réseau d'antennes	Matériel technique	Ameublement et agencement	Équipement informatique et logiciels	Matériel roulant	Améliorations locatives	Total
Coût des immobilisations							
1 ^{er} septembre 2011	37 196 620 \$	35 171 655 \$	2 708 202 \$	11 271 912 \$	774 755 \$	13 801 163 \$	100 924 307 \$
Acquisitions	2 889 313	858 780	66 833	1 059 835	161 367	4 193 019	9 229 147
Dispositions	87 112	1 471 410	5 412	225 854	81 886	–	1 871 674
31 août 2012	39 998 821	34 559 025	2 769 623	12 105 893	854 236	17 994 182	108 281 780
Acquisitions	558 216	2 071 179	11 490	1 972 700	152 435	732 980	5 499 000
Dispositions	17 247	1 353 387	17 993	146 083	50 049	–	1 584 759
31 août 2013	40 539 790	35 276 817	2 763 120	13 932 510	956 622	18 727 162	112 196 021
Cumul des amortissements							
1 ^{er} septembre 2011	28 267 972	21 288 768	2 026 086	8 405 963	630 756	9 356 256	69 975 801
Amortissement de l'exercice	746 087	2 307 807	111 107	1 326 925	59 817	1 817 068	6 368 811
Dispositions	86 986	1 458 479	5 389	225 854	81 886	–	1 858 594
31 août 2012	28 927 073	22 138 096	2 131 804	9 507 034	608 687	11 173 324	74 486 018
Amortissement de l'exercice	787 239	2 294 441	95 488	1 222 525	70 239	2 136 965	6 606 897
Dispositions	17 139	1 352 875	17 993	146 076	50 049	–	1 584 132
31 août 2013	29 697 173	23 079 662	2 209 299	10 583 483	628 877	13 310 289	79 508 783
Valeur nette comptable							
31 août 2012	11 071 748	12 420 929	637 819	2 598 859	245 549	6 820 858	33 795 762
31 août 2013	10 842 617 \$	12 197 155 \$	553 821 \$	3 349 027 \$	327 745 \$	5 416 873 \$	32 687 238 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2013

13. FLUX DE TRÉSORERIE

	2013	2012
Variations des actifs et des passifs liés au fonctionnement		
Variation des créances	(149 183) \$	286 811 \$
Variation des droits de télédiffusion et des émissions réalisées et en cours de production	4 669 347	(5 645 694)
Variation des fournitures de production	6 316	(30 585)
Variation des charges payées d'avance	33 499	16 276
Variation des subventions à recevoir du gouvernement du Québec	45 942 945	(5 008 564)
Variation des charges à payer et frais courus	506 462	(1 682 679)
Variation des droits de télédiffusion et des émissions réalisées et en cours de production à payer	(5 837 097)	5 612 410
Variation des revenus reportés	(40 060 424)	10 184 993
	5 111 865 \$	3 732 968 \$

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 273 594 \$ (2012: 1 324 688 \$).

14. DÉFICIT CUMULÉ

Comme nous l'avons mentionné à la note 3, Télé-Québec a adopté la norme relative au chapitre SP 3410, Paiements de transfert. L'impact de cette nouvelle norme est présenté ci-dessous.

Télé-Québec a contracté des dettes à long terme à la suite d'acquisitions d'immobilisations. Ces dettes seront remboursées, en partie ou en totalité, à l'aide de contributions annuelles du gouvernement du Québec au cours des exercices futurs. Ces contributions seront comptabilisées à titre de revenus dans l'exercice où elles seront autorisées par le gouvernement et où Télé-Québec satisfera aux conditions d'admissibilité.

Puisque cette comptabilisation des revenus n'est plus synchronisée avec la comptabilisation de la charge d'amortissement, il s'ensuit un décalage entre la comptabilisation des revenus de subventions du gouvernement du Québec et celle de la charge d'amortissement des immobilisations concernées. Si le gouvernement du Québec autorise des contributions futures, l'écart créé au déficit cumulé se renversera au fur et à mesure de ces autorisations.

Au 31 août 2013, l'adoption de cette norme a eu pour effet de diminuer les subventions reportées du gouvernement du Québec relatives au financement des acquisitions d'immobilisations au montant de 32 818 799 \$, de diminuer les subventions à recevoir du gouvernement du Québec afférentes au montant de 45 564 439 \$ et d'augmenter le déficit cumulé de 12 745 640 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2013

15. INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction de la Société a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que Télé-Québec subisse une perte financière si les contreparties font défaut d'exécuter les conditions des contrats. Les principaux risques de crédit pour Télé-Québec sont liés à l'encaisse, les créances et les subventions à recevoir du gouvernement du Québec. Au 31 août 2013, l'exposition maximale au risque de crédit, relativement aux actifs financiers, correspond à leur valeur comptable. Télé-Québec n'est pas exposée à un niveau de risque de crédit significatif à l'égard de ses clients, compte tenu de l'historique des comptes en souffrance non significatifs.

	2013
Moins de 30 jours	3 318 678 \$
De 30 à 60 jours	1 074 109
Plus de 60 jours	1 443 254
	5 836 041 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix. Télé-Québec est exposée seulement au risque de taux d'intérêt.

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Télé-Québec est exposée au risque de taux d'intérêt en raison de ses emprunts temporaires portant intérêt à taux variable et à ses dettes à long terme portant intérêt à taux fixe.

La fluctuation du taux d'intérêt du marché peut avoir une incidence sur les frais d'intérêts sur les emprunts temporaires. Si les taux d'intérêt pour l'exercice clos le 31 août 2013 avaient été inférieurs ou supérieurs de 50 points de base, toutes les autres variables étant demeures constantes, les frais d'intérêts pour la même période auraient été supérieurs ou inférieurs de 109 520 \$ (124 711 \$ en 2012) respectivement.

Les dettes à long terme portent intérêt à taux fixe et sont indirectement touchées par les fluctuations de leur juste valeur attribuables aux fluctuations des taux d'intérêt du marché. Cependant, les fluctuations des taux d'intérêt du marché n'auraient aucun impact sur les frais d'intérêts de Télé-Québec à l'égard de ses dettes à long terme, car celles-ci sont conservées jusqu'à leur échéance.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2013

15. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que Télé-Québec ne soit pas en mesure de satisfaire ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. Télé-Québec gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. Télé-Québec établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire à ses obligations. Les flux de trésorerie contractuels, relativement aux passifs financiers, se détaillent comme suit.

	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	4 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	15 170 582 \$	—	—	—	15 170 582 \$
Charges à payer et frais courus	7 822 740	—	—	—	7 822 740
Droits de télédiffusion et émissions réalisées et en cours de production	27 934 727	—	—	—	27 934 727
Dettes à long terme	9 612 113	10 228 44	15 582 322	3 058 822	38 481 699
	60 540 162 \$	10 228 442 \$	15 582 322 \$	3 058 822 \$	89 409 748 \$

16. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de Télé-Québec participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2013, le taux de cotisation de Télé-Québec pour le RREGOP a augmenté de 8,94 % à 9,18 % de la masse salariale assujettie, et celui du RRPE est demeuré à 12,3 %.

Les cotisations de Télé-Québec imputées aux résultats de l'exercice clos le 31 août 2013 s'élèvent à 1 214 190 \$ (2012: 1 160 039 \$). Les obligations de Télé-Québec envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 AOÛT 2013

17. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Télé-Québec s'est engagée par baux à long terme échéant à diverses dates, jusqu'en l'an 2019, pour des locaux et autres biens et services. Ces baux comportent, dans certains cas, une option de renouvellement variant de 1 à 15 ans.

La charge de loyer de l'exercice clos le 31 août 2013 concernant ces baux s'élève à 4 444 234 \$ (2012 : 4 698 784 \$).

Les paiements minimaux futurs, au cours des prochains exercices, s'établissent comme suit :

2014	4 711 029
2015	4 294 248
2016	4 158 668
2017	3 572 454
2018	3 535 375
2019 et subséquemment	2 005 219
	<hr/>
	22 276 993 \$
	<hr/>

18. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, Télé-Québec est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux, ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publics contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Télé-Québec n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

19. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2012 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2013.

RAPPORT DE LA DIRECTION

L'établissement et la présentation des états financiers de la Société du Centre des congrès de Québec (la Société) ainsi que des autres renseignements figurant dans ce rapport annuel sont sous la responsabilité de la direction. Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier. L'information présentée ailleurs dans le présent rapport annuel est compatible avec celle des états financiers.

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats futurs pourraient différer de ces estimations actuelles.

Dans le cadre de ses responsabilités, la direction de la Société maintient un système de contrôle interne conçu pour fournir une assurance raisonnable que les biens de la Société sont convenablement protégés, que les transactions sont effectuées conformément à son autorisation et enfin, que les registres comptables constituent une base fiable pour l'établissement d'états financiers exacts et ponctuels.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société du Centre des congrès de Québec, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Sylvie Godbout

Directrice de l'administration par intérim



P.-Michel Bouchard

Président-directeur général

Québec, le 18 juin 2014

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société du Centre des congrès de Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état des gains et pertes de réévaluation, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Société du centre des congrès de Québec n'a pas comptabilisé, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Société du Centre des congrès de Québec a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette dérogation m'a aussi conduit à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de la Société du Centre des congrès de Québec et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants sont nécessaires afin que les états financiers de la Société du Centre des congrès de Québec respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

	Augmentation (Diminution) En dollars	
	2014	2013
État de la situation financière		
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	78 896 219	57 308 312
Subventions reportées du gouvernement du Québec	78 896 219	57 308 312
Dettes nette et excédent cumulé	-	-

Opinion avec réserve

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société du Centre des congrès de Québec au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Société du Centre des congrès de Québec au 31 mars 2014 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

État des résultats et de l'excédent cumulé

De l'exercice clos le 31 mars 2014

	2014 Budget	2014 Réel	2013 Réel
	\$	\$	\$
Revenus			
Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec (note 3)	10 205 978	9 653 509	10 469 254
Subvention du gouvernement du Québec relative aux immobilisations corporelles et aux frais de financement reportés (note 10)	3 671 998	2 673 519	2 228 814
Location d'espaces - événements	2 514 180	2 438 465	2 764 020
Redevances	2 256 318	2 530 200	2 973 533
Services auxiliaires	2 329 502	2 205 266	2 641 398
Revenus d'intérêts	71 400	86 276	132 134
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	-	49 000	1 950
Autres	690 967	687 135	444 252
	21 740 343	20 323 370	21 655 355
Charges			
Frais d'événements	2 200 000	2 498 269	2 569 405
Frais d'opération et d'administration (note 4)	10 137 103	10 182 030	9 452 221
Taxes	4 424 550	4 121 288	4 418 837
Frais financiers (note 5)	2 084 738	1 890 254	2 132 780
Amortissement des immobilisations corporelles	4 084 518	3 860 163	3 540 938
Entretien majeur (note 8)	1 540 000	(863 839)	1 823 074
	24 470 909	21 688 165	23 937 255
Déficit annuel lié aux activités	(2 730 566)	(1 364 795)	(2 281 900)
Excédent cumulé lié aux activités au début de l'exercice	31 762 686	31 762 686	34 044 586
Excédent cumulé lié aux activités à la fin de l'exercice (note 13)	29 032 120	30 397 891	31 762 686

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.

État des gains et pertes de réévaluation

De l'exercice clos le 31 mars 2014

	2014	2013
	\$	\$
Gains de réévaluation cumulés au début	11 120	-
Gains non réalisés attribuables au cours du change survenus pendant l'exercice	53 424	11 120
Gains de réévaluation nets de l'exercice	53 424	11 120
Gains de réévaluation cumulés à la fin	64 544	11 120

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.

État de la situation financière

Au 31 mars 2014

	2014	2013
	\$	\$
Actifs financiers		
Encaisse	3 152 109	3 223 127
Dépôts à terme (note 6)	3 885 000	6 335 000
Créances	5 852 408	718 830
	12 889 517	10 276 957
Passifs		
Charges à payer et frais courus (note 8)	38 652 561	13 090 414
Dépôts de clients	1 023 730	924 715
Revenus reportés	223 563	236 667
Autre passif (note 9)	62 316	102 437
Subventions reportées du gouvernement du Québec (note 10)	10 507 096	9 713 924
Dettes (note 11)	46 387 015	47 681 312
	96 856 281	71 749 469
Dette nette	83 966 764	61 472 512
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	1 377 430	1 288 346
Immobilisations corporelles (note 12)	113 051 769	91 957 972
	114 429 199	93 246 318
Excédent cumulé lié aux activités (note 13)	30 397 891	31 762 686
Gains de réévaluation cumulés	64 544	11 120
Excédent cumulé	30 462 435	31 773 806
Obligations contractuelles (note 17)		

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



P.-Michel Bouchard, administrateur
Président-directeur général



Roger Demers, FCPA, FCA
Président du comité de vérification

État de la variation de la dette nette

De l'exercice clos le 31 mars 2014

	2014 Budget	2014 Réel	2013 Réel
	\$	\$	\$
Déficit annuel lié aux activités	(2 730 566)	(1 364 795)	(2 281 900)
Variation due aux immobilisations corporelles			
Acquisition (note 12)	(26 323 250)	(24 953 960)	(12 757 843)
Amortissement (note 12)	4 084 518	3 860 163	3 540 938
	(22 238 732)	(21 093 797)	(9 216 905)
Variation due aux charges payées d'avance			
Acquisition	-	(1 377 430)	(1 288 346)
Utilisation	-	1 288 346	1 182 173
	-	(89 084)	(106 173)
	(24 969 298)	(22 547 676)	(11 604 978)
Gains de réévaluation nets de l'exercice	-	53 424	11 120
Augmentation de la dette nette	(24 969 298)	(22 494 252)	(11 593 858)
Dette nette au début de l'exercice	(61 472 512)	(61 472 512)	(49 878 654)
Dette nette à la fin de l'exercice	(86 441 810)	(83 966 764)	(61 472 512)

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie

De l'exercice clos le 31 mars 2014

	2014	2013
	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Rentrée de fonds-clients	2 795 371	8 894 516
Rentrée de fonds-subventions du gouvernement du Québec	13 120 200	13 559 400
Sortie de fonds-fournisseurs et membres du personnel	(14 822 645)	(16 364 223)
Intérêts reçus	104 303	126 344
Intérêts versés	(1 981 941)	(2 103 692)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	(784 712)	4 112 345
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(600 249)	(5 438 679)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	49 000	1 950
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations corporelles	(551 249)	(5 436 729)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Nouvelle dette	28 254 650	4 300 000
Remboursement de la dette	(29 439 707)	(3 108 113)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 185 057)	1 191 887
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(2 521 018)	(132 497)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	9 558 127	9 690 624
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin ⁽¹⁾	7 037 109	9 558 127
(1) La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent :		
Encaisse	3 152 109	3 223 127
Dépôts à terme	3 885 000	6 335 000
	7 037 109	9 558 127

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 mars 2014

1 Constitution et objets

La Société du Centre des congrès de Québec (la Société), personne morale au sens du Code civil, a été instituée le 1er juillet 1993 par une loi spéciale (RLRQ, chapitre S-14.001).

Elle a pour objets:

- d'administrer et d'exploiter le Centre des congrès de Québec;
- d'élaborer des projets de développement ou d'exploitation du Centre des congrès;
- d'exercer des commerces et autres activités de nature à contribuer au développement du Centre des congrès et d'en assurer l'exploitation, la promotion et l'administration.

En vertu de l'article 3 de sa loi constitutive, la Société est mandataire de l'État et, par conséquent, n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

2 Principales méthodes comptables

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public* et elle applique le modèle de présentation recommandé par ce Manuel. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers de la Société conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Le principal élément faisant l'objet d'une estimation est la durée de vie des immobilisations corporelles.

INSTRUMENTS FINANCIERS

L'encaisse, les dépôts à terme et les créances (excluant les taxes à recevoir) sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les charges à payer et frais courus à l'exception des avantages sociaux, les dépôts de clients et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

CONSTATATION DES REVENUS

Les revenus provenant de la location d'espaces et de la prestation de services auxiliaires sont constatés au fur et à mesure que les services sont rendus. Toute différence entre le montant perçu et le montant constaté à titre de revenus est inscrite à l'état de la situation financière à titre de dépôts de clients ou de créances. Les redevances sont constatées à mesure que celles-ci deviennent gagnées en vertu des conditions contractuelles.

2 Principales méthodes comptables (suite)

CONSTATATION DES REVENUS (SUITE)

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date du règlement et les revenus qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice.

CONSTATATION DES SUBVENTIONS

Les subventions sont constatées en revenus au cours de l'exercice où celles-ci ont été dûment autorisées et que la Société a atteint tous les critères d'admissibilité. Elles sont comptabilisées comme revenus reportés si des stipulations particulières créent l'obligation répondant à la définition de passif. La comptabilisation du revenu se fait au fur et à mesure que le passif est réglé.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'encaisse, les placements facilement convertibles à court terme en un montant connu d'espèces dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative et les emprunts temporaires.

SUBVENTION REPORTÉE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

La subvention reportée du gouvernement du Québec correspond à l'écart entre, d'une part, la somme des charges d'intérêts engagées sur les emprunts afférents à l'acquisition d'immobilisations corporelles et de l'amortissement cumulé sur ces immobilisations corporelles et sur les frais de financement reportés financés par ces emprunts et, d'autre part, la somme des subventions du gouvernement du Québec reçues pour permettre les versements sur ces emprunts.

RÉGIMES DE RETRAITE

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que la Société ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le terrain et la bâtisse, acquis pour une valeur symbolique de 1 \$ le 1^{er} janvier 1994, ont été comptabilisés à la valeur de l'évaluation municipale à cette date. Les autres immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, en fonction de leur durée de vie utile prévue comme suit :

Bâtisses	40 ans
Aménagements	10 ans
Mobilier et équipement	3 et 5 ans
Logiciels	5 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

CONVERSION DES DEVISES

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière. Les revenus et les charges sont pour leur part convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'opération. Un gain ou une perte de change qui se produit avant le règlement est comptabilisé dans l'état des gains et pertes de réévaluation. Au cours de l'exercice où a lieu le règlement, le montant cumulatif des gains et pertes de réévaluation fait l'objet d'une écriture de contrepassation dans l'état des gains et pertes de réévaluation et un gain ou une perte de change déterminé en fonction du cours du change à la date de comptabilisation initiale de l'élément est comptabilisé dans l'état des résultats.

3 Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec

	2014	2013
	\$	\$
Subvention de fonctionnement :		
Subvention reçue pour l'exercice	13 120 200	13 559 400
Subvention reportée relative au service de la dette (note 10)	(5 351 060)	(5 210 299)
	7 769 140	8 349 101
Virement de la subvention reportée relative aux intérêts encourus sur les emprunts (note 10)	1 884 369	2 120 153
	9 653 509	10 469 254

4 Frais d'opération et d'administration

	2014	2013
	\$	\$
Traitements et avantages sociaux	4 981 708	4 898 104
Assurances et permis	121 414	125 368
Énergie et chauffage	890 596	802 930
Gardiennage	490 148	480 450
Service d'entretien ménager	151 696	202 445
Service d'entretien spécialisé	1 136 846	984 960
Entretien et réparations	845 298	856 178
Promotion et communications	1 188 993	773 963
Services professionnels et administratifs	302 024	264 865
Formation professionnelle	61 183	54 425
Créances douteuses	12 124	8 533
	10 182 030	9 452 221

5 Frais financiers

	2014	2013
	\$	\$
Intérêts sur la dette	1 884 369	2 120 153
Autres intérêts et frais bancaires	5 885	12 627
	1 890 254	2 132 780

6 Dépôts à terme

	2014	2013
	\$	\$
Certificats de dépôt rachetables		
1,21 %, échu en septembre 2013	-	6 335 000
1,16 %, échéant en septembre 2014	3 885 000	-
	3 885 000	6 335 000

7 Emprunts temporaires

La Société est autorisée, en vertu d'un régime d'emprunts à court terme, à contracter des emprunts temporaires jusqu'à concurrence d'un montant total de 4 000 000 \$ jusqu'au 30 juin 2018. Aux 31 mars 2014 et 2013, la Société n'avait pas d'emprunts temporaires.

Aux fins d'assurer le remboursement en capital et intérêts des emprunts contractés auprès du ministre des Finances, en vertu de ce régime d'emprunts, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser à la Société les sommes requises pour suppléer à l'inexécution de ses obligations dans la situation où celle-ci ne serait pas en mesure de les respecter pour l'un ou l'autre de ces emprunts.

8 Charges à payer et frais courus

	2014	2013
	\$	\$
Traitements	775 522	804 675
Avantages sociaux	130 878	153 448
Fournisseurs	4 632 588	1 512 594
Fournisseurs - immobilisations corporelles	31 675 445	7 321 734
Intérêts courus sur emprunts	716 967	897 963
Entretien majeur ⁽¹⁾	721 161	2 400 000
	38 652 561	13 090 414

(1) Au 31 mars 2013, la Société avait enregistré une provision au montant de 1 585 000 \$ pour les travaux du mur de maçonnerie. Le coût réel de ces travaux ont été de 1 442 323 et la Société québécoise des infrastructures a assumé 50 % de coûts de réfection soit un montant de 721 162 \$. L'écart entre le montant provisionné et le coût réel soit 863 839 \$ a été inscrit au poste « entretien majeur » à l'état des résultats et de l'excédent cumulé.

9 Autre passif

L'autre passif est constitué d'un contrat de location-acquisition pour l'achat d'équipement, remboursable par versements mensuels, ne portant pas intérêt et échéant en septembre 2015.

10 Subvention reportée du gouvernement du Québec

	2014	2013
	\$	\$
Les subventions reportées s'établissent comme suit :		
Solde au début	9 713 924	8 852 592
Virement de la subvention relative à l'amortissement des immobilisations corporelles et des frais de financement reportés	(2 673 519)	(2 228 814)
Virement de la subvention relative aux intérêts encourus sur les emprunts	(1 884 369)	(2 120 153)
	5 156 036	4 503 625
Subvention reportée relative au service de la dette	5 351 060	5 210 299
	10 507 096	9 713 924

11 Dettes

Auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec.

	2014	2013
	\$	\$
Billets à payer		
Taux effectif de 3,604 % l'an, remboursable par versements semestriels de 1 815 354 \$ en capital et intérêts, échéant le 1 ^{er} octobre 2021 ⁽¹⁾	25 079 073	-
Taux effectif de 4,536 % l'an, remboursable par versements semestriels de 1 856 554 \$ en capital et intérêts, échéant le 1 ^{er} octobre 2013 ⁽¹⁾	-	28 592 341
Taux effectif de 3,313 % l'an, remboursable par versements semestriels de 75 552 \$ en capital et intérêts, échéant le 1 ^{er} mars 2022 ⁽¹⁾	1 047 464	-
Taux effectif de 2,257 % l'an, remboursable par versements semestriels de 79 807 \$ en capital, échéant le 1 ^{er} décembre 2017 ⁽¹⁾	635 661	794 476
Taux effectif de 4,683 % l'an, remboursable par versements semestriels de 569 173 \$ en capital et intérêts, échéant le 1 ^{er} décembre 2016 ⁽¹⁾	13 622 845	14 113 873
Taux effectif de 3,706 % l'an, remboursable par versements semestriels de 86 000 \$ en capital, échéant le 1 ^{er} juin 2037 ⁽¹⁾	4 009 999	4 180 622
Taux effectif de 2,422 % l'an, remboursable par versements semestriels de 200 000 \$ en capital, échéant le 1 ^{er} décembre 2018	1 991 973	-
	46 387 015	47 681 312

Les montants des versements en capital à effectuer sur la dette au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

	\$
2015	4 154 776
2016	4 287 340
2017	16 420 015
2018	3 949 291
2019	3 901 014
2020 et suivants	13 876 265

(1) Aux fins d'assurer le remboursement en capital et intérêts des emprunts contractés en vertu du régime d'emprunts instauré par la Société, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser à la Société les sommes requises pour suppléer à l'inexécution de ses obligations dans la situation où celle-ci ne serait pas en mesure de les respecter pour l'un ou l'autre de ces emprunts.

12 Immobilisations corporelles

	Terrains	Bâtisses	Aménagements	Mobilier et équipement	Logiciels	Total 2014	Total 2013
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût des immobilisations							
Solde d'ouverture	5 618 150	129 105 238	2 063 786	4 295 129	728 603	141 810 906	129 053 063
Acquisitions	-	22 983 321	-	1 970 420	219	24 953 960	12 757 843
Dispositions	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture	5 618 150	152 088 559	2 063 786	6 265 549	728 822	166 764 866	141 810 906
Amortissement cumulé							
Solde d'ouverture	-	45 417 239	1 072 450	2 767 343	595 902	49 852 934	46 311 996
Amortissement de l'exercice	-	2 920 541	206 425	733 197	-	3 860 163	3 540 938
Incidence des dispositions	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture	-	48 337 780	1 278 875	3 500 540	595 902	53 713 097	49 852 934
Valeur nette							
comptable 2014	5 618 150	103 750 779	784 911	2 765 009	132 920	113 051 769	-
Valeur nette							
comptable 2013	5 618 150	83 687 999	991 336	1 527 786	132 701	-	91 957 972

Des immobilisations corporelles classées sous les rubriques « Bâtisses », « Mobilier et équipement » et « Logiciels » totalisant 34 981 968 \$ (31 mars 2013 : « Bâtisses », « Mobilier et équipement » totalisant 12 358 943 \$) n'ont pas été amorties étant donné qu'elles n'étaient pas opérationnelles en fin d'exercice.

13 Excédent cumulé lié aux activités

Le tableau suivant fournit les principaux éléments qui composent le poste « Excédent cumulé lié aux activités » :

	2014	2013
	\$	\$
Excédent relatif à un terrain reçu ⁽¹⁾	1 532 250	1 532 250
Excédent cumulé investi en immobilisations corporelles	22 294 519	23 481 163
Excédent cumulé réservé pour entretien majeur	6 100 000	6 250 000
Excédent cumulé réservé pour développement des marchés	300 000	300 000
Excédent cumulé non affecté	171 122	199 273
Total de l'excédent cumulé lié aux activités	30 397 891	31 762 686

Les affectations pour l'excédent cumulé investi en immobilisations corporelles, l'excédent réservé pour entretien majeur et l'excédent réservé pour développement des marchés sont approuvées annuellement par le conseil d'administration.

(1) Il représente la cession par la Ville de Québec, le 1^{er} janvier 1994, d'un terrain pour une valeur symbolique de 1 \$ comptabilisé à la valeur de l'évaluation municipale à cette date.

14 Avantages sociaux futurs

RÉGIME DE RETRAITE

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2014, le taux de cotisation de la Société pour le RREGOP est passé de 9,18 % à 9,84 % de la masse salariale cotisable et le taux pour le RRPE passe de 12,30 % à 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2014 (0,54 % au 1^{er} janvier 2013) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi la Société doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2013 correspondant à 1,08 % de la masse salariale cotisable et à 11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014.

Les cotisations de la Société imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 303 078 \$ (31 mars 2013 : 249 102 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

INDEMNITÉS DE VACANCES DUES AU PERSONNEL

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la Société estime que les vacances accumulées sont prises dans l'exercice suivant. La provision pour indemnités de vacances dues au personnel est incluse au poste charges à payer et frais courus.

PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la Société rembourse les jours non utilisés au 31 mars de chaque année selon les normes et barèmes de rémunération. La provision pour congés de maladie est incluse au poste charges à payer et frais courus.

PROVISION POUR LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DES CADRES SUPÉRIEURS DANS LA FONCTION PUBLIQUE

La politique de rémunération des cadres supérieurs dans la fonction publique prévoit un montant à verser en indemnité de départ à chaque cadre soumis à cette politique. Les cadres supérieurs de la Société ont droit à une indemnité de départ correspondant à un mois de salaire pour chaque année d'ancienneté jusqu'à un maximum de douze mois. La provision pour la rémunération des cadres supérieurs est incluse au poste charges à payer et frais courus.

15 Informations sur les risques financiers

GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. La Société est exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers qui exposent la Société à une concentration du risque de crédit sont composés de la trésorerie, des placements à court terme et des créances. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

Le risque de crédit associé à l'encaisse et aux dépôts à terme est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésorerie sont investis dans des placements très liquides. La politique de la Société est d'investir les excédents de trésorerie auprès d'institutions financières réputées dans des dépôts à terme.

À l'égard des créances, la Société estime que la concentration du risque de crédit est minime en raison de son processus de facturation et d'encaissement, du suivi rigoureux effectué auprès de chaque client et du bon historique de paiement des clients. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque spécifique de chaque client.

Le tableau suivant présente la balance chronologique des créances, déduction faite de la provision pour créances douteuses:

	2014	2013
	\$	\$
Créances déduction faite de la provision pour créances douteuses :		
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	637 572	323 945
De 30 à 60 jours suivant la date de facturation	276 972	146 127
De 61 à 90 jours suivant la date de facturation	250 260	53 096
Plus de 90 jours suivant la date de facturation	56 378	77 305
	1 221 182	600 473
Provision pour créances douteuses	(20 433)	(9 811)
Autres créances ⁽¹⁾	94 435	56 827
	1 295 184	647 489

(1) Les créances incluent également des taxes à recevoir pour un montant de 4 557 224 \$

(31 mars 2013 : 71 341 \$) qui ne sont pas des instruments financiers.

15 Informations sur les risques financiers (suite)

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que la Société ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

La Société finance ses charges d'exploitation ainsi que l'acquisition et l'amélioration des immobilisations corporelles en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitations, des subventions et des revenus provenant de la cession d'immobilisations corporelles excédentaires. La Société respecte ses exigences en matière de liquidité en préparant et en surveillant les plans de financement et de dépenses, et en détenant des actifs financiers pouvant facilement être transformés en trésorerie.

Les tableaux suivants présentent l'échéance estimative des passifs financiers aux 31 mars 2014 et 2013, à l'exception des avantages sociaux et de la provision pour entretien majeur :

2014	Valeur comptable	Échéance				
		Moins de 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs financiers						
Charges à payer et frais courus	37 800 522	37 800 522	-	-	-	-
Dépôts de clients	1 023 730	771 925	165 805	77 500	8 500	-
Dettes	46 387 015	609 422	3 512 882	4 254 869	24 201 585	13 808 257
	85 211 267	39 181 869	3 678 687	4 332 369	24 210 085	13 808 257

2013	Valeur comptable	Échéance				
		Moins de 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs financiers						
Charges à payer et frais courus	10 032 448	2 832 448	-	7 200 000	-	-
Dépôts de clients	924 715	568 515	261 700	94 500	-	-
Dettes	47 681 312	1 644 508	27 795 199	857 202	14 122 849	3 261 554
	58 638 475	5 045 471	28 056 899	8 151 702	14 122 949	3 261 554

La Société a enregistré dans les charges à payer un montant de 33 241 382 \$ dû à la Société québécoise des infrastructures pour des travaux de rénovation du secteur des boutiques de Place Québec. Ces travaux seront financés par un emprunt à long terme au mois d'avril 2014. Cet emprunt est déjà autorisé et servira à payer cette créance.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Société est exposée au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

RISQUE DE CHANGE

La Société est exposée au risque de change en raison d'encaisse libellée en dollars américains. Au 31 mars 2014, l'encaisse libellée en devises américaines totalise 674 543 \$ canadien. La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de change.

À la date de l'état de la situation financière, le taux de change pour le dollar américain est de 1.10581.

Une variation de 10 % du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la date de l'état de la situation financière, aurait augmenté ou diminué l'encaisse de 67 454 \$. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. L'analyse comparative a été effectuée selon les mêmes hypothèses.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La Société gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêts.

L'encaisse porte intérêt à un taux variable, les créances, les charges à payer et les frais courus sont sans intérêt. La dette à long terme porte intérêt à taux fixe. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auxquels est exposé la Société est minime. Les modalités reliées aux dépôts à terme et aux dettes sont mentionnées aux notes complémentaires aux états financiers (notes 6 et 11).

16 Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

17 Obligations contractuelles

La Société est engagée par des contrats échéant à diverses dates jusqu'au 30 avril 2018 pour des services d'entretien ménager et d'entretien spécialisé.

Les paiements minimums futurs de ces contrats s'établissent comme suit :

2015	811 060 \$
2016	386 485
2017	208 298
2018	66 600
2019	5 550
	1 477 993 \$

18 Chiffres comparatifs

Les chiffres de 2013 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014.

ANNEXE

Renseignements complémentaires
aux états financiers

31 mars 2014

Afin de faciliter les comparaisons avec le secteur privé, la Société a choisi de divulguer des renseignements complémentaires sur ses résultats suivant la présentation qu'elle adoptait par le passé.

	2014	2013
	\$	\$
Revenus		
Location d'espaces - événements	2 438 465	2 764 020
Redevances	2 530 200	2 973 533
Services auxiliaires	2 205 266	2 641 398
Revenus d'intérêts	86 276	132 134
Autres	687 135	444 252
	7 947 342	8 955 337
Charges		
Frais d'événements	2 498 269	2 569 405
Frais d'opération et d'administration	10 182 030	9 452 221
Taxes	4 121 288	4 418 837
Frais financiers	1 890 254	2 132 780
	18 691 841	18 573 243
Déficit des revenus sur les charges avant subvention de fonctionnement et autres éléments :	(10 744 499)	(9 617 906)
Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec	9 653 509	10 469 254
Excédent des revenus sur les charges avant les éléments suivants :	(1 090 990)	851 348
Gain sur cession d'immobilisations corporelles	49 000	1 950
Subvention du gouvernement du Québec relative aux immobilisations et aux frais de financement reportés	2 673 519	2 228 814
Amortissement des immobilisations corporelles	(3 860 163)	(3 540 938)
Entretien majeur	863 839	(1 823 074)
Déficit annuel lié aux activités	(1 364 795)	(2 281 900)

RESSOURCES FINANCIÈRES



RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société du Grand Théâtre de Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes du secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et l'auditeur indépendant, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société du Grand Théâtre de Québec, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le président-directeur général,

MARCEL DALLAIRE

La directrice de l'administration,

NATHALIE BÉLANGER, CPA, CA

Québec, le 17 décembre 2013



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société du Grand Théâtre de Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 août 2013 ainsi que les états des résultats et excédent cumulé, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Société du Grand Théâtre de Québec n'a pas comptabilisé au 31 août 2013 et 2012 à l'état de la situation financière des montants respectifs de 20 118 913 \$ et de 19 399 580 \$ relativement à des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts. Cette situation constitue une dérogation à la nouvelle norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Société a satisfait aux critères d'admissibilité. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux* (RLRQ, chapitre S-37.01), entrée en vigueur le 14 juin 2013, énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de la Société du Grand Théâtre de Québec et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. La non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, entraîne une sous-évaluation des subventions reportées du gouvernement du



Québec respectives de 15 635 096 \$ et de 14 274 946 \$ et une sous-évaluation de l'excédent cumulé de 4 483 817 \$ et de 5 124 634 \$ au 31 août 2013 et 2012 ainsi qu'une surévaluation des revenus et une surévaluation de l'excédent annuel de 640 817 \$ et de 695 950 \$ pour les exercices clos les 31 août 2013 et 2012.

Opinion avec réserve

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société du Grand théâtre de Québec au 31 août 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre v-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Société du Grand Théâtre de Québec au 31 août 2013 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre v-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des changements apportés aux méthodes comptables relatives aux instruments financiers et compte tenu de l'application rétroactive des changements apportés aux paiements de transfert, expliqués à la note 3, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

MICHEL SAMSON, CPA AUDITEUR, CA

Québec, le 17 décembre 2013.

ÉTATS FINANCIERS

RÉSULTATS

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2013
(en milliers de dollars)



	Budget	2013	2012 retraité (note 3)
REVENUS			
Subvention du gouvernement du Québec – fonctionnement (note 5)	2 890	2 799	2 970
Subventions du gouvernement du Québec – immobilisations	2 600	2 777	2 637
Virement des subventions reportées du gouvernement du Québec	–	1 325	621
Billetterie	1 562	1 690	1 538
Services scéniques	1 113	1 301	1 308
Présentation de spectacles (note 6)	1 000	690	1 667
Location de salles	956	1 068	953
Stationnements	158	188	161
Commandite	135	103	142
Services à la clientèle	111	112	108
Intérêts	20	28	40
Autres	48	90	54
	10 593	12 171	12 199
CHARGES			
Salaires et avantages sociaux	3 452	3 795	3 892
Frais généraux – bâtisse	1 903	1 887	1 837
Frais artistiques	890	461	1 250
Frais financiers (note 7)	601	634	623
Entretien et réparations de la bâtisse	589	454	487
Frais de vente de la billetterie	485	643	451
Publicité	230	262	363
Gardiennage	285	291	293
Achats, entretien et réparations d'équipements	230	147	187
Transport et communications	66	71	69
Fournitures	62	41	55
Honoraires professionnels	91	54	49
Location d'équipements	19	16	20
Stationnements	–	11	–
Amortissement des immobilisations corporelles	1 900	2 825	1 909
	10 803	11 592	11 485
(DÉFICIT) EXCÉDENT ANNUEL	(210)	579	714

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTATS FINANCIERS

EXCÉDENT CUMULÉ

AU 31 AOÛT 2013
(en milliers de dollars)



	2013	2012 retraité (note 3)
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DÉJÀ ÉTABLI	5 408	5 389
Impact lié à l'application de nouvelles méthodes comptables (note 3)	(5 125)	(5 820)
EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULÉ AU DÉBUT RETRAITÉ	283	(431)
Excédent annuel	579	714
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	862	283

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 AOÛT 2013
(en milliers de dollars)



	2013	2012 retraité (note 3)
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 087	37
Dépôts à terme (note 8)	1 700	1 100
Débiteurs	468	619
Frais reportés liés aux dettes	–	77
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec (note 9)	196	246
	3 451	2 079
PASSIFS		
Emprunts bancaires (note 10)	3 790	4 221
Dépôts – vente de billets	1 629	1 331
Charges à payer et frais courus (note 11)	1 950	711
Intérêts courus	166	139
Revenu perçu d'avance	–	40
Subventions reportées du gouvernement du Québec	9 279	10 681
Dettes à long terme (note 12)	15 931	14 771
	32 745	31 894
DETTE NETTE	(29 294)	(29 815)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Charges payées d'avance	534	511
Fournitures	87	82
Immobilisations corporelles (note 13)	29 535	29 505
	30 156	30 098
EXCÉDENT CUMULÉ (note 14)	862	283

Obligations contractuelles (note 15)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

SUZANNE GAGNÉ

ALAIN LEMAY

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2013
(en milliers de dollars)



	Budget	2013	2012 retraité (note 3)
(DÉFICIT) EXCÉDENT ANNUEL	(210)	579	714
Variation due aux immobilisations corporelles			
Acquisitions	(2 861)	(2 855)	(2 717)
Amortissement	1 900	2 825	1 909
	(1 171)	549	(94)
Variation des charges payées d'avance	--	(23)	(17)
Variation des fournitures	--	(5)	(8)
	--	(28)	(25)
(Diminution) Augmentation de la dette nette	(1 171)	521	(119)
DETTE NETTE AU DÉBUT DÉJÀ ÉTABLIE		(24 690)	(23 876)
Impact lié à l'application de nouvelles méthodes comptables (note 3)		(5 125)	(5 820)
DETTE NETTE AU DÉBUT RETRAITÉE		(29 815)	(29 696)
DETTE NETTE À LA FIN		(29 294)	(29 815)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTATS FINANCIERS

FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2013
(en milliers de dollars)



	2013	2012 retraité (note 3)
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent annuel	579	714
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	2 825	1 909
Virement des subventions reportées du gouvernement du Québec	(1 325)	(621)
Amortissement des frais reportés liés aux dettes	-	22
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement (note 16)	1 364	(288)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	3 443	1 736
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition de placements	(600)	(1 100)
Produits de cession de placements	600	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-	(1 100)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(2 522)	(2 823)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(2 522)	(2 823)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunts bancaires	(431)	(4 811)
Subventions reportées encaissées	-	51
Augmentation de la dette à long terme	3 330	7 263
Remboursement de la dette à long terme	(2 170)	(2 090)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	729	413
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	1 650	(1 774)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	37	1 811
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 16)	1 687	37

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2013

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



1. CONSTITUTION ET FONCTIONS

La Société du Grand Théâtre de Québec (la Société), personne morale au sens du Code civil, instituée en vertu de la *Loi sur la Société du Grand Théâtre de Québec* (RLRQ, chapitre S-14.01), a pour objet d'exploiter une entreprise de diffusion des arts de la scène et d'administrer le Grand Théâtre de Québec ou tout autre établissement dont le gouvernement lui confie la gestion.

Ces activités ont particulièrement pour but de procurer un lieu de résidence aux organismes artistiques majeurs, de favoriser l'accessibilité aux diverses formes d'art de la scène et de promouvoir la vie artistique et culturelle au Québec.

En vertu de l'article 32 de sa loi constitutive, la Société finance ses activités par les sommes qu'elle reçoit et les crédits accordés annuellement à cette fin par le Parlement. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

En vertu de l'article 984 de la *Loi sur les impôts du Québec* et de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*, la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le Manuel de comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations, les charges à payer et les frais courus. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

États des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

Instruments financiers

L'encaisse, les dépôts à terme, les débiteurs et les subventions à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts bancaires, les charges à payer et frais courus autres que les avantages sociaux, les intérêts courus et la dette à long terme sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2013

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

**Revenus**

SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Les subventions du gouvernement du Québec sont comptabilisées à titre de revenus dans l'exercice où le transfert a été autorisé et où la Société satisfait à tous les critères d'admissibilité, sauf lorsque, et dans la mesure où, le transfert crée une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les conditions relatives à ce passif sont rencontrées.

AUTRES REVENUS

Les revenus provenant de la prestation de services et des ventes sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies:

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord ;
- La livraison a eu lieu et les services ont été rendus ;
- Le prix de vente est déterminé ou déterminable ;
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

Actifs financiers

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'encaisse et des dépôts à terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu d'espèces dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

Passif

RÉGIME DE RETRAITE

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée au régime interemployeurs à prestations déterminées gouvernemental puisque que la Société ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Actifs non financiers

Les actifs non financiers de la Société sont employés normalement pour fournir des services futurs.

FOURNITURES

Les fournitures sont comptabilisées au moindre du coût ou de la valeur marchande.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le terrain et la bâtisse, acquis du gouvernement du Québec pour une valeur symbolique, sont comptabilisés selon l'évaluation municipale à la date d'acquisition. Les autres acquisitions sont comptabilisées au coût. Le coût comprend le matériel, la main-d'œuvre directe, les honoraires professionnels et les autres frais directs. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, soit :

Bâtisse	30 ans
Ajouts et réparations majeures à la bâtisse	15 ans
Équipement technique de scène	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 ans
Équipement informatique	3 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2013

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



La Société examine régulièrement la valeur comptable de ses immobilisations corporelles en comparant la valeur comptable de celles-ci avec les flux de trésorerie futurs non actualisés qui devraient être générés par l'actif. Tout excédent de la valeur comptable sur la juste valeur est imputé aux résultats de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

3. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

SP 1201 – Présentation des états financiers

Le 1^{er} septembre 2012, la Société a adopté le chapitre SP 1201, «Présentation des états financiers». Ce dernier introduit un nouvel état des gains et pertes de réévaluation et il modifie et remplace le chapitre SP 1200 «Présentation des états financiers». L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière de la Société.

SP 3450 – Instruments financiers

Le 1^{er} septembre 2012, la Société a adopté prospectivement le chapitre SP 3450 «Instruments financiers». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers.

Les principaux éléments de ce chapitre sont les suivants :

- Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : juste valeur, ou coût ou coût après amortissement ;
- Jusqu'à ce qu'un élément soit décomptabilisé, les gains et les pertes découlant de la réévaluation à la juste valeur sont présentés dans l'état des gains et pertes de réévaluation ;
- De nouvelles obligations d'information sur les éléments présentés ainsi que sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers ont été ajoutées et sont présentées à la note 19.

En date du 1^{er} septembre 2012, la Société a :

- comptabilisé tous ses actifs financiers et ses passifs financiers dans son état de la situation financière et classé les éléments conformément aux catégories prescrites par le SP 3450 ;
- appliqué les critères prescrits par le SP 3450 pour identifier les actifs financiers et les passifs financiers qui doivent être évalués à la juste valeur ;
- appliqué prospectivement les dispositions relatives à l'évaluation du présent chapitre.

Au niveau de l'état de la situation financière, cette modification a eu pour effet d'inscrire les frais reportés liés aux dettes de 76 897 \$ en diminution de la dette à long terme et d'augmenter les intérêts courus de 5 751 \$. De plus, cette modification a eu pour effet d'augmenter le déficit annuel de l'exercice clos le 31 août 2013 de 9 328 \$.

SP 3410 – Paiements de transfert

Le 1^{er} septembre 2012, la Société a adopté rétroactivement le chapitre SP 3410 «Paiements de transfert». Ce chapitre, qui modifie et remplace l'ancien chapitre SP 3410 «Paiements de transfert», établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter les paiements de transfert versés à des particuliers, à des organisations ou à d'autres gouvernements, tant du point de vue du cédant que de celui du bénéficiaire. L'application de cette norme a eu des répercussions qui sont reflétées à l'état des résultats, à l'état de l'excédent cumulé, à l'état de la situation financière et à l'état de la variation de la dette nette. Cette modification a eu pour effet de radier les subventions à recevoir attribuables aux projets d'immobilisation, les subventions reportées et de diminuer l'excédent cumulé.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2013

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



Au niveau de l'état de la situation financière, la modification de méthodes comptables a eu les effets suivants :

	Au 31 août 2011	Ajustements suite à l'adoption de nouvelles normes	Au 1 ^{er} septembre 2011
ACTIFS FINANCIERS			
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	18 872	(18 677)	195
PASSIFS			
Subventions reportées du gouvernement du Québec	24 106	(12 584)	11 522
EXCÉDENT CUMULÉ	5 389	(5 820)	(431)

	Au 31 août 2012	Ajustements suite à l'adoption de nouvelles normes	Au 1 ^{er} septembre 2012
ACTIFS FINANCIERS			
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	19 646	(19 400)	246
PASSIFS			
Subventions reportées du gouvernement du Québec	24 956	(14 275)	10 681
EXCÉDENT CUMULÉ	5 408	(5 125)	283

Au niveau de l'état des résultats, cette modification a eu pour effet d'augmenter l'excédent annuel de l'exercice clos le 31 août 2012 :

	2012
EXCÉDENT ANNUEL DÉJÀ ÉTABLI	19
Subventions du gouvernement du Québec – immobilisations	2 036
Virement des subventions reportées du gouvernement du Québec	(1 341)
EXCÉDENT ANNUEL RETRAITÉ	714

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2013

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



4. RÉSULTATS PAR FONDS

La Société effectue un suivi de ses opérations par fonds.

	2013				2012 retraité (note 3)
	FONDS DES OPÉRATIONS	FONDS DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL	FONDS DES IMMOBILISATIONS	TOTAL	TOTAL
REVENUS					
Subvention du gouvernement du Québec – fonctionnement	2 799	–	–	2 799	2 970
Subventions du gouvernement du Québec – immobilisations	–	–	2 777	2 777	2 637
Virement des subventions reportées du gouvernement du Québec	–	–	1 325	1 325	621
Billetterie	1 690	–	–	1 690	1 538
Services scéniques	1 301	–	–	1 301	1 308
Présentation de spectacles	690	–	–	690	1 667
Location de salles	1 068	–	–	1 068	953
Stationnements	188	–	–	188	161
Commandite	103	–	–	103	142
Services à la clientèle	112	–	–	112	108
Intérêts	28	–	–	28	40
Autres	29	–	61	90	54
	8 008	–	4 163	12 171	12 199
CHARGES					
Salaires et avantages sociaux	3 795	–	–	3 795	3 892
Frais généraux – bâtisse	1 887	–	–	1 887	1 837
Frais artistiques	451	10	–	461	1 250
Frais financiers	–	–	634	634	623
Entretien et réparations de la bâtisse	448	–	6	454	487
Frais de vente de la billetterie	643	–	–	643	451
Publicité	241	21	–	262	363
Gardiennage	291	–	–	291	293
Achats, entretien et réparations d'équipements	145	–	2	147	187
Transport et communications	71	–	–	71	69
Fournitures	41	–	–	41	55
Honoraires professionnels	26	–	28	54	49
Location d'équipements	16	–	–	16	20
Stationnements	11	–	–	11	–
Amortissement des immobilisations corporelles	–	–	2 825	2 825	1 909
	8 066	31	3 495	11 592	11 485
(DÉFICIT) EXCÉDENT ANNUEL	(58)	(31)	668	579	714

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2013

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



5. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Les subventions proviennent du ministère de la Culture et des Communications.

Subvention de fonctionnement

La subvention du ministère de la Culture et des Communications tient compte de l'obligation de la Société de loger gratuitement le Conservatoire de musique de Québec, selon les conditions rattachées au transfert de propriété du terrain et de la bâtisse. La valeur comptable de cette obligation s'élève à 1 174 092 \$ (2012: 976 827 \$) et se compose de la part attribuable au Conservatoire de musique de Québec pour les frais de fonctionnement, les taxes foncières et l'amortissement.

6. PRÉSENTATION DE SPECTACLES

La Société effectue avec certains fournisseurs des échanges de biens et de services. Ces opérations non monétaires sont inscrites aux résultats de la Société à la juste valeur des biens et services échangés, augmentant ainsi les revenus relatifs à la production de spectacles et les charges de publicité pour un montant de 26 506 \$ (2012: 46 988 \$).

7. FRAIS FINANCIERS

Les frais financiers de 635 268 \$ (2012: 622 924 \$) comprennent des intérêts sur la dette à long terme de 565 821 \$ (2012: 532 207 \$) et sur l'emprunt bancaire de 69 034 \$ (2012: 90 717 \$).

8. DÉPÔTS À TERME

	2013	2012
Dépôt à terme portant intérêt au taux de 1 % et dont l'échéance est le 9 septembre 2013.	600	–
Dépôt à terme portant intérêt au taux de 1,04 % et dont l'échéance est le 7 octobre 2013.	350	–
Dépôt à terme portant intérêt au taux de 2,07 % et dont l'échéance est le 7 octobre 2014.	500	500
Dépôt à terme portant intérêt au taux de 1,80 % et dont l'échéance est le 7 octobre 2015.	250	–
Dépôt à terme portant intérêt au taux de 0,99 % et dont l'échéance est le 7 octobre 2012.	–	600
	1 700	1 100

9. SUBVENTION À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

La subvention à recevoir du gouvernement du Québec correspond aux intérêts courus sur la dette à long terme ainsi qu'aux intérêts payés et non remboursés sur les emprunts bancaires.

10. EMPRUNTS BANCAIRES

La Société détient, auprès d'une institution financière, une marge de crédit pour son fonctionnement renouvelable annuellement au 30 novembre. Les sommes empruntées sont autorisées par le gouvernement du Québec jusqu'à concurrence de 800 000 \$ et portent intérêt au taux préférentiel. Au 31 août 2013 et 2012, cette marge de crédit n'était pas utilisée par la Société.

Le gouvernement du Québec a autorisé par décret, et ce jusqu'au 30 novembre 2013, la Société à contracter des emprunts bancaires relatifs au maintien des immobilisations pour un montant maximum de 14 433 006 \$ (2012: 16 633 760 \$).

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2013

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



	2013	2012
Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 2 013 536 \$ portant intérêt au taux préférentiel et au taux des billets grille.	1 507	412
Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 1 581 357 \$ portant intérêt au taux préférentiel et au taux des billets grille.	962	685
Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 1 010 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel et au taux des billets grille.	604	300
Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 533 987 \$ portant intérêt au taux préférentiel et au taux des billets grille.	532	32
Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 1 435 816 \$ portant intérêt au taux préférentiel et au taux des billets grille.	157	–
Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 1 060 500 \$ portant intérêt au taux préférentiel.	28	–
Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 1 918 293 \$ portant intérêt au taux préférentiel et au taux des billets grille.	–	1 517
Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 1 493 386 \$ portant intérêt au taux des billets grille.	–	1 275
	3 790	4 221

Au 31 août 2013, le taux préférentiel est de 3 % (2012 : 3 %) et celui des billets grille 1,52 % (2012 : 1,516 %).

11. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2013	2012
Créditeurs et frais courus	1 649	445
Salaires	64	37
Avantages sociaux	30	21
Provision pour les congés de maladie et les vacances	207	208
	1 950	711

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2013

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



12. DETTE À LONG TERME

Emprunts auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec, garantis par le gouvernement du Québec.

	Taux effectif	2013	2012
Taux fixe de 3,122 %, remboursable par versements annuels en capital de 645 852 \$ jusqu'au 16 juillet 2021	3,28 %	5 135	5 813
Taux fixe de 2,961 %, remboursable par versements annuels en capital de 309 247 \$ jusqu'au 1 ^{er} septembre 2023	3,11 %	3 378	–
Taux fixe de 4,207 %, remboursable par versements annuels en capital de 206 700 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 2 067 002 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	4,33 %	2 066	2 274
Taux fixe de 4,90 %, remboursable par versements annuels en capital de 110 726 \$ jusqu'au 16 juillet 2020	5,03 %	772	886
Taux fixe de 2,991 %, remboursable par versements annuels en capital de 80 450 \$ jusqu'au 16 janvier 2022	3,14 %	720	804
Taux fixe de 4,087 %, remboursable par versements annuels en capital de 101 360 \$ jusqu'au 3 décembre 2018	4,27 %	605	710
Taux fixe de 4,622 %, remboursable par versements annuels en capital de 174 933 \$ jusqu'au 31 mars 2016	4,77 %	523	700
Taux fixe de 2,726 %, remboursable par versements annuels en capital de 82 039 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 492 235 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	2,86 %	492	574
Taux fixe de 2,726 %, remboursable par versements annuels en capital de 81 185 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 487 112 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	2,86 %	487	568
Taux fixe de 2,579 %, remboursable par versements annuels en capital de 219 832 \$ jusqu'au 15 juillet 2015	2,76 %	439	659
Taux fixe de 4,207 %, remboursable par versements annuels en capital de 84 553 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 422 763 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	4,34 %	422	507
Taux fixe de 4,207 %, remboursable par versements annuels en capital de 84 492 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 422 465 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	4,34 %	422	507
Taux fixe de 4,692 %, remboursable par versements annuels en capital de 86 324 \$ jusqu'au 31 mars 2016	4,84 %	258	345
Taux fixe de 5,343 %, remboursable par versements annuels en capital de 211 837 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2013	5,50 %	212	424
		15 931	14 771

Les montants des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

2014	5 832
2015	1 729
2016	1 509
2017	1 248
2018 et suivantes	5 685

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2013

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2013			2012		
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net
Terrain	4 622	–	4 622	4 622	–	4 622
Bâtisse	23 901	14 623	9 278	23 901	13 298	10 603
Ajouts et réparations majeures à la bâtisse	21 257	7 748	13 509	18 920	6 627	12 293
Équipement technique de scène	8 302	6 295	2 007	7 845	5 969	1 876
Ameublement et équipement de bureau	555	483	72	545	455	90
Équipement informatique	356	309	47	305	284	21
	58 993	29 458	29 535	56 138	26 633	29 505

Au cours de l'exercice, la Société a procédé aux acquisitions suivantes :

	2013	2012
Ajouts et réparations majeures à la bâtisse	2 337	1 883
Équipement technique de scène	457	751
Ameublement et équipement de bureau	10	78
Équipement informatique	51	5
	2 855	2 717

Au cours de l'exercice, la Société a revu la durée de vie utile de la bâtisse. Auparavant, elle était de 40 ans. Ce changement d'estimation comptable est appliqué de façon prospective.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles comprennent un montant de 509 504 \$ (2012 : 176 459 \$) qui est inclus dans les charges à payer et frais courus au 31 août 2013.

14. EXCÉDENT CUMULÉ

L'excédent cumulé inclut un montant de 4 622 000 \$ correspondant à l'apport du gouvernement du Québec lors du transfert du terrain à la Société. Cette somme équivaut à l'évaluation municipale lors du transfert.

15. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Société est liée par des obligations contractuelles principalement pour l'entretien ménager et la sécurité. Les paiements minimums exigibles pour les prochaines années s'établissent comme suit :

2014	646
2015	294
2016	221
2017	7
	1 168

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2013

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



16. FLUX DE TRÉSORERIE

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés dans l'état de la situation financière :

	2013	2012
Encaisse	1 087	37
Dépôts à terme	600	–
	1 687	37

Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement

	2013	2012
Débiteurs	151	(138)
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	50	(49)
Fournitures	(5)	(8)
Charges payées d'avance	(23)	(17)
Frais reportés liés aux dettes	77	(51)
Dépôts – vente de billets	298	203
Charges à payer et frais courus	906	(273)
Intérêts courus	27	5
Revenus perçus d'avance	(40)	40
Subventions reportées du gouvernement du Québec	(77)	–
	1 364	(288)

Frais financiers

Les intérêts versés par la Société au cours de l'exercice s'élèvent à 585 568 \$ (2012 : 595 770 \$).

17. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régime de retraite

La Société cotise aux trois régimes de retraite auxquels participent certains membres de son personnel. Deux de ces régimes soit le Régime de retraite simplifié des employés du Grand Théâtre de Québec et le Régime complémentaire de retraite de l'Alliance Internationale des Employés de scène et des projectionnistes des États-Unis et du Canada, local 523 sont à cotisations déterminées et donnent droit à des prestations de retraite, de cessation de service et de décès, alors que l'autre est un régime interemployeurs à prestations déterminées soit le Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) du gouvernement du Québec. Ce régime comporte des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2013, le taux de cotisation de la Société pour le RRAS est de 12,30 % (2012 : 12,30 %) de la masse salariale cotisable.

Les cotisations de la Société, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 176 726 \$ (2012 : 195 003 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2013

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



Provision pour les congés de maladie et les vacances

	2013			2012
	Congés de maladie	Vacances	Total	Total
Solde au début	30	178	208	220
Charge de l'exercice	45	326	371	413
Prestations versées au cours de l'exercice	(43)	(329)	(372)	(425)
Solde à la fin	32	175	207	208

Cette provision est incluse au poste « Charges à payer et frais courus ».

18. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

19. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière.

L'exposition maximale de la Société au risque de crédit au 31 août est la suivante :

	2013
Encaisse	1 087
Dépôts à terme	1 700
Débiteurs	468
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	196
	3 451

Le risque de crédit associé à l'encaisse et aux dépôts à terme est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésorerie sont investis dans des placements très liquides. La politique de la Société est d'investir les excédents de trésorerie auprès d'institutions financières réputées. Au 31 août 2013, ces actifs financiers sont investis dans des dépôts à terme. La direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

Le risque associé aux débiteurs est réduit au minimum, puisque le montant est composé de plusieurs clients et aucun d'entre eux n'implique de sommes importantes. La Société enregistre des provisions pour tenir compte des pertes de crédit potentielles et, à ce jour, ces pertes n'ont pas excédé les prévisions de la direction.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2013

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



La valeur nette comptable des débiteurs de la Société au 31 août est de 403 792 \$ (2012: 387 299 \$). L'échéance de ces débiteurs est détaillée dans le tableau suivant :

	2013
Moins de 30 jours	250
De 30 à 59 jours	18
De 60 à 89 jours	27
90 jours et plus	116
	411
Provision pour créances douteuses	(7)
Autres débiteurs	64
	468

La Société est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir du gouvernement du Québec est réduit au minimum puisque la Société respecte tous les critères d'admissibilité associés à l'octroi de ces subventions.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que la Société ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

La Société considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

L'échéancier des emprunts bancaires est présenté à la note 10 et celui des dettes à long terme à la note 12.

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des charges à payer et frais courus :

	2013
Moins de 90 jours	1 713
De 90 à 365 jours	207
	1 920

L'échéance des intérêts courus est de moins de 6 mois.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Société est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque lié aux taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2013

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Société est attribuable à ses actifs financiers portant intérêt. L'encaisse et les dépôts à terme comprennent des dépôts à terme hautement liquides auprès d'institutions financières qui rapportent de l'intérêt au taux du marché et à taux fixe.

L'objectif de la Société est de gérer l'exposition de sa trésorerie et de ses placements à court terme au risque du taux d'intérêt en maximisant les produits d'intérêts gagnés par les fonds excédentaires tout en conservant les liquidités minimales nécessaires à la bonne marche de ses activités quotidiennes. La fluctuation du taux d'intérêt du marché peut avoir une incidence sur les revenus d'intérêts que la Société tire de sa trésorerie et de ses placements à court terme.

La dette à long terme est émise à des taux d'intérêt fixes réduisant ainsi au minimum les risques liés aux flux de trésorerie et aux taux d'intérêt. L'emprunt bancaire est émis à des taux d'intérêt variables ce qui expose la Société au risque des taux d'intérêt.

20. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2012 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2013.

LES ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2014

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société du Palais des congrès de Montréal (la Société) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

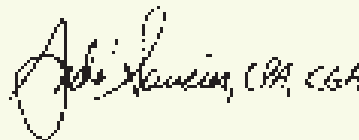
La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Raymond Larivée
Président-directeur général



André Saucier, CPA, CGA
Vice-président aux finances et à l'administration

Montréal, le 26 juin 2014

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société du Palais des congrès de Montréal, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, l'état des résultats, l'état de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement

de l'auditeur et, notamment, de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

FONDEMENT DE L'OPINION AVEC RÉSERVE

La Société du Palais des congrès de Montréal n'a pas comptabilisé aux 31 mars 2014 et 2013 à l'état de la situation financière des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées par emprunts et pour lesquelles les travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Société du Palais des congrès de Montréal a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette dérogation m'a aussi conduit à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes*

publics ou municipaux et certains autres transferts (RLRQ, chapitre S-37.01), énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de la Société du Palais des congrès de Montréal et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné

la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants selon l'estimation établie sont nécessaires afin que les états financiers de la Société du Palais des congrès de Montréal respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

	Augmentation/(Diminution)	
	2014	2013
État de la situation financière		
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	248 929 017 \$	260 550 880 \$
Subvention reportée du gouvernement du Québec	186 755 447	194 354 751
Dettes nettes	(62 173 570)	(66 196 129)
Excédent cumulé	62 173 570	66 196 129
État des résultats		
Contribution du gouvernement du Québec	(4 022 559)	(513 721)
Excédent annuel (2014)/Déficit annuel (2013)	(4 022 559) \$	(513 721) \$

OPINION AVEC RÉSERVE

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société du Palais des congrès de Montréal au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Société du Palais des congrès de Montréal au 31 mars 2014 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution financière pour l'exercice

clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Michel Samson
CPA auditeur, CA

Montréal, le 26 juin 2014

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

	2014	2014	2013
	Budget	Réel	Réel
REVENUS			
Subventions du gouvernement du Québec			
De fonctionnement	27 475 515 \$	27 082 498 \$	28 151 358 \$
Relative au remboursement de la dette	11 295 525	11 295 525	10 800 202
Relative aux immobilisations (note 14)	—	164 979	1 151 290
Virement des contributions reportées (note 13)	—	31 737	31 736
Location d'espaces	8 378 982	8 169 579	7 336 896
Redevances (note 3)	5 451 852	5 304 688	4 596 165
Services auxiliaires (note 4)	7 128 443	7 037 994	6 466 986
Location à titre gratuit (note 5)		901 125	823 238
Location de locaux	1 019 650	828 597	990 836
Intérêts	230 000	1 283 575	338 579
	60 979 967	62 100 297	60 687 286
CHARGES			
Frais d'événements (note 6)	5 947 742	5 953 777	5 513 078
Frais d'exploitation et d'administration (note 7)	19 566 251	20 660 519	18 322 270
Taxes municipales et scolaires (note 8)	14 648 625	6 687 143	14 280 929
Perte sur location à titre gratuit (note 5)		901 125	823 238
Frais financiers (note 9)	11 404 785	10 746 537	12 139 886
Amortissement des immobilisations corporelles		10 704 539	10 474 918
Perte (gain) sur cession d'immobilisations corporelles	—	932	30 978
	51 567 403	55 654 572	61 585 297
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL	9 412 564	6 445 725	(898 011)
DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT		(3 883 416)	(2 985 405)
EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULÉ À LA FIN		2 562 309 \$	(3 883 416) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS 2014

	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	25 554 714 \$	15 743 157 \$
Placements (note 10)	2 325 507	2 325 515
Débiteurs	1 014 536	1 321 715
Loyers à recevoir	69 398	203 003
	28 964 155	19 593 390
PASSIFS		
Charges à payer et frais courus (note 11)	8 712 647	4 194 147
Intérêts courus à payer	3 367 178	4 462 964
Acomptes des clients	3 607 293	3 384 720
Dettes (note 12)	244 244 999	255 335 157
Contributions reportées (note 13)	285 626	317 363
Contribution spéciale du gouvernement du Québec reportée (note 14)	1 029 648	1 231 650
	261 247 391	268 926 001
DETTE NETTE	(232 283 236)	(249 332 611)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Charges payées d'avance	758 257	3 997 763
Frais reportés	134 267	231 960
Immobilisations corporelles (note 15)	233 953 021	241 219 472
	234 845 545	245 449 195
EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULÉ	2 562 309 \$	(3 883 416) \$

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 16)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Claude Liboiron
Président du conseil d'administration



Suzanne Landry
Présidente du comité d'audit

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

	2014	2013
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL	6 445 723 \$	(898 011) \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 439 020)	(8 801 367)
Amortissement des immobilisations corporelles	10 704 539	10 474 918
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	932	30 978
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	—	3 012
	7 266 451	1 707 541
Acquisition de charges payées d'avance	(9 234 425)	(15 644 422)
Utilisation des charges payées d'avance	12 473 933	15 450 991
Utilisation des frais reportés	97 693	74 776
	3 337 201	(118 655)
Diminution de la dette nette	17 049 375	690 875
DETTE NETTE AU DÉBUT	(249 332 611)	(250 023 486)
DETTE NETTE À LA FIN	(232 283 236) \$	(249 332 611) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

	2014	2013
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Rentrée de fonds – clients	21 991 533 \$	19 870 308 \$
Sortie de fonds – fournisseurs et membres du personnel	(26 642 111)	(38 080 456)
Intérêts reçus	1 271 621	345 989
Intérêts versés	(11 636 956)	(12 105 524)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de fonctionnement	(15 015 913)	(29 969 683)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(2 218 005)	(9 059 309)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	—	3 012
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement en immobilisations	(2 218 005)	(9 056 297)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dettes contractées	117 607 117	—
Dettes remboursées	(128 902 642)	(10 800 202)
Encaissement de subventions	38 341 000	41 334 500
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	27 045 475	30 534 298
Augmentation (Diminution) de la trésorerie	9 811 557	(8 491 682)
TRÉSORERIE AU DÉBUT	15 743 157	24 234 839
TRÉSORERIE À LA FIN	25 554 714 \$	15 743 157 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2014

1. CONSTITUTION ET OBJETS

La Société du Palais des congrès de Montréal (la Société), personne morale au sens du Code civil, a été constituée sans capital-actions par la *Loi sur la Société du Palais des congrès de Montréal* (RLRQ, chapitre S-14.1). Elle a pour mission :

- d'administrer et d'exploiter le Palais des congrès de Montréal ;
- d'élaborer des projets de développement ou d'exploitation du Palais des congrès de Montréal ;
- d'exercer des activités commerciales ou autres de nature à contribuer au développement du Palais des congrès de Montréal et d'en assurer l'exploitation, la promotion et l'administration.

En vertu de l'article 985 de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. 1-3), de l'article 149 (1) d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C., 1985, 5^e suppl.) et de l'article 3 de sa loi constitutive, la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables est permise lorsqu'elle est cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont des incidences à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges

de l'exercice présenté dans les états financiers. Des estimations et hypothèses ont été utilisées pour évaluer les principaux éléments, tels que la provision pour créances douteuses, la durée de vie des immobilisations et l'évaluation de la provision pour moins-value du placement. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

ÉTAT DES GAINS OU PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur et que les transactions en devises étrangères sont sans impact à la fin de l'exercice.

INSTRUMENTS FINANCIERS

L'encaisse, les placements, les débiteurs et les loyers à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les charges à payer et frais courus (excluant les avantages sociaux), les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transactions sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

REVENUS

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus, y compris les gains, sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits qui en découlent.

Les revenus provenant de la location d'espaces et de la prestation de services auxiliaires sont constatés au fur et à mesure que les services sont rendus. Toute différence entre le montant perçu et le montant constaté à titre de revenus est inscrite à l'état de la situation financière à titre d'acomptes des clients ou de débiteurs. Les redevances sont constatées à mesure que celles-ci deviennent gagnées en vertu des conditions contractuelles.

Les subventions sont constatées à titre de revenus au cours de l'exercice si elles sont autorisées et si la Société satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Elles sont comptabilisées en contributions reportées lorsque les stipulations créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Elles sont comptabilisées en revenus au fur et à mesure que le passif est réglé.

CHARGES

Les charges comprennent le coût des ressources qui sont consommées dans le cadre des activités de fonctionnement de l'exercice et qui peuvent être rattachées à ces activités.

ACTIFS FINANCIERS

PLACEMENTS

Lorsqu'un placement subit une moins-value durable, la valeur comptable doit être réduite pour tenir compte de cette moins-value. La variation annuelle de cette provision pour moins-value doit être prise en compte dans l'état des résultats.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de la préparation des états financiers. Les facteurs suivants sont pris en compte lors de l'établissement de la provision pour moins-value : la qualité des actifs sous-jacents, la

séquence de subordination imbriquée dans les billets et certaines hypothèses et probabilités.

PASSIFS

DETTES

Les emprunts liés aux dettes sont comptabilisés au montant encaissé au moment de leur émission, ajusté des frais d'émission liés aux emprunts et de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance. Cet amortissement est calculé selon le taux d'intérêt effectif de chaque emprunt.

Les montants indiqués au titre de la charge d'intérêts comprennent l'amortissement des frais d'émission et de l'escompte ou de la prime relatifs aux dettes.

CONTRIBUTIONS REPORTÉES

Les contributions reçues qui font l'objet d'une affectation externe pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et celles reçues sous forme d'immobilisations amortissables sont comptabilisées à titre de contributions reportées et sont constatées à titre de revenus au même rythme que l'amortissement des immobilisations qui s'y rapportent, soit sur des périodes de 30 et 32 ans.

AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que la direction ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont employés normalement pour fournir des services futurs.

CHARGES PAYÉES D'AVANCE

Les charges payées d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des

services dont la Société bénéficiera au cours du ou des prochains exercices. Ces frais sont imputés aux charges au moment où l'entité bénéficiera des services acquis.

FRAIS REPORTÉS

Les frais initiaux directs encourus pour la location des espaces commerciaux du rez-de-chaussée sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée du bail.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, en fonction de leur durée probable d'utilisation, établie comme suit :

Bâtisse	40 ans
Aménagements	10 ans
Mobilier et équipement	10 ans
Équipement informatique	5 ans
Logiciels	5 ans

Les immobilisations en cours de construction ou d'agrandissement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est permise.

CONVERSION DES DEVISES ÉTRANGÈRES

Lors de la conclusion d'opérations en devises étrangères, tous les actifs, passifs et montants présentés à l'état des résultats sont convertis en dollars canadiens au cours pratiqué à cette date. Les actifs et passifs monétaires sont ensuite ajustés, à la date des états financiers, de manière à refléter le cours à cette date. Le cas échéant, un gain ou une perte de change qui se produit avant le règlement est comptabilisé dans l'état des gains et pertes de réévaluation et, au cours de l'exercice où a lieu le règlement, le gain ou la perte de change est comptabilisé aux résultats de l'exercice.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La politique de la Société consiste à présenter dans trésorerie et équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les placements facilement convertibles à court terme, le cas échéant, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative et dont l'échéance initiale au moment de l'acquisition est de 3 mois ou moins.

3. REDEVANCES

	2014	2013
Billets vendus	571 780 \$	458 399 \$
Services alimentaires	3 300 301	2 980 952
Services audiovisuels	1 382 030	1 068 825
Autres	50 577	87 989
	5 304 688 \$	4 596 165 \$

4. SERVICES AUXILIAIRES

	2014	2013
Stationnement	1 198 270 \$	1 175 421 \$
Aménagement	1 472 504	1 379 201
Entretien ménager	507 425	514 753
Audiovisuel	784 560	651 049
Télécommunications	771 595	669 661
Accueil et vestiaire	222 195	198 527
Plomberie et électricité	1 703 324	1 603 046
Sécurité	224 245	159 724
Autres	153 876	115 604
	7 037 994 \$	6 466 986 \$

5. LOCATION À TITRE GRATUIT

La Société loue des espaces à titre gratuit à deux entités. Ces opérations sont effectuées en contrepartie partielle de l'expropriation, aux fins des travaux d'agrandissement du Palais des congrès de Montréal, de certains actifs qui leur appartenaient. Ces opérations sont comptabilisées à la juste valeur.

6. FRAIS D'ÉVÉNEMENTS

	2014	2013
Traitements – personnel à l'événement		
Services à la clientèle	683 695 \$	601 942 \$
Stationnement	113 084	131 335
Accueil et vestiaire	1 068 480	893 051
Audiovisuel	500 283	472 646
Télécommunications	185 584	150 389
Aménagement	1 546 364	1 472 209
Entretien ménager	805 241	696 732
Audiovisuel	79 894	82 623
Télécommunications	49 320	49 597
Plomberie et électricité	372 804	390 158
Sécurité	213 034	168 811
Autres frais	335 994	403 585
	5 953 777 \$	5 513 078 \$

7. FRAIS D'EXPLOITATION ET D'ADMINISTRATION

	2014	2013
Traitements et avantages sociaux	10 107 287 \$	9 339 391 \$
Assurances et permis	304 390	267 432
Électricité et chauffage	1 614 929	1 530 671
Gardiennage	886 987	892 371
Service d'entretien ménager	795 404	671 718
Service d'entretien spécialisé	877 761	928 922
Entretien et réparations	3 349 143	2 238 971
Amortissement des frais initiaux de location reportés	97 692	74 776
Loyers	3 380	13 810
Promotion et communications	1 588 963	1 557 469
Services professionnels et administratifs	920 981	679 695
Créances douteuses et irrécouvrables	45 416	45 387
Formation professionnelle	68 186	81 657
	20 660 519 \$	18 322 270 \$

8. TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES

	2014	2013
Taxes municipales et scolaires	13 655 194 \$	14 280 929 \$
Remboursement de taxes	(6 968 051)	—
	6 687 143 \$	14 280 929 \$

À la suite d'une contestation logée par la Société concernant la valeur imposable de la bâtisse, cette dernière a été revue à la baisse pour les 3 années du rôle triennal 2011-2012-2013. Conséquemment, la Société a reçu un remboursement de la Ville de Montréal s'élevant à 7 574 307 \$ représentant 6 656 278 \$ de taxes et 918 028 \$ d'intérêts et un remboursement du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal s'élevant à 418 112 \$ représentant 354 858 \$ de taxes et 63 283 \$ d'intérêts. La valeur d'évaluation est passée de 349 175 000 \$ au 1^{er} janvier 2013 à 268 333 333 \$ au 1^{er} janvier 2014. Les taxes municipales afférentes pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014 sont de 10 326 200 \$. Elles étaient de 13 799 465 \$ pour la même période en 2013.

9. FRAIS FINANCIERS

	2014	2013
Intérêts sur la dette	10 617 493 \$	12 037 596 \$
Autres intérêts et frais bancaires	129 044	102 290
	10 746 537 \$	12 139 886 \$

10. PLACEMENTS

BILLETS À TERME ADOSSÉS À DES ACTIFS (BTAA) ÉMIS PAR DES TIERS

Au 31 mars 2014, la Société détient des billets à terme adossés à des actifs du VAC II (véhicule d'actifs cadres II) qu'elle a obtenus en échange de placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) à la suite d'une entente de restructuration survenue le 21 janvier 2009.

Ne pouvant qualifier le marché de ces nouveaux billets comme étant actif, la direction estime à 2 325 507 \$ le montant qu'elle sera en mesure de récupérer ultérieurement sur leur valeur nominale. La direction est d'avis que l'estimation est raisonnable et s'avère la plus appropriée au 31 mars 2014. À cette date, ces placements n'ont pas subi de moins-value durable additionnelle à celle déjà comptabilisée antérieurement.

Ces billets ont été comptabilisés au coût moins une moins-value durable.

Au 31 mars 2014, la Société détient les titres suivants :

2014					2013		
	Date d'échéance	Valeur nominale	Moins-value totale	Valeur comptable	Valeur nominale	Moins-value totale	Valeur comptable
VAC II Catégorie A-1	15 juil. 2056	185 198 \$	—	185 198 \$	185 206 \$	—	185 206 \$
VAC II Catégorie A-2	15 juil. 2056	2 143 739	3 430	2 140 309	2 143 739	3 430	2 140 309
VAC II Catégorie B	15 juil. 2056	389 148	389 148	—	389 148	389 148	—
VAC II Catégorie C	15 juil. 2056	84 083	84 083	—	84 083	84 083	—
TOTAL		2 802 168 \$	476 661 \$	2 325 507 \$	2 802 176 \$	476 661 \$	2 325 515 \$

11. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2014	2013
Traitements	1 280 703 \$	937 484 \$
Avantages sociaux	848 763	807 804
Fournisseurs	4 930 305	2 045 776
Fournisseurs – immobilisations corporelles	1 518 006	296 991
Autres	134 870	106 092
	8 712 647 \$	4 194 147 \$

12. DETTES

	2014	2013
Billets à payer auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec		
Taux fixe de 5,234 % l'an, remboursable par versements semestriels de 1 172 832 \$, jusqu'au 30 mars 2015 et par un versement de 22 505 336 \$ le 30 septembre 2015	23 594 654 \$	24 638 875 \$
Taux fixe de 3,5097 % l'an, remboursable par versements semestriels de 4 220 866 \$, jusqu'au 1 ^{er} mars 2023 et par un versement de 45 316 603 \$ le 1 ^{er} septembre 2023	95 819 157	100 003 846
Taux fixe de 4,343 % l'an, remboursable par versements semestriels de 201 051 \$, jusqu'au 1 ^{er} juin 2016 et par un versement de 4 445 695 \$ le 1 ^{er} décembre 2016	4 925 573	5 103 181
Taux fixe de 3,5097 % l'an, remboursable par versements semestriels de 1 108 830 \$, jusqu'au 1 ^{er} mars 2023 et par un versement de 7 244 447 \$ le 1 ^{er} septembre 2023	21 834 333	23 080 856
Taux fixe de 3,779 % l'an, remboursable par versements semestriels de 4 031 559 \$, jusqu'au 1 ^{er} juin 2021 et par un versement de 55 221 539 \$ le 1 ^{er} décembre 2021	93 413 233	97 723 556
Taux fixe de 3,779 % l'an, remboursable par versements semestriels de 155 464 \$, jusqu'au 1 ^{er} juin 2021 et par un versement de 3 535 344 \$ le 1 ^{er} décembre 2021	4 658 049	4 784 843
	244 244 999 \$	255 335 157 \$

Les montants des versements en capital à effectuer sur les dettes au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

2015	10 799 861 \$
2016	34 305 135
2017	16 573 754
2018	12 465 366
2019	12 921 094
2020 et suivants	158 496 630

Aux fins d'assurer le remboursement en capital et intérêts des emprunts contractés en vertu du régime d'emprunts instauré par la Société, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser à la Société les sommes requises pour suppléer à l'inexécution de ses obligations dans la situation où celle-ci ne serait pas en mesure de les remplir pour l'un ou l'autre de ces emprunts.

13. CONTRIBUTIONS REPORTÉES

	2014	2013
Contribution du bailleur reportée		
Solde au début	217 560 \$	239 316 \$
Moins :		
Virement aux résultats d'un montant équivalant à l'amortissement des immobilisations s'y rapportant (1)	21 757	21 756
	195 803	217 560
Contribution du concessionnaire reportée		
Solde au début	99 803	109 783
Moins :		
Virement aux résultats d'un montant équivalant à l'amortissement des immobilisations s'y rapportant (1)	9 980	9 980
	89 823	99 803
	285 626 \$	317 363 \$

(1) Le virement aux résultats des contributions reportées de l'exercice totalise 31 737 \$ (31 mars 2013 : 31 736 \$).

14. CONTRIBUTION SPÉCIALE
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
REPORTÉE

Le 9 avril 2012, le ministère du Tourisme a versé à la Société une subvention additionnelle de 2 400 000 \$ qui avait été autorisée par décret le 28 mars précédent pour la réalisation de la phase 1 du projet de zone d'accès public du centre-ville de Montréal. Au cours de l'exercice 2014, la somme de 202 002 \$ a été constatée à titre de revenus, cette somme ayant été engagée pour financer l'acquisition d'immobilisations (164 979 \$) et pour financer les frais de fonctionnement (37 023 \$).

	2014	2013
Contribution spéciale du gouvernement du Québec reportée		
Solde au début	1 231 650 \$	2 400 000 \$
Moins :		
Constatation aux revenus	202 002	1 168 350
Solde à la fin	1 029 648 \$	1 231 650 \$

15. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrain	Bâtiments	Mobilier et équipement	Aménagements	Équipement informatique	Logiciels	Total
COÛT							
1^{er} avril 2012	24 785 824 \$	347 984 127 \$	22 830 829 \$	4 302 231 \$	4 883 385 \$	2 559 417 \$	407 345 813 \$
. Acquisitions	1 667 277	—	407 765	814 036	5 327 650	584 639	8 801 367
. Cessions	—	—	(579 618)	(2 019)	(1 396 553)	(3 635)	(1 981 825)
. Reclassements	—	—	(378 822)	—	378 822	—	—
31 mars 2013	26 453 101	347 984 127	22 280 154	5 114 248	9 193 304	3 140 421	414 165 355
. Acquisitions	64 220	—	538 241	1 816 962	660 684	358 913	3 439 020
. Cessions	—	—	(29 434)	—	—	(3 666)	(33 100)
. Reclassements	—	—	—	—	—	—	—
31 mars 2014	26 517 321 \$	347 984 127 \$	22 788 961 \$	6 931 210 \$	9 853 988 \$	3 495 668 \$	417 571 275 \$
CUMUL DES AMORTISSEMENTS							
1^{er} avril 2012	— \$	136 244 528 \$	19 920 280 \$	1 260 688 \$	4 669 042 \$	2 324 263 \$	164 418 801 \$
. Amortissement de l'exercice	—	8 897 614	731 798	462 084	255 352	128 070	10 474 918
. Cessions	—	—	(546 751)	(1 529)	(1 395 921)	(3 635)	(1 947 836)
31 mars 2013	—	145 142 142	20 105 327	1 721 243	3 528 473	2 448 698	172 945 883
. Amortissement de l'exercice	—	8 897 613	542 278	516 052	585 449	163 147	10 704 539
. Cessions	—	—	(28 502)	—	—	(3 666)	(32 168)
31 mars 2014	— \$	154 039 755 \$	20 619 103 \$	2 237 295 \$	4 113 922 \$	2 608 179 \$	183 618 254 \$
VALEUR NETTE COMPTABLE							
31 mars 2013	26 453 101	202 841 985	2 174 827	3 393 005	5 664 831	691 723	241 219 472
31 mars 2014	26 517 321 \$	193 944 372 \$	2 169 858 \$	4 693 915 \$	5 740 066 \$	887 489 \$	233 953 021 \$

15. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

La valeur des projets en cours inclus au tableau précédent — pour lesquels aucun amortissement n'a été calculé et qui se rapportent à de l'aménagement et des logiciels informatiques — s'élève à 2 774 293 \$ (1 696 610 \$ en 2013).

En date du 31 mars 2014, le poste Charges à payer et frais courus inclut les soldes relatifs à des acquisitions d'immobilisations corporelles totalisant 1 518 006 \$ (au 31 mars 2013 : 296 991 \$).

Le 30 septembre 1998, la Société a eu l'autorisation du gouvernement du Québec de procéder à l'agrandissement du Palais des congrès de Montréal. Le mandat de

réaliser cet agrandissement a été confié à une partie liée, la Société québécoise des infrastructures, entité sous contrôle commun, en contrepartie d'honoraires. Le coût total prévu de ce projet était de 257 800 000 \$. Le 8 juin 2005, le gouvernement du Québec a autorisé une hausse du budget de ce projet à un montant de 280 700 000 \$. L'augmentation du budget comprenait notamment l'estimation du montant requis pour le règlement des réclamations concernant l'agrandissement du Palais des congrès. Aucune réclamation ne subsiste au 31 mars 2014. Certains éléments du projet d'agrandissement restent à être complétés au cours des prochains mois pour finaliser le dossier.

Les coûts cumulés sur ce projet jusqu'au 31 mars 2014 s'élèvent à 274 312 409 \$ (31 mars 2013 : 274 248 189 \$) et se répartissent comme suit :

	2014	2013
Terrains	23 532 270 \$	23 468 050 \$
Bâtisse	243 417 188	243 417 188
Aménagement	215 304	215 304
Mobilier et équipement	7 147 647	7 147 647
	274 312 409 \$	274 248 189 \$

16. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Société s'est engagée dans des contrats à long terme échéant à diverses dates jusqu'au 31 mars 2017 pour des services d'assurances, d'aménagement de salle, de gardiennage, d'entretien ménager et d'entretien spécialisé.

Les paiements minimaux futurs en vertu de ces contrats s'établissent comme suit :

2015	3 958 447 \$
2016	2 295 193
2017	1 624 206
	7 877 846 \$

La Société a de plus une entente de collaboration et de partenariat avec Tourisme Montréal selon laquelle elle verse annuellement la somme de 400 000 \$ dans un fonds de développement visant à améliorer la position concurrentielle de Montréal. Outre la somme annuelle qu'elle contribuera, la Société s'est engagée à verser une somme additionnelle de 1,4 million de dollars au cours des 4 prochaines années.

17. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2014, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 9,18 % à 9,84 % de la masse salariale cotisable et le taux pour le RRPE est passé de 12,30 % à 14,38 %. Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2014 (0,54 % au 1^{er} janvier 2013) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, la Société doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2013 correspondant à 1,08 % de la masse salariale cotisable et à 11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014.

Les cotisations de la Société imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 773 640 \$ (31 mars 2013 : 621 612 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

18. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, soit la somme convenue entre les parties, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publics contrôlés

directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec des apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

19. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en limiter les impacts.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une perte survienne en raison du manquement d'un tiers à ses obligations. L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des actifs financiers à l'état de la situation financière. Les principaux risques de crédit pour la Société sont liés à la trésorerie, aux placements et aux débiteurs.

TRÉSORERIE

Au 31 mars 2014, ces actifs financiers ont été conservés dans des comptes bancaires à rendement élevé. La direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

PLACEMENTS

Le risque de crédit associé aux placements correspond à l'exposition sur les BTAA détenus par la Société, décrits à la note 10.

DÉBITEURS

La direction estime que les concentrations de risque de crédit relativement aux débiteurs sont limitées en raison de la diversité de leur provenance.

RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

L'analyse de l'âge des débiteurs se détaille comme suit :

	2014	2013
Créances, déduction faite de la provision pour créances douteuses :		
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	416 014 \$	619 851 \$
De 30 à 60 jours suivant la date de facturation	214 382	127 720
De 61 à 90 jours suivant la date de facturation	27 937	41 306
Plus de 90 jours suivant la date de facturation	178 179	320 521
	836 512	1 109 398
Provision pour créances douteuses	(111 450)	(99 963)
Autres créances	289 474	312 280
	1 014 536 \$	1 321 715 \$

La Société doit faire des estimations en ce qui a trait à la provision pour créances douteuses. Le type de clients, le secteur d'activité auquel ils appartiennent, l'historique de paiement et les raisons pour lesquelles les comptes sont en souffrance sont tous des éléments considérés afin de déterminer pour quel montant et à quel moment les comptes en souffrance doivent faire l'objet d'une provision. Les mêmes facteurs sont pris en considération lorsqu'il s'agit de déterminer s'il y a lieu

de radier les montants portés au compte de provision en diminution des créances. Les montants recouvrés ultérieurement sur des comptes qui avaient été radiés sont crédités à la provision pour créances douteuses dans la période d'encaissement.

Le tableau suivant présente un résumé des mouvements liés à la provision pour créances douteuses de la Société.

	2014	2013
Provision pour créances douteuses		
Solde au début de l'exercice	99 963 \$	114 683 \$
Charge pour créances douteuses	46 737	47 756
Montants radiés et recouvrements	(35 250)	(62 476)
	111 450 \$	99 963 \$

La Société est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers.

La Société finance ses charges d'exploitation ainsi que l'acquisition et l'amélioration des immobilisations corporelles en combinant les flux de trésorerie

provenant de subventions et de ses activités d'exploitation. La Société respecte ses exigences en matière de liquidité en préparant et en surveillant les plans de financement et de dépenses, et en détenant des actifs financiers pouvant facilement être transformés en trésorerie.

Le flux de trésorerie contractuel relativement aux passifs financiers se détaille comme suit :

2014					
	Moins de 1 an	Plus de 1 an et moins de 3 ans	Plus de 3 ans et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer	7 863 884 \$	—	—	—	7 863 884 \$
Intérêts courus à payer	3 367 178	—	—	—	3 367 178
Dettes	10 799 860	50 878 889	38 779 965	145 103 125	245 561 839
	22 030 922 \$	50 878 889 \$	38 779 965 \$	145 103 125 \$	256 792 901 \$

2013					
	Moins de 1 an	Plus de 1 an et moins de 3 ans	Plus de 3 ans et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer	3 386 343 \$	—	—	—	3 386 343 \$
Intérêts courus à payer	4 462 964	—	—	—	4 462 964
Dettes	128 902 642	33 577 920	20 301 412	73 305 942	256 087 916
	136 751 949 \$	33 577 920 \$	20 301 412 \$	73 305 942 \$	263 937 223 \$

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix sur le marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix.

RISQUE DE CHANGE

La Société réalise des achats en dollars américains. Conséquemment, elle est exposée au risque de change associé aux variations de cette devise. Étant donné que les montants en cause sont négligeables, la Société juge qu'elle est peu exposée au risque de change.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt sur le marché. L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Société est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt.

Le seul actif financier exposé au risque de taux d'intérêt est l'encaisse. La Société juge donc que son exposition est minime sur les actifs financiers.

La dette à long terme porte intérêt à taux fixe. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auxquels est exposée la Société est minime et le risque de marché lié au taux d'intérêt l'est également étant donné que la Société prévoit le remboursement selon l'échéancier prévu.

RISQUE DE PRIX

Le risque de prix correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix sur le marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché.

Le risque de prix auquel la Société est exposé correspond à l'exposition sur les BTAA détenus par la Société (note 10).

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour (la Société) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

La directrice des finances,



Danielle Hébert, CPA, CA

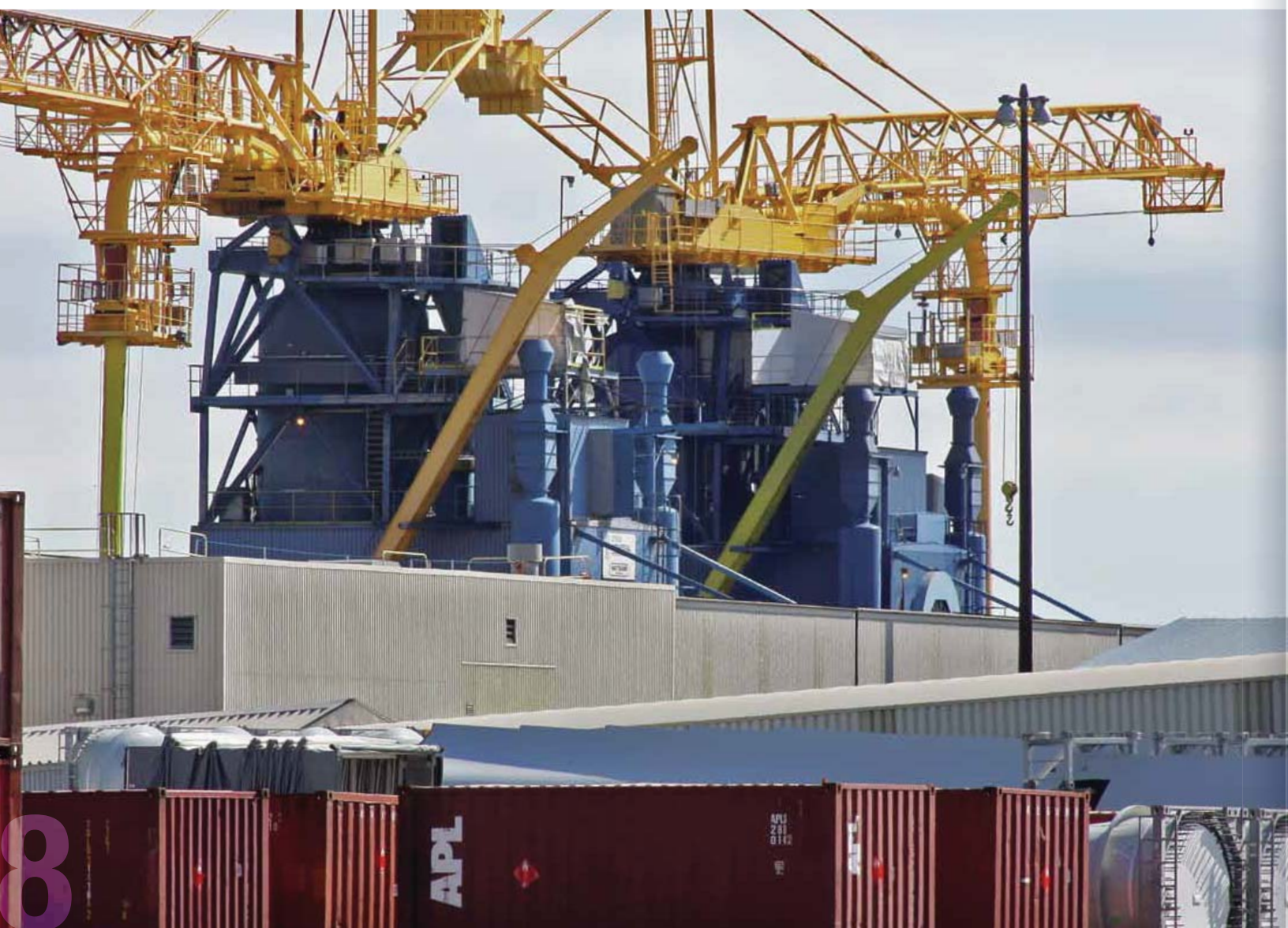
Le président-directeur général,



Maurice Richard

Bécancour, le 25 juin 2014





RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Michel Samson, CPA auditeur, CA
Québec, le 25 juin 2014



ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

	Budget	2014	2013
REVENUS (note 3)	4 944 600 \$	5 065 630 \$	6 068 813 \$
CHARGES			
Traitements et avantages sociaux	1 145 100	1 193 979	1 132 674
Entretien et réparations	834 500	639 750	676 635
Frais financiers (note 4)	593 400	592 745	716 484
Fournitures et approvisionnements	580 600	525 128	563 451
Gardiennage	237 700	266 674	269 559
Taxes municipales et scolaires	173 400	174 886	170 586
Services professionnels, administratifs et autres (note 5)	166 000	147 107	198 139
Déplacements et communications	69 500	59 151	73 347
Publicité et promotion	81 900	44 729	44 927
Autres charges	10 000	10 073	13 650
Amortissement des immobilisations corporelles (note 14)	1 929 800	1 913 610	1 893 176
	5 821 900	5 567 832	5 752 628
(DÉFICIT) EXCÉDENT ANNUEL	(877 300)	(502 202)	316 185
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT		12 876 624	12 560 439
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN		12 374 422 \$	12 876 624 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers


ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS 2014

	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 272 984 \$	1 241 967 \$
Placements de portefeuille (note 6)	2 000 000	1 500 000
Débiteurs (note 7)	420 111	480 390
Inventaire de terrains	5 396 710	5 342 364
	<u>9 089 805</u>	<u>8 564 721</u>
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer (note 9)	388 457	345 188
Intérêts courus à payer	151 429	127 361
Retenues sur contrats	14 224	9 633
Revenus reportés	152 885	152 885
Dépôt sur option de vente de terrains (note 10)	155 275	-
Dettes (note 11)	16 938 708	16 925 813
Contributions reportées (note 12)	-	26 466
Provision pour congés de maladie (note 13)	194 197	194 433
	<u>17 995 175</u>	<u>17 781 779</u>
DETTE NETTE	<u>(8 905 370)</u>	<u>(9 217 058)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 14)	21 117 204	21 935 044
Stock de pièces de rechange	87 465	94 516
Charges payées d'avance	75 123	64 122
	<u>21 279 792</u>	<u>22 093 682</u>
EXCÉDENT CUMULÉ	<u>12 374 422 \$</u>	<u>12 876 624 \$</u>
Obligations contractuelles (note 16)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION


 Jean-Guy Paré, président


 Michel Blanchette, administrateur

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

	Budget	2014	2013
(DÉFICIT) EXCÉDENT ANNUEL	(877 300) \$	(502 202) \$	316 185 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 434 100)	(1 097 050)	(909 115)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 929 800	1 913 610	1 893 176
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles		(5 270)	-
Produit de disposition d'immobilisations corporelles		6 550	-
	495 700	817 840	984 061
Acquisition de pièces de rechange		(10 433)	(11 569)
Acquisition de charges payées d'avance		(75 123)	(64 122)
Utilisation de pièces de rechange		17 484	12 580
Utilisation de charges payées d'avance		64 122	67 534
		(3 950)	4 423
DIMINUTION (AUGMENTATION) DE LA DETTE	(381 600)	311 688	1 304 669
DETTE NETTE AU DÉBUT	(9 217 058)	(9 217 058)	(10 521 727)
DETTE NETTE À LA FIN	(9 598 658) \$	(8 905 370) \$	(9 217 058) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

(Déficit) Excédent annuel

Éléments sans incidence sur la trésorerie :

Amortissement des immobilisations corporelles
 Ajustement de la dette au taux effectif
 Gain sur disposition d'immobilisations corporelles
 Virement des contributions reportées

Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :

Débiteurs
 Inventaire de terrains
 Stock de pièces de rechange
 Charges payées d'avance
 Crédoiteurs et charges à payer
 Intérêts courus à payer
 Revenus reportés
 Dépôt sur option de vente de terrains
 Provision pour congés de maladie

Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement**ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS**

Acquisition d'immobilisations corporelles
 Produit de disposition d'immobilisations corporelles

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations**ACTIVITÉS DE FINANCEMENT**

Frais d'émission et de gestion liés aux dettes

Flux de trésorerie liés aux activités de financement**Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie****TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT****TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN****LA TRÉSORERIE ET LES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN COMPRENNENT :**

Encaisse
 Placements de portefeuille

Des renseignements complémentaires sont présentés à la note 18.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

2014	2013
(502 202) \$	316 185 \$
1 913 610	1 893 176
12 895	8 929
(5 270)	-
(26 466)	(60 000)
1 392 567	2 158 290
60 279	293 409
(54 346)	17 049
7 051	1 011
(11 001)	3 412
48 630	(430 031)
24 068	(280 314)
-	(5 943)
155 275	-
(236)	10 144
229 720	(391 263)
1 622 287	1 767 027
(1 097 820)	(908 731)
6 550	-
(1 091 270)	(908 731)
-	(57 500)
-	(57 500)
531 017	800 796
2 741 967	1 941 171
3 272 984 \$	2 741 967 \$
1 272 984 \$	1 241 967 \$
2 000 000	1 500 000
3 272 984 \$	2 741 967 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2014

1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Société du parc industriel et portuaire de Bécancour (la Société), personne morale au sens du Code civil, a été constituée par une loi spéciale (RLRQ, chapitre S-16.001). Elle a pour mission de favoriser le développement économique du Québec en développant et en exploitant, dans un objectif d'autofinancement, un parc industriel et portuaire dans une partie du territoire de la Ville de Bécancour.

En vertu de l'article 4 de sa loi constitutive, la Société est mandataire de l'État. À ce titre, elle n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application des méthodes comptables est cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présenté dans les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont les provisions pour vacances et congés de maladie, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et la provision pour créances douteuses. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

REVENUS

Les revenus tirés des services portuaires et du service d'eau industrielle sont comptabilisés lorsque les services ont été rendus. La Société constate les loyers de base selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location. L'ensemble de ces revenus sont constatés lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord et que le prix que l'acheteur doit payer est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les revenus reportés représentent des revenus encaissés pour lesquels les services n'ont pas encore été rendus. Ils sont constatés à titre de revenus en fonction des services rendus.

CHARGES

Les charges comprennent le coût des ressources qui sont consommées dans le cadre des activités de fonctionnement de l'exercice et qui peuvent être rattachées à ces activités.

INSTRUMENTS FINANCIERS

L'encaisse, les placements de portefeuille et les débiteurs (excluant le poste "autres") sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créiteurs et charges à payer, les intérêts courus à payer, les retenues sur contrat et la dette sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction, le cas échéant, sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2014

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des placements de portefeuille dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition ou facilement convertibles à court terme.

Inventaire de terrains

Les terrains en inventaire sont comptabilisés à la moindre valeur (coût ou valeur nette de réalisation). Le coût est établi selon la méthode du coût moyen. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les terrains, diminué des coûts estimés nécessaires pour effectuer la vente. Les taxes municipales et scolaires ainsi que les intérêts relatifs à l'achat de ces terrains sont passés en charges dans l'état des résultats.

PASSIFS

Dettes

Les dettes sont comptabilisées au montant encaissé au moment de l'émission, ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance. Cet amortissement est calculé selon le taux effectif de chaque emprunt.

Contributions reportées

Les contributions gouvernementales pour lesquelles le gouvernement ne reçoit aucun bien ou service en contrepartie et ne s'attend pas à être remboursé ou à en obtenir un rendement financier sont comptabilisées à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel elles sont reçues lorsque les transferts sont autorisés et que les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints. Les contributions prévoyant des stipulations selon lesquelles la Société doit respecter certaines conditions pour conserver les ressources transférées sont présentées à titre de contributions reportées et amorties selon la durée des conditions prescrites.

Avantages sociaux futurs

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Régime de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que la direction ne dispose pas suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2014

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

L'ensemble des éléments incorporels, ainsi que les éléments dont la Société est titulaire du fait qu'ils ont été dévolus par l'État comme les terres du domaine public, les forêts, l'eau et les ressources minières ne sont pas constatés dans les états financiers de la Société.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, selon la méthode d'amortissement linéaire, en fonction de leur durée de vie utile. Leur coût inclut les frais financiers capitalisés pendant la période de construction, d'amélioration ou de développement.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition.

Bâtisses, aires d'entreposage et de stationnement	2 1/2 % à 5 %
Installations portuaires	2 1/2 % à 20 %
Véhicules et équipement	6 2/3 % à 20 %
Usine et réseau de distribution d'eau	2 1/2 % à 5 %
Réseaux de transport	2 1/2 % à 5 %
Mobilier et équipement de bureau	10 % et 20 %

Lorsque qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'entité de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Les moins-values nettes sur immobilisations corporelles doivent être passées en charges dans l'état des résultats.

Stock de pièces de rechange

Le stock de pièces de rechange se compose de fournitures et pièces qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours de la ou des prochaines années financières. Ce stock est évalué au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est établi selon la méthode du premier entré premier sorti.

Charges payées d'avance

Les charges payées d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont l'entité bénéficiera au cours du ou des prochains exercices. Ces montants sont passés en charges au moment où l'entité bénéficiera des services acquis.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2014

3. REVENUS**Revenus d'exploitation :**

	2014	2013
Services portuaires	2 912 745 \$	3 647 075 \$
Remboursements par la Ville de Bécancour de certains frais d'entretien	850 000	850 000
Service d'eau industrielle	545 495	650 475
Location d'immeubles	533 617	557 554
Intérêts sur encaisse et placements de portefeuille	37 767	48 541
Virement des contributions reportées	26 466	60 000
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	5 270	-
Autres revenus	642	3 016
	<u>4 912 002</u>	<u>5 816 661</u>

Revenus reliés à l'inventaire des terrains :

Produit de la vente de terrains	95 705	91 035
Coût des terrains vendus	(24 306)	(28 235)
	<u>71 399</u>	<u>62 800</u>
	<u>82 229</u>	<u>189 352</u>
	<u>5 065 630 \$</u>	<u>6 068 813 \$</u>

4. FRAIS FINANCIERS

	2014	2013
Intérêts sur l'emprunt bancaire	304 \$	231 \$
Intérêts sur les dettes	592 441	716 253
	<u>592 745 \$</u>	<u>716 484 \$</u>

5. SERVICES PROFESSIONNELS, ADMINISTRATIFS ET AUTRES

	2014	2013
Services professionnels	84 962 \$	135 348 \$
Assurances	62 145	62 791
	<u>147 107 \$</u>	<u>198 139 \$</u>

6. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

	2014	2013
Dépôt à terme portant intérêt au taux fixe de 1,2 %, échéant le 23 avril 2016, rachetable en tout temps sans pénalité	500 000 \$	1 500 000 \$
Dépôt à terme portant intérêt au taux fixe de 1,75 % (2013 : taux 1,25 %), échéant le 18 décembre 2017, rachetable en tout temps sans pénalité	1 500 000	-
	<u>2 000 000 \$</u>	<u>1 500 000 \$</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2014

7. DÉBITEURS

	2014	2013
Clients	386 784 \$	472 573 \$
Provision pour moins-value	(2 986)	(2 463)
	383 798	470 110
Autres	36 313	10 280
	<u>420 111 \$</u>	<u>480 390 \$</u>

8. EMPRUNT BANCAIRE

L'entité est autorisée par décret du gouvernement du Québec à contracter un emprunt à court terme ou une marge de crédit de 3 000 000 \$, et ce, jusqu'au 31 décembre 2015, auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement.

Au 31 mars 2014, l'entité détient une marge de crédit auprès d'une institution financière de 1 500 000 \$ renouvelable annuellement le 31 octobre. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel. Au 31 mars 2014, le taux d'intérêt de cette marge est de 3 % (2013: 3 %) et le solde de celle-ci est nul (2013 : nul).

9. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2014	2013
Fournisseurs	228 927 \$	213 041 \$
Salaires à payer	49 243	36 030
Vacances à payer	110 287	96 117
	<u>388 457 \$</u>	<u>345 188 \$</u>

10. DÉPÔT SUR OPTION DE VENTE DE TERRAINS

La Société a encaissé un dépôt sur une option de vente de terrains découlant d'un contrat signé avec un tiers. Le montant sera constaté à titre de revenus lorsque les conditions décrites au contrat seront remplies. Le contrat vient à échéance en novembre 2014 et comprend cinq options de renouvellement de 6 mois.

11. DETTES

	2014	2013
Billet à terme du Fonds de financement du gouvernement du Québec valeur nominale de 4 000 000 \$, taux effectif de 4,85 %, dont le capital est remboursable en décembre 2015	3 995 586 \$	3 992 947 \$
Billet à terme du Fonds de financement du gouvernement du Québec valeur nominale de 3 000 000 \$, taux effectif de 4,48 %, dont le capital est remboursable en décembre 2017	2 991 888	2 989 682
Billet à terme du Fonds de financement du gouvernement du Québec valeur nominale de 5 000 000 \$, taux effectif de 2,074 %, dont le capital est remboursable en décembre 2017	4 982 624	4 977 901
Billet à terme du Fonds de financement du gouvernement du Québec valeur nominale de 5 000 000 \$, taux effectif de 3,262 %, dont le capital est remboursable en septembre 2023	4 968 610	4 965 283
	<u>16 938 708 \$</u>	<u>16 925 813 \$</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2014

12. CONTRIBUTIONS REPORTÉES

	2014	2013
Solde au début de l'exercice	26 466 \$	86 466 \$
Virement de l'exercice	(26 466)	(60 000)
Solde à la fin de l'exercice	- \$	26 466 \$

Les contributions reportées proviennent d'une entente d'aide financière avec le Ministère des Transports pour l'agrandissement de l'aire d'entreposage aux installations portuaires. L'entente signée le 10 avril 2008 comporte une stipulation de 5 ans selon laquelle la Société doit fournir un rapport annuel concernant l'activité de transport ou de manutention de marchandises liée à cette aide financière.

13. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**Régimes de retraite**

Les employés participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs à prestations déterminées comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les taux de cotisation de la Société au RREGOP, au RRPE et au RRAS ont été respectivement de 9,18 %, 12,3 % et 12,3 % de la masse salariale cotisable du 1^{er} avril au 31 décembre 2013 et de 9,84 %, 14,38 % et 14,38 % du 1^{er} janvier au 31 mars 2014.

Les cotisations de la Société sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2014 (0,54 % au 1^{er} janvier 2013) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Cette compensation vise à combler la différence entre le taux de cotisation requis par le financement du RRPE et le taux effectivement cotisé. Ainsi, la Société doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2013 correspondant à 1,08 % de la masse salariale cotisable et à 11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014.

Les cotisations imputées aux opérations courantes, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, s'élèvent à 81 918 \$ (2013 : 65 345 \$). Les obligations envers ces régimes se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie

Les employés de l'entité peuvent accumuler des journées de congé de maladie non utilisées auxquelles ils ont droit annuellement et se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. De plus, les employés peuvent utiliser ces journées non utilisées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation, notamment sur la base des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars :

	2014		2013	
	RREGOP	RRPE	RREGOP	RRPE
Taux de croissance de la rémunération	2,75 %	2,50 %	3,25 %	2,75 %
Taux d'actualisation	3,58 %	2,35 %	2,86 %	2,25 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salaires actifs	10 ans	5 ans	9 ans	6 ans
	2014		2013	
Congés de maladie au début	194 433 \$		184 289 \$	
Charge de l'exercice	14 657		42 984	
Prestations versées au cours de l'exercice	(14 893)		(32 840)	
Congés de maladie à la fin	194 197 \$		194 433 \$	

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2014

14. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2014							2013	
	Terrains et remplissage	Bâtisses, aires d'entreposage et de stationnement ⁽¹⁾	Installations portuaires ⁽¹⁾	Véhicules et équipement	Usine et réseau de distribution d'eau ⁽¹⁾⁽²⁾	Réseaux de transport ⁽¹⁾	Mobilier et équipement de bureau ⁽¹⁾	Total	Total
Coût des immobilisations									
Solde d'ouverture	5 248 149 \$	4 136 931 \$	37 277 149 \$	842 888 \$	20 678 484 \$	12 894 221 \$	307 094 \$	81 384 916 \$	80 765 857 \$
Acquisitions	-	171 378	555 670	125 261	-	184 989	59 752	1 097 050	909 115
Dispositions	-	-	(257 797)	(100 419)	-	-	(20 605)	(378 821)	(290 056)
Solde de clôture	5 248 149	4 308 309	37 575 022	867 730	20 678 484	13 079 210	346 241	82 103 145	81 384 916
Amortissement cumulé									
Solde d'ouverture	-	3 041 426	29 029 569	557 528	16 439 897	10 154 137	227 315	59 449 872	57 846 752
Amortissement de l'exercice	-	107 687	1 206 843	36 489	314 045	227 896	20 650	1 913 610	1 893 176
Incidence des dispositions	-	-	(257 797)	(100 419)	-	-	(19 325)	(377 541)	(290 056)
Solde de clôture	-	3 149 113	29 978 615	493 598	16 753 942	10 382 033	228 640	60 985 941	59 449 872
Valeur comptable nette au 31 mars 2014	<u>5 248 149 \$</u>	<u>1 159 196 \$</u>	<u>7 596 407 \$</u>	<u>374 132 \$</u>	<u>3 924 542 \$</u>	<u>2 697 177 \$</u>	<u>117 601 \$</u>	<u>21 117 204 \$</u>	<u>21 935 044 \$</u>

⁽¹⁾ Les bâtisses, aires d'entreposage et de stationnement, les installations portuaires, l'usine et les réseaux de distribution d'eau, les réseaux de transport et le mobilier et équipement de bureau comprennent des montants respectifs de 36 926 \$, 48 522 \$, 0 \$, 0 \$ et 0 \$ (2013: 31 244 \$, 40 813 \$, 19 067 \$, 7 310 \$ et 25 518 \$) d'immobilisations corporelles en cours de construction qui ne sont pas amortis.

⁽²⁾ L'usine et le réseau de distribution d'eau comprend un montant de 99 099 \$ de pièces qui ont été mises hors service pour une période prolongée dès leur acquisition et pour lesquelles aucun amortissement n'a été comptabilisé.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2014

15. INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion de risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse une perte financière si les contreparties font défaut d'exécuter les conditions des contrats. Les principaux risques de crédit pour la Société sont liés à la trésorerie et équivalents de trésorerie, aux placements de portefeuille ainsi qu'aux débiteurs.

Au 31 mars 2014, l'exposition maximale au risque de crédit relativement aux débiteurs correspond à leur valeur comptable. La Société ne croit pas être exposée à un niveau de risque de crédit significatif à l'égard de ses clients en raison de la qualité de leur crédit

	2014	2013
Créances courante	383 798 \$	466 585 \$
De 30 à 60 jours	-	-
Plus de 60 jours	2 986	5 988
	<u>386 784 \$</u>	<u>472 573 \$</u>

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de satisfaire à ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire à ses obligations. La marge de crédit autorisée par le gouvernement est très peu utilisée.

Les flux de trésorerie contractuels relativement aux passifs financiers se détaillent comme suit :

	2014				
	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer	388 457 \$	- \$	- \$	- \$	388 457 \$
Intérêts courus à payer	151 429	-	-	-	151 429
Retenues sur contrat	14 224	-	-	-	14 224
Dettes	-	4 000 000	8 000 000	5 000 000	17 000 000
	<u>554 110 \$</u>	<u>4 000 000 \$</u>	<u>8 000 000 \$</u>	<u>5 000 000 \$</u>	<u>17 554 110 \$</u>
	2013				
	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer	345 188 \$	- \$	- \$	- \$	345 188 \$
Intérêts courus à payer	127 361	-	-	-	127 361
Retenues sur contrat	9 633	-	-	-	9 633
Dettes	-	4 000 000	8 000 000	5 000 000	17 000 000
	<u>482 182 \$</u>	<u>4 000 000 \$</u>	<u>8 000 000 \$</u>	<u>5 000 000 \$</u>	<u>17 482 182 \$</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2014

15. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Société est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risques liés aux taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

La Société gère ses dépôts à terme en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêts.

La dette à long terme porte des taux d'intérêt fixes pour tous ces emprunts. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auxquels est exposée la Société est minime étant donné que la Société prévoit le remboursement selon l'échéancier prévu.

16. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Société s'est engagée en vertu de différents contrats ayant des termes de 1 à 3 ans, concernant des services d'entretien et de gardiennage pour un total de 952 000 \$.

2015	359 000 \$
2016	326 000
2017	267 000
	<u>952 000 \$</u>

17. APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, l'entité est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et les entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec, ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'entité n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

18. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 555 478 \$ (2013 : 987 637 \$).

En date du 31 mars 2014, le poste « Retenues sur contrats » inclut des acquisitions d'immobilisations corporelles pour un montant de 14 224 \$ (2013 : 9 633 \$) et le poste « Crédoiteurs et charges à payer » inclut des acquisitions d'immobilisations corporelles pour un montant de 52 895 \$ (2013 : 58 256 \$).

19. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2013 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014.

ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2014

Les opérations de la Société immobilière du Québec sont maintenant fusionnées à celles d'Infrastructure Québec. La nouvelle Société québécoise des infrastructures (Section S-25) est née de cette fusion et les entités fusionnées ont été dissoutes.

Rapport de la direction

Les états financiers de la Société Innovatech du Grand Montréal ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS). Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

La Société reconnaît qu'elle a la responsabilité de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière, et il a approuvé les états financiers.

Le vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.



M. Yves Lafrance
Administrateur



Mme Sylvie Chagnon
Administrateur



États financiers

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014



Rapport de l'auditeur indépendant

Au ministre des Finances

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société Innovatech du Grand Montréal, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014 et les états du résultat global, de la variation des capitaux propres ainsi que l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société Innovatech du Grand Montréal au 31 mars 2014, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées pour l'exercice clos le 31 mars 2014 de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Michel Samson, CPA auditeur, CA
Québec, le 16 juillet 2014

Société Innovatech du Grand Montréal

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 mars 2014

(en dollars canadiens)

	2014	2013
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5)	4 745 015	4 875 030
Sommes à recevoir de l'acheteur, sans intérêt	2 001	-
Autres éléments d'actifs	13 734	20 281
	4 760 750	4 895 311
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif		
Charges à payer (note 7)	40 302	1 205
Sommes à payer à l'acheteur, sans intérêt	-	203 593
	40 302	204 798
Capitaux propres		
Capital-actions (note 8)	232 948 000	232 948 000
Déficit cumulé	(228 227 552)	(228 257 487)
	4 720 448	4 690 513
	4 760 750	4 895 311

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Yves Lafrance
Administrateur



Sylvie Chagnon
Administratrice

Société Innovatech du Grand Montréal

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

De l'exercice clos le 31 mars 2014
(en dollars canadiens)

	2014	2013
PRODUITS D'INVESTISSEMENT		
Produits d'intérêts sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	29 878	34 165
Gain de change	185 360	33 647
	215 238	67 812
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services professionnels et contractuels	17 020	5 429
Honoraires de service administratif - Entité sous contrôle commun	143 987	128 916
Assurances	20 601	20 601
Frais de bureau	3 695	2 855
	185 303	157 801
RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL	29 935	(89 989)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech du Grand Montréal

ÉTAT DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

De l'exercice clos le 31 mars 2014

(en dollars canadiens)

	Capital-actions	Déficit cumulé	Total des capitaux propres
Solde au 1 ^{er} avril 2012	232 948 000	(228 167 498)	4 780 502
Résultat net et résultat global	-	(89 989)	(89 989)
Solde au 31 mars 2013	232 948 000	(228 257 487)	4 690 513
Résultat net et résultat global	-	29 935	29 935
Solde au 31 mars 2014	232 948 000	(228 227 552)	4 720 448

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech du Grand Montréal

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

De l'exercice clos le 31 mars 2014

(en dollars canadiens)

	2014	2013
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Résultat net	29 935	(89 989)
Ajustements pour :		
Gain de change	(202 534)	(29 340)
	(172 599)	(119 329)
Variation des actifs et des passifs liés à l'exploitation :		
Somme à recevoir	(2 001)	-
Autres éléments d'actifs	6 547	(2 454)
Charges à payer	39 097	(43 743)
Sommes à payer à l'acheteur	(203 593)	11 591
	(332 549)	(153 935)
Effet des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	202 534	29 340
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(130 015)	(124 595)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	4 875 030	4 999 625
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 5)	4 745 015	4 875 030
Information supplémentaire		
Intérêts encaissés	32 021	35 304

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech du Grand Montréal

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2014
(en dollars canadiens)

1. Statuts constitutifs et nature des activités

La Société Innovatech du Grand Montréal (la Société) est une personne morale de droit public constituée en vertu du chapitre 33 des lois de 1992 et constituée en compagnie à fonds social par l'effet de la loi qui la régit, soit la Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal (RLRQ,c.S-17.2.0.1). Le siège social de la Société est situé au 413, rue Saint-Jacques, 5e étage, Montréal, Québec, H2Y 1N9.

Compte tenu de la vente de la quasi-totalité de ses placements en mars 2005, les activités de la Société se résument maintenant à la détention passive de placements dans des sociétés en commandite pour le compte d'une autre société.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. Base de préparation

a) Déclaration de conformité

Les états financiers sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), tel qu'établies par l'International Accounting Standards Board.

Les états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le **16 juillet 2014**.

b) Base d'évaluation

Les états financiers ont été préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net qui sont évalués à la juste valeur.

Les postes aux états de la situation financière sont présentés par ordre de liquidité.

c) Monnaie de présentation

Les états financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

d) Utilisation d'estimations et jugements réalisés par la direction

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations et hypothèses ainsi que l'exercice du jugement de la part de la direction ayant une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, passifs, produits et charges pour les exercices présentés. Le principal élément pour lequel la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses est la juste valeur des placements.

3. Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables décrites ci-dessous ont été appliquées de manière uniforme et à toutes les périodes présentées dans les états financiers.

Classement et évaluation des instruments financiers

Les instruments financiers doivent être classés en fonction de leurs caractéristiques, de l'intention de la direction ou du choix de la catégorie dans certaines circonstances.

À leur comptabilisation initiale, tous les actifs financiers sont classés soit comme actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, comme placements détenus jusqu'à leur échéance, comme actifs financiers disponibles à la vente ou comme prêts et créances, tandis que les passifs financiers sont classés comme passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net ou comme passifs financiers évalués au coût amorti.

Les instruments financiers détenus par la Société sont classés dans les catégories suivantes:

Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances/Classés comme actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net
Sommes à recevoir de l'acheteur	Prêts et créances
Prêts à des sociétés en commandite	Prêts et créances
Placements en parts dans des sociétés en commandite	Désigné comme actif financier à la juste valeur par le biais du résultat net
Charges à payer	Passifs financiers évalués au coût amorti
Sommes à payer à l'acheteur	Passifs financiers évalués au coût amorti
Emprunt (a)	Désigné comme passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net

Lors de leur comptabilisation initiale, tous les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur.

(a) L'emprunt est assorti d'un dérivé incorporé, tel que décrit à la note 6, puisque les flux de trésorerie de l'emprunt fluctuent en fonction des flux de trésorerie tirés des placements en parts dans des sociétés en commandite. Le dérivé incorporé n'est pas séparé du contrat hôte puisque l'instrument hybride (l'emprunt) a été désigné dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

Comptabilisation ultérieure

Au cours des périodes ultérieures, les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à leur juste valeur; les gains et les pertes sont comptabilisés en résultat net et présentés distinctement à l'état du résultat global, le cas échéant. Les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût amorti. Pour ces instruments financiers, leur juste valeur est considérée équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Lorsque la Société détient un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers qui sont exposés au risque de marché et au risque de crédit de chacune des contreparties et que ce groupe d'actifs et de passifs financiers sont gérés sur la base de l'exposition nette de la Société à ces risques financiers, la juste valeur du groupe d'actifs et de passifs financiers est évaluée conformément à la façon dont les intervenants de marché établiraient le prix pour l'exposition nette aux risques. Les placements dans des sociétés en commandite et l'emprunt (décrits à la note 6) sont gérés par la Société sur la base de l'exposition nette aux risques de marché et de crédit.

Dépréciation des actifs financiers

À la fin de chaque exercice, la Société apprécie s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier non comptabilisé à la juste valeur par le biais du résultat net.

Le montant d'une perte de valeur correspond à la différence entre la valeur comptable d'une créance et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés de la créance. Les pertes sont comptabilisées en résultat net et présentées distinctement à l'état du résultat global, le cas échéant. Lorsqu'un événement ultérieur a pour conséquence de diminuer le montant de la perte de valeur, la réduction de la perte de valeur est reprise au résultat net.

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Tous les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière doivent être classés selon une hiérarchie comportant trois niveaux, soit :

Niveau 1 - Évaluation fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs

Niveau 2 - Techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs, à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs, à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué, et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien.

Niveau 3 - Techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se composent de la trésorerie et des placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition. Les produits d'intérêts sont comptabilisés sous la rubrique « Produits d'intérêts sur la trésorerie et équivalents de trésorerie » de l'état du résultat global.

Placements et emprunt

Les placements sous forme de parts de sociétés en commandite sont compensés à l'encontre d'un emprunt d'un montant équivalent puisque la Société a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'elle a l'intention de régler le montant au net. Les produits et les charges d'intérêts liés au placement et à l'emprunt, ainsi que les soldes débiteurs et créditeurs qui y sont afférents font également l'objet d'une compensation.

Produits d'intérêts

Les produits d'intérêts sont comptabilisés à l'état du résultat global selon la méthode du taux d'intérêt effectif lorsqu'il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière. Les produits et les charges libellés en devises sont, pour leur part, convertis en dollars canadiens selon le taux de change moyen mensuel en vigueur à la date de la transaction. Les gains et les pertes de change sont constatés sous la rubrique « Gain (perte) de change » de l'état du résultat global.

4. Modifications de normes comptables***Nouvelles normes et normes modifiées***

Norme internationale d'information financière 13 - Évaluation de la juste valeur (IFRS 13)

IFRS 13 clarifie la définition de la juste valeur et fournit des directives connexes ainsi que des informations plus exhaustives quant aux évaluations à la juste valeur. Elle n'a aucune incidence sur la détermination des éléments qui doivent être présentés à la juste valeur.

Le champ d'application de l'IFRS 13 est étendu et s'applique aux éléments financiers et non financiers pour lesquels d'autres IFRS prescrivent ou permettent les évaluations de la juste valeur ou les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur, sauf dans certaines circonstances. L'IFRS 13 s'applique de manière prospective pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013. Ses obligations d'information n'ont pas à être appliquées aux informations comparatives au cours du premier exercice d'application.

La société a revu ses méthodologies d'évaluation et l'application de la nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur l'évaluation

Norme internationale d'information financière 7 - Instruments financiers : Informations à fournir (IFRS 7)

Les amendements apportés à l'IFRS 7 prévoient de nouvelles exigences de divulgation concernant la compensation d'actifs et de passifs financiers. Ces exigences sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2013 et ont été appliquées par la Société au cours de l'exercice.

Les informations fournies aux états financiers à l'égard des placements en parts dans des sociétés en commandite et de l'emprunt à long terme, qui font l'objet d'une compensation, ont été présentées conformément aux nouvelles exigences de l'IFRS 7.

Modifications de normes comptables futures

À la date d'autorisation de ces états financiers, de nouvelles normes et interprétations de normes existantes et de nouvelles modifications ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur, et la société ne les a pas adoptées de façon anticipée.

La direction prévoit que l'ensemble des prises de position sera adopté dans les méthodes comptables de la société au cours de la première période débutant après la date d'entrée en vigueur de chaque prise de position. L'information sur les nouvelles normes et interprétations ainsi que les nouvelles modifications qui sont susceptibles d'être pertinentes pour les états financiers de la société, est fournie ci-dessous. Certaines autres nouvelles normes et interprétations ont été publiées, mais on ne s'attend pas à ce qu'elles aient une incidence sur les états financiers de la société.

Norme internationale d'information financière 9 Instruments financiers (IFRS 9)

L'International Accounting Standards Board (IASB) vise à remplacer intégralement l'IAS 39 Instruments financiers : comptabilisation et évaluation (IAS 39) par l'IFRS 9. À ce jour, les chapitres traitant de la comptabilisation, du classement, de l'évaluation et de la décomptabilisation des actifs et des passifs financiers ainsi que celui traitant de la comptabilité de couverture ont été publiés. Le chapitre traitant de la méthodologie de dépréciation est toujours en cours d'élaboration. En novembre 2011, l'IASB a décidé d'envisager d'apporter des modifications limitées au modèle de classement des actifs financiers d'IFRS 9 afin de traiter des questions d'application. De plus, l'IASB a décidé de reporter au 1er janvier 2018 la mise en application de l'IFRS 9. La direction de la société n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur ses états financiers. La direction ne prévoit pas adopter l'IFRS 9 avant que la norme ne soit complétée et qu'elle puisse déterminer toutes les incidences de ces changements.

Amendements de l'IAS 32

Les amendements de l'IAS 32 précisent qu'une entité a un droit juridiquement exécutoire de compensation si ce droit n'est pas conditionnel à un événement futur et s'il est exécutoire tant dans le cours normal des affaires que dans le cas de défaut. Les amendements apportent également certaines précisions pour déterminer lorsqu'un mécanisme de règlement prévoit un règlement net ou un règlement brut équivalant à un règlement net. La norme sera applicable pour l'exercice débutant le 1er avril 2014.

5. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2014	2013
Trésorerie	21 459	208 888
Certificats de dépôt, (de 0,08 % à 1,15 %) échéant en mai 2014 (0,13 % à 1,15 % en 2013)	4 723 556	4 666 142
	4 745 015	4 875 030

6. Placements et emprunt

En mars 2005, la Société Innovatech du Grand Montréal a vendu la quasi-totalité de ses placements à long terme. Compte tenu de restrictions applicables à la cession de certains placements dans le portefeuille de la Société, sept titres de participations dans des sociétés en commandite n'ont pu être vendus à l'acheteur. De plus, la Société détient d'autres placements sous forme de prêts dont la valeur comptable et la juste valeur sont nulles.

Afin de transférer à l'acheteur le risque de juste valeur et de devise des placements dans les sociétés en commandite, un contrat a été conclu avec ce dernier. Entre autres, le contrat prévoit le paiement par l'acheteur d'un montant correspondant à un intérêt fixe de 5% sur les placements, payable trimestriellement. Également, à l'expiration du contrat en mars 2015, celui-ci prévoit que l'acheteur rachète les placements de la Société à leur valeur comptable.

De plus, la Société a contracté auprès de l'acheteur un emprunt portant intérêt au taux annuel fixe de 5%, payable trimestriellement. Des montants supplémentaires seront prêtés par l'acheteur si des montants doivent être investis par la Société sous forme d'apports de capitaux dans les sociétés en commandite conservées. L'emprunt sera remboursé en partie à même les montants reçus par la Société à l'égard des distributions provenant des sociétés en commandite. L'emprunt est remboursable au plus tard en mars 2015.

Les parts dans les sociétés en commandite et l'emprunt, de même que les produits et les charges d'intérêts et les soldes débiteurs et créditeurs afférents, sont présentés aux états financiers sur la base des montants nets, puisque les critères de compensation énoncés à l'IAS 32 *Instruments financiers : Présentation* sont respectés.

Les montants bruts de la juste valeur des placements et de l'emprunt est respectivement de 3 519 429 \$ (2 168 792 \$ au 31 mars 2013).

Le tableau qui suit présente la juste valeur des placements et de l'emprunt, classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur:

	2014			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Placements	-	-	3 519 429	3 519 429
	-	-	3 519 429	3 519 429
Passifs financiers				
Emprunt	-	-	3 519 429	3 519 429
	-	-	3 519 429	3 519 429
Total présenté à l'état de la situation financière	-	-	-	-

	2013			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Placements	-	-	2 168 792	2 168 792
	-	-	2 168 792	2 168 792
Passifs financiers				
Emprunt	-	-	2 168 792	2 168 792
	-	-	2 168 792	2 168 792
Total présenté à l'état de la situation financière	-	-	-	-

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie (aucun en 2013). La juste valeur des placements en parts dans les sociétés en commandite a été évaluée en fonction de la quote-part de l'actif net (évalué à la juste valeur) qui est détenue par la Société dans les sociétés en commandite, tandis que la juste valeur de l'emprunt a été évaluée en fonction d'une actualisation des flux de trésorerie futurs de l'emprunt au taux de 5 %.

En raison du fait que les actifs et passifs financiers classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des évaluations en juste valeur font l'objet d'une compensation à l'état de la situation financière, il n'y a eu aucune variation de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours de l'exercice (aucune en 2013).

7. Charges à payer

	2014	2013
Charges à payer ⁽¹⁾	40 302	1 205

(1) Y compris une somme de 35 997 \$ due à une entité sous contrôle commun au 31 mars 2014 (0 \$ au 31 mars 2013)

8. Capital-actions

La Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal a notamment pour objet de permettre à la Société de continuer son existence et d'être dotée d'un fonds social autorisé de 350 000 000 \$.

	2014	2013
Autorisé :		
3 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune		
Émis et payé :		
2 329 480 actions ordinaires	232 948 000	232 948 000

Les actions du fonds social de la Société font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances.

9. Informations concernant le capital

La Société gère son capital en effectuant une gestion prudente de ses produits, charges, actifs, passifs, investissements et autres transactions financières afin de s'assurer qu'elle exécute de manière efficace les objectifs spécifiés dans sa loi constitutive.

Aux fins de la gestion du capital, le capital de la Société est constitué des capitaux propres. Au 31 mars 2014, les capitaux propres de la Société ont un solde de 4 720 448 \$ (4 690 513 \$ au 31 mars 2013).

La Société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

10. Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est principalement associé aux pertes que la Société pourrait subir ou aux coûts qu'elle pourrait être obligée d'engager en raison de l'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers. En cette matière, un contrat avec un acheteur a été conclu tel qu'expliqué à la note 6, pour lequel la société effectue un suivi continue des défaillances. À la date des états financiers, la direction de la Société estime que la qualité de crédit de la contrepartie est bonne.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

La Société détient des prêts ayant une juste valeur nulle à la suite de la détérioration de la situation économique des entités concernées.

Risques de marché

Ces risques comprennent le risque de taux d'intérêt, le risque de devise et le risque lié aux marchés boursiers. Les activités de la Société sont peu influencées par le risque de taux d'intérêt compte tenu que les équivalents de trésorerie et les dépôts à terme portent intérêt à taux fixe et elle est aussi peu influencée par le risque lié aux marchés boursiers.

Risque de devise

La Société a investi certaines sommes en devise étrangère, soit le dollar américain. Par conséquent, certains éléments d'actifs sont exposés aux fluctuations de taux de change. Au 31 mars 2014, la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en dollars américains et convertis en dollars canadiens représentent 2 301 728 \$ (2 319 619 \$ au 31 mars 2013). La Société n'utilise aucun instrument pour gérer les risques de fluctuation du taux de change sur ces éléments. Le contrat avec l'acheteur prévoit des dispositions afin de gérer le risque de devise dans les placements dans des sociétés en commandite entre la Société et l'acheteur tel que mentionné à la note 6.

En considérant les données citées ci-haut et en assumant que toutes les autres variables demeurent constantes, une dépréciation ou une appréciation de 5 % de la devise canadienne par rapport à la devise américaine résulterait en une diminution ou une augmentation du résultat net de l'ordre de 115 087 \$ en 2014 (115 981 \$ en 2013) relativement au risque de devise basé sur le dollar américain.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est associé à la capacité de la Société à réunir les fonds nécessaires afin d'honorer ses engagements financiers. Le contrat avec un acheteur prévoit des dispositions afin de gérer les liquidités entre la Société et l'acheteur tel que mentionné à la note 6.

Les charges à payer et les sommes à payer à l'acheteur sont payables dans les 30 jours. La Société considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant. L'emprunt, tel que décrit à la note 6, fera l'objet d'une compensation à son échéance soit au plus tard en mars 2015.

11. Opérations entre parties liées et rémunération de la haute direction

En plus des opérations entre parties liées déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées selon la même base d'évaluation que si elles n'étaient pas liées, la Société est liée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération individuellement ou collectivement significative avec ces parties liées.

En vertu d'une entente de services, le conseil d'administration a confié la gestion des affaires courantes de la Société à Investissement Québec, une entité sous contrôle commun, laquelle produit une reddition de comptes appropriée et facture des honoraires de service administratif.

12. Engagements d'investissement

Les engagements de la Société envers les sociétés en commandite sont de 167 822 \$ au 31 mars 2014 (167 172 \$ au 31 mars 2013) lesquels seront assumés par l'acheteur en vertu du contrat conclu avec celui-ci.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société Innovatech du Sud du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport d'activités annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

La Société reconnaît qu'elle a la responsabilité de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière, et il a approuvé les états financiers.

Le vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.



M. Yves Lafrance
Administrateur



Mme Sylvie Chagnon
Administratrice



États financiers

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014



Rapport de l'auditeur indépendant

Au ministre des Finances

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société Innovatech du Sud du Québec, qui comprennent le bilan au 31 mars 2014, l'état des résultats et du déficit cumulé et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société Innovatech du Sud du Québec au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Michel Samson, CPA auditeur, CA
Québec, le 16 juillet 2014

Société Innovatech du Sud du Québec

BILAN

Au 31 mars 2014

(en dollars)

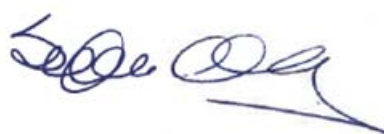
	2014	2013
ACTIF		
Encaisse	160 727	17 854
Placements temporaires, acceptation bancaire, 1,00 % échéant en mai 2014	2 696 831	4 957 872
Acceptations bancaires, 1,04 %, échéant en février et mars 2015	2 575 619	-
Placements (note 4)	7 647 531	8 213 996
Frais payés d'avance	1 669	1 669
	13 082 377	13 191 391
PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Passif		
Charges à payer	3 000	1 213
Charges à payer à une entité sous contrôle commun	17 804	-
	20 804	1 213
Avoir de l'actionnaire		
Capital-actions (note 6)	55 500 800	55 500 800
Déficit cumulé	(42 439 227)	(42 310 622)
	13 061 573	13 190 178
	13 082 377	13 191 391

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Yves Lafrance
Administrateur



Sylvie Chagnon
Administratrice

Société Innovatech du Sud du Québec

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT CUMULÉ

De l'exercice clos le 31 mars 2014
(en dollars)

	2014	2013
PRODUITS NETS D'INVESTISSEMENT		
Moins-value (plus-value) non réalisée sur les placements	(94 458)	5 908
Revenus d'intérêts	57 398	54 108
	(37 060)	60 016
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services professionnels et contractuels	10 297	10 649
Honoraires de service administratif - Entité sous contrôle commun	71 216	63 762
Assurances	10 012	10 012
Frais bancaires	20	-
	91 545	84 423
RÉSULTATS NETS DE L'EXERCICE	(128 605)	(24 407)
Déficit cumulé au début	(42 310 622)	(42 286 215)
DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN	(42 439 227)	(42 310 622)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech du Sud du Québec

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

De l'exercice clos le 31 mars 2014

(en dollars)

	2014	2013
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultats nets de l'exercice	(128 605)	(24 407)
Ajustements pour :		
Moins-value (plus-value) non réalisée sur les placements	94 458	(5 908)
Variation des actifs et des passifs liés à l'exploitation :		
Taxes à la consommation à recevoir	-	4 725
Charges à payer	1 787	1 213
Charges à payer à une entité sous contrôle commun	17 804	(17 113)
	(14 556)	(41 490)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acceptations bancaires	(2 575 619)	-
Distribution de capital sur placement	472 007	-
	(2 103 612)	-
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(2 118 168)	(41 490)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	4 975 726	5 017 216
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	2 857 558	4 975 726
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		
Encaisse	160 727	17 854
Placements temporaires	2 696 831	4 957 872
	2 857 558	4 975 726

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech du Sud du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2014

(en dollars)

1. Statuts constitutifs et nature des activités

La Société Innovatech du Sud du Québec est une personne morale de droit public constituée en vertu du chapitre 19 des lois de 1995 et constituée en compagnie à fonds social par l'effet de la loi qui la régit, soit la Loi sur la Société Innovatech du sud du Québec (RLRQ chapitre S-17.2.2). La Société a pour mission de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à relever la capacité d'innovation technologique sur le territoire décrit à l'annexe A de sa loi constitutive, soit l'ensemble des territoires des organismes municipaux constituant la partie sud de la province de Québec et d'améliorer ainsi la compétitivité et la croissance économique du Québec.

La Société se définit comme étant une société de placement, au sens de la note d'orientation 18 (NOC-18) - Société de placement du *Manuel de CPA Canada - Comptabilité*, plus précisément comme un organisme de capital de risque, c'est-à-dire que ses engagements d'investissement sont pris sous forme de placements spéculatifs dans des sociétés présentant de fortes probabilités de croissance.

La Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu en vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu.

2. Principales méthodes comptables

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses, notamment dans l'établissement de la juste valeur des instruments financiers. Ces estimations et ces hypothèses ont une incidence sur la comptabilisation des éléments d'actif et de passif, la présentation des éléments d'actif et de passif éventuel à la date des états financiers, ainsi que sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de l'exercice, ainsi que sur la présentation des divers renseignements connexes. Le principal élément pour lequel la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses est la juste valeur des placements. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations et l'incidence serait alors constatée dans les états financiers de l'exercice futur concerné.

Classement et évaluation des instruments financiers

Les instruments financiers, autres que les placements détenus par une société de placement doivent être classés en fonction de leurs caractéristiques, de l'intention de la direction ou du choix de la catégorie dans certaines circonstances. À leur comptabilisation initiale, tous les actifs financiers sont classés soit comme détenus à des fins de transaction, comme détenus jusqu'à leur échéance, comme disponibles à la vente ou comme prêts et créances, tandis que les passifs financiers sont classés comme étant détenus à des fins de transaction ou comme autres passifs financiers. Il est aussi permis de désigner irrévocablement, à leur comptabilisation initiale, tout actif ou passif financier comme un instrument détenu à des fins de transaction.

Lors de leur comptabilisation initiale, tous les actifs et passifs financiers, y compris les instruments dérivés, sont évalués à leur juste valeur. Le cas échéant, tout écart entre la juste valeur et la contrepartie en trésorerie est comptabilisé immédiatement aux résultats, à moins de répondre aux critères de comptabilisation d'un autre type d'actif ou de passif.

Au cours des périodes ultérieures, les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur; les gains et les pertes sont comptabilisés aux résultats. Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur; les gains et pertes non réalisés qui en résultent sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Les actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La juste valeur d'un instrument financier correspond généralement à la contrepartie pour laquelle l'instrument serait échangé dans le cadre d'une opération entre des parties non liées agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence, dans le cours normal des affaires. La meilleure indication de la juste valeur est le cours du marché.

La Société n'a classé aucun instrument financier comme actifs financiers disponibles à la vente. Par conséquent, le résultat étendu ne diffère pas du résultat net.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus à des fins de transaction et leur juste valeur est considérée équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés sous la rubrique « Revenus d'intérêts » de l'état des résultats.

Placements

En conformité avec la NOC-18, les placements sont évalués à leur juste valeur. La valeur de réalisation des placements pourrait varier de façon importante par rapport à la juste valeur à la suite de changements dans les conditions du marché.

Les placements se composent de parts dans une société en commandite ainsi que de prêts et d'actions de sociétés privées. La juste valeur des parts dans la société en commandite est basée sur les états financiers audités de cette société au 31 décembre, ajustée des opérations importantes de cette dernière pendant la période de décalage qui, à titre de société de placement, est évaluée à la juste valeur.

La juste valeur des prêts est établie selon les techniques d'évaluation sur le marché. Les hypothèses significatives prises en compte dans l'établissement de la juste valeur peuvent inclure le taux d'actualisation ou de capitalisation, le taux d'escompte, le taux de rendement et la pondération des résultats prévisionnels.

Les actions de sociétés privées sont évaluées selon une technique d'évaluation reconnue sur le marché comprenant, principalement, la référence à une offre d'achat et à des transactions sans lien de dépendance et à l'actualisation des flux de trésorerie.

Autres passifs financiers

La charge à payer et la charge à payer à une entité sous contrôle commun sont classées dans la catégorie des autres passifs. Leur juste valeur est considérée équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice.

3. Modifications futures de normes comptables*Normes internationales d'information financière*

Les entreprises ayant une obligation d'information du public seront tenues d'appliquer les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards - IFRS). Ainsi, la Société changera de référentiel comptable en adoptant un ensemble unique de normes reconnues mondialement. De plus, la Société a fait le choix, tel que proposé par le Conseil des normes comptables du Canada, pour les sociétés qui appliquent actuellement la NOC-18 de continuer d'appliquer les normes canadiennes actuelles de la *Partie V du Manuel de CPA-Canada - Comptabilité* jusqu'au présent exercice clos le 31 mars 2014. Par la suite, la Société appliquera les IFRS.

4. Placements

	2014	2013
Placement dans Desjardins - Innovatech S.E.C. (8,03 % des parts émises au 31 mars 2014; 8,03 % au 31 mars 2013)	7 647 531	8 213 996

La Société détient également des placements sous forme de prêts et d'actions de sociétés privées dont la juste valeur est nulle (valeur nulle au 31 mars 2013), compte tenu de l'information disponible à la fin de l'exercice.

5. Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier pour lequel une donnée importante non observable a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1

La juste valeur est fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les actifs et les passifs du niveau 1 comprennent généralement les titres de participation et les contrats de dérivés négociés sur un marché actif.

Niveau 2

La juste valeur repose sur des techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs, à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs, à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué, et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien. Les actifs et les passifs du niveau 2 comprennent des titres de créances ayant un prix coté négocié moins souvent que les instruments cotés en Bourse, et les contrats de dérivés dont la valeur est établie à l'aide de techniques d'évaluation utilisant des données observables sur le marché ou pouvant être dérivées essentiellement des données observables sur le marché ou corroborées par ces dernières.

Niveau 3

La juste valeur repose sur des techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

Le tableau qui suit présente la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, classés selon la hiérarchie d'évaluation décrite précédemment:

				2014
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur
Actifs financiers				
Placement dans Desjardins - Innovatech S.E.C.	-	-	7 647 531	7 647 531

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie (aucun en 2013).

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	2013 Total des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur
Actifs financiers				
Placement dans Desiardins - Innovatech S.E.C.	-	-	8 213 996	8 213 996

Variation de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3:

	Placements 2014	Placements 2013
Solde au début de l'exercice	8 213 996	8 208 088
Gains (pertes) non réalisés compris dans le résultat net	(94 458)	5 908
Distribution de capital sur placements	(472 007)	-
Solde à la fin de l'exercice	7 647 531	8 213 996

6. Capital-actions

En vertu de la Loi sur la Société Innovatech du sud du Québec (RLRQ chapitre S-17.2.2), la Société est dotée d'un fonds social autorisé de 100 000 000 \$.

	2014	2013
Autorisé :		
1 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune		
Émis et payé :		
555 008 actions ordinaires	55 500 800	55 500 800

Les actions du fonds social de la Société font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances.

7. Informations concernant le capital

La Société gère son capital en effectuant une gestion prudente de ses produits, charges, actifs, passifs, investissements et autres transactions financières afin de s'assurer qu'elle exécute de manière efficace les objets spécifiés dans sa loi constitutive. Aux fins de la gestion du capital, le capital de la Société est constitué de l'avoir de l'actionnaire. Au 31 mars 2014, l'avoir de la Société a un solde de 13 061 573 \$ (solde de 13 190 178 \$ au 31 mars 2013).

La Société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

8. Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est principalement associé aux pertes que la Société pourrait subir ou aux coûts qu'elle pourrait être obligée d'engager en raison de l'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

L'encaisse et les placements temporaires sont détenus dans une institution financière réputée. Par conséquent, la direction juge qu'elle est peu exposée au risque de crédit.

Risques de marché

Ces risques comprennent le risque de taux d'intérêt, le risque de devise et le risque lié aux marchés boursiers.

La société gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêts.

Le taux d'intérêt effectif réalisé sur les placements temporaires durant l'exercice varie de 1,00 % à 1,13 % (de 1,07 % à 1,14 % au 31 mars 2013). Les échéances de ces placements étaient de 27 jours à 118 jours.

Les activités de la Société sont peu influencées par le risque de devise et le risque lié au marché boursier.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est associé à la capacité de la Société à réunir les fonds nécessaires afin d'honorer ses engagements financiers. L'objectif de la gestion des liquidités vise à garantir l'accès à des fonds en temps opportun et de façon optimale.

Les charges à payer et la charge à payer à une entité sous contrôle commun sont payables dans les 30 jours.

La Société considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant. Par conséquent, la direction juge qu'elle est peu exposée au risque de liquidité.

9. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

La Société reconnaît qu'elle a la responsabilité de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière, et il a approuvé les états financiers.

Le vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.



Mme Sylvie Pinsonnault
Administratrice



Mme Sylvie Chagnon
Administratrice



Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches

États financiers **DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014**



Rapport de l'auditeur indépendant

Au ministre des Finances

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches, qui comprennent le bilan au 31 mars 2014, l'état des résultats et du déficit cumulé et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 16 juillet 2014

Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches

BILAN

Au 31 mars 2014

(en dollars)

	2014	2013
ACTIF		
Encaisse	120 578	1 467 341
Placements temporaires (note 4)	4 023 237	-
Créances (note 5)	3 035	6 142
Effet à recevoir (note 6)	7 564 688	8 004 653
Participation dans une société en commandite (note 7)	16 955 055	19 913 604
Frais payés d'avance	14 585	25 446
	28 681 178	29 417 186
PASSIF ET AVOIR DEL'ACTIONNAIRE		
Passif		
Charges à payer et frais courus	8 004	5 004
Charge à payer à une entité sous contrôle commun	17 804	-
	25 808	5 004
Avoir de l'actionnaire		
Capital-actions (note 9)	126 783 096	126 783 096
Déficit cumulé	(98 127 726)	(97 370 914)
	28 655 370	29 412 182
	28 681 178	29 417 186

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Sylvie Pinsonnault
Administratrice



Sylvie Chagnon
Administratrice

Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT CUMULÉ

De l'exercice clos le 31 mars 2014

(en dollars)

	2014	2013
PRODUITS NETS D'INVESTISSEMENT		
Revenus d'intérêts	28 376	151 356
	28 376	151 356
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Traitements et avantages sociaux	-	71 077
Services professionnels et contractuels	25 880	39 816
Honoraires de services administratifs - Entité sous contrôle commun	69 284	13 484
Loyers	-	10 922
Déplacements et développement des affaires	-	9 512
Frais de bureau	38 967	31 941
Communications	40	645
Amortissement des immobilisations corporelles	-	5 802
	134 171	183 199
AUTRES PRODUITS		
Recouvrement de créances douteuses	8 561	-
Gain net de change	4 860	-
	13 421	-
AUTRES CHARGES		
Pertes matérialisées sur disposition de placements	-	2 895 977
Perte nette de change	-	12 209
Moins-value non réalisée sur les placements	664 438	427 522
	664 438	3 335 708
RÉSULTATS NETS DE L'EXERCICE	(756 812)	(3 367 551)
Déficit cumulé au début	(97 370 914)	(94 003 363)
DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN	(98 127 726)	(97 370 914)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

De l'exercice clos le 31 mars 2014

(en dollars)

	2014	2013
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultats nets de l'exercice	(756 812)	(3 367 551)
Pertes matérialisées sur disposition de placements	-	2 895 977
Amortissement des immobilisations corporelles	-	5 802
Moins-value non réalisée sur les placements	664 438	427 522
Variation des actifs et des passifs liés à l'exploitation :		
Créances	3 107	63 661
Frais payés d'avance	10 861	(4 636)
Charges à payer et frais courus	3 000	(226 717)
Charge à payer à une entité sous contrôle commun	17 804	-
	(57 602)	(205 942)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition de placements	(4 023 237)	(20 150 100)
Distribution de capital sur placement	2 734 076	-
Produit de disposition de placements	-	7 835 811
	(1 289 161)	(12 314 289)
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE	(1 346 763)	(12 520 231)
Trésorerie au début	1 467 341	13 987 572
TRÉSORERIE À LA FIN	120 578	1 467 341

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2014

(en dollars)

1. Statuts constitutifs et nature des activités

La Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches est une personne morale de droit public instituée en vertu du chapitre 80 des lois de 1993, et constituée en compagnie à fonds social par l'effet de la loi qui la régit, soit la Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches (RLRQ, chapitre S-17.4). La Société a pour mission de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à accroître la capacité d'innovation technologique sur le territoire déterminé dans sa loi constitutive et à améliorer ainsi la compétitivité et la croissance économique du Québec.

La Société se définit comme une société de placement, au sens de la note d'orientation 18 (NOC-18) - Société de placement du Manuel de CPA Canada - Comptabilité, plus précisément comme un organisme de capital de risque, c'est-à-dire que ses engagements d'investissement sont pris sous forme de placements spéculatifs dans des sociétés présentant de fortes probabilités de croissance. La Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu en vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu.

Suite au budget du gouvernement du Québec présenté le 20 mars 2012, il a été décidé que la Société sera reconvertie en société de capital mixte public-privé, en partenariat avec Capital régional et coopératif Desjardins. Conformément à cette décision, la Société a disposé au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013 de la totalité de son portefeuille d'investissement à Desjardins-Innovatech S.E.C. Aux 31 mars 2014 et 2013, la Société ne détient aucun autre investissement qu'une participation dans Desjardins-Innovatech S.E.C.

2. Principales méthodes comptables

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses, notamment dans l'établissement de la juste valeur des instruments financiers. Ces estimations et ces hypothèses ont une incidence sur la comptabilisation des éléments d'actif et de passif, sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuel à la date des états financiers, sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de l'exercice, ainsi que sur la présentation de divers renseignements connexes. Le principal élément pour lequel la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses est la juste valeur des placements. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et l'incidence serait alors constatée dans les états financiers de l'exercice futur concerné.

Classement et évaluation des instruments financiers

Les instruments financiers, autres que les placements détenus par une société de placement doivent être classés en fonction de leurs caractéristiques, de l'intention de la direction ou du choix de la catégorie dans certaines circonstances. À leur comptabilisation initiale, tous les actifs financiers sont classés soit comme détenus à des fins de transaction, comme détenus jusqu'à leur échéance, comme disponibles à la vente ou comme prêts et créances, tandis que les passifs financiers sont classés comme étant détenus à des fins de transaction ou comme autres passifs financiers. La norme permet aux entités de désigner irrévocablement, à leur comptabilisation initiale, tout actif ou passif financier comme un instrument détenu à des fins de transaction.

Lors de leur comptabilisation initiale, tous les actifs et passifs financiers, y compris les instruments financiers dérivés, sont évalués à leur juste valeur. Le cas échéant, tout écart entre la juste valeur et la contrepartie en trésorerie est comptabilisé immédiatement aux résultats, à moins de répondre aux critères de comptabilisation d'un autre type d'actif ou de passif.

Au cours des périodes ultérieures, les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur; les gains et les pertes sont comptabilisés aux résultats. Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur; les gains et pertes non réalisés qui en résultent sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Les actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

L'encaisse est classée à titre d'actifs détenus à des fins de transaction et est évaluée à sa juste valeur et l'effet à recevoir est désigné dans cette catégorie; les gains et les pertes sont comptabilisés aux résultats. Les placements temporaires et les créances à l'exception des taxes à la consommation à recevoir sont classés dans la catégorie prêts et créances et les charges à payer et frais courus sont quant à eux classés dans les autres passifs financiers; les éléments composant ces deux catégories sont évalués au coût après amortissement en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

La juste valeur d'un instrument financier correspond généralement à la contrepartie pour laquelle l'instrument serait échangé dans le cadre d'une opération entre des parties non liées agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence, dans le cours normal des affaires. La meilleure indication de la juste valeur est le cours du marché. La juste valeur des instruments financiers à court terme est équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

La Société n'a classé aucun instrument financier comme actifs financiers disponibles à la vente. Par conséquent, le résultat étendu ne diffère pas du résultat net.

Conversion de devises

Les éléments d'actif ou de passif monétaire sont convertis au cours de change à la date du bilan. Les produits libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains ou pertes de change sont inclus aux résultats.

Trésorerie

La trésorerie se compose de l'encaisse. La juste valeur de l'encaisse est considérée équivalente à sa valeur comptable en raison de son échéance à court terme. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés sous la rubrique « Revenus d'intérêts » de l'état des résultats.

Participation dans une société en commandite

En conformité avec la NOC-18, les placements sont évalués à leur juste valeur. La valeur de réalisation des placements pourrait varier de façon importante par rapport à la juste valeur à la suite de changements dans les conditions du marché.

Les placements se composent d'une part dans une société en commandite. La juste valeur des parts dans la société en commandite est basée sur les états financiers audités de cette société au 31 décembre, ajustée des opérations importantes de cette dernière pendant la période de décalage qui, à titre de société de placement, est évaluée à la juste valeur.

Autres passifs financiers

Les charges à payer et les charges à payer à une entité sous contrôle commun sont classées dans la catégorie des autres passifs. Leur juste valeur est considérée équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice.

3. Modifications futures de normes comptables**Normes internationales d'information financière**

Les entreprises ayant une obligation d'information du public seront tenues d'appliquer les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards - « IFRS »). Ainsi, la Société changera de référentiel en adoptant un ensemble unique de normes reconnues mondialement. De plus, la Société a fait le choix, tel que proposé par le Conseil des normes comptables du Canada, pour les sociétés qui appliquent actuellement la NOC-18 de continuer d'appliquer les normes canadiennes actuelles de la Partie V du Manuel de CPA-Canada - Comptabilité jusqu'au présent exercice clos le 31 mars 2014. Par la suite, la Société appliquera les IFRS.

4. Placements temporaires

	2014	2013
Bon du trésor de la province d'Ontario, 1,00 % échéant en juillet 2014	1 595 683	-
Billet à court terme de la province de la Colombie-Britannique, 1,03 % échéant en février 2015	2 427 555	-
	4 023 237	-

5. Créances

	2014	2013
Intérêts à recevoir sur les placements	200 435	200 435
Taxes à la consommation à recevoir	3 035	4 635
Autres recevables	-	1 507
	203 470	206 577
Moins : provision pour créances douteuses	200 435	200 435
	3 035	6 142

6. Effet à recevoir

L'effet à recevoir résulte de la cession par la Société à Desjardins-Innovatech S.E.C. de certains placements de son portefeuille d'investissement le 25 octobre 2012. L'effet à recevoir ne porte pas intérêt et est encaissable lors de la disposition finale par Desjardins-Innovatech S.E.C. de chacun des placements composant ce portefeuille d'investissement.

Les sommes qui seront encaissables par la Société sont sujettes à un ajustement en fonction du produit de disposition reçu par Desjardins-Innovatech S.E.C. lors de la disposition finale de ces placements. En conséquence, la Société encaissera au moment de ces dispositions finales :

- les sommes reçues par Desjardins-Innovatech S.E.C., si celles-ci s'avéraient inférieures à la juste valeur des placements correspondants en date du 25 octobre 2012;
- 70 % de la plus-value sur les placements si les sommes reçues par Desjardins-Innovatech S.E.C. si celles-ci s'avéraient supérieures à la juste valeur des placements correspondants en date du 25 octobre 2012.

Au 31 mars 2014, une diminution de la valeur de l'effet à recevoir de 436 110 \$ (2013 : augmentation de 108 974 \$) a été comptabilisée et est établie en fonction de la juste valeur des placements détenus par Desjardins-Innovatech S.E.C. à cette date.

7. Participation dans une société en commandite

	2014	2013
Desjardins-Innovatech S.E.C. (27 591 832 parts correspondant à 19,4 % des parts émises au 31 mars 2014; 19,4 % au 31 mars 2013)	16 955 055	19 913 604

8. Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier pour lequel une donnée importante non observable a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1

La juste valeur est fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les actifs et les passifs du niveau 1 comprennent généralement les titres de participation et les contrats de dérivés négociés sur un marché actif.

Niveau 2

La juste valeur repose sur des techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs, à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs, à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué, et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien. Les actifs et les passifs du niveau 2 comprennent des titres de créances ayant un prix coté négocié moins souvent que les instruments cotés en Bourse, et les contrats de dérivés dont la valeur est établie à l'aide de techniques d'évaluation utilisant des données observables sur le marché ou pouvant être dérivées essentiellement des données observables sur le marché ou corroborées par ces dernières.

Niveau 3

La juste valeur repose sur des techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

Le tableau qui suit présente la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, classés selon la hiérarchie d'évaluation décrite précédemment :

				2014
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur
Actifs financiers				
Effet à recevoir	-	-	7 564 688	7 564 688
Placements	-	-	16 955 055	16 955 055
	-	-	24 519 743	24 519 743

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie (aucun en 2013).

				2013
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur
Actifs financiers				
Effet à recevoir	-	-	8 004 653	8 004 653
Placements	-	-	19 913 604	19 913 604
	-	-	27 918 257	27 918 257

Variation de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3:

	Placements 2014	Placements 2013
Solde au début de l'exercice	27 918 257	11 581 412
Gains (pertes) non réalisés compris dans le résultat net	(664 438)	(801 110)
Acquisition de placement	-	28 045 780
Disposition de placement	-	(10 907 825)
Distribution de capital sur placement	(2 734 076)	-
Solde à la fin de l'exercice	24 519 743	27 918 257

9. Capital-actions

La Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches a notamment pour objet de permettre à la Société de continuer son existence et d'être dotée d'un fonds social autorisé de 150 000 000 \$, lequel est divisé en 1 500 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. Toutes les actions du fonds social de la Société font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2014, aucune nouvelle action n'a été émise.

	2014	2013
Autorisé :		
1 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune		
Émis et payé :		
1 267 830 actions ordinaires	126 783 096	126 783 096

10. Informations concernant le capital

La Société gère son capital, lequel est composé de l'avoir des actionnaires, de manière à s'assurer que celui-ci soit suffisant pour son fonctionnement et lui permettre de réaliser ses actifs tout en maximisant le rendement pour son actionnaire unique, le gouvernement du Québec. La Société structure son capital en fonction de l'évolution de la conjoncture économique et n'est soumise à aucune exigence imposée par des autorités réglementaires concernant son capital.

11. Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est principalement associé aux pertes que la Société pourrait subir ou aux coûts qu'elle pourrait être obligée d'engager en raison de l'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

Les instruments financiers qui pourraient affecter la Société à un risque de crédit se composent principalement de l'encaisse, des placements temporaires et de l'effet à recevoir. L'encaisse et les placements temporaires sont détenus dans une institution financière de premier ordre et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit associé à l'encaisse et aux placements temporaires est minime.

RISQUE DE MARCHÉ***Risque de taux d'intérêt***

La société gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêts.

Le taux d'intérêt effectif réalisé sur les placements temporaires durant l'exercice varie de 1,00 % à 1,11 %. Les échéances de ces placements étaient de 12 jours à 348 jours.

Risque de change

La Société a investi certaines sommes dans l'encaisse en devises, soit le dollar US. Par conséquent, certains éléments d'actifs sont exposés aux fluctuations de taux de change. Au 31 mars 2014, les actifs libellés en dollars US (convertis en dollars canadiens) représentent 60 628 \$ (55 774 \$ au 31 mars 2013). La Société n'utilise aucun instrument pour gérer les risques de fluctuation du taux de change.

En considérant les données citées ci-haut au 31 mars 2014 et en assumant que toutes les autres variables demeurent constantes, une dépréciation ou une appréciation de 5 % de la devise canadienne par rapport à la devise américaine résulterait en une diminution ou une augmentation de la perte nette de l'ordre de 3 031 \$ (2 789 \$ au 31 mars 2013) relativement au risque de devise basé sur le dollar américain.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est associé à la capacité de la Société à réunir les fonds nécessaires afin d'honorer ses engagements financiers. L'objectif de la gestion des liquidités vise à garantir l'accès à des fonds en temps opportun et de façon optimale.

Les charges à payer et frais courus et la charge à payer à une entité sous contrôle commun sont payables dans les 30 jours.

La Société considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant. Par conséquent, la direction juge qu'elle est peu exposée au risque de liquidité.

12. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société Innovatech Régions ressources ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

La Société reconnaît qu'elle a la responsabilité de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière, et il a approuvé les états financiers.

Le vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.



M. Yves Lafrance
Administrateur



Mme Sylvie Chagnon
Administratrice



Rapport de l'auditeur indépendant

Au ministre des Finances

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société Innovatech Régions ressources, qui comprennent le bilan au 31 mars 2014, l'état des résultats et du déficit cumulé et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société Innovatech Régions ressources au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 16 juillet 2014

Société Innovatech Régions ressources

BILAN

Au 31 mars 2014

(en dollars)

	2014	2013
ACTIF		
Encaisse	236 785	27 028
Placement temporaire, acceptation bancaire, 1,13 %, échéant en mai 2014	3 595 114	6 197 318
Acceptation bancaire, 1,03 %, échéant en décembre 2014	3 674 521	-
Placements (note 4)	17 192 065	18 466 425
Frais payés d'avance	7 686	7 298
Taxes à la consommation à recevoir	3 910	3 910
	24 710 081	24 701 979
PASSIF ET AVOIR DEL'ACTIONNAIRE		
Passif		
Charges à payer	3 000	9 566
Charge à payer à une entité sous contrôle commun	17 804	-
	20 804	9 566
Avoir de l'actionnaire		
Capital-actions (note 6)	51 250 000	51 250 000
Déficit cumulé	(26 560 723)	(26 557 587)
	24 689 277	24 692 413
	24 710 081	24 701 979

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Yves Lafrance
Administrateur



Sylvie Chagnon
Administratrice

Société Innovatech Régions ressources

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT CUMULÉ

De l'exercice clos le 31 mars 2014

(en dollars)

	2014	2013
PRODUITS NETS D'INVESTISSEMENT		
Plus-value (moins-value) non réalisée sur les placements	(212 684)	13 224
Revenus d'intérêts	75 584	68 311
Dividendes	224 280	-
	87 180	81 535
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services professionnels et contractuels	10 297	7 739
Honoraires de service administratif - Entité sous contrôle commun	71 215	63 762
Assurances	8 784	8 784
Frais bancaires	20	-
	90 316	80 285
RÉSULTATS NETS DE L'EXERCICE	(3 136)	1 250
Déficit cumulé au début	(26 557 587)	(26 558 837)
DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN	(26 560 723)	(26 557 587)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech Régions ressources

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

De l'exercice clos le 31 mars 2014

(en dollars)

	2014	2013
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultats nets de l'exercice	(3 136)	1 250
Moins-value (plus-value) non réalisée sur les placements	212 684	(13 224)
Variation des actifs et des passifs liés à l'exploitation :		
Taxes à la consommation à recevoir	-	(2 385)
Frais payés d'avance	(388)	388
Charges à payer	(6 566)	9 566
Charge à payer à une entité sous contrôle commun	17 804	(17 114)
	220 398	(21 519)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acceptation bancaire	(3 674 521)	-
Distribution de capital sur placement	1 061 676	-
	(2 612 845)	-
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(2 392 447)	(21 519)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	6 224 346	6 245 865
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	3 831 899	6 224 346
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		
Encaisse	236 785	27 028
Placements temporaires	3 595 114	6 197 318
	3 831 899	6 224 346

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech Régions ressources

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Au 31 mars 2014

(en dollars)

1. Statuts constitutifs et nature des activités

La Société Innovatech Régions ressources est une personne morale de droit public constituée en vertu de la loi qui la régit, soit la *Loi sur la Société Innovatech Régions ressources* (RLRQ chapitre S-17.5). La Société a pour mission de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à accroître la capacité d'innovation technologique sur le territoire déterminé dans sa loi constitutive et à améliorer ainsi la compétitivité et la croissance économique du Québec.

La Société se définit comme une société de placement, au sens de la note d'orientation 18 (NOC-18) - Société de placement du *Manuel de CPA Canada - Comptabilité*, plus précisément comme un organisme de capital de risque, c'est-à-dire que ses engagements d'investissement sont pris sous forme de placements spéculatifs dans des sociétés présentant de fortes probabilités de croissance.

En vertu de l'article 3 de sa loi constitutive, la Société est mandataire de l'État, et, par conséquent, n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

2. Principales méthodes comptables

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses, notamment dans l'établissement de la juste valeur des instruments financiers. Ces estimations et ces hypothèses ont une incidence sur la comptabilisation des éléments d'actif et de passif, sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuel à la date des états financiers, sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de l'exercice, ainsi que sur la présentation de divers renseignements connexes. Le principal élément pour lequel la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses est la juste valeur des placements. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et l'incidence serait alors constatée dans les états financiers de l'exercice futur concerné.

Classement et évaluation des instruments financiers

Les instruments financiers, autres que les placements détenus par une société de placement doivent être classés en fonction de leurs caractéristiques, de l'intention de la direction ou du choix de la catégorie dans certaines circonstances. À leur comptabilisation initiale, tous les actifs financiers sont classés soit comme détenus à des fins de transaction, comme détenus jusqu'à leur échéance, comme disponibles à la vente ou comme prêts et créances, tandis que les passifs financiers sont classés comme étant détenus à des fins de transaction ou comme autres passifs financiers. La norme permet aux entités de désigner irrévocablement, à leur comptabilisation initiale, tout actif ou passif financier comme un instrument détenu à des fins de transaction.

Lors de leur comptabilisation initiale, tous les actifs et passifs financiers, y compris les instruments financiers dérivés, sont évalués à leur juste valeur. Le cas échéant, tout écart entre la juste valeur et la contrepartie en trésorerie est comptabilisé immédiatement aux résultats, à moins de répondre aux critères de comptabilisation d'un autre type d'actif ou de passif.

Au cours des périodes ultérieures, les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur; les gains et les pertes sont comptabilisés aux résultats. Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur; les gains et pertes non réalisés qui en résultent sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Les actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La juste valeur d'un instrument financier correspond généralement à la contrepartie pour laquelle l'instrument serait échangé dans le cadre d'une opération entre des parties non liées agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence, dans le cours normal des affaires. La meilleure indication de la juste valeur est le cours du marché.

La Société n'a classé aucun instrument financier comme actifs financiers disponibles à la vente. Par conséquent, le résultat étendu ne diffère pas du résultat net.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus à des fins de transaction et leur juste valeur est considérée équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés sous la rubrique « Revenus d'intérêts » de l'état des résultats.

Placements

En conformité avec la NOC-18, les placements sont évalués à leur juste valeur. La valeur de réalisation des placements pourrait varier de façon importante par rapport à la juste valeur à la suite de changements dans les conditions du marché.

Les placements se composent de parts dans une société en commandite. La juste valeur des parts dans la société en commandite est basée sur les états financiers audités de cette société au 31 décembre, ajustée des opérations importantes de cette dernière pendant la période de décalage qui, à titre de société de placement, est évaluée à la juste valeur.

Autres passifs financiers

Les charges à payer et les charges à payer à une entité sous contrôle commun sont classées dans la catégorie des autres passifs. Leur juste valeur est considérée équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice.

3. Modifications futures de normes comptables**Normes internationales d'information financière**

Les entreprises ayant une obligation d'information du public seront tenues d'appliquer les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards - « IFRS »). Ainsi, la Société changera de référentiel en adoptant un ensemble unique de normes reconnues mondialement. De plus, la Société a fait le choix, tel que proposé par le Conseil des normes comptables du Canada, pour les sociétés qui appliquent actuellement la NOC-18 de continuer d'appliquer les normes canadiennes actuelles de la *Partie V de CPA Canada - Comptabilité* jusqu'au présent exercice clos le 31 mars 2014. Par la suite, la Société appliquera les IFRS.

4. Placements

	2014	2013
Placement dans Desjardins - Innovatech S.E.C. (18,07 % des parts émises au 31 mars 2014; 18,07 % au 31 mars 2013)	17 192 065	18 466 425

5. Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier pour lequel une donnée importante non observable a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants:

Niveau 1

La juste valeur est fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les actifs et les passifs du niveau 1 comprennent généralement les titres de participation et les contrats de dérivés négociés sur un marché actif.

Niveau 2

La juste valeur repose sur des techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs, à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs, à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué, et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien. Les actifs et les passifs du niveau 2 comprennent des titres de créances ayant un prix coté négocié moins souvent que les instruments cotés en Bourse, et les contrats de dérivés dont la valeur est établie à l'aide de techniques d'évaluation utilisant des données observables sur le marché ou pouvant être dérivées essentiellement des données observables sur le marché ou corroborées par ces dernières.

Niveau 3

La juste valeur repose sur des techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

Le tableau qui suit présente les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, classés selon la hiérarchie d'évaluation décrite précédemment:

				2014
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur
Actifs financiers				
Placement dans Desjardins - Innovatech S.E.C.	-	-	17 192 065	17 192 065

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie (aucun en 2013).

				2013
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur
Actifs financiers				
Placement dans Desjardins - Innovatech S.E.C.	-	-	18 466 425	18 466 425

Variation de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3:

	Placements 2014	Placements 2013
Solde au début de l'exercice	18 466 425	18 453 201
Gains (pertes) non réalisés compris dans le résultat net	(212 684)	13 224
Distribution de capital sur placement	(1 061 676)	-
Solde à la fin de l'exercice	17 192 065	18 466 425

6. Capital-actions

En vertu de la Loi sur la Société Innovatech Régions ressources (RLRQ chapitre S-17,5), la Société est dotée d'un fonds social autorisé de 100 000 000 \$.

	2014	2013
Autorisé :		
1 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune		
Émis et payé :		
512 500 actions ordinaires	51 250 000	51 250 000

Les actions du fonds social de la Société font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances.

:

7. Informations concernant le capital

La Société gère son capital en effectuant une gestion prudente de ses produits, charges, actifs, passifs, investissements et autres transactions financières afin de s'assurer qu'elle exécute de manière efficace les objets spécifiés dans sa loi constitutive. Aux fins de la gestion du capital, le capital de la Société est constitué de l'avoir de l'actionnaire. Au 31 mars 2014, l'avoir de la Société a un solde de 24 689 277 \$ (solde de 24 692 413 \$ au 31 mars 2013).

La Société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

8. Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est principalement associé aux pertes que la Société pourrait subir ou aux coûts qu'elle pourrait être obligée d'engager en raison de l'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

L'encaisse et les placements temporaires sont détenus dans une institution financière réputée. Par conséquent, la direction juge que la Société est peu exposée au risque de crédit.

Risques de marché

Ces risques comprennent le risque de taux d'intérêt, le risque de devise et le risque lié aux marchés boursiers.

La Société gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêts.

Le taux d'intérêt effectif réalisé sur les placements temporaires durant l'exercice varie de 1,03 % à 1,13 % (de 1,08 % à 1,14 % au 31 mars 2013). Les échéances de ces placements étaient de 40 à 294 jours.

Les activités de la Société sont peu influencées par le risque de devise et le risque lié au marché boursier.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est associé à la capacité de la Société à réunir les fonds nécessaires afin d'honorer ses engagements financiers. L'objectif de la gestion des liquidités vise à garantir l'accès à des fonds en temps opportun et de façon optimale.

La charge à payer et la charge à payer à une entité sous contrôle commun sont payables dans les 30 jours.

La Société considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant. Par conséquent, la direction juge qu'elle est peu exposée au risque de liquidité.

9. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

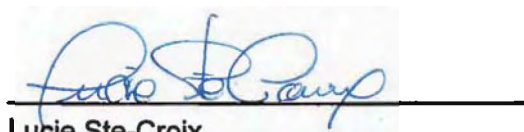
RAPPORT DE LA DIRECTION

La préparation et la présentation des états financiers consolidés de la Société nationale de l'amiante sont la responsabilité de la direction, y compris les estimations et les jugements comptables importants. Cette responsabilité comprend le choix des méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégrité et à la fidélité des états financiers consolidés, la direction maintient un système comptable et des contrôles internes conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés, que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers consolidés fiables.

La Société nationale de l'amiante veille à respecter sa loi constitutive de même que les autres lois et règlements qui s'appliquent à ses activités. Elle a mis en place des moyens et des procédures de contrôle pour assurer la conformité aux lois et règlements.

Le conseil d'administration est chargé de surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et d'approuver les états financiers consolidés.



Lucie Ste-Croix

Présidente du Conseil d'administration

Québec, le 30 juin 2014

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE
ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT CUMULÉ
 De l'exercice clos le 31 mars 2014

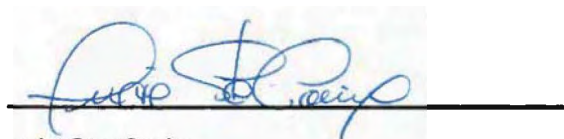
	<u>Budget</u>	<u>2014</u>	<u>2013</u>
REVENUS	<u>- \$</u>	<u>- \$</u>	<u>- \$</u>
CHARGES			
Frais administratifs	<u>1 000</u>	<u>580</u>	<u>1 469</u>
	<u>1 000</u>	<u>580</u>	<u>1 469</u>
DÉFICIT DE L'EXERCICE	<u>(1 000)</u>	<u>(580)</u>	<u>(1 469)</u>
DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT	<u>(158 324 180)</u>	<u>(158 324 180)</u>	<u>(158 322 711)</u>
DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN	<u>(158 325 180) \$</u>	<u>(158 324 760) \$</u>	<u>(158 324 180) \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
 Au 31 mars 2014

	<u>Budget</u>	<u>2014</u>	<u>2013</u>
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	- \$	44 636 \$	44 936 \$
Divers à recevoir du MRN ¹	-	871	871
	<u>-</u>	<u>45 507</u>	<u>45 807</u>
PASSIFS			
Créditeurs et frais courus	-	1 267	987
ACTIFS FINANCIERS NETS	<u>-</u>	<u>44 240</u>	<u>44 820</u>
CAPITAL-ACTIONS (note 7)	<u>158 324 600</u>	<u>158 369 000</u>	<u>158 369 000</u>
DÉFICIT CUMULÉ	<u>(158 324 600) \$</u>	<u>(158 324 760) \$</u>	<u>(158 324 180) \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.



Lucie Ste-Croix
 Présidente du Conseil d'administration

¹ Ministère des Ressources naturelles

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS**

De l'exercice clos le 31 mars 2014

	<u>Budget</u>		<u>2014</u>		<u>2013</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS					
AU DÉBUT	44 820	\$	44 820	\$	46 289
					\$
DÉFICIT DE L'EXERCICE	<u>(1 000)</u>		<u>(580)</u>		<u>(1 469)</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS					
À LA FIN	<u>43 820</u>	<u>\$</u>	<u>44 240</u>	<u>\$</u>	<u>44 820</u>
					<u>\$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE
ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
 De l'exercice clos le 31 mars 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Déficit de l'exercice	<u>(580) \$</u>	<u>(1 469) \$</u>
Variation des actifs financiers et des passifs reliés au fonctionnement :		
Créditeurs et frais courus	<u>280</u>	<u>987</u>
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement	<u>(300)</u>	<u>(482)</u>
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(300)	(482)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	<u>44 936</u>	<u>45 418</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	<u>44 636 \$</u>	<u>44 936 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

Au 31 mars 2014

1. Description de l'entreprise

La Société nationale de l'amiante (SNA) est une société d'État dont la totalité des actions appartient au gouvernement du Québec. Elle a été constituée par la *Loi sur la Société nationale de l'amiante* (RLRQ c.S-18.2).

Comme la totalité des actions est détenue par le gouvernement du Québec, la SNA est exemptée des impôts sur les bénéfices. Il en est de même pour sa filiale Mines SNA inc. en propriété exclusive.

2. Continuité de l'exploitation

Le 14 décembre 2005, l'Assemblée nationale adoptait, suivant les recommandations du groupe de travail sur l'examen des organismes gouvernementaux, le projet de loi 120 autorisant le gouvernement du Québec à procéder, par décret, à la date, aux conditions et selon les modalités qu'il déterminera, à la dissolution de la SNA ou à sa continuation en personne morale de droit public régie par les dispositions de la Partie IA de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c.C-38). Aucun décret n'a été déposé à l'Assemblée nationale à cet effet en date de la préparation de ces états financiers. Dorénavant, le financement de la SNA se fera par l'octroi de subventions du gouvernement du Québec sur une base ponctuelle, en fonction des besoins.

Le 16 juin 2010, le Conseil d'administration de la SNA a approuvé de procéder à la liquidation de la société et de sa filiale. L'objectif visé pour la liquidation et la dissolution a été fixé au 30 juin 2014.

3. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la SNA et ceux de sa filiale Mines SNA inc. (détenue à 100 %).

Méthode de consolidation

Les comptes de la SNA et de Mines SNA inc. sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers. Les opérations et les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation pour le 31 mars 2014 n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

3. Principales méthodes comptables (suite)*Instruments financiers*

L'encaisse est classée dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse qui constitue le solde en banque.

4. Frais administratifs

La SNA bénéficie, à titre gratuit, de certains services de gestion assumés par le ministre des Ressources naturelles. Ces services ne sont pas comptabilisés ni présentés aux états financiers consolidés.

5. Capital-actions**Autorisé**

250 000 actions ordinaires, d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Émis		
158 369 actions ordinaires	<u>158 369 000 \$</u>	<u>158 369 000 \$</u>

D'après la *Loi sur la Société nationale de l'amiante*, les actions de la SNA font partie du domaine public et sont attribuées au ministre des Finances et de l'Économie du Québec.

6. Gestion des risques financiers liés aux instruments financiers*Risque de crédit*

Le risque de crédit est lié au non-respect d'obligations financières de la part d'une contrepartie. L'instrument financier qui expose la SNA à un risque de crédit est l'encaisse, dont la valeur comptable représente l'exposition maximale de la SNA à ce risque.

Le risque de crédit associé à l'encaisse est réduit au minimum par la politique de la SNA d'investir auprès d'institutions financières réputées.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la SNA éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'entité considère qu'elle détient suffisamment d'encaisse afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme.

7. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés comptabilisées à la valeur d'échange et déjà divulguées dans les états financiers, la SNA est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La SNA n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers consolidés.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Aux fins de la préparation des états financiers, SOQUIJ utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA-Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier. Les renseignements financiers contenus dans le rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

SOQUIJ reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le Conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière financière et il a approuvé les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de SOQUIJ, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport d'audit expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le Conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Claude Paul-Hus
Directeur général



Yves Boulanger
Coordonnateur de la comptabilité

Montréal, le 27 juin 2014

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société québécoise d'information juridique, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014 et les états des résultats et de l'excédent cumulé, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes afférentes.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

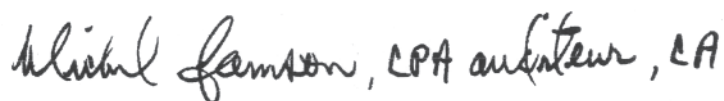
OPINION

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société québécoise d'information juridique au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA
Montréal, le 27 juin 2014

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

	BUDGET	2014	2013
REVENUS PROVENANT DES PUBLICATIONS ET DES SERVICES	14 369 680 \$	13 776 195 \$	13 597 499 \$
COÛT DES PUBLICATIONS ET DES SERVICES (note 3)	9 898 718	9 566 081	9 199 455
MARGE BRUTE	4 470 962	4 210 114	4 398 044
FRAIS GÉNÉRAUX (note 4)	4 447 315	4 212 673	4 189 541
(DÉFICIT) EXCÉDENT DE L'EXERCICE	23 647	(2 559)	208 503
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	2 208 503	2 208 503	2 000 000
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	2 232 150 \$	2 205 944 \$	2 208 503 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS 2014

	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie	3 604 231 \$	4 205 677 \$
Débiteurs	1 733 544	1 731 648
Stocks destinés à la vente	31 107	35 959
	5 368 882	5 973 284
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer (note 6)	2 057 660	2 169 989
Revenus reportés	410 028	464 021
Provision pour congés de maladie (note 7)	1 150 422	1 221 972
Avantages incitatifs relatifs à un bail reportés	833 918	846 782
Obligations relatives à un bail	308 803	309 730
	4 760 831	5 012 494
ACTIFS FINANCIERS NETS	608 051	960 790
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 8)	1 332 366	1 011 632
Charges payées d'avance	265 527	236 081
	1 597 893	1 247 713
EXCÉDENT CUMULÉ (note 5)	2 205 944 \$	2 208 503 \$

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 10)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Au nom du Conseil d'administration

M^e Philippe-André Tessier
Président

M^r Nicolas Vermeys
Vice-président

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)
ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

	BUDGET	2014	2013
(DÉFICIT) EXCÉDENT DE L'EXERCICE	23 647 \$	(2 559) \$	208 503 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(943 650)	(662 042)	(197 242)
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	-	41 117	-
Amortissement des immobilisations corporelles	468 365	300 191	272 978
	(475 285)	(320 734)	75 736
Acquisition de charges payées d'avance	-	(388 822)	(391 903)
Utilisation de charges payées d'avance	-	359 376	371 714
	-	(29 446)	(20 189)
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	(451 638) \$	(352 739) \$	264 050 \$
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	960 790	960 790	696 740
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	509 152	608 051	960 790

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

	2014	2013
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Déficit de l'exercice	(2 559) \$	208 503 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	300 191	272 978
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	41 117	-
Amortissement des avantages incitatifs relatifs à un bail reporté	(61 874)	(61 874)
Amortissement des obligations relatives à un bail	(928)	(928)
	278 506	210 176
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :		
Débiteurs	(1 896)	163 148
Stocks destinés à la vente	4 852	19 983
Créditeurs et charges à payer	(45 177)	(127 365)
Revenus reportés	(53 993)	(182 044)
Excédent à verser au gouvernement du Québec	-	(724 881)
Provision pour congés de maladie	(71 550)	(9 191)
Avantages incitatifs relatifs à un bail reportés	49 011	305 380
Charges payées d'avance	(29 446)	(20 189)
	(148 199)	(575 159)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	127 748	(156 480)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(729 194)	(262 274)
Diminution nette de la trésorerie	(601 446)	(418 754)
Trésorerie au début de l'exercice	4 205 677	4 624 431
Trésorerie à la fin de l'exercice	3 604 231 \$	4 205 677 \$
Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie		
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les créditeurs et charges à payer à la fin de l'exercice	16 308 \$	83 460 \$
Revenus d'intérêts reçus	36 532 \$	42 952 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2014

1) CONSTITUTION ET OBJET

La Société québécoise d'information juridique (« Société »), personne morale au sens du Code civil, constituée en vertu de la *Loi sur la Société québécoise d'information juridique* (RLRQ, chapitre S-20), a pour fonction de promouvoir la recherche, le traitement et le développement de l'information juridique en vue d'en améliorer la qualité et l'accessibilité au profit de la collectivité. En vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. 1985, chapitre 1, 5^e supplément) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3), la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2) PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA-Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier. La préparation des états financiers de la Société, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation sont la durée de vie utile des immobilisations et la provision pour congés de maladie. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

REVENUS

Les revenus, y compris les gains réalisés, sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent.

Les revenus provenant de la prestation de services et des ventes sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- La livraison a eu lieu et les services ont été rendus;
- Le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

2) PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

RÉGIMES DE RETRAITE

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, car la Société ne dispose pas des informations nécessaires pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers se qualifiant comme instruments financiers sont composés de la trésorerie ainsi que des débiteurs.

Les passifs financiers sont constitués des créditeurs et charges à payer, à l'exclusion des charges sociales et des taxes à payer.

Tous ces instruments financiers sont évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

ACTIFS FINANCIERS

TRÉSORERIE

La trésorerie comprend l'encaisse auprès d'institutions financières qui rapportent de l'intérêt au taux du marché.

STOCKS DESTINÉS À LA VENTE

Le stock de publications est évalué au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût de chaque publication comprend les frais directs de conception et de publication (main-d'œuvre, matériel et impression) et les autres frais indirects s'y rapportant.

PASSIFS

REVENUS REPORTÉS

Les sommes provenant d'abonnements et autres publications sont reportées et virées aux revenus au moment de l'expédition des publications.

PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

2) PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

AVANTAGES INCITATIFS RELATIFS À UN BAIL REPORTÉS

Les avantages incitatifs accordés à la Société par le bailleur, en vertu d'un bail à long terme pour la location de locaux administratifs, sont reportés et amortis de façon linéaire sur la durée de bail.

OBLIGATIONS RELATIVES À UN BAIL

Les loyers exigibles en vertu d'un contrat de location-exploitation pour la location de locaux administratifs sont imputés à titre de charges de loyer selon une formule linéaire appliquée sur la durée du bail. La différence entre le montant constaté aux résultats et les montants exigibles en vertu du bail est présentée à titre d'obligations relatives à un bail.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers de la Société sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les périodes suivantes :

Améliorations locatives	Durée du bail (*)
Mobilier de bureau	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Systèmes informatiques	7 ans (**)

(*) Les améliorations locatives sont amorties sur la durée du bail, soit jusqu'au 31 décembre 2021.

(**) Les systèmes informatiques sont amortis sur une période de sept ans à compter de la date de mise en service. Cette période d'amortissement est basée sur l'estimation de la durée de vie utile du système informatique. Les acquisitions relatives aux systèmes informatiques sont amorties sur la période résiduelle.

Les projets informatiques en développement seront amortis lorsque leur développement sera terminé et que les projets seront mis en service.

Lorsqu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs est inférieure à la valeur nette comptable de l'immobilisation, le coût de celle-ci est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée. Les moins-values nettes sur immobilisations sont passées en charges dans l'état des résultats et de l'excédent cumulé.

3) COÛT DES PUBLICATIONS ET DES SERVICES

	BUDGET	2014	2013
Traitements, avantages sociaux et charges sociales	7 345 158 \$	7 611 968 \$	7 151 138 \$
Honoraires	599 365	420 378	524 993
Publicité	466 880	348 009	272 032
Location d'équipement, entretien et fournitures	411 355	345 599	343 038
Amortissement des immobilisations corporelles	418 445	260 645	230 173
Mise en page et impression	181 915	137 350	236 201
Redevances	187 000	208 140	167 660
Communications et expéditions	124 700	99 834	120 156
Déplacements et frais de représentation	57 500	41 519	42 285
Entrepôt de données électroniques	56 400	41 881	43 331
Documentation	50 000	45 906	48 465
Variation d'inventaire	-	4 852	19 983
	9 898 718 \$	9 566 081 \$	9 199 455 \$

4) FRAIS GÉNÉRAUX

	BUDGET	2014	2013
Traitements, avantages sociaux et charges sociales	2 512 960 \$	2 284 236 \$	2 302 454 \$
Loyer, taxes et assurances	1 099 874	1 079 548	1 047 298
Contributions à des organismes	210 000	198 327	300 210
Honoraires	131 000	115 844	110 098
Publicité	173 620	228 835	219 706
Perfectionnement du personnel	109 300	46 687	63 792
Déplacements et frais de représentation	78 515	66 523	68 029
Location d'équipement, entretien et fournitures	75 500	63 433	50 786
Amortissement des immobilisations corporelles	49 920	39 546	42 805
Communications et expéditions	12 500	11 634	7 713
Autres	56 000	98 817	38 524
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	-	41 117	-
	4 509 189	4 274 547	4 251 415
Moins : Amortissement des avantages incitatifs relatifs à un bail	(61 874)	(61 874)	(61 874)
	4 447 315 \$	4 212 673 \$	4 189 541 \$

La différence entre le montant de la charge de loyer, déterminée sur une base linéaire, et le montant exigible en vertu du bail est de 928 \$ (2013 : 928 \$), ce qui correspond à l'amortissement des obligations relatives à un bail.

5) EXCÉDENT CUMULÉ

En vertu d'une modification de la *Loi sur la Société québécoise d'information juridique* (R.L.R.Q., chapitre S-20) en vigueur depuis le 1^{er} avril 2012, la Société n'est plus tenue de remettre ses surplus au fonds général du fonds consolidé et peut les conserver. Avant la modification de cette loi, l'excédent des exercices financiers précédents de la Société devait être versé au fonds général du fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec, après constitution d'un fonds de roulement. Ce montant, déterminé par le gouvernement, était fixé à 2 000 000 \$.

6) CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2014	2013
Fournisseurs et charges à payer	342 355 \$	580 482 \$
Traitements et avantages du personnel	1 512 593	1 412 035
Charges sociales à payer	134 475	123 145
Taxes à payer	68 237	54 327
	2 057 660 \$	2 169 989 \$

7) PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE

La Société dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par la Société.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la Société. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars :

	2014	2013
Taux moyen de croissance de la rémunération incluant l'inflation	2,57 %	2,61 %
Taux d'actualisation pondéré	2,73 %	2,40 %
Durée résiduelle moyenne d'activités des salariés actifs	7 ans	8 ans

Le tableau suivant présente les variations de la provision au cours de l'exercice :

	2014	2013
Solde du début	1 221 972 \$	1 231 163 \$
Charges de l'exercice	89 686	126 889
Prestations versées au cours de l'exercice	(161 236)	(136 080)
Solde à la fin	1 150 422 \$	1 221 972 \$

8) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	AMÉLIORATIONS LOCATIVES	MOBILIER DE BUREAU	MATÉRIEL INFORMATIQUE	SYSTÈME INFORMATIQUE	TOTAL
Coût					
1 ^{er} avril 2012	716 802 \$	587 639 \$	1 775 468 \$	1 781 930 \$	4 861 839 \$
Acquisitions	-	15 123	160 679	21 440	197 242
31 mars 2013	716 802	602 762	1 936 147	1 803 370	5 059 081
Acquisitions	2 095	-	222 557	437 390	662 042
Radiations	-	-	-	(41 117)	(41 117)
31 mars 2014	718 897 \$	602 762 \$	2 158 704 \$	2 199 643 \$	5 680 006 \$
Amortissement cumulé					
1 ^{er} avril 2012	280 053 \$	583 532 \$	1 410 806 \$	1 500 080 \$	3 774 471 \$
Charges d'amortissement	44 795	5 610	211 932	10 641	272 978
31 mars 2013	324 848	589 142	1 622 738	1 510 721	4 047 449
Charges d'amortissement	44 794	2 629	226 877	25 891	300 191
31 mars 2014	369 642 \$	591 771 \$	1 849 615 \$	1 536 612 \$	4 347 640 \$
Valeur nette comptable					
31 mars 2013	391 954 \$	13 620 \$	313 409 \$	292 649 \$	1 011 632 \$
31 mars 2014	349 255 \$	10 991 \$	309 089 \$	663 031 \$	1 332 366 \$

Les projets informatiques en développement totalisent 447 398 \$ (2013 : 234 125 \$). Ils sont inclus dans la catégorie des systèmes informatiques et n'ont pas été amortis car ils ne sont pas encore en service

9) RÉGIMES DE RETRAITE

Au 1^{er} janvier 2014, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 9,18 % à 9,84 % de la masse salariale cotisable et le taux pour le RRPE est passé de 12,30 % à 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2014 (0,54 % au 1^{er} janvier 2013) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi la Société doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2013 correspondant à 1,08 % de la masse salariale cotisable et à 11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014.

Les cotisations de la Société, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 633 413 \$ (2013 : 555 824 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

10) OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Société s'est engagée par des baux échéant à diverses dates jusqu'en décembre 2027, pour des locaux administratifs, de l'entreposage et de l'équipement. Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit :

2015	1 647 984 \$
2016	1 333 585
2017	1 252 335
2018	896 539
2019	1 026 077
2020 et suivants	9 204 383
	15 360 903 \$

11) GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques, tel que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. La Société est exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers qui exposent la Société à une concentration du risque de crédit sont composés de la trésorerie ainsi que des débiteurs.

La valeur comptable de la trésorerie ainsi que des débiteurs représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

Le risque de crédit associé à la trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que celle-ci est investie auprès d'institutions financières réputées.

Le risque de crédit associé aux débiteurs est réduit puisque des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux clients. La Société enregistre des provisions pour tenir compte des pertes de crédit potentielles et, à ce jour, ces pertes n'ont pas excédé les prévisions de la direction.

La direction estime que les concentrations de risque de crédit relativement aux débiteurs sont limitées en raison de la qualité du crédit des parties auxquelles du crédit a été consenti.

Le tableau suivant présente le classement chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses :

	2014	2013
Débiteurs de moins de 30 jours suivant la date de facturation	1 603 129 \$	1 514 115 \$
Débiteurs entre 31 et 60 jours suivant la date de facturation	121 931	130 092
Débiteurs entre 61 et 90 jours suivant la date de facturation	32 597	80 817
Débiteurs de plus de 90 jours suivant la date de facturation	35 648	20 391
	1 793 305	1 745 415
Provision pour créances douteuse	(59 761)	(13 767)
	1 733 544	1 731 648

La Société doit faire des estimations en ce qui a trait à la provision pour créances douteuses. Le type de clients, l'historique de paiement, les raisons pour lesquelles les comptes sont en souffrance et le secteur d'activité qui a donné lieu à la créance sont tous des éléments considérés dans la détermination du moment auquel les comptes en souffrance doivent faire l'objet d'une provision. Les mêmes facteurs sont pris en considération lorsqu'il s'agit de déterminer s'il y a lieu de radier les montants portés au compte de provision en diminution des créances. Les montants recouverts ultérieurement sur des comptes qui avaient été radiés sont crédités à la provision pour créances douteuses dans la période d'encaissement.

Le tableau suivant présente un résumé des mouvements reliés à la provision pour créances douteuses de la Société.

	2014	2013
Provision pour créances douteuses		
Solde d'ouverture	13 767 \$	20 177 \$
Charge pour créances douteuses	62 373	9 436
Montants radiés et recouvrements	(16 379)	(15 846)
	59 761 \$	13 767 \$

La Société est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement. La direction estime que la qualité des créances qui ne sont ni dépréciée ni en souffrance au 31 mars 2014 est bonne.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que la Société ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

La Société finance ses charges d'exploitation ainsi que l'acquisition et l'amélioration des immobilisations corporelles par les flux de trésorerie provenant de ses activités de fonctionnement. La Société respecte ses exigences en matière de liquidité en préparant et en surveillant les plans de financement et de dépenses, et en détenant de la trésorerie ou des actifs financiers pouvant facilement être transformés en trésorerie.

Les tableaux suivants présentent l'échéance estimative des passifs financiers.

AU 31 MARS 2014		ÉCHÉANCE		
	Valeur comptable	Moins de 90 jours	De 90 à 365 jours	Plus de 365 jours
Fournisseurs et charges à payer	342 355 \$	315 975 \$	6 655 \$	19 725 \$
Traitements et avantages du personnel	1 512 593	732 699	779 894	-
	1 854 948 \$	1 048 674 \$	786 549 \$	19 725 \$

AU 31 MARS 2013		ÉCHÉANCE		
	Valeur comptable	Moins de 90 jours	De 90 à 365 jours	Plus de 365 jours
Fournisseurs et charges courues	580 482 \$	509 591 \$	88 \$	70 803 \$
Traitements et avantages du personnel	1 412 035	396 642	1 015 393	-
	1 992 517 \$	906 233 \$	1 015 481 \$	70 803 \$

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Société est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Société est attribuable à ses actifs financiers portant intérêt. La trésorerie comprend de l'encaisse auprès d'institutions financières qui rapportent de l'intérêt au taux du marché. Au 31 mars 2014, la portion de la trésorerie portant intérêt était de 3 556 884 \$ (4 018 828 \$ en 2013).

L'objectif de la Société est de gérer l'exposition de sa trésorerie au risque de taux d'intérêt en maximisant les revenus d'intérêts gagnés par les fonds excédentaires tout en conservant les liquidités minimales nécessaires à la bonne marche de ses activités quotidiennes. La fluctuation du taux d'intérêt du marché peut avoir une incidence sur les revenus d'intérêts que la Société tire de sa trésorerie. Si les taux d'intérêt pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 avaient été inférieurs ou supérieurs de 50 points de base, toutes les autres variables étant demeurées constantes, les revenus d'intérêts pour la même période auraient été respectivement inférieurs ou supérieurs de 18 619 \$ (2013 : 21 920 \$).

12) OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations, qui sont comptabilisées à la valeur d'échange conclue entre les parties, ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

Par ailleurs, la Société a une entente d'échange de services avec le ministère de la Justice du Québec. La valeur de ces services ne peut faire l'objet d'estimations raisonnables.

13) CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice courant.

Cette publication a été réalisée par la Direction des produits et services de la Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ).
Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2014

ISBN : 978-2-7642-0850-2
ISSN : 1711-2486

© Gouvernement du Québec 2014
Tous droits réservés pour tous pays.
La reproduction par quelque procédé que ce soit et la traduction, même partielles, sont interdites sans l'autorisation de la Société.

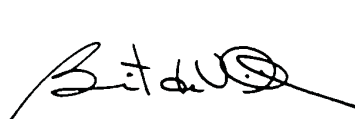
RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC), ci-après nommée la Société, présentés ci-joints ont été dressés par la direction et approuvés par son conseil d'administration. Les états financiers ont été préparés selon les méthodes et procédés établis par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public et reflètent les meilleurs jugements et estimations.

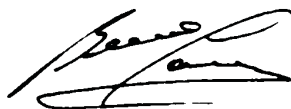
Dans le cadre de ses responsabilités, la direction de la Société maintient un système de contrôle interne conçu pour fournir l'assurance raisonnable que ses biens sont convenablement protégés et que ses opérations sont comptabilisées correctement, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables et ponctuels. La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration, assisté par son comité de vérification, s'assure que la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information et de contrôle financier. Le comité de vérification rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine périodiquement les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

L'audit des états financiers de la Société a été effectué par le Vérificateur général du Québec, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Le rapport de l'auditeur indépendant précise la nature et l'étendue de cet audit et présente son opinion professionnelle sur la fidélité des états financiers.



Benoît de Villiers, MBA
Président-directeur général



Benoît Lauzon, CPA, CMA
Directeur, service de la gestion financière
et matérielle

Montréal, le 4 septembre 2014

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société québécoise de récupération et de recyclage, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

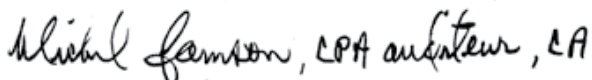
Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société québécoise de récupération et de recyclage au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 4 septembre 2014

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

	BUDGET	2014	2013
REVENUS			
Droit environnemental sur les pneus	25 945 000 \$	18 072 917 \$	19 788 779 \$
Contributions du gouvernement du Québec	11 540 000	8 968 409	9 616 294
Consignation des contenants à remplissage unique (note 3)	3 378 928	10 066 462	4 971 851
Contributions des partenaires au régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective	2 260 515	1 258 150	2 876 335
Placements	1 800 000	1 656 895	2 488 460
Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises	1 768 194	299 681	881 303
Autres	273 500	550 279	577 138
	46 966 137	40 872 793	41 200 160
CHARGES			
Contributions aux programmes des pneus hors d'usage (note 4)	22 405 000	17 065 116	18 733 002
Contributions dans le cadre de la politique de gestion des matières résiduelles (note 5)	10 100 000	7 254 776	7 188 886
Compensation pour les services municipaux de collecte sélective (note 6)	1 260 515	251 842	1 599 176
Contributions pour les centres de tri québécois	-	737 639	1 609 830
Autres contributions non remboursables	230 600	445 669	716 331
Soutien au système de consignation	500 000	3 269 919	30 195
Contributions pour les entreprises d'économie sociale et pour l'élaboration des plans de gestion des matières résiduelles	40 000	68 022	65 056
Traitements et avantages sociaux	7 071 100	6 774 288	6 378 978
Fonctionnement (note 7)	2 963 834	2 021 708	2 559 567
Communications, éducation et sensibilisation	1 295 500	276 296	278 054
	45 866 549	38 165 275	39 159 075
Excédent de l'exercice	1 099 588	2 707 518	2 041 085
Excédent cumulé au début de l'exercice	50 748 393	50 748 393	48 707 308
Excédent cumulé à la fin de l'exercice	51 847 981 \$	53 455 911 \$	50 748 393 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS 2014


	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 8)	10 123 189 \$	7 657 221 \$
Placements de portefeuille (note 9)	77 174 674	66 934 982
Créances à recevoir (note 10)	16 990 066	14 484 961
Contributions à recevoir du gouvernement du Québec	2 330 472	1 664 015
Prêt	-	400 000
	106 618 401	91 141 179
PASSIFS		
Charges à payer et frais courus (note 11)	6 049 267	6 048 198
Sommes remboursables en vertu des ententes sur la consignation	10 300 683	1 262 925
Revenus reportés de programmes (note 12)	27 004 298	22 963 939
Provision pour les sommes à pourvoir à l'égard de la consignation (note 13)	11 204 235	10 689 301
	54 558 493	40 964 363
Actifs financiers nets	52 059 908	50 176 816
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 14)	1 267 316	523 728
Charges payées d'avance	128 687	47 849
	1 396 003	571 577
Excédent cumulé	53 455 911 \$	50 748 393 \$

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 18)

Pour le conseil d'administration,



Josée Duplessis
Présidente



Claudia Goulet, CPA, CMA, LL. M. FISC, ASC
Administratrice

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

	BUDGET	2014	2013
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	1 099 588 \$	2 707 518 \$	2 041 085 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(602 000)	(874 489)	(239 286)
Amortissement des immobilisations corporelles	290 000	183 026	197 394
Perte à la disposition d'immobilisations corporelles	-	1 259	5 240
Produit à la disposition d'immobilisations corporelles	-	217	130
Contribution à l'acquisition d'immobilisations corporelles	-	(53 600)	(53 599)
	787 588	1 963 931	1 950 964
Acquisition des charges payées d'avance	-	(172 992)	(60 845)
Utilisation des charges payées d'avance	-	92 153	72 542
	-	(80 839)	11 697
Augmentation des actifs financiers nets	787 588	1 883 092	1 962 661
Actifs financiers nets au début de l'exercice	50 176 816	50 176 816	48 214 155
Actifs financiers nets à la fin de l'exercice	50 964 404 \$	52 059 908 \$	50 176 816 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

	2014	2013
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent de l'exercice	2 707 518 \$	2 041 085 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie et équivalents de trésorerie :		
Gain à la disposition de placements	(14 132)	(694 699)
Perte à la disposition d'immobilisations corporelles	1 259	5 240
Amortissement des immobilisations corporelles	183 026	197 394
Revenus reportés de programmes	4 040 360	2 813 637
Contribution à l'acquisition d'immobilisations corporelles	(53 600)	(53 599)
Amortissement de l'escompte et de la prime sur placements - net	797 162	635 260
	7 661 593	4 944 318
Variation nette des éléments d'actif et de passif reliés au fonctionnement (note 17)	6 301 370	603 507
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement	13 962 963	5 547 825
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Placements effectués	(31 896 815)	(87 719 611)
Produit à la disposition de placements	20 874 092	81 657 685
Encaissement de prêt	400 000	-
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de placement	(10 622 723)	(6 061 926)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATION		
Acquisition d'immobilisations	(874 489)	(239 286)
Produit à la disposition d'immobilisations	217	130
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement en immobilisation	(874 272)	(239 156)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	2 465 968	(753 257)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	7 657 221	8 410 478
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	10 123 189 \$	7 657 221 \$
Les intérêts reçus durant l'exercice s'élèvent à 2 513 945 \$ (2013 : 2 240 635 \$).		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie à la fin comprennent :		
Encaisse	1 354 459 \$	1 535 215 \$
Équivalents de trésorerie	8 768 730	6 122 006
	10 123 189 \$	7 657 221 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCISE CLOS LE 31 MARS 2014

1. CONSTITUTION ET MANDAT

La Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC), ci-après nommée la Société, est une personne morale au sens du Code civil, instituée par la *Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage (RLRQ, chapitre S-22.01)*. La Société a pour mandat de promouvoir, de développer et de favoriser la réduction, le réemploi, la récupération et le recyclage de contenants, d'emballages, de matières et de produits ainsi que leur valorisation dans une perspective de conservation des ressources.

En vertu de l'article 3 de sa loi constitutive, la Société est mandataire de l'État et par conséquent n'est pas soumise aux impôts sur le revenu.

Les sommes affectées par ce rôle sont présentées dans le tableau suivant:

	2014	2013
Actifs		
Dépôts en fidéicomis	- \$	147 292 604 \$
À recevoir des organismes de financement agréés	127 859 848	23 522 442
Passifs		
Sommes dues aux organismes municipaux	127 859 848 \$	170 815 046 \$

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté car aucun actif ou passif financier n'est évalué à la juste valeur ou en devises étrangères.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des montants des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations et de formulation d'hypothèses sont la durée de vie des immobilisations corporelles, les revenus de programmes, la moins-value durable sur les placements de portefeuille et la provision pour les sommes à pourvoir à l'égard de la consignation. Les résultats réels peuvent différer des meilleures estimations et hypothèses faites par la direction.

CONSTATATION DES REVENUS

Revenus affectés

Le droit environnemental sur les pneus, les contributions des partenaires aux régimes de compensation pour les services municipaux de collecte sélective

Fiduciaire

La *Loi sur la qualité de l'environnement* prévoit un rôle de fiduciaire pour la Société. La Société se voit remettre les sommes à distribuer aux organismes municipaux dans le cadre du Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles.

sont constatés à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les ressources sont utilisées aux fins prescrites.

Contributions du gouvernement du Québec

Les contributions du gouvernement du Québec sont comptabilisées lorsque les transferts sont autorisés et que les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints. Les transferts sont constatés à titre de revenu sauf, et dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Consignation et autres services

Les revenus de la consignation des contenants de remplissage unique découlant des ententes sur la consignation sont constatés au cours de l'exercice duquel ils sont mesurables.

Les revenus du règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises et les autres revenus sont constatés selon la comptabilité d'exercice lorsque les éléments suivants sont présents:

- Il y a preuve suffisante qu'un accord existe;
- Les services ont été rendus;
- Le prix est déterminé ou déterminable;
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

Placements

Les revenus de placements sont constatés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice selon la méthode du taux effectif. Les gains et pertes à la disposition de placements sont établis selon la méthode du coût moyen.

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

CONSTATATION DES CHARGES

Contributions aux programmes

Les contributions liées aux programmes des pneus hors d'usage, à la politique de gestion des matières résiduelles, pour les centres de tri québécois, pour les entreprises d'économie sociale et pour l'élaboration des plans de gestion des matières résiduelles sont imputées à titre de charges dans l'exercice où le transfert est autorisé et où le bénéficiaire satisfait à tous les critères d'admissibilité.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La trésorerie et équivalents de trésorerie, les placements de portefeuille, les créances à recevoir, les contributions à recevoir du gouvernement du Québec et le prêt sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les charges à payer et frais courus, les sommes remboursables en vertu des ententes sur la consignation et la provision pour les sommes à pourvoir à l'égard de la consignation sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les placements facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie, dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

Placements de portefeuille

Les titres et obligations sont comptabilisés au coût après amortissement. Les escomptes et les primes sur les obligations sont amortis selon la méthode de l'amortissement au taux effectif sur la durée restante de chaque titre. L'amortissement des escomptes et des primes est comptabilisé dans les revenus de placements. Toute moins-value durable est diminuée de la valeur comptable des placements et la perte est imputée aux résultats de l'exercice.

Prêt

Le prêt est comptabilisé au coût après déduction de la provision pour moins-value correspondante. Une provision pour moins-value doit être constituée pour présenter le prêt au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette. L'intérêt créditeur est comptabilisé dans la mesure où le prêt est réputé recouvrable.

PASSIFS

Revenus reportés

Les contributions du gouvernement du Québec sont reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les contributions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenu est comptabilisé au poste Contributions du gouvernement du Québec à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Les revenus reportés de programmes, à l'exception des contributions du gouvernement du Québec, représentent des rentrées grevées d'affectations d'origine externe. Elles sont présentées à titre de revenus reportés jusqu'à ce que les ressources soient utilisées aux fins prescrites.

Provision pour les sommes à pourvoir à l'égard de la consignation

Une provision est établie pour pourvoir aux sommes nécessaires au remboursement des consignations correspondant aux contenants vendus avant le 31 mars et qui seront récupérés après la fin de l'exercice ou après l'expiration des ententes dans l'éventualité de l'abolition de la consignation. Cette provision est établie selon un nombre de jours estimé du délai de récupération des consignations et sur la moyenne quotidienne des consignations remboursées (5 ¢, 10 ¢, 20 ¢) annuellement en incluant la prime de 2 ¢.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux étant donné que la Société ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties, selon la méthode de l'amortissement linéaire, en fonction de leur durée de vie utile estimative, soit :

Mobilier et équipements	7 ans
Équipements informatiques	5 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Logiciels	3 ans
Développement informatique	5 ans

Les projets informatiques en développement sont amortis lorsque leur développement est terminé et que les projets sont mis en service.

Financement externe

Les contributions à l'acquisition d'immobilisations corporelles liées au régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective sont amorties au même taux et au même rythme que les immobilisations corporelles auxquelles elles se rapportent.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

3. CONSIGNATION DES CONTENANTS À REMPLISSAGE UNIQUE

	2014	2013
Pénalités	2 471 557 \$	3 001 439 \$
Récupération des frais de gestion	819 881	699 222
Quote-part des excédents	3 235 945	-
Constatation des revenus reportés de consignation	2 410 237	582 026
Autres revenus de consignation	1 128 842	689 164
	10 066 462 \$	4 971 851 \$

4. CONTRIBUTIONS AUX PROGRAMMES DES PNEUS HORS D'USAGE

	2014	2013
Transport et entreposage	10 755 891 \$	11 684 945 \$
Aide au réemploi, au recyclage et à la valorisation énergétique	5 956 353	6 159 749
Vidage des sites	(10 307)	535 213
Frais d'administration sur la perception du droit	363 179	353 095
	17 065 116 \$	18 733 002 \$

5. CONTRIBUTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

	2014	2013
Implantation de technologies et de procédés et développement des marchés	2 930 897 \$	3 361 501 \$
Performance des ICI en GMR	2 527 013	2 380 228
Économie sociale et mobilisation des collectivités	1 714 109	1 183 301
Comité conjoint	82 757	263 856
	7 254 776 \$	7 188 886 \$

6. COMPENSATION POUR LES SERVICES MUNICIPAUX DE COLLECTE SÉLECTIVE

	2014	2013
Communications, éducation et sensibilisation	(10 842) \$	1 116 361 \$
Acquisitions de connaissances	150 907	301 366
Frais généraux directs	111 777	181 449
	251 842 \$	1 599 176 \$

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

7. FONCTIONNEMENT

	2014	2013
Honoraires professionnels et services contractuels	648 785 \$	918 209 \$
Loyers, taxes et assurances	308 438	532 012
Déplacements	189 404	194 862
Courriers et télécommunications	143 541	135 158
Locations, entretien et réparations d'équipements	38 643	81 713
Représentation, réunions et conférences	79 395	89 609
Honoraires de gestion de portefeuille	134 646	108 943
Formation et perfectionnement	110 380	97 674
Fournitures et frais divers	59 905	55 490
Autoroute de l'information	86 943	114 998
Abonnements et cotisations	37 343	28 265
Amortissement des immobilisations corporelles	183 026	197 394
Perte à la disposition d'immobilisations corporelles	1 259	5 240
	2 021 708 \$	2 559 567 \$

8. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Les équivalents de trésorerie représentent des unités de fonds communs de marché monétaire et les taux de rendement ont varié de 1,07 % à 1,40 % (2013 : 0,81 % à 2,14 %).

9. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

	2014	2013
Obligations municipales, provinciales et fédérales, portant intérêt à des taux se situant entre 1,00 % à 6,25 % (2013 : 1,45 % à 6,25 %) et échéant à diverses dates jusqu'en novembre 2018.	77 174 674 \$	66 934 982 \$

Au 31 mars 2014, la valeur de marché des placements à long terme s'établit à 77 745 740 \$ (2013 : 67 494 794 \$)

10. CRÉANCES À RECEVOIR

	2014	2013
Droit environnemental sur les pneus	3 248 190 \$	3 287 324 \$
Consignes bières	8 527 960	5 311 467
Indemnités pour Règlement sur la compensation pour les services municipaux	2 350 457	2 585 500
Consignes boissons gazeuses	-	1 420 650
Autres débiteurs	2 209 732	1 155 019
Intérêts courus	653 727	725 001
	16 990 066 \$	14 484 961 \$

Les créances à recevoir incluent un montant de 4 270 269 \$ (2013 : 3 607 181 \$) avec des apparentés.

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

11. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2014	2013
Fournisseurs et frais courus	2 286 337 \$	2 102 406 \$
Contributions non remboursables – programmes des pneus	1 675 055	1 573 865
Traitements et avantages sociaux	1 550 131	1 491 952 *
Consignes et primes d'encouragement à la récupération	520 744	870 407
Dépôt sur contrat	17 000	9 568
	6 049 267 \$	6 048 198 \$

* Ce montant inclut des allocations de transition et des allocations de départ aux membres de la direction au montant de 365 980 \$.

12. REVENUS REPORTÉS DE PROGRAMMES

	2014			
	Solde au début	Apports de l'exercice	Constatés à titre de revenus	Solde à la fin
Droit environnemental sur les pneus	16 827 558 \$	23 709 907 \$	18 072 917 \$	22 464 548 \$
Consignation des contenants à remplissage unique	2 646 142	153 816	2 410 237	389 721
Contributions des partenaires au régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective	2 895 722	2 472 457	1 258 150	4 110 029
Contributions des partenaires au programme d'aide financière pour les centres de tri québécois	514 517	-	514 517	-
Contributions du gouvernement du Québec	80 000	-	40 000	40 000
	22 963 939 \$	26 336 180 \$	22 295 821 \$	27 004 298 \$

	2013			
	Solde au début	Apports de l'exercice	Constatés à titre de revenus	Solde à la fin
Droit environnemental sur les pneus	13 903 571 \$	22 712 766 \$	19 788 779 \$	16 827 558 \$
Consignation des contenants à remplissage unique	1 424 664	1 803 504	582 026	2 646 142
Contributions des partenaires au régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective	2 846 226	2 925 831	2 876 335	2 895 722
Contributions des partenaires au programme d'aide financière pour les centres de tri québécois	1 830 910	17 710	1 334 103	514 517
Contributions du gouvernement du Québec	144 931	-	64 931	80 000
	20 150 302 \$	27 459 811 \$	24 646 174 \$	22 963 939 \$

13. PROVISION POUR LES SOMMES À POURVOIR À L'ÉGARD DE LA CONSIGNATION

	2014	2013
Remboursement de consignes	8 442 506 \$	8 068 150 \$
Versement de primes d'encouragement à la récupération	2 761 729	2 621 151
	11 204 235 \$	10 689 301 \$

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

14. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Au cours de l'exercice, la Société a acquis pour 27 245 \$ de mobilier et équipements, 172 348 \$ d'équipements informatiques, 164 150 \$ de logiciels et pour 510 747 \$ de développement en cours. Aussi, la Société a disposé ou mis au rancart 46 315 \$ d'équipements informatiques et 182 429 \$ de développement informatique. Au cours de l'exercice 2013-2014 un développement informatique pour le montant de 51 700 \$ dans la classe de « Développement en cours » a été mis en service.

Le financement externe est attribué au développement informatique d'un portail internet pour la gestion des matières résiduelles.

2014

	Coût	Amortissement cumulé	Net
Mobilier et équipements	580 711 \$	(482 148) \$	98 563 \$
Équipements informatiques	656 109	(349 070)	307 039
Améliorations locatives	370 602	(236 020)	134 582
Logiciels	404 689	(229 833)	174 856
Développement informatique	477 086	(403 668)	73 418
Développement en cours	504 674	-	504 674
	2 993 871	(1 700 739)	1 293 132
Moins : Financement externe	(297 074)	271 258	(25 816)
	2 696 797 \$	(1 429 481) \$	1 267 316 \$

2013

	Coût	Amortissement cumulé	Net
Mobilier et équipements	553 466 \$	(471 509) \$	81 957 \$
Équipements informatiques	530 077	(321 571)	208 506
Améliorations locatives	370 602	(198 619)	171 983
Logiciels	240 539	(197 172)	43 367
Développement informatique	607 815	(556 110)	51 705
Développement en cours	45 627	-	45 627
	2 348 126	(1 744 981)	603 145
Moins : Financement externe	(297 074)	217 657	(79 417)
	2 051 052 \$	(1 527 324) \$	523 728 \$

15. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

RÉGIME DE RETRAITES

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1er janvier 2014, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 9,18 % à 9,84 % de la masse salariale admissible et le taux pour le RRPE et le RRAS est passé de 12,30 % à 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1er janvier 2014 (0,54 % au 1er janvier 2013) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, la Société doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2013 correspondant à 1,08 % de la masse salariale cotisable et à 11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014.

Les cotisations de la Société, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 448 776 \$ (2013 : 335 190 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

16. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

17. VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS D'ACTIF ET DE PASSIF RELIÉS AU FONCTIONNEMENT

	2014	2013
Créances à recevoir	(2 505 105) \$	2 307 606 \$
Contributions à recevoir du gouvernement du Québec	(666 457)	1 052 839
Charges payées d'avance	(80 839)	11 697
Charges à payer et frais courus	1 069	(2 743 713)
Sommes remboursables en vertu des ententes sur la consignation	9 037 768	(512 272)
Provision pour les sommes à pourvoir à l'égard de la consignation	514 934	487 350
	6 301 370 \$	603 507 \$

18. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Société est engagée par une entente contractuelle à long terme avec un apparenté sous contrôle commun et par un bail pour la location de ses locaux administratifs. Les ententes actuelles relativement aux locaux de Montréal et de Québec se terminent respectivement le 31 octobre 2017, avec une option au gré de la Société pour une période supplémentaire de cinq ans, et le 31 mars 2021. La Société s'est également engagée à contribuer à une chaire de recherche sur les analyses de cycle de vie.

Les paiements minimums futurs de ces engagements s'établissent comme suit :

	Baux	Chaire
2015	529 328 \$	100 000 \$
2016	553 989	100 000
2017	579 701	50 000
2018	452 930	-
Année subséquente	748 049	-
	2 863 997 \$	250 000 \$

19. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de l'entité au risque de crédit.

Le risque de crédit associé à la trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que celle-ci est investie auprès d'institutions financières réputées.

Le risque de crédit associé aux équivalents de trésorerie et des placements de portefeuille est également essentiellement réduit au minimum avec l'application de notre politique de placement qui définit les placements autorisés, la catégorie, le type des titres admissibles, la cote minimale, l'échéance maximale des titres, la durée du portefeuille et pondérations des sommes à investir. Le risque de crédit associé aux créances à recevoir et aux contributions à recevoir du gouvernement du Québec est réduit puisque de nombreux clients sont des entités gouvernementales, municipales ou des organismes de financement sous notre responsabilité.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que la Société ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

La Société considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme.

Les échéances des passifs financiers sont toutes inférieures à un an.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Société est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Société est attribuable à ses actifs financiers portant intérêt, notamment les équivalents de trésorerie et les placements de portefeuille. L'objectif de la Société est de gérer l'exposition de sa trésorerie et de ses placements au risque de taux d'intérêt en maximisant les revenus d'intérêts gagnés par les fonds excédentaires tout en conservant les liquidités minimales nécessaires pour répondre à ses besoins financiers. La fluctuation du taux d'intérêt du marché peut avoir une incidence sur les revenus d'intérêts que la Société tire de sa trésorerie et de ses placements de portefeuille. Si les taux d'intérêt pour l'exercice clos le 31 mars 2014 avaient été inférieurs ou supérieurs de 50 points de base, toutes les autres variables étant demeurées constantes, les revenus d'intérêts pour la même période auraient été supérieurs ou inférieurs de 383 275 \$ (2013 : 334 911 \$), respectivement.

20. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2013 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014.

DÉCLARATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

L'établissement, le choix des méthodes comptables appropriées et la présentation des états financiers de la Société québécoise des infrastructures (SQI) ainsi que des autres renseignements figurant dans ce rapport annuel sont sous la responsabilité de la direction et sont approuvés par le conseil d'administration. Aux fins de la préparation de ses états financiers, la SQI utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier. L'information présentée ailleurs dans le présent rapport annuel est conforme à celle fournie dans les états financiers.

La préparation des états financiers de la SQI, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats futurs pourraient différer de ces estimations actuelles.

La direction de la SQI maintient un système de contrôle interne qui comprend la communication aux employés de règles d'éthique, un cadre de contrôle opérationnel défini et une gestion du risque d'entreprise couvrant tous les processus de la Société. Ce système est conçu pour fournir une assurance raisonnable que les biens de l'entreprise sont convenablement protégés, que les transactions sont effectuées conformément à leur autorisation et, enfin, que les registres comptables constituent une base fiable pour l'établissement d'états financiers exacts et ponctuels.

Le président-directeur général,



Luc Meunier

Québec, le 12 juin 2014

Depuis 2011-2012, nous attestons que la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière est adéquate et que les contrôles mis en place fournissent l'assurance raisonnable que les états financiers et les autres éléments d'information financière contenus dans le rapport annuel présentent une image fidèle de la situation financière de la Société.

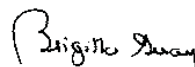
La SQI reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

De plus, la Direction Audit interne contribue à évaluer le caractère suffisant et l'efficacité du contrôle, de même que les politiques et procédures de la Société. Ses constatations et recommandations sont transmises au comité de vérification interne et à la direction qui s'assurent d'apporter les améliorations requises.

Le conseil d'administration est responsable de la gouvernance de l'entreprise. Il s'acquitte de sa responsabilité relative aux états financiers, principalement par l'entremise de son comité de vérification interne, composé uniquement d'administrateurs indépendants. Le comité de vérification interne rencontre périodiquement les membres de la direction et l'auditeur interne afin de s'assurer que le contrôle interne est adéquat et que les informations financières de la SQI ont été rapportées dans leur intégrité. L'auditeur interne et le Vérificateur général du Québec ont librement et pleinement accès au comité de vérification interne, en présence ou non de la direction. Le comité de vérification interne a examiné les états financiers et a recommandé leur approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la SQI, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit ainsi que l'expression de son opinion.

La vice-présidente Administration et Information,



Brigitte Guay, CPA, CGA

RAPPORT DU COMITÉ DE VÉRIFICATION

Le comité de vérification est composé exclusivement d'administrateurs externes entièrement indépendants. Il relève directement du conseil d'administration.

Le comité de vérification rencontre régulièrement le Vérificateur général du Québec et le directeur Vérification interne de l'entreprise, lesquels ont un accès libre et direct au comité.

Les membres du comité ont examiné les états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 2014 et en ont discuté avec la haute direction de l'entreprise.

Le comité de vérification a également discuté avec le Vérificateur général des nouvelles exigences et des normes de vérification en vigueur pour le présent exercice, tout comme il a examiné les commentaires de ce dernier.

Compte tenu des vérifications et des examens effectués, le comité de vérification a recommandé au conseil d'administration l'adoption des états financiers vérifiés.

Le président du comité de vérification,



Alain Fortin, FCPA, FCA

Québec, le 12 juin 2014

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

AU MINISTRE DES FINANCES

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société québécoise des infrastructures, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, les états de la variation de la dette nette, des résultats et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation

des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

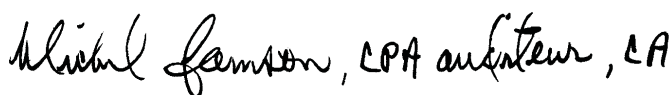
Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société québécoise des infrastructures au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 12 juin 2014

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS 2014 | (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	2014	2013
Actifs financiers		
Immeubles destinés à la vente (note 3)	1 818	21 068
Créances		
Liées aux aménagements (note 4)	221 717	200 468
Liées aux projets établissement (note 5)	42 556	42 046
Autres créances (note 6)	125 516	51 276
Sommes à recevoir de Financement-Québec suite aux transferts de prêts (note 7)	21 436	40 682
Sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme (note 8)	24 400	23 400
Participation dans une entreprise publique (note 9)	–	18 668
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 10)	–	5 958
	437 443	403 566
Passifs		
Dettes à long terme (note 11)	2 737 040	2 626 829
Dette découlant d'une entente de partenariat public-privé (note 12)	19 639	–
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 13)	17 380	18 560
Emprunts temporaires (note 14)	432 399	523 154
Charges à payer et frais courus (note 15)	263 526	206 351
Revenus reportés (note 16)	189 197	184 319
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 10)	3 912	–
	3 663 093	3 559 213
Dette nette	(3 225 650)	(3 155 647)
Actifs non financiers		
Immeubles (note 17)	3 413 194	3 380 483
Autres immobilisations corporelles (note 18)	44 068	44 924
Travaux en cours (note 19)	290 919	274 461
Stocks	785	804
Charges payées d'avance	3 435	4 295
	3 752 401	3 704 967
Capital-actions (note 20)	90 001	90 001
Excédent cumulé (note 21)	436 750	459 319

Obligations contractuelles (note 32)

Éventualités (note 33)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



François Turenne
Président du conseil d'administration



Alain Fortin
Président du comité de vérification

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014 | (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	BUDGET ¹	2014	2013
Excédent annuel	11 086	5 238	23 438
Acquisition d'immeubles	(165 611)	(167 354)	(80 706)
Amortissement des immeubles	125 970	128 787	126 636
Incidence des dispositions d'immeubles		5 856	2 683
	(39 641)	(32 711)	48 613
Acquisition des autres immobilisations corporelles	(8 584)	(8 529)	(7 672)
Amortissement des autres immobilisations corporelles	9 793	8 711	8 780
Incidence des dispositions des autres immobilisations corporelles		674	22
	1 209	856	1 130
Augmentation des travaux en cours		(325 039)	(250 968)
Incidence des dispositions des travaux en cours		315 216	145 336
Intérêts capitalisés aux travaux en cours		(3 038)	(2 159)
Coûts indirects capitalisés aux travaux en cours		(3 597)	(2 612)
		(16 458)	(110 403)
Variation des stocks		19	(10)
Acquisition de charges payées d'avance		(86 780)	(78 764)
Utilisation des charges payées d'avance		87 640	78 857
		879	83
Dividende	(6 677)	(27 807)	(6 677)
Diminution de la dette nette		(70 003)	(43 816)
Dette nette au début		(3 155 647)	(3 111 831)
Dette nette à la fin		(3 225 650)	(3 155 647)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. Dans le contexte de la fusion de la Société immobilière du Québec avec Infrastructure Québec, le budget 2013-2014 a été approuvé lors du conseil d'administration du 12 juin 2014.

ÉTAT DES RÉSULTATS

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014 | (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	BUDGET ¹	2014	2013
Revenus			
Location d'espaces			
Ministères et organismes	625 685	629 212	618 928
Réseau de la santé et des services sociaux	138 011	129 924	139 288
Autres clients	20 831	19 388	21 426
Stationnements	29 957	30 910	29 706
Aménagements et autres services offerts aux clients	34 481	124 609	57 355
Honoraires de gestion (note 22)	18 463	15 675	17 192
Revenu provenant d'une entreprise publique (note 9)	1 179	351	1 060
Gain sur cession d'immeubles	—	21 078	360
Revenus d'intérêts (note 23)	15 260	14 586	16 926
Autres	7 125	7 572	7 458
	890 992	993 305	909 699
Charges			
Loyers et taxes d'affaires sur locations	300 216	326 554	295 528
Frais d'exploitation des immeubles (note 24)	162 065	163 736	153 992
Aménagements et autres services offerts aux clients	34 023	124 803	56 316
Frais financiers (note 25)	147 244	144 222	153 935
Impôts fonciers et taxes d'affaires sur propriétés	85 279	81 883	79 365
Coûts relatifs aux honoraires de gestion	15 049	15 219	13 933
Amortissement (note 26)	116 901	116 915	116 482
Frais généraux et administratifs - net (note 27)	19 129	14 294	16 710
Dépréciation d'immeubles	—	441	—
	879 906	988 067	886 261
Excédent annuel	11 086	5 238	23 438
Excédent cumulé au début	—	459 319	442 558
	—	464 557	465 996
Dividende	—	27 807	6 677
Excédent cumulé à la fin	—	436 750	459 319

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. Dans le contexte de la fusion de la Société immobilière du Québec avec Infrastructure Québec, le budget 2013-2014 a été approuvé lors du conseil d'administration du 1^{er} mai 2014. Certains chiffres du budget 2013-2014 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation au 31 mars 2014.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014 | (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	2014	2013
Activités de fonctionnement		
Rentrées de fonds - clients	847 642	821 327
Sorties de fonds - fournisseurs et membres du personnel	(640 747)	(653 366)
Intérêts reçus	9 593	10 070
Intérêts versés	(137 335)	(149 381)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	79 153	28 650
Activités d'investissement		
Rentrées de fonds des créances liées aux aménagements	29 270	27 053
Sorties de fonds des créances liées aux aménagements	(50 126)	(29 409)
Rentrées de fonds des créances liées aux projets établissement	205 254	233 007
Sorties de fonds des créances liées aux projets établissement	(186 347)	(221 397)
Sorties de fonds des sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme	(400)	(720)
Participation dans une entreprise publique	19 019	388
Acquisition d'immeubles destinés à la vente	—	(2 104)
Produit de disposition des immeubles destinés à la vente	46 085	1 377
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	62 755	8 195
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immeubles	(150 126)	(78 786)
Acquisition des autres immobilisations corporelles	(8 327)	(7 620)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	117	43
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(158 336)	(86 363)
Activités de financement		
Dividende versé	(27 807)	(6 677)
Emprunts à court terme	6 314 987	6 198 157
Emprunts à court terme remboursés	(6 438 174)	(6 364 700)
Remboursement de la dette relative aux contrats de location-acquisition	(1 180)	(1 046)
Dettes à long terme	223 335	605 500
Remboursement de la dette à long terme	(64 603)	(379 406)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	6 558	51 828
(Diminution) augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(9 870)	2 310
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	5 958	3 648
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	(3 912)	5 958

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2014

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION ET OBJET

La Société québécoise des infrastructures (SQI) est une compagnie à fonds social constituée le 13 novembre 2013 suite à la fusion d'Infrastructure Québec et de la Société immobilière du Québec par la *Loi sur les infrastructures publiques* (RLRQ, chapitre I-8.3). Elle a pour mission, d'une part, de soutenir les organismes publics dans la gestion de leurs projets d'infrastructure publique et, d'autre part, de développer, maintenir et gérer un parc immobilier qui répond à leurs besoins, principalement en mettant à leur disposition des immeubles et en leur fournissant des services de construction, d'exploitation et de gestion immobilière.

Elle a également pour mission de posséder, et d'en faire la location, moyennant considération, des biens utilisés ou qui doivent être utilisés par un établissement de santé et des services sociaux, une agence de la santé et des services sociaux ou un conseil régional visé à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (RLRQ, chapitre S-4.2) ou à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris* (RLRQ, chapitre S-5) ou toute autre personne, société ou association désignée à cette fin par le ministre de la Santé et des Services sociaux ou par le gouvernement.

La SQI loge la majorité des ministères et organismes gouvernementaux, à l'exception notamment des réseaux de l'éducation et, à ce titre, elle est présente sur l'ensemble du territoire québécois.

En vertu de l'article 984 de la *Loi sur les impôts du Québec* et de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*, la SQI n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

Fusion de la Société immobilière du Québec et d'Infrastructure Québec

En vertu de la *Loi sur les infrastructures publiques*, la Société immobilière du Québec et Infrastructure Québec sont fusionnées depuis le 13 novembre 2013. Ces personnes morales continuent leur existence sous le nom de Société québécoise des infrastructures, et leurs patrimoines n'en forment alors qu'un seul, qui est celui de la SQI alors constituée. Par conséquent, leurs actifs et leurs passifs ainsi que leurs droits et obligations qui s'y rattachent ont été regroupés à leur valeur comptable dans la nouvelle SQI.

Par ailleurs, les informations comparatives au 31 mars 2013 présentent le cumul des activités des deux entités pour lesquelles des états financiers distincts avaient été établis. Également, les opérations effectuées entre les deux entités ont été éliminées.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la SQI utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la SQI, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations sont la durée de vie utile des immeubles, la juste valeur des immeubles achetés pour une contrepartie mineure ou nulle, les courus relatifs aux contrats de construction présentés dans les charges à payer et frais courus ainsi que les obligations relatives aux congés de maladie. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

Actif, passif et résultats liés aux stationnements

La SQI a confié le mandat de gestion de ses stationnements à un concessionnaire. Les états financiers de la SQI intègrent dans chaque poste concerné les éléments d'actif, de passif et des résultats afférents à leur gestion.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2014 (SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

INSTRUMENTS FINANCIERS

Catégorie et évaluation

Les créances à l'exception du montant à recevoir de 6,6 millions de dollars du ministère de la Santé et des Services sociaux présenté à la note 6, les sommes à recevoir de Financement-Québec à la suite des transferts de prêts, les sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dettes à long terme, la dette découlant d'une entente de partenariat public-privé, les emprunts temporaires, les charges à payer et frais courus à l'exception des déductions à la source, de la provision pour congés de maladie et des taxes à la consommation sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Entente de partenariat public-privé

Une immobilisation est acquise en vertu d'une entente de partenariat public-privé. Cette entente se veut un contrat à long terme par lequel la SQI associe un partenaire privé, avec financement de la part de ce dernier, à la conception, à la construction et à l'exploitation du bien. L'immobilisation et la dette correspondante s'y rattachant sont comptabilisées à l'état de la situation financière lorsque les risques et les avantages associés à la propriété du bien relatif à cette entente sont transférés à la SQI et ce, au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Le coût d'une immobilisation acquise en vertu d'une telle entente correspond au moindre de la valeur actualisée des flux de trésorerie liés à cet actif et de sa juste valeur.

ACTIFS FINANCIERS

Immeubles destinés à la vente

Les immeubles en exploitation sont présentés comme étant destinés à la vente si la direction a approuvé la mise en œuvre d'un plan de vente, à un prix raisonnable, et si la constatation de la vente est probable dans un délai d'un an.

Les immeubles destinés à la vente sont évalués au moindre du coût amorti et de leur valeur recouvrable nette. Une fois les immeubles classés à titre d'actifs destinés à la vente, aucun amortissement les visant n'est comptabilisé.

Participations

La SQI est partenaire dans une société en nom collectif, la Société Bon Pasteur s.e.n.c. Les activités principales de cette société touchent l'exploitation et la gestion de deux édifices destinés à la location de locaux commerciaux et résidentiels. La participation dans Société Bon Pasteur s.e.n.c., un partenariat autre que commercial, est comptabilisée selon la méthode de consolidation proportionnelle. Selon cette méthode, les états financiers regroupent la quote-part de chacun des éléments de l'actif, du passif, des revenus et des charges du placement relatif à la Société Bon Pasteur s.e.n.c.

La participation dans l'entreprise publique 9227-9702 Québec inc. est comptabilisée selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Selon cette méthode, la participation est enregistrée au coût, lequel est ajusté annuellement de la quote-part de la SQI dans les résultats de cette entreprise. Cette méthode ne requiert aucune harmonisation des méthodes comptables de l'entreprise publique avec celles de la SQI.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la SQI consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'encaisse moins les chèques en circulation et les placements facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2014 (SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

PASSIFS

Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes inter-employeurs gouvernementaux à prestations déterminées, compte tenu que la SQI ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés. Le solde de cette provision est inclus aux postes « Charges à payer et frais courus » de l'état de la situation financière.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Immeubles

Les immeubles en exploitation sont comptabilisés au coût ou à la juste valeur lorsque la contrepartie est mineure ou nulle.

Le coût d'acquisition d'un immeuble comprend le prix d'achat de l'immeuble et les autres frais d'acquisition tels que les frais d'étude, les frais juridiques, les frais d'arpentage et les droits de mutation.

Le coût de construction d'un immeuble comprend les coûts directs de construction reliés au développement, à l'amélioration ou aux réparations majeures, tels que les coûts de travaux, les coûts d'honoraires internes et externes, les intérêts des emprunts temporaires ainsi que les coûts indirects spécifiquement imputables aux projets.

L'amortissement des bâtiments est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire de manière à amortir complètement le coût des bâtiments sur des périodes variant de 5 à 75 ans. Les réparations majeures effectuées sur les immeubles en exploitation sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des périodes variant de 5 à 50 ans.

L'amortissement des coûts relatifs aux immeubles loués en vertu de contrats de location-acquisition est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire de manière à les amortir complètement sur des périodes variant de 25 à 50 ans.

Les œuvres d'art qui sont acquises en vertu de la « Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics » sont capitalisées au coût du bâtiment.

Les coûts d'amélioration et d'aménagement qui se rapportent aux terrains et les coûts ajoutés aux bâtiments détenus par baux emphytéotiques sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire pour une période équivalant au moindre de leur durée de vie ou de la durée du bail emphytéotique.

Autres immobilisations corporelles

Les autres immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

■ Améliorations locatives	3 à 25 ans
■ Équipement	3 à 10 ans
■ Mobilier et équipement en location	3 à 10 ans
■ Développements de systèmes informatiques	5 et 10 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2014 (SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

Moins-values des immeubles et autres immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la SQI de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats. Aucune reprise de valeur n'est constatée.

Travaux en cours

Les travaux en cours comprennent les projets de construction reliés au développement, à l'amélioration ou aux réparations majeures, les projets à l'étude du volet Santé et les projets d'aménagement inachevés devant être facturés à la fin des travaux. Ces travaux sont enregistrés au coût.

Les projets du volet Santé comprennent, en sus des coûts directs, les frais de gestion et de financement. Ces frais sont imputés jusqu'au virement du coût des études au coût des projets de construction et de réfection, ou jusqu'au moment où le coût des études est remboursé par le ministère de la Santé et des Services sociaux ou d'autres organismes dans les cas où les projets ne sont pas mis en œuvre.

Les travaux en cours comprennent également les immeubles en construction comptabilisés au coût. Le coût comprend des coûts directs, les intérêts des emprunts temporaires ainsi que les coûts indirects spécifiquement imputables aux projets.

Lorsque le projet est entièrement complété et que les lieux ont atteint un niveau satisfaisant d'occupation, sous réserve d'un délai raisonnable, le coût des immeubles en construction est transféré aux immeubles en exploitation ou aux réparations majeures.

Stocks

Les stocks se composent de pièces de rechange pour l'entretien et les réparations des immeubles qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours du ou des prochains exercices financiers. Ces stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

REVENUS

Location d'espaces – ministères et organismes

Les revenus de location d'espaces sont facturés à partir des coûts prévisibles. Ces coûts sont répartis entre les ministères et organismes clients de la SQI selon les modalités découlant du règlement sur la tarification des services rendus par la SQI. Des ententes d'occupation sont alors signées entre la SQI et les ministères et organismes du gouvernement du Québec assujettis à faire affaire avec la SQI.

Location d'espaces – réseau de la santé et des services sociaux

Les revenus de location proviennent de baux de 15 ans, signés à compter du 1^{er} avril 2000 avec des centres hospitaliers (CH), des centres locaux de services communautaires (CLSC), des centres hospitaliers de soins de longue durée (CHSLD) et d'autres organismes du réseau de la santé qui occupent les immeubles de la SQI propres à ce secteur d'activité.

Aménagements et autres services offerts aux clients

Les revenus d'aménagements et autres services offerts aux clients sont constatés selon la méthode de l'achèvement des travaux.

Les revenus d'intérêts tirés des créances liées aux aménagements sont comptabilisés en fonction de la durée des créances connexes selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Honoraires de gestion

Les revenus d'honoraires de gestion sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux. Il existe deux types de tarification, à prix forfaitaire et à taux horaire. Les revenus provenant des ententes à prix forfaitaire sont déterminés en se basant sur les étapes à réaliser. Les revenus des ententes à base horaire sont comptabilisés lorsque les frais sont engagés. Lorsqu'une perte sur une entente est connue ou suffisamment prévisible, le montant estimatif de cette perte est comptabilisé aux résultats de l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2014 (SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

Paielements de transfert

Les paiements de transfert se composent de contributions reçues de gouvernements pour l'acquisition d'immeubles ainsi que de transferts d'immeubles par des gouvernements lorsque la contrepartie est mineure ou nulle. Les paiements de transfert non assortis de stipulations sont comptabilisés au poste «Revenus autres» à l'état des résultats lorsque le transfert est autorisé et que la SQI a satisfait aux critères d'admissibilité, le cas échéant. Les paiements de transfert assortis de stipulations créant une obligation qui répond à la définition d'un passif pour la SQI sont comptabilisés à titre de «Revenus reportés» à l'état de la situation financière lorsque le transfert est autorisé et que la SQI a satisfait aux critères d'admissibilité, le cas échéant. Les revenus reportés sont imputés aux «Revenus autres» à mesure que les stipulations de transfert sont respectées soit au même rythme que l'amortissement du coût des immeubles correspondants. Les paiements de transfert attribuables aux terrains sont comptabilisés aux revenus dans l'année d'acquisition.

3. IMMEUBLES DESTINÉS À LA VENTE

	2014	2013
Terrains	371	9 261
Bâtiments	1 447	11 807
	1 818	21 068

4. CRÉANCES LIÉES AUX AMÉNAGEMENTS

Effets à recevoir des ministères et organismes, remboursables par mensualités comprenant le capital et les intérêts, portant intérêt aux taux de 2,90 % à 7,05 % (2013 : 2,90 % à 7,05 %), échéant entre 2015 et 2029.

Le montant estimatif des encaissements en capital se détaille comme suit :

Exercice	
2015	29 606
2016	27 189
2017	24 772
2018	22 081
2019	18 864
2020 à 2029	99 205
	221 717

5. CRÉANCES LIÉES AUX PROJETS ÉTABLISSEMENT

Les créances liées aux projets établissement du réseau de la santé et des services sociaux comprennent tous les coûts directs majorés des honoraires de gestion et des intérêts, calculés au taux des acceptations bancaires d'un mois majoré de 0,05 %, reliés aux projets de construction confiés à la SQI.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2014 (SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

6. AUTRES CRÉANCES

	2014	2013
Entités sous contrôle commun		
Ministères et organismes*	103 557	37 429
Réseau de la santé et des services sociaux	4 592	2 828
9227-9702 Québec inc.	–	227
Société Parc-Auto du Québec	9 217	8 550
Autres	8 150	2 242
	125 516	51 276

* Du montant à recevoir des ministères et organismes, un montant de 6,6 millions de dollars (2013 : 6,9 millions de dollars) est à recevoir du ministère de la Santé et des Services sociaux pour et au nom des établissements, sans intérêt, selon un calendrier de versements prédéterminés échéant en 2033.

Les montants à recevoir au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

Exercice	
2015	264
2016	277
2017	291
2018	306
2019	1 882
2020 et suivants	3 579
	6 599

7. SOMMES À RECEVOIR DE FINANCEMENT-QUÉBEC SUITE AUX TRANSFERTS DE PRÊTS

Une convention est intervenue avec Financement-Québec le 31 mars 2011 relativement aux transferts des conventions de prêts à long terme afin de financer à long terme des prêts antérieurs à 1999.

En vertu de ces conventions de prêts à long terme, la SQI conserve un emprunt réalisé par une émission d'une obligation en lien avec ces dits prêts. Ainsi, Financement-Québec s'engage à verser au fiduciaire de cette émission d'obligation pour et à l'acquit de la SQI, un montant équivalant aux paiements dus sur l'emprunt obligataire comprenant les versements de capital au Fonds d'amortissement et les versements d'intérêts, conformément à la cédule de remboursement de l'emprunt.

Le montant à recevoir au cours du prochain exercice est de 21,4 millions de dollars et porte intérêt au taux effectif de 10,51 %.

8. SOMMES À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC LIÉES À LA DETTE À LONG TERME

En vertu de sa loi, la SQI dépose au Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec géré par le ministère des Finances, des sommes dédiées au remboursement d'une dette obligataire qui est de l'ordre de 10,0 millions de dollars (2013 : 10,0 millions de dollars). Ces sommes totalisant 10,0 millions de dollars (2013 : 9,6 millions de dollars), ont généré un rendement garanti de 1,4 % (2013 : 3,7 %) fixé annuellement par convention d'opération d'échange de taux d'intérêt échu au 31 mars 2014.

Selon la convention intervenue avec Financement-Québec mentionnée à la note 7, ce dernier s'engage à verser au Fonds d'amortissement pour et à l'acquit de la SQI, des sommes dédiées au remboursement d'une dette obligataire de l'ordre de 35,8 millions de dollars (2013 : 54,5 millions de dollars). Celles-ci, totalisant 14,4 millions de dollars (2013 : 13,8 millions de dollars), portent intérêt au taux effectif de 10,51 %, échéant en 2015.

Les sorties de fonds en capital du Fonds d'amortissement pour le remboursement des dettes à long terme se détaillent comme suit :

Exercice	
2015	14 400
2016	–
2017	–
2018	–
2019	10 000
	24 400

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2014 (SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

9. PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE PUBLIQUE

9227-9702 Québec inc. a été vendue le 26 juin 2013 à l'Agence métropolitaine de transport. La transaction a été effectuée à la valeur comptable de la filiale et la participation a été remboursée le 19 décembre 2013.

	Prêts et avances	Valeur de consolidation	2014	2013
9227-9702 Québec inc.	—	—	—	18 668

Les avances à la filiale portaient intérêt au taux des acceptations bancaires majoré de 0,05 % et étaient sans modalité de remboursement.

Sommaire des états financiers de 9227-9702 Québec inc. au 31 mars 2014

Bilan

	2014	2013
Actif	—	20 177
Passif	—	25 409
Capitaux propres négatifs	—	(5 232)

État des résultats et bénéfices non répartis

	2014 (3 mois)	2013
Produits	1 858	8 589
Charges	1 507	7 529
Bénéfice net	351	1 060

10. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	2014	2013
Encaisse moins chèques en circulation	(4 317)	5 508
Placement à court terme	405	450
	(3 912)	5 958

11. DETTES À LONG TERME

	2014	2013
Obligations aux taux effectifs de 10,72 % à 11,00 %, garanties par le gouvernement du Québec, échéant de 2015 à 2019	159 923	159 630
Obligations sans versement d'intérêt pour une période de 19 ans et portant intérêt pour une période de 6 ans au taux de 156 % (taux effectif de 10,51 %), échéant en 2015, incluant les intérêts capitalisables de 20,8 M\$	35 836	54 482
Billets dus au Ministre des Finances aux taux effectifs de 3,01 % à 10,27 %, échéant de 2016 à 2043	2 531 159	2 376 448
Billets dus à Financement-Québec aux taux de 6,40 % à 9,38 %, échéant de 2016 à 2019	512	642
Emprunts aux taux de 3,8 % à 5,26 %, garantis par des hypothèques immobilières, échéant de 2018 à 2023	9 404	10 308
Hypothèques de la Société d'habitation du Québec garanties par des immeubles d'une valeur comptable de 101,2 M\$ à des taux variant de 6,88 % à 8,00 %, remboursées en juin 2013	—	25 086
Emprunts à taux et à échéances variables	206	233
	2 737 040	2 626 829

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2014 (SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

Le montant des paiements en capital à effectuer, excluant les sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme, se détaille comme suit :

Exercice	
2015	233 479
2016	212 155
2017	154 197
2018	61 017
2019	58 084
2020 et suivants	2 009 769
	2 728 701

12. DETTE DÉCOULANT D'UNE ENTENTE DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

	2014	2013
Dette relative au projet du centre de détention de Sorel-Tracy réalisé en partenariat public-privé, au taux de 3,972 %, échéant en juillet 2043	19 639	—

La dette relative au projet du centre de détention de Sorel-Tracy augmentera au rythme des travaux de construction estimés à 146,7 millions de dollars (note 32). Selon l'entente de partenariat public-privé, pour chacun des trois prochains exercices, un montant de 25 millions de dollars sera versé au partenaire-privé d'ici la fin de la période de construction prévue en mai 2016.

13. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

Obligations découlant de contrats de location-acquisition pour l'acquisition d'espace en location par la SQI auprès du secteur privé.

Les paiements minimaux à payer en vertu de contrats de location-acquisition sont :

Exercice	
2015	6 840
2016	6 075
2017	5 923
2018	5 923
2019	5 923
2020 et suivants	44 394
Total des paiements minimaux à payer	75 078
Moins : Intérêts au taux de 11,58 %	16 711
Frais accessoires	40 987
	17 380

14. EMPRUNTS TEMPORAIRES

Au 31 mars 2014, la SQI a des emprunts temporaires de 432,4 millions de dollars (2013 : 523,2 millions de dollars) dont 31,5 millions de dollars auprès du ministère des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement (2013 : 95,7 millions de dollars), et 400,9 millions de dollars auprès d'institutions financières (2013 : 427,5 millions de dollars). Les emprunts temporaires de la SQI portent intérêt à un taux moyen de 1,26 % dont 432,4 millions de dollars ayant des échéances s'échelonnant du 1^{er} au 30 avril 2014.

La SQI dispose auprès de deux institutions financières de marges de crédit de 10,0 et 200,0 millions de dollars. Ces marges de crédit portent intérêt au taux préférentiel et sont renouvelables annuellement. Le crédit doit servir au financement des besoins généraux de la SQI. Au 31 mars 2014, le taux préférentiel est de 3,0 % (2013 : 3,0 %). Le solde de la marge de 200,0 millions de dollars au 31 mars 2014 est nul (2013 : nul) ainsi que le solde de la marge de 10,0 millions de dollars (2013 : nul).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2014 (SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

15. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2014	2013
Salaires et provision pour vacances (note 28)		
Autres	11 983	10 606
Déductions à la source et provision pour congés de maladie (note 28)		
Ministères et organismes	600	542
Autres	7 952	7 672
Taxes à la consommation		
Ministères et organismes	3 755	425
Autres	1 877	213
Fournisseurs		
Ministères et organismes	16 317	5 557
Réseau de la santé et des services sociaux	1 031	828
Autres	175 295	136 644
Intérêts courus sur emprunts		
Ministères et organismes	39 578	38 687
Autres	5 138	5 177
	263 526	206 351

16. REVENUS REPORTÉS

	2014	2013
Loyers		
Entités sous contrôle commun		
Ministères et organismes	16 992	7 335
Réseau de la santé et des services sociaux	4 149	889
Autres	2 761	2 794
Contributions		
Entités sous contrôle commun		
Réseau de la santé et des services sociaux	98 651	101 012
Autres	480	1 005
Honoraires		
Entités sous contrôle commun		
Ministères et organismes	3 390	4 784
Réseau de la santé et des services sociaux	455	542
Autres	–	87
Apports reportés relatifs aux plus-values – Réseau de la santé et des services sociaux	62 319	65 871
	189 197	184 319

17. IMMEUBLES

	Terrains	Bâtiments	Immeubles loués en vertu de contrats de location-acquisition	Réparations majeures	2014	2013
Coût des immobilisations						
Solde au début	233 148	4 161 521	28 406	300 717	4 723 792	4 648 269
Acquisitions	10 704	114 645	–	42 005	167 354	80 706
Dispositions	(499)	(6 607)	–	(261)	(7 367)	(5 183)
Solde à la fin	243 353	4 269 559	28 406	342 461	4 883 779	4 723 792
Amortissement cumulé						
Solde au début	–	1 259 154	12 034	72 121	1 343 309	1 219 173
Amortissement	–	108 578	1 027	19 182	128 787	126 636
Incidence des dispositions	–	(1 273)	–	(238)	(1 511)	(2 500)
Solde à la fin	–	1 366 459	13 061	91 065	1 470 585	1 343 309
Valeur nette comptable	243 353	2 903 100	15 345	251 396	3 413 194	3 380 483

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2014 (SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

Le total des immobilisations inclut des terrains cédés par baux emphytéotiques pour un montant de 9,0 millions de dollars (2013 : 9,0 millions de dollars).

Les acquisitions s'élèvent à 167,4 millions de dollars (2013 : 80,7 millions de dollars), dont un montant de 154,3 millions de dollars correspond à un transfert de

travaux en cours (2013 : 71,1 millions de dollars). Les dispositions s'élèvent à 7,4 millions de dollars (2013 : 5,2 millions de dollars), dont un montant de 0,1 million de dollars représente un transfert aux immeubles destinés à la vente (2013 : 2,5 millions de dollars). Un montant de 10,9 millions de dollars était impayé au 31 mars 2014 (2013 : 10,6 millions de dollars).

18. AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Améliorations locatives	Équipement	Mobilier et équipement en location	Dévelop- pements de systèmes informatiques	2014	2013
Coût des immobilisations						
Solde au début	51 853	36 761	43 957	14 914	147 485	140 013
Acquisitions	3 794	1 413	–	3 322	8 529	7 672
Dispositions	(884)	(759)	–	(44)	(1 687)	(200)
Solde à la fin	54 763	37 415	43 957	18 192	154 327	147 485
Amortissement cumulé						
Solde au début	26 743	30 631	42 484	2 703	102 561	93 959
Amortissement	4 419	1 785	919	1 588	8 711	8 780
Incidence des dispositions	(425)	(583)	–	(5)	(1 013)	(178)
Solde à la fin	30 737	31 833	43 403	4 286	110 259	102 561
Valeur nette comptable	24 026	5 582	554	13 906	44 068	44 924

Des équipements au coût de 0,2 million de dollars (2013 : 0,3 million de dollars) ainsi que des développements de systèmes informatiques au coût de 3,1 millions de dollars (2013 : 5,0 millions de dollars) sont en voie de réalisation au 31 mars 2014 et ne sont pas amortis.

19. TRAVAUX EN COURS

	2014	2013
Travaux en cours - immeubles en construction*	210 743	187 879
Travaux en cours facturables	80 176	86 582
	290 919	274 461

* 19,6 millions de dollars (2013 : nul) sont réalisés dans le cadre d'une entente de partenariat public-privé relative au Centre de détention de Sorel-Tracy.

Au cours de l'exercice, les frais suivants ont été capitalisés aux travaux en cours :

	2014	2013
Frais généraux et administratifs spécifiquement imputables aux projets en cours de construction (note 27)	18 609	15 850
Intérêts (note 25)	3 038	2 160
	21 647	18 010

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2014 (SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

20. CAPITAL-ACTIONS

Les actions de la SQI sont détenues par le ministre des Finances.

	2014	2013
Autorisé :		
300 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune		
Émis et payé :		
90 001 actions	90 001	90 001

21. EXCÉDENT CUMULÉ

	2014	2013
Excédent cumulé	436 750	459 319
Portion de l'excédent cumulé liée à un non-appariement des revenus de la clientèle du réseau de la santé et des services sociaux*	191 384	169 664
Excédent cumulé résiduel	245 366	289 655

* Les revenus de la clientèle du réseau de la santé et des services sociaux, établis annuellement en fonction d'un CT avec le réseau de la santé et des services sociaux, sont constatés sur une période de 15 ans alors que les charges correspondantes, qui sont liées principalement à l'amortissement des immobilisations et de charges d'intérêts, sont réparties sur une période supérieure, ce qui entraîne un non-appariement des revenus et des charges.

L'excédent cumulé lié au non-appariement des revenus de la clientèle du réseau de la santé et des services sociaux est lié aux charges futures rattachées à ces immobilisations.

Également, compte tenu de la nature même des actifs générant ces charges, la Société est à évaluer la nature même des actifs générant ces charges ainsi que la problématique liée au financement des immobilisations de la clientèle du réseau de la santé et des services sociaux et proposera à moyen terme une solution à chacun des intervenants impliqués. Cette solution pourrait avoir notamment comme impact de modifier dans les années futures les postes suivants aux états financiers : immeubles, autres immobilisations corporelles, emprunts temporaires, dettes à long terme, revenus reportés, amortissement et frais financiers.

22. HONORAIRES DE GESTION

	2014	2013
Entités sous contrôle commun		
Ministères et organismes	6 043	6 003
Réseau de la santé et des services sociaux	8 025	10 024
Autres	1 607	1 165
	15 675	17 192

23. REVENUS D'INTÉRÊTS

	2014	2013
Créances		
Liées aux aménagements	8 679	8 812
Liées aux projets établissement	505	528
Sommes à recevoir de Financement-Québec suite aux transferts de prêts	4 754	6 527
Sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme	133	475
Autres	515	584
	14 586	16 926

24. FRAIS D'EXPLOITATION DES IMMEUBLES

	2014	2013
Exploitation	105 419	95 396
Salaires, autres coûts directs et frais généraux imputables à l'exploitation des immeubles (note 27)	37 461	37 977
Conservation	1 123	2 006
Amortissement des réparations majeures	19 182	17 164
Frais de relocalisation	551	1 449
	163 736	153 992

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2014 (SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

25. FRAIS FINANCIERS

	2014	2013
Charges d'intérêts :		
Dettes à long terme		
Ministères et organismes	117 356	117 063
Autres	22 303	30 910
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 079	2 212
Emprunts temporaires		
Ministères et organismes	1 539	2 158
Autres	4 865	4 744
Autres	58	51
	148 200	157 138
Moins :		
Intérêts capitalisés aux travaux en cours (note 19)	3 038	2 160
Intérêts imputés aux résultats sous les frais généraux et administratifs	940	1 043
	3 978	3 203
	144 222	153 935

26. AMORTISSEMENT

	2014	2013
Immeubles	128 787	126 636
Autres immobilisations corporelles	8 711	8 780
	137 498	135 416
Moins :		
Amortissement imputé aux résultats sous les frais généraux et administratifs et frais d'exploitation des immeubles	20 583	18 934
	116 915	116 482

27. FRAIS GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS - NET

	2014	2013
Salaires et avantages sociaux	66 824	64 995
Frais des locaux occupés par la SQI	8 066	6 686
Autres dépenses administratives	10 060	10 524
	84 950	82 205
Moins :		
Frais capitalisés aux travaux en cours (note 19)	18 609	15 850
Frais imputés à l'exploitation des immeubles (note 24)	37 461	37 977
Frais imputés aux aménagements et autres services offerts aux clients	2 461	1 391
Frais imputés aux coûts relatifs aux honoraires de gestion	12 125	10 277
	70 656	65 495
	14 294	16 710

28. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel de la SQI participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) administrés par un organisme du gouvernement du Québec. Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2014, le taux de cotisation de la SQI pour le RREGOP a augmenté de 9,18 % à 9,84 % de la masse salariale cotisable et celui pour le RRPE, le RRF et le RRAS a augmenté de 12,30 % à 14,38 %.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2014 (SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2014 (0,54 % au 1^{er} janvier 2013) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, la SQI doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2013 correspondant à 1,08 % de la masse salariale cotisable et à 11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014.

Les cotisations de la SQI, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 3,6 millions de dollars (2013 : 3,7 millions de dollars). Les obligations de la SQI envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Obligations relatives aux congés de maladie

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la Société. La valeur de ces obligations est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Les hypothèses économiques à long terme utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des obligations sont les suivantes :

	2014	2013
Taux de croissance de la rémunération	3,00 %	3,25 %
Taux d'actualisation	3,07 %	3,45 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	Entre 5 et 28 ans	Entre 9 et 13 ans

Provision pour congés de maladie et vacances

	Maladie	Vacances	2014	2013
Solde au début	6 515	5 790	12 305	11 970
Charge de l'exercice	2 101	5 711	7 812	8 293
	8 616	11 501	20 117	20 263
Moins :				
Prestations versées au cours de l'exercice	2 279	5 580	7 859	7 958
Solde à la fin	6 337	5 921	12 258	12 305

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2014 (SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

29. CONSOLIDATION

PROPORTIONNELLE DE LA SOCIÉTÉ
BON PASTEUR S.E.N.C.

Au 31 mars 2014, la quote-part de chacun des éléments de la Société Bon Pasteur s.e.n.c. comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle se détaille comme suit :

	2014	2013
Actif	17 594	17 790
Passif	9 363	10 092
Capitaux propres	8 231	7 698
Produits	3 297	3 176
Charges	2 464	2 464
Bénéfice net	833	712

30. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les produits d'aménagements et autres services offerts aux clients proviennent d'opérations conclues avec les ministères et organismes.

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées ci-dessus ainsi que dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, la SQI est apparentée avec tous les ministères, les fonds spéciaux, les agences de la santé et des services sociaux, les établissements et les organismes du réseau de la santé et des services sociaux, le ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

La SQI n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers. La SQI a transféré la filiale 9227-9702 Québec inc. à l'Agence métropolitaine de transport. Cette transaction est divulguée à la note 9.

31. INSTRUMENTS FINANCIERS

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la SQI au risque de crédit.

La SQI évalue la condition financière de ses clients autres que ceux des ministères et organismes et du réseau de la santé et des services sociaux sur une base continue et examine l'historique de crédit de tout nouveau client. La SQI établit une provision pour créances irrécouvrables en tenant compte notamment du risque de crédit de clients particuliers et des tendances historiques. La SQI n'est pas exposée à un niveau de risque significatif à l'égard de ses clients.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la SQI ne soit pas en mesure de satisfaire à ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire à ses obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2014 (SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

Les flux de trésorerie contractuels relativement aux passifs financiers se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	1 à 3 ans	3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes à long terme	233 479	366 352	119 101	2 009 769
Emprunts temporaires	432 399	–	–	–
Charges à payer et frais courus				
Salaires et provision pour vacances	11 983	–	–	–
Fournisseurs	192 643	–	–	–
Intérêts courus sur emprunts	44 716	–	–	–
	915 220	366 352	119 101	2 009 769

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix. Compte tenu que la SQI n'effectue aucune opération en devises étrangères et ne détient pas de placements négociés sur un marché, elle est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et passifs financiers, mais comme la SQI a l'intention de conserver ses créances aux aménagements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts temporaires et ses dettes à long terme selon l'échéancier prévu, elle est peu exposée à ce risque.

La SQI est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts temporaires à taux variables.

À la date de l'état de la situation financière, le portrait relatif aux taux d'intérêt de la SQI se détaille comme suit :

	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Créances liées aux aménagements	221 717	–	221 717
Trésorerie et équivalents de trésorerie	405	–	405
Passifs financiers			
Dettes à long terme	2 737 040	–	2 737 040
Dette découlant d'une entente de partenariat public-privé	19 639	–	19 639
Emprunts temporaires	–	432 399	432 399

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2014 (SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

L'effet net tant sur les actifs que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 28,2 millions de dollars (2013 : 27,8 millions de dollars) l'excédent annuel.

32. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Contrats de location-exploitation

Les paiements minimaux exigibles en vertu des baux de location-exploitation se détaillent comme suit :

Exercice	
2015	310 686
2016	285 611
2017	253 236
2018	210 827
2019	182 850
2020-2024	531 198
2025-2029	267 387
2030-2034	21 827
2035-2039	8 802
2040 et suivants	19 066
	2 091 490

Projets de construction et d'aménagement

Au 31 mars 2014, des travaux et des honoraires externes reliés à des projets de construction et d'aménagement ont fait l'objet d'engagements contractuels totalisant 160,1 millions de dollars (2013 : 167,0 millions de dollars).

Entente de partenariat public-privé

La SQI a conclu au cours de l'exercice une entente de partenariat public-privé d'une durée de 30 ans pour le Centre de détention Sorel-Tracy pour la conception, la construction et l'exploitation de l'établissement. Jusqu'à la fin de l'entente en juillet 2043, la SQI s'est engagée pour un montant de 334,1 millions de dollars dont 146,7 millions de dollars pour l'acquisition d'immobilisation et 187,4 millions de dollars pour l'exploitation de l'établissement.

Les obligations relatives à l'exploitation de l'établissement se détaillent comme suit :

Exercice	
2015	—
2016	—
2017	2 955
2018	5 021
2019	5 036
2020-2024	27 065
2025-2029	31 789
2030-2034	37 986
2035-2039	40 246
2040-2044	37 311
	187 409

Contrats liés à l'exploitation des immeubles

La SQI a conclu des contrats principalement d'entretien préventif et d'entretien ménager relatifs à l'exploitation de ses immeubles.

Les obligations relatives à l'exploitation des immeubles se détaillent comme suit :

Exercice	
2015	12 748
2016	4 104
2017	2 183
2018	1 193
2019	611
2020-2024	127
	20 966

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2014 (SUITE)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

33. ÉVENTUALITÉS

Litiges

Des poursuites judiciaires et des réclamations contre la SQI, au montant de 31,2 millions de dollars (2013 : 16,6 millions de dollars), sont en cours à la date de préparation des états financiers. La direction est d'avis qu'une provision adéquate a été constituée à l'égard des déboursés qui pourraient découler de ces litiges et elle ne prévoit donc pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la SQI.

Environnement

Les activités de la SQI sont assujetties à des lois, règlements et directives sur l'environnement adoptés par les autorités gouvernementales.

Amiante

Les immeubles de la SQI construits avant 1985 sont susceptibles de contenir de l'amiante. La présence d'amiante dans un immeuble n'implique cependant pas l'obligation de désamiantage immédiat. En effet, comme ce matériau est généralement encapsulé, il ne présente pas de risques tant et aussi longtemps qu'une intervention qui aurait pour effet d'altérer cette couche protectrice n'est pas réalisée. Ainsi, les travaux d'entretien et de réparation sont généralement assurés au moyen d'activités qui n'impliquent pas nécessairement l'enlèvement de l'amiante. La sécurité de ses travailleurs, des occupants de l'immeuble et de la population en général guide la SQI dans sa décision de procéder à l'enlèvement de l'amiante. Quant aux interventions importantes qui requièrent l'enlèvement de l'amiante, elles sont planifiées au moment où les changements technologiques ou l'état de l'immeuble les justifient.

Pyrrhotite

Plusieurs immeubles résidentiels et commerciaux de la région de Trois-Rivières sont touchés par la présence de pyrrhotite dans le béton. Cette substance peut provoquer le soulèvement et la fissuration de la dalle d'un immeuble, problématique retrouvée principalement du côté résidentiel. Des études et analyses périodiques sont entreprises afin de surveiller la situation et actuellement rien ne laisse entrevoir de détériorations importantes aux immeubles de la SQI. La valeur nette comptable des immeubles en propriété de la SQI pour cette région est de 81,3 millions de dollars.

En date du 31 mars 2014, la direction ne prévoit pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la SQI.

Terrains contaminés

La SQI possède également des terrains contaminés. Un passif environnemental relatif aux coûts de réhabilitation des terrains contaminés est comptabilisé, à l'exception des terrains se rapportant au réseau de la santé et des services sociaux, lorsqu'il est probable que la SQI en assumera la responsabilité, dans la mesure où le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable.

Quant aux terrains contaminés se rapportant au réseau de la santé et des services sociaux, les pertes qui pourraient découler de ce passif éventuel seront assumées par les locataires en vertu de baux signés par la SQI.

La direction est d'avis qu'une provision adéquate a été constituée relativement à ces éléments.

34. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2013 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014.

ATTESTATION DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES CONTRÔLES INTERNES

Nous avons examiné les états financiers ainsi que le rapport annuel de la Société québécoise des infrastructures (Société) pour l'exercice clos le 31 mars 2014.

À ces égards, nous avons la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière pour la Société.

Ainsi, nous avons conçu et fait concevoir sous notre supervision des contrôles pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société nous est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les états financiers et le rapport annuel sont produits et que l'information qui doit être présentée par la Société dans le rapport annuel est enregistrée, traitée et présentée dans les délais prescrits.

Après évaluation, nous attestons que les contrôles conçus sous notre supervision fournissent l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux Normes comptables canadiennes du secteur public.

Le président-directeur général,



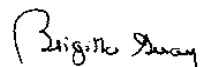
Luc Meunier

Québec, le 12 juin 2014

Nous attestons également qu'à notre connaissance et avec la diligence raisonnable dont nous avons fait preuve, les états financiers ainsi que le rapport annuel ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important, ni n'omettent de fait important devant être déclaré, et ce, pour les exercices visés par ces documents.

Nous attestons enfin qu'à notre connaissance et avec la diligence raisonnable dont nous avons fait preuve, les états financiers et les autres éléments d'information financière présentés dans le rapport annuel donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux dates de clôture des exercices présentés dans les états financiers et le rapport annuel, ainsi que des résultats de son exploitation pour ces exercices.

La vice-présidente Administration et Information,



Brigitte Guay, CPA, CGA

